N° 2 — FEVRIER 1962 — 38e ANNEE

EDITORIAL

5
Devant le péril fasciste.

GAULLISME ET FASCISME

10
PIERRE VILLON La politique gaulliste et le danger fasciste.

31
VICTOR JOANNES Le Parti communiste et la Ve République.

43
MARCEL ROSETTE L'union des forces démocratiques dans la lutte contre le fascisme.

65
GILBERT MURY Le cosmopolitisme réactionnaire contre la nation.

77
HENRI ERNST Le néofascisme.

LE PARTI ET LA CULTURE

98
WALDECK ROCHET Problèmes philosophiques.

QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

126

MAURICE BOURJOL **Le District de la région de Paris.**

QUESTIONS PAYSANNES

150

JEAN FLAVIEN **Le Marché commun et l'agriculture française.**

RUBRIQUE INTERNATIONALE

161

JOE NORDMANN **Répression et préparation à la guerre en R.F.A.**

LIVRES ET REVUES

170

« Le Front populaire pour le pain, la liberté et la paix », de J. Chambaz (E. Tersen) ; **« Baragan »**, de E. Galan (P. Charbonnel) ; **« Economie et politique »** (P. Fabre) ; **« L'école et la nation »**, formule nouvelle (P. Morlet).

DOCUMENTS

184

Un million de Parisiens aux obsèques (13 février) • Hommage aux victimes de la répression policière (11 et 10 février) • Résolutions du Comité central (10 février) • Le fascisme ne passera pas ! (9 et 7 février) • Le péril fasciste et le développement de l'action populaire (25 janvier) • Ecraser l'O.A.S. et imposer la paix en Algérie (18 janvier).

DEVANT LE PÉRIL FASCISTE

AU moment où nous écrivons ces lignes, le peuple de Paris, au cours d'obsèques solennelles et grandioses, accompagne à leur dernière demeure les huit martyrs antifascistes tombés sous les coups de la police gaulliste le 8 février dernier.

L'assassinat de ces travailleurs, dont sept d'entre eux étaient communistes, a soulevé dans tout le pays et à l'étranger une émotion profonde et une réprobation unanime.

C'est pour protester et s'élever contre le danger grandissant du fascisme, contre la poursuite des plasticages criminels des hommes de l'O.A.S., pratiquement jamais inquiétés ou restant impunis, que la classe ouvrière et le peuple se sont dressés en de puissantes manifestations antifascistes. Mais c'est contre elles que le pouvoir gaulliste a dépêché ses forces policières et répandu le sang.

La diversion anticommuniste du gouvernement pour tenter de justifier sa sauvagerie policière, éclaire un peu plus sa nature profondément réactionnaire, éclaire sa collusion de fait avec l'O.A.S. Elle montre d'une façon tragique que le pouvoir gaulliste, pouvoir des monopoles s'attaque en fin de compte à tous ceux : communistes, socialistes, catholiques, démocrates et républicains qui entendent faire barrage à l'O.A.S. et n'acceptent pas de vivre sous le joug d'une dictature personnelle synonyme d'oppression, de misère et de guerre.

Contre la montée du péril fasciste, l'idée que le peuple doit compter désormais sur ses propres forces unies pour lui barrer la route a fait d'importants progrès.

L'union réalisée, notamment au soir du 8 février, le démontre. Cette union s'est d'ailleurs puissamment renforcée lors de l'appel à la grève générale le jour des obsèques des victimes lancé par

toutes les organisations syndicales parisiennes, auxquelles se sont associés notre Parti, le P.S.U., le Mouvement de la jeunesse communiste, le Mouvement de la paix.

Même les décisions de grève et de manifestation de la C.F.T.C., F.O. et de la F.E.N., du Parti socialiste S.F.I.O., lancées pour le lundi 12 février, bien qu'elles contiennent une part d'arrière-pensée et de manœuvre sont avant tout l'expression du puissant mouvement de masse contre le fascisme qui se développe actuellement.

Une telle prise de conscience du danger O.A.S. et un tel développement de l'action unie pour lui faire échec, sont avant tout le résultat de la juste politique et de l'action courageuse menée par notre Parti.

Dénonçant, d'une part, sans relâche la nature du pouvoir personnel ouvrant la voie au fascisme, travaillant, d'autre part, sans relâche à l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques, notre Parti s'est révélé, une fois encore, la force principale dans la lutte antifasciste, le Parti qui montre, non seulement, au peuple la voie de l'intérêt national, mais organise son combat pour reconquérir les libertés et la démocratie.

■

Le grand problème du moment réside donc dans l'organisation rapide et puissante de toutes les forces ouvrières et démocratiques afin de dresser un barrage infranchissable aux fascistes de l'O.A.S. et de les écraser.

Mais la lutte antifasciste ne saurait se mener efficacement et aboutir victorieusement sans avoir la claire conscience que le danger O.A.S. ne se limite pas uniquement à l'éventualité d'un coup de force.

En effet, l'attitude complice du pouvoir à l'égard de l'O.A.S., la persistance des dirigeants socialistes de droite à refuser l'unité ouvrière, à prôner l'anticommunisme, à afficher certaines thèses rejoignant celles de l'O.A.S., montrent parfaitement que certains milieux n'ont pas abandonné l'idée d'un compromis avec les factieux. S'il est vrai que l'O.A.S. ne repose sur aucune force populaire, qu'elle n'a aucune audience dans le peuple de notre pays, par contre, elle tire sa force et son arrogance de la mansuétude du pouvoir gangréné par ses hommes, elle tire aussi sa force de la politique de division et

de capitulation des dirigeants socialistes de droite et de certains hommes politiques se réclamant de la démocratie.

La vigilance et la nécessité de tout mettre en œuvre pour répondre à un éventuel coup de force fasciste ne sauraient donc nous faire oublier que les méthodes du néo-fascisme revêtent d'autres formes, celles par exemple de l'utilisation du compromis politique, et cela notamment sous prétexte d'éviter la guerre civile.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'analyser et de dénoncer systématiquement l'attitude complice du pouvoir gaulliste en même temps que la politique de division des dirigeants socialistes de droite.

Il est bien évident que si des contradictions réelles, mais secondaires opposent le pouvoir aux hommes de Salan, il n'en reste pas moins que ce pouvoir du capital monopoliste et de la haute banque conserve comme adversaire principal : les masses populaires qu'il tente de courber toujours plus sous son joug.

Cette contradiction fondamentale entre la classe exploiteuse au pouvoir et les masses laborieuses, que notre Parti a toujours éclairée ne saurait en aucun moment s'estomper. C'est elle, au contraire, qui explique que pour continuer à mener une politique antipopulaire et antinationale le pouvoir gaulliste se trouve tout naturellement entraîné à pactiser avec les factieux, à les utiliser, et, par conséquent, à composer avec eux.

Dans le conflit algérien, la recherche d'une solution la moins défavorable possible à l'impérialisme français se trouve ainsi aidée par la pression politique que représente l'agitation factieuse.

De plus, le pouvoir ne peut se priver de l'instrument de répression et d'oppression que représentent pour lui les forces du fascisme dans la lutte contre l'action grandissante des forces démocratiques et nationales.

Toutes ces constatations d'aujourd'hui confirment combien notre Parti avait apprécié justement — et dès son avènement — la nature du pouvoir gaulliste qui porte en lui la menace du fascisme déclaré.

Les tentatives de compromis de certains milieux de gauche avec la bourgeoisie s'illustrent par des prises de position identiques, notamment à propos de l'Algérie.

Guy Mollet s'acharne toujours à réclamer sur le problème algérien des « garanties pour la minorité européenne » qui s'apparentent

plus à des garanties de caractère colonial qu'à des garanties légitimes. En fait cette position rejoint les exigences colonialistes de de Gaulle et remet sans cesse en cause l'idée de l'application sans restriction du droit des Algériens à l'autodétermination et à l'indépendance.

Il en va de même des positions énoncées par Maurice Faure, président du Parti radical, sur cette question. Elles rejoignent aussi les déclarations politiques d'hommes comme Jules Romain, André Morice, Lacoste et Lejeune qui, sous couvert d'un prétendu « comité de la gauche », parlent à propos des négociations franco-algériennes du « dédain manifesté au peuple français d'Algérie ».

Mais aujourd'hui, étant donné les reculs des forces colonialistes et le développement continu de l'action populaire, rien ne doit s'opposer à la conclusion d'un accord aboutissant à la paix en Algérie.

L'accord politique entre certaines formations de gauche et la grande bourgeoisie au pouvoir ne se limite pas seulement à ce problème. Que ce soit sur la constitution antidémocratique imposée par de Gaulle, le Pacte Atlantique ou le Marché commun, de nombreux autres points d'accord unissent ces formations au pouvoir.

Ainsi, comme le déclarait Paul Laurent dans son rapport devant le Comité central de Choisy-le-Roi :

> *« Certains chefs politiques de la bourgeoisie, y compris les socialistes de droite, inquiets des difficultés plus grandes des monopoles capitalistes à continuer leur politique antipopulaire et antinationale, se préoccupent d'en redorer le blason, encore une fois sous le couvert d'une « pseudo troisième force ». Sans porter atteinte le moins du monde au système du pouvoir personnel, ils proposent, dans un soi-disant but d'apaisement, de capituler devant certaines exigences de l'O.A.S. »*

■

Ainsi au cours de la grande bataille engagée par notre peuple contre le péril fasciste, il est absolument indispen-

sble de battre en brèche la politique de capitulation et de compromission des dirigeants socialistes de droite.

Le danger O.A.S. actuel, inséparable de la désastreuse politique pratiquée par le pouvoir depuis trois années, n'est-il pas issu de la politique de division, de la politique de collaboration de classe pratiquée précisément par les dirigeants socialistes qui, sous couvert d'anticommunisme et par crainte du peuple, aidèrent de Gaulle à se hisser au pouvoir ?

L'anticommunisme — et cela apparaît de plus en plus aux yeux des masses actuellement dressées et unies dans le combat antifasciste — recouvre toujours la poursuite de la politique d'entente avec la grande bourgeoisie.

La répression sanglante organisée le 8 février dernier par le pouvoir gaulliste à l'égard des forces populaires dressées contre le péril O.A.S. a découvert le vrai visage de la politique tyrannique, de la politique de classe de ce régime. Elle a souligné en même temps la gravité du danger fasciste, la nécessité et les possibilités de l'unité des forces ouvrières et nationales pour y mettre un terme.

Elle a montré dans sa tragédie tout le bien fondé de la politique nationale de notre Parti qui, avec confiance et persévérance, n'a cessé d'alerter et de travailler au rassemblement de toutes les énergies ouvrières et démocratiques afin d'en finir avec la guerre d'Algérie et son corollaire, le fascisme.

La bataille n'est pas terminée, c'est pourquoi les communistes redoubleront d'efforts pour continuer à créer et à renforcer des milliers et des milliers de comités antifascistes dans les entreprises et les quartiers. Ils poursuivront aux côtés de tous les combattants de la paix la lutte pour imposer la solution négociée du problème algérien. Ils continueront à propager avec audace et fierté la politique claire et unitaire de notre Parti qui se révèle à travers les événements comme la seule juste et valable.

Ils renforceront dans cette période d'intense activité, l'organisation et les rangs de notre glorieux Parti, le Parti des martyrs de la liberté.

13 février 1962.

PIERRE VILLON

LA POLITIQUE GAULLISTE ET LE DANGER FASCISTE

L'activité criminelle de l'O.A.S. et ses projets d'instaurer le fascisme en France ont des racines profondes qu'il faut déceler.

On ne peut pas bien combattre sans savoir.

Pierre Villon fait ici une analyse remarquable des raisons et des phénomènes de classe qui sont à l'origine de la poussée fasciste actuelle.

« PLUS particulièrement l'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme de monopole évolue en capitalisme de monopole d'Etat — montre le renforcement extraordinaire de la « machine d'Etat », l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire... »

Ces lignes furent écrites par Lénine, en août 1917, dans *L'Etat et la Révolution*.

Depuis lors, toutes les contradictions alors existantes du capitalisme se sont aggravées : la contradiction entre le capital et le travail, celle entre puissances impérialistes en lutte pour les sources de matières premières et les marchés, et celle entre puissances coloniales et peuples colonisés.

A ces contradictions est venue s'y ajouter, depuis octobre 1917, une nouvelle : la contradiction entre le monde capitaliste et le monde socialiste. L'existence de ce dernier, son renforcement et son extension ont encore aggravé les autres contradictions inhérentes au capitalisme dans sa phase impérialiste.

Toutes ces contradictions, et particulièrement les contradictions qui l'opposent à la classe ouvrière et au monde socialiste, sont à l'origine de la tendance de la bourgeoisie dominante à renforcer

l'appareil d'Etat et à abolir, d'une façon ou d'une autre, les libertés et les institutions démocratiques.

> « Pour prévenir et contenir la révolte des masses laborieuses et pour préparer la guerre, en assurant ses arrières, la bourgeoisie, à l'échelle internationale, a besoin du fascisme »,

disait Maurice Thorez au VIIe Congrès de l'Internationale communiste, le 3 août 1935.

En outre, la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat, notée par Lénine, s'est poursuivie. Or, le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste et, à plus forte raison, la mainmise des monopoles sur l'Etat, font que la démocratie bourgeoise, malgré son caractère de classe, devient insupportable à l'oligarchie financière (1).

Celle-ci n'a que faire d'un régime assurant les compromis entre les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie. Car il ne lui suffit pas d'assurer sa domination sur la classe ouvrière. Il lui faut encore accroître ses profits en réduisant ceux des fractions non-monopolistes de la bourgeoisie, voire en les éliminant. Or, comment procéder à l'élimination des petites et moyennes entreprises industrielles, du petit et du moyen commerce, des petites et moyennes exploitations agricoles avec un parlement ayant le pouvoir de renverser le gouvernement ?

Même si, grâce aux méthodes habituelles de la démocratie bourgeoise (lois électorales injustes, découpage des circonscriptions, corruption des élus, etc.), ce parlement ne reflète pas le rapport des forces exact entre les différentes classes et couches sociales, il y a toujours le risque qu'une majorité d'élus soit sensible au mécontentement des victimes de l'oligarchie financière.

Pour ne pas perdre leur base électorale, un certain nombre d'entre eux, même parmi les réactionnaires, doivent tenir compte des préoccupations populaires. Ils le doivent d'autant plus dans la mesure où il existe un puissant Parti communiste qui prend en mains non seulement la défense du prolétariat, mais encore celle des classes moyennes des villes et des campagnes à la fois dans le pays, influençant leurs organisations professionnelles, et au parlement.

Ainsi, par exemple, le parlement a, à plusieurs reprises, avant mai 1958, pour la répartition différentielle des charges de résorption du blé, pris, sous la pression de l'action de masse, des décisions qui allaient dans le sens de ce que proposait notre Parti et à contre-sens des volontés du capital financier qui aurait voulu liquider les entreprises dites marginales, c'est-à-dire l'exploitation familiale.

---

(1) Voir à ce propos l'excellente démonstration faite par Henri Claude dans son livre **Gaullisme et grand capital,** pp. 58 à 71 (Editions sociales).

Maurice Thorez, dans son article paru dans le n° 10-1961 des **Cahiers du Communisme,** notait que le capitalisme monopoliste d'Etat « ajoute à l'aggravation de la contradiction essentielle entre le capital et le travail un autre antagonisme toujours plus profond : celui qui oppose la mince couche rapace et oppressive des monopolistes à toutes les autres classes et couches de la population... » (p. 1512).

En outre, la mainmise même du capital monopoliste sur l'Etat, le placement de ses hommes aux principaux leviers de commande, sont freinés par l'existence d'une démocratie parlementaire.

LE CAPITAL FINANCIER ET LA DEMOCRATIE

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, nous assistons en France, depuis près de trente ans, à un effort constant de la part du capital monopoliste en vue d'abolir ce qui restait de démocratie parlementaire bourgeoise, soit par l'instauration du fascisme, soit par des révisions constitutionnelles partielles ou totales.

Le mouvement politique « Le Redressement français », fondé par Ernest Mercier et Albert Petsche, c'est-à-dire les Banques de Paris et des Pays-Bas, Rothschild et Lazard, au lendemain de la première guerre mondiale, les campagnes de Tardieu, les travaux du « Comité technique pour la réforme de l'Etat », présidé par Jacques Bardoux lié à la Banque d'Indochine (comme son petit-fils Valéry Giscard-d'Estaing), comité où l'on retrouve E. Mercier à côté de deux futurs conseillers de Vichy, Joseph Barthélemy et Raphaël Alibert, aboutissaient aux mêmes conclusions : renforcement du pouvoir de l'Exécutif et réduction du rôle du parlement [2].

Le capital monopoliste soutenait en même temps les mouvements fascistes tels que les « Croix-de-Feu ». Le chef de ces derniers était le colonel comte de La Rocque, ancien officier du 2e Bureau passé au service du trust de l'électricité, dont le maître fut Ernest Mercier [3]. Le porteur de la carte n° 13 de ce mouvement était un de Wendel, du Comité des Forges et de la Bqnque de France.

La constitution élaborée par l'entourage de Pétain à Vichy en 1942, comme celle préparée par le *Comité général d'Etudes* [4] clandestin, auquel appartenaient entre autres Robert Lacoste, René Courtin, René Brouillet [5], Pierre Lefaucheux, Emmanuel Monick [6] et Michel Debré, comme le projet de l'O.C.M. [7] (Organisation Civile et Militaire) procédaient des mêmes préoccupations, reprenaient même certaines suggestions déjà exprimées par le Comité Bardoux en 1935.

---

(2) Voir l'histoire détaillée de ces efforts dans le livre de Henri Claude déjà cité, pp. 49-58.

(3) Ernest Mercier était le beau-père de Wilfrid Baumgartner.

(4) Fondé par Francois de Menthon. ce Comité était en liaison directe avec de Gaulle. Il n'a jamais été subordonné au C.N.R., contrairement à ce que Henri Claude laisse supposer dans son livre.

(5) René Brouillet a été de 1958 à 1961 secrétaire général de l'Elysée.

(6) Aujourd'hui président de la Banque de Paris et des Pays-Bas et vice-président ou administrateur d'autres banques ou sociétés par actions.

(7) Le représentant de ce mouvement au C.N.R., Blocq-Mascart, ancien banquier, administrateur de sociétés, joua un certain rôle dans le complot du 13 mai et est actuellement un des porte-parole de l'O.A.S.

Dans la mesure où elle rencontrait des obstacles dans la réalisation totale de ses objectifs, la fraction monopoliste de la bourgeoisie s'est efforcée de rogner les libertés et les droits démocratiques. Ce fut le cas avec l'introduction de la pratique des décrets-lois avant la deuxième guerre mondiale, ou encore avec le renoncement de l'Assemblée nationale à son droit de proposer des dépenses supplémentaires au cours du vote du budget.

Il est utile de rappeler aujourd'hui aux républicains que des dirigeants de partis qui se veulent démocratiques, et dont les adhérents ou électeurs le sont certainement dans leur masse, qui ont favorisé en 1958 l'investiture du général de Gaulle et qui, aujourd'hui, lancent l'exclusive anticommuniste pour la formation d'un front unique contre l'O.A.S., ont, depuis 1947, participé à cette entreprise de liquidation de la démocratie. Des hommes comme Guy Mollet, Maurice Faure et Pflimlin ont soutenu des mesures qui réduisaient déjà les droits de l'Assemblée nationale élue par le suffrage universel et les libertés démocratiques : liberté de réunion, de manifestation, de grève, de la presse, etc. Ils ont participé à une campagne idéologique en faveur de modifications constitutionnelles ayant pour but d'assurer la stabilité gouvernementale par des mesures restreignant les droits du parlement de renverser le gouvernement — comme si l'instabilité gouvernementale n'avait pas eu pour véritable cause la contradiction entre une politique gouvernementale favorable au grand capital et les intérêts de toutes les autres classes de la nation ! Ces singuliers démocrates qui, en 1956, ont formé le « Front républicain » avec le parti gaulliste, qui aujourd'hui se « rencontrent » déjà avec M. Pinay, n'ont guère de leçons de démocratie à donner au Parti communiste français qui, seul pendant des années, a mené la lutte contre ces complots contre la démocratie fomentés par l'oligarchie monopoliste.

Deux fois l'oligarchie financière a réussi à instaurer un régime entièrement à sa convenance. La première, ce fut en 1940 avec Pétain, grâce à la défaite. La seconde, ce fut en 1958 avec de Gaulle, grâce au complot du 13 mai issu de la guerre d'Algérie.

Si le premier disparut avec les baïonnettes allemandes sur lesquelles il s'appuyait, ce n'est ni à la bourgeoisie monopoliste ni à de Gaulle qu'on le doit. Un des plus proches collaborateurs de ce dernier, Dewavrin dit Passy [8], déclara un jour à la radio de Londres à peu près ceci : Les nouvelles structures que Pétain avait données à la France étaient bonnes, il était seulement regrettable qu'en les instaurant avec l'appui de l'envahisseur il les faisait haïr et rejeter par le peuple français.

Un représentant du Comité des Forges, qui reçut un jour, fin 1943 ou début 1944, Yves Farges en quête de dons en faveur du C.A.D. (Comité d'Action contre la Déportation) afin de subvenir aux premiers besoins des ouvriers passant dans l'illégalité pour ne

(8) Passy fut le chef du B.C.R.A. à Londres qui se transforma après la Libération en D.G.R., une police politique qui joua un rôle trouble dans différentes affaires. Appartenant à une famille d'industriels du Nord, il avait fait partie de la Cagoule avant la guerre.

pas être expédiés en Allemagne, lui expliqua sans ménagement qu'il donnerait de l'argent à une seule condition : il fallait préparer des unités de maquisards contre les communistes, car, disait-il, après la Libération, pour reconstruire le pays, la grande industrie devait gouverner directement et non plus par personne interposée et, pour cela, il fallait éliminer physiquement les communistes qui étaient le seul obstacle à l'instauration d'un tel gouvernement.

De Gaulle lui-même souhaitait une constitution présidentielle ne comportant qu'une Assemblée consultative. C'est parce qu'il ne voulait pas se soumettre au contrôle d'une Assemblée constituante et législative, élue au suffrage universel, qu'il donna sa démission le 20 janvier 1946. S'il lui fallut attendre douze ans et une situation dramatique pour être rappelé au pouvoir aux conditions posées par lui, c'est pour deux raisons principales.

D'une part, la faillite sanglante du fascisme italien et allemand et de leur rejeton vychiste était trop récente pour que le peuple accepte l'abandon de la démocratie retrouvée en échange du pouvoir personnel. D'autre part, grâce essentiellement au Parti communiste français, le peuple n'avait pas attendu passivement la libération de l'extérieur. Ayant pris sa part à la résistance et à l'insurrection nationale, une partie importante de notre peuple, tout en reconnaissant des mérites au Président du Comité de la France libre, ne voyait pas en lui le sauveur providentiel.

Les choses auraient été toutes différentes si les appels à l'attentisme lancés par les porte-parole de de Gaulle à la radio de Londres et dans la Résistance en France avaient été suivis. Alors de Gaulle serait apparu comme le libérateur. Il aurait pu imposer à un peuple sans volonté son pouvoir absolu... au service des mêmes monopoles qui avaient soutenu Pétain.

Dès son avènement à la direction du gouvernement provisoire à Alger d'abord, en France ensuite, de Gaulle s'efforça de préparer l'instauration du pouvoir personnel. Par exemple, il s'efforça de déconsidérer les partis politiques ou de les miner, en invitant les résistants « gaullistes » à y entrer pour y travailler en sa faveur. C'est aussi lui qui, avec d'autres hommes du grand capital qui avaient rejoint à temps Londres ou Alger, sauva les positions de la bourgeoisie monopoliste dans la finance et l'économie, dans l'administration, la justice, la police et l'armée. Ce n'était pas un hasard, mais une démarche délibérée en vue du sauvetage des princes vychistes de l'Eglise, s'il se rendit, à la fin du défilé du 25 août 1944, à Notre-Dame ; de même, c'était pour blanchir toute la police — alors qu'une minorité de celle-ci seulement avait participé à la libération de Paris — qu'il voulait terminer son périple à travers Paris à la préfecture de police et qu'il fallut le refus du Conseil national de la Résistance de le recevoir ailleurs qu'à l'Hôtel de Ville, pour l'obliger à s'y rendre. Enfin, il est significatif qu'il ait jeté dans la balance la menace de sa démission pour empêcher la première Assemblée constituante de nationaliser les grandes banques d'affaires.

LE 13 MAI 1958

En mai 1958, le capital monopoliste dans son ensemble et les tenants de colonialisme agraire ont appuyé l'instauration d'un pouvoir autoritaire.

Le complot du 13 mai était la conjonction de diverses fractions et réseaux d'agents qui n'avaient ni les mêmes maîtres ni les mêmes conceptions sur les buts à atteindre.

Face à ceux qui voudraient faire croire que de Gaulle n'y était pour rien et qu'il fut appelé au pouvoir comme un nouveau Cincinnatus [8 bis] pour sauver le pays et la République contre les colonels et ultras comploteurs, il faut rétablir la vérité. Déjà, le 26 mars, le Comité central de notre Parti mettait en garde non seulement contre les attentats fascistes, mais encore contre les campagnes en faveur de de Gaulle [9]. Sa résolution du 30 avril soulignait que :

> « la guerre d'Algérie favorise l'agressivité des ligues factieuses et alimente la campagne en faveur du pouvoir personnel » [10].

Quatre jours avant le 13 mai, dans son numéro paru le 9, *Paris-Presse* demandait à des personnalités politiques s'il fallait faire appel à de Gaulle. Pendant ce temps, ses agents, les Delbecque, les Kenwistes, etc., préparent le 13 mai à Alger. Après le 13 mai, Soustelle et Dronne les rejoignent. Et de Gaulle lui-même entre en scène à Paris dès le 15.

Deux questions se posent. La première est celle-ci : Pourquoi est-ce la faction gaulliste et non une autre qui l'emporta ? La réponse est évidente. Seul de Gaulle pouvait suffisamment tromper et désarmer les forces populaires grâce au rôle joué par lui pendant la guerre, rôle amplifié et embelli par une propagande sciemment organisée en vue de faire de lui le recours suprême de la bourgeoisie, comme elle avait fait après 1918 pour Pétain.

La deuxième question est la suivante : pourquoi la bourgeoisie dirigeante a-t-elle, avec de Gaulle, instauré le régime du pouvoir personnel, et non pas un fascisme ouvert ? C'est une question importante pour bien comprendre la situation d'aujourd'hui.

Les forces prêtes à tenter l'instauration d'une dictature terroriste existaient pourtant avec les unités spéciales de l'armée, avec un corps d'officiers en majorité dressé contre la République, avec une police gangrénée qui avait manifesté le 13 mars devant le Palais Bourbon et avec les réseaux gaullistes et autres organisations

---

(8 bis) Romain célèbre par sa simplicité ; consul puis deux fois dictateur, revint, selon la légende, à sa charrue après son triomphe.

(9) Voir pages 39 à 45 de la brochure **La politique communiste** éditée par le P.C.F. avant le XVIe Congrès. On y trouve aussi la réplique de Maurice Thorez à une attaque calomnieuse de Guy Mollet qui, pour empêcher — déjà — le front unique antifasciste avait assimilé les menées gaullistes à l'attitude de notre Parti !

(10) Page 51 de la même brochure.

factieuses dont certains sont les continuateurs des réseaux nazis en France.

Une grande partie des classes moyennes et même une partie de la classe ouvrière était désarçonnée par les déceptions qui avaient suivi les élections de 1956. Mais une telle solution aurait néanmoins comporté le grand risque de conduire — malgré les Guy Mollet — au rassemblement de tous les républicains et à une guerre civile dont l'issue pouvait se retourner contre la bourgeoisie monopoliste elle-même.

Au contraire, en promettant des portefeuilles ministériels aux hommes du « système » et une Constitution qui maintiendrait l'apparence d'un parlement, l'existence des partis et un semblant de légalité républicaine, la bourgeoisie monopoliste a pu mieux duper et diviser les forces républicaines pour aboutir à son objectif essentiel : un Etat entièrement dominé par elle et débarrassé des aléas que comportait un parlement disposant de quelque pouvoir de contrôle et de décision, un Etat autoritaire lui permettant de surmonter les difficultés croissantes auxquelles elle se heurtait à l'intérieur, par rapport aux colonies africaines et par rapport à ses concurrents impérialistes.

Le choix a été déterminé par le rapport des forces de classes en présence, par des nécessités tactiques et non pas parce que la bourgeoisie monopoliste serait plus libérale que d'autres fractions de la bourgeoisie. Et non plus parce que de Gaulle serait, par tempérament, incapable de jouer le rôle du dictateur fasciste. En introduisant dans la Constitution l'article 16 et surtout en édictant l'ordonnance du 7 janvier 1959 avec ses articles sur l'état de « mise en garde », le pouvoir a été assuré des moyens permettant de passer « légalement » au stade de la dictature absolue... si la situation obligeait la bourgeoisie monopoliste à abandonner les apparences commodes du « libéralisme ».

Car elle avait aussi des raisons de *préférer* les apparences de libéralisme. Ces apparences lui permettaient de faire admettre le pouvoir personnel, c'est-à-dire un régime antidémocratique à son service exclusif, comme un moindre mal par rapport aux « colonels » de 1958 et à l'O.A.S. aujourd'hui.

En outre, l'instauration d'un fascisme ouvert, même s'il avait pu être imposé sans risques, comportait le grand inconvénient d'enlever à la bourgeoisie française et à ses alliés atlantiques, l'argument anticommuniste principal : le capitalisme, c'est le monde « libre » contre le monde « totalitaire » du communisme.

Enfin, un régime fasciste ouvert ne faciliterait pas à l'impérialisme français, ni à ses alliés, la mainmise néo-colonialiste sur les anciennes colonies devenues indépendantes.

Si nous signalons les inconvénients d'un régime fasciste en France pour les alliés atlantiques et leur politique, c'est parce que dans le monde d'aujourd'hui, qui n'est plus celui de 1933-1934,

une bourgeoisie impérialiste comme la française ne peut pas décider librement, sans l'accord de la bourgeoisie dirigeante anglaise et surtout américaine, d'un choix aussi important.

Nous verrons pourtant par la suite que ces raisons qui, en 1958, ont pu déterminer le choix de la bourgeoisie dirigeante, peuvent aujourd'hui ou demain ne plus prévaloir pour l'empêcher de choisir, avec l'accord de ses alliés impérialistes, la dictature terroriste ouverte.

LA POLITIQUE DES MONOPOLES ET DE LA HAUTE BANQUE

Le pouvoir gaulliste appliqué, avec persévérance, dans tous les domaines, une politique conforme à la ligne fixée par les monopoles et la haute banque, dont il est l'instrument.

Il s'est efforcé de bloquer les salaires, tandis qu'il permettait la hausse des prix et la suscitait même par la dévaluation du franc. Il diminuait ainsi la valeur réelle des salaires et augmentait la plus-value.

Le retard est de 10 %. Il serait encore plus grand si la politique des trusts ne s'était pas heurtée aux luttes ouvrières.

Le pouvoir a renié les promesses d'augmentation des traitements, pourtant insuffisants, que ses prédécesseurs avaient faites aux fonctionnaires et salariés des sociétés nationalisées, cheminots, etc.

Il a tenté de supprimer certaines prestations de la sécurité sociale. Il a retardé l'augmentation des allocations familiales et n'a pas tenu compte de la hausse réelle du coût de la vie intervenue. Il s'est attaqué à la retraite du combattant. La fiscalité gaulliste accentue encore le caractère de classe de la fiscalité bourgeoise traditionnelle.

Puisque, sous le capitalisme monopoliste d'Etat, les dépenses budgétaires assurent une part croissante des profits de l'oligarchie financière et des monopoles industriels le volume des dépenses budgétaires par rapport au revenu national est en augmentation constante. Les crédits votés sont passés de 48,70 milliards de NF pour 1957 à 76,07 pour 1962. Le budget des dépenses constituait 13 % du revenu national en 1913, 33 % en 1961.

LES RECETTES FISCALES D'ETAT
(Prévisions budgétaires votées)

Comparaison 1962-1958
(en milliards d'anciens francs)

	1958		1962		Augmentation 1962/1958	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Total	4.223	100	6.377,5	100	2.154,5	51
dont :						
Impôts indirects.	2.741	64,9	4.336,2	67,9	1.595,2	58,1
Impôts directs..	1.197	28,3	1.768,6	27,8	571,6	47,7
Impôts sur la fortune.	285	6,8	272,8	4,3	— 12,2	— 4,2

Quant aux recettes fiscales le tableau que nous publions ci-dessus constitue une preuve évidente de la domination des monopoles sur l'Etat. En effet, les impôts les plus antisociaux, les impôts indirects, augmentent de 58,1 % en quatre ans. Leur part, sur l'ensemble des recettes fiscales, passe de 64,9 à 67,9 %. La part des impôts sur la fortune, au contraire, passe de 6,8 % à 4,3 %. Ils ont diminué de 4,2 %. Quant aux impôts directs, si leur part a diminué, alors que leur charge totale a augmenté de 47,7 %, il ne faut pas oublier que, plus encore qu'auparavant, ils frappent essentiellement les travailleurs.

Le pouvoir gaulliste, par différents moyens (maintien du plafond d'exonération alors que les rémunérations des travailleurs avaient augmenté en suivant — insuffisamment d'ailleurs — la hausse du coût de la vie, intégration de l'allocation de salaire unique au revenu imposable) a imposé des catégories de salariés qui ne payaient pas d'impôts directs et augmenté la part de ceux qui en payaient déjà.

De nouvelles mesures ont frappé également plus lourdement les classes moyennes. Ne pouvant ici exposer chacune de ces mesures, nous ne rappellerons que les plus importantes.

Les paysans ont été non seulement victimes de la suppression de la retraite du combattant, de la dévaluation, de l'aggravation des impôts indirects, ils ont en outre été frappés par la suppression de l'indexation des prix agricoles, la réduction d'un tiers de la ristourne de 15 % sur le matériel agricole, la suppression totale de cette ristourne pour les achats de moins de 30.000 anciens francs, la suppression de la détaxe sur les engrais, le soufre et le sulfate de cuivre, l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Toutes ces mesures frappent plus durement les petits et

moyens paysans que les gros propriétaires terriens qui ont la possibilité d'augmenter leur productivité et de baisser leur prix de revient.

Mais, conformément à une politique délibérée du grand capital international [11] et français, tendant à éliminer les « entreprises désuètes » comme disait le rapport du Comité Rueff — ou « marginales » comme dirait Serge Mallet — afin de trouver plus rapidement une aire d'application du capital financier dans la production agricole et aussi de procurer une masse de main-d'œuvre de réserve à l'industrie, le pouvoir gaulliste a pris des mesures frappant les petits et moyens cultivateurs tout en favorisant le capital agraire.

Voici une de ces mesures : En 1960, le gouvernement a réduit à deux le nombre des catégories de livreurs de blé au lieu de trois. Il a augmenté la part imposée aux petits livreurs au titre de prélèvement pour compenser les charges de résorption des excédents, mais il a diminué la part des gros livreurs. Le résultat de cette mesure a été que la grande masse des petits producteurs de blé n'a bénéficié que d'une augmentation de 2 % du prix, tandis que les gros producteurs ont touché pour les livraisons au-delà de 600 quintaux une augmentation de 14 %.

Des méthodes semblables ont été appliquées à la viticulture.

En outre, depuis 1959, les 47.000 plus grosses exploitations ont été dégrevées de 6 milliards de francs (anciens) de cotisation pour les allocations familiales que doivent payer les autres.

Les fermages ont été augmentés, etc., etc.

Avec l'application de la loi d'orientation agricole un système est mis en place qui permettra d'étrangler les exploitations familiales, en leur refusant tout crédit, toute subvention ou autre avantage, sous prétexte qu'elles ont une superficie trop petite pour être rentable.

En même temps, les décisions de Bruxelles sur le passage à la deuxième phase du Marché commun favoriseront les importations des produits agricoles qui sont, en France, encore en grande partie produits par les petits et moyens cultivateurs : produits laitiers, de basse-cour et primeurs [12].

De même que l'Etat gaulliste aide le capital financier dans ses efforts en vue de « modifier les structures » de l'agriculture à son profit, de même il l'aide à accaparer les domaines qui appartiennent pour l'essentiel encore à l'artisanat et au petit commerce. A côté de certaines mesures fiscales et projets de loi concernant

---

(11) C'est dans la revue de propagande américaine en France **Rapports France-Etats-Unis**, dans son numéro 56 de novembre 1951, qu'un certain Henri Bronne écrivait déjà : « **La France cultive 34 millions d'hectares qui devraient former moins d'un million d'exploitation. Or, elle en a encore deux millions. Cette diminution d'un million d'exploitation entraînera nécessairement une diminution de la main-d'œuvre agricole...** »

(12) Voir dans ce numéro l'article de Jean Flavien : **Le Marché commun et l'Agriculture française.**

la suppression de la propriété commerciale, les récentes initiatives du ministre Missoffe, du trust Unilever, contre les bouchers et en général le petit commerce — mais pas contre les gros intermédiaires du marché de la viande et autres mandataires aux Halles — sont suffisamment significatives. Tout cela va de pair avec la formation de plusieurs groupements en vue de créer des supermarchés et autres chaînes de distribution où nous retrouvons les grandes banques d'affaires : Banque d'Indochine, Banque de l'Union Parisienne, etc., etc., et aussi M. Chalandon de l'U.N.R. (13).

Par contre le pouvoir gaulliste a encore plus que ses prédécesseurs réservé ses faveurs au grand capital et en particulier aux monopoles. Il indexait l'emprunt Pinay 1958 sur la valeur de l'or au moment où il supprimait l'échelle mobile pour les salaires et les prix agricoles à la production. Les souscripteurs de cet emprunt bénéficient d'une série d'exonérations fiscales. Il permettait aux fraudeurs du fisc et « *déserteurs du franc* » de légaliser leur fortune sans être pénalisés ni payer d'impôt, en faisant même des bénéfices substantiels. Les primes accordées aux banques pour un placement fut augmenté de 50 % par rapport à l'emprunt de 1956 (14).

AIDE AUX SOCIETES CAPITALISTES

Le pouvoir gaulliste a accordé des avantages fiscaux directs aux sociétés capitalistes.

Il a supprimé le prélèvement de 20 % instauré pour les exportateurs sur les marchés conclus avant la dévaluation du 16 août 1957. Le cadeau ainsi accordé se montait à 100 milliards au moins !

La dévaluation de fin 1958 a été une nouvelle source de profits spéculatifs pour le capital financier en même temps qu'elle a permis aux monopoles français d'améliorer leur position sur les marchés extérieurs pendant un certain temps.

Le pouvoir gaulliste a fait bénéficier d'exemptions fiscales diverses les sociétés immobilières conventionnées.

Il a accordé de nouveaux privilèges fiscaux aux grandes entreprises industrielles, par exemple pour leurs dépenses de recherche, pour l'amortissement du matériel neuf, pour l'intéressement des travailleurs à la marche de l'entreprise, pour celles qui concourent à la réalisation des programmes des plans de modernisation ou de développement régional, etc.

---

(13) Voir l'article d'André Barjonet dans le n° 3, 1961, des **Cahiers du Communisme.**
(14) Pour comprendre le mécanisme de toute l'opération voir **Gaullisme et grand capital, pp. 173-176.**

Il a encore renforcé les avantages dont bénéficient les monopoles par le jeu des « tarifs préférentiels » des sociétés nationalisées.

Il a augmenté régulièrement les dépenses d'investissements civils et surtout militaires qui procurent des profits élevés aux monopoles. La force de frappe atomique intéresse directement la haute finance qui contrôle les industries extractives, métallurgiques, chimiques, électroniques, mécaniques et d'aviation.

Il faudrait encore parler des subventions d'investissements et prêts accordés par l'Etat gaulliste aux monopoles.

Il faut souligner surtout que jamais avant 1958 l'Etat n'a favorisé dans une mesure aussi considérable, avec un tel acharnement et une telle persévérance, la concentration capitaliste. Nous l'avons déjà vu plus haut sous l'aspect de l'offensive dirigée contre les classes moyennes des secteurs agricoles et commerciaux. Mais un effort parallèle est fait pour pousser les entreprises existantes, par l'octroi de prêts à faible intérêt et par des primes spéciales, à fusionner.

De même que sa politique économique et financière, la politique intérieure du pouvoir gaulliste a été conforme à la volonté des monopoles, poursuivant et aggravant ce qu'avaient fait les gouvernements depuis 1947.

Il a renforcé encore l'armée et la police (14 escadrons de gendarmes, c'est-à-dire 1.750 hommes et 79 officiers, 12 compagnies de C.R.S., c'est-à-dire 2.200 hommes, 450 emplois d'agents des corps urbains, 1.320 gardiens de la paix et 2.750 emplois à la Sûreté nationale créés par la loi de finance rectificative de juillet 1961). De façon typique pour un régime autoritaire, le montant des fonds secrets a environ triplé.

Il a encore tenté de réduire le droit de grève, le droit de manifestation et de réunion. Il s'est attaqué à la liberté de la presse, saisissant des revues, des journaux et même des livres. Par la méthode du plébiscite, par des voyages publicitaires en province, par l'utilisation unilatérale de la radio et de la télévision il a tenté de dépolitiser notre peuple, de lui faire oublier ses traditions républicaines.

En portant un nouveau coup à la laïcité, en subventionnant largement les écoles confessionnelles et en laissant l'école publique sans moyens, en mettant les moyens de l'Etat à la disposition de la propagande religieuse, il cherche à développer l'obscurantisme et à abolir le sens critique des citoyens.

Il s'attaque aux libertés communales, c'est-à-dire à une des racines où se nourrit la conscience civique et politique en France, car c'est à l'échelon communal que se posent des problèmes concrets, conduisant à des choix politiques.

Dans les deux domaines de la politique gaulliste dont je viens de parler, on ne pouvait guère s'attendre à autre chose de la part du pouvoir personnel incarné par le général de Gaulle.

DE GAULLE, CE N'EST PAS L'INDEPENDANCE NATIONALE

Il y a un autre domaine par contre où des illusions existaient largement, c'est le domaine de la politique extérieure.

Son attitude en juin 1940 — détachée des origines de l'homme, du contexte historique et des contradictions interimpérialistes et sublimisées par la légende — certains gestes, certaines attitudes, certaines formules nationalistes, voire certains silences, et la propagande gaulliste faisaient croire à beaucoup de Français ce qu'un maire de campagne, socialiste, me disait en septembre 1958 : « *Mais ne croyez-vous pas que lui au moins ne vendra pas la France à l'étranger.* »

Aujourd'hui les faits permettent de mesurer combien notre Parti a été clairvoyant en jugeant dès ce moment que « *de Gaulle ce n'est pas l'indépendance nationale* » (15).

Cette clairvoyance n'est pas le fait du hasard. Elle est due à l'application de la science marxiste qui, sans nier ou sous-estimer le rôle des personnalités dans l'histoire, considère comme déterminant le rôle des forces sociales en présence.

Nous savions, grâce à l'analyse marxiste, que la formation et l'origine nationaliste de de Gaulle, ses désirs, réels ou affichés pour la propagande, de grandeur française ne pèseraient pas lourd devant les intérêts économiques et politiques des monopoles qu'il représentait et qui l'appuyaient, devant les rapports des forces entre les puissances impérialistes et en présence de la contradiction principale entre le monde impérialiste et le monde socialiste.

C'est parce qu'ils n'ont pas procédé à une analyse sérieuse de ces éléments d'appréciation et parce qu'ils ont généralisé des phénomènes partiels ou occasionnels que les camarades Casanova, Servin et Kriegel-Valrimont ont abouti à la conclusion fausse que le pouvoir gaulliste serait l'expression d'une tendance « nationaliste » du capital financier qui chercherait à affirmer une politique plus indépendante et plus nationale que l'autre tendance qui, autour de Pinay, serait pour la subordination aux impérialistes américains (16).

Cette thèse foncièrement erronée s'appuyait sur l'appréciation

---

(15) C'est le titre d'un article que j'ai écrit dans le n° 9 des **Cahiers du Communisme** en 1958.

(16) Voir le rapport de Waldeck Rochet au XVIe Congrès, numéro spécial des **Cahiers du Communisme** de juin 1961, pages 35 à 42.

tout aussi erronée que l'impérialisme français se serait renforcé en partant des seules fluctuations de la production industrielle.

En réalité, s'il a tenté, avec de Gaulle, d'améliorer sa position à l'intérieur de la coalition atlantique — en utilisant même le chantage de « *ne pas s'y confiner* » — il n'a rien obtenu; il a même continué à céder de la place aux monopoles américains. Loin de prendre la direction du Marché commun, l'impérialisme français a dû faire des concessions à l'impérialisme allemand. Et, de toute façon, devant les uns et les autres, il a encore lâché allègrement les intérêts nationaux du peuple français et sa souveraineté nationale, pour des compromis satisfaisant ou les intérêts matériels de tels ou tels monopoles ou imposés par le postulat de la solidarité des impérialistes dans leur opposition fondamentale au monde socialiste.

Les faits sont probants. C'est depuis l'avènement du régime gaulliste que les investissements américains en France ont doublé, parce qu'il a accordé aux capitaux étrangers des facilités et avantages exorbitants. Le droit de rapatrier librement les capitaux et les profits réalisés en France augmentera encore la dépendance économique et politique de notre pays par rapport aux monopoles américains.

Des privilèges encore plus importants ont été accordés aux trusts du pétrole américain du Sahara.

Le pouvoir gaulliste a, un moment donné, refusé l'installation de rampes de lancement américaines et de dépôts de bombes nucléaires américaines en France. Ce refus n'était que l'élément du marchandage en vue d'obtenir un succès de prestige, à savoir une place dans un triumvirat de direction de l'O.T.A.N. et les secrets de fabrication des bombes nucléaires. En réponse les bombardiers américains quittèrent les aérodromes de l'Est. Un des camarades cités y voyait une preuve de politique indépendante. Il ne voyait même pas que cette politique « indépendante » s'accommodait très bien de la présence de Speidel à Fontainebleau, de celle de Heusinger à la Présidence du comité militaire permanent de l'O.T.A.N. et de l'installation de dépôts militaires et de bases militaires ouest-allemandes en France !

Depuis que fut utilisé cet argument du départ des avions américains ils sont d'ailleurs revenus.

Le pouvoir gaulliste, au lieu de soutenir les initiatives de l'Union soviétique en vue d'imposer, par un traité de paix confirmant les frontières actuelles comme définitives, un échec aux prétentions territoriales du militarisme allemand — ce qui aurait été conforme à l'intérêt national en même temps que conforme aux intérêts véritables du peuple allemand, des forces pacifiques allemandes et donc de la réconciliation franco-allemande —, s'est montré le plus acharné des adversaires de toute négociation avec l'Union soviétique, comme il fut, au moment de la Conférence au sommet avortée, celui qui empêcha Eisenhower de faire le geste d'excuse

nécessaire à propos de l'avion U-2 qui aurait permis que la Conférence eût lieu.

Loin de prendre des initiatives indépendantes en faveur du désarmement que réclamait l'intérêt de notre pays et de la paix, le pouvoir gaulliste, avec ses expériences de bombes atomiques, a relancé la course aux armements.

Encore plus significatif, par rapport aux illusions sur les sentiments nationalistes, voire nationaux, de de Gaulle et des forces sociales qu'il représente, est le fait qu'il vient de ratifier les décisions de la Conférence de Bruxelles sur le passage à la deuxième phase d'application du traité de Rome. Dorénavant il n'existera plus de droit de veto. *C'est à la majorité que, de l'extérieur, pourrait être imposées les décisions économiques qui auront des répercussions désastreuses pour des fractions entières de notre population laborieuse.* De Gaulle a donc poursuivi la même politique d'unification économique européenne, réclamée par les monopoles américains, il ne faut pas l'oublier, politique qui a commencé par le plan Schumann et qui a pour conséquence la fermeture des mines de l'Aveyron après des dizaines d'autres [17].

Ainsi, sans prétendre donner un tableau complet de la politique extérieure gaulliste, les faits cités démontrent que s'il y a des heurts et des contradictions entre la politique des monopoles français et la politique de tel ou tel partenaire impérialiste, il s'agit toujours de tentatives en vue d'assurer une meilleure place et de plus grands profits aux monopoles français, mais nullement d'affirmer une politique conforme à l'intérêt national du peuple français, à son indépendance, à sa sécurité, à la paix.

Ces faits démontrent encore que malgré les contradictions inter-impérialistes, la contradiction principale, celle entre le camp socialiste et le camp impérialiste, détermine les choix politiques du grand capital français. Impérialisme affaibli, il craint même plus que s'il était fort, toute détente entre les deux camps. Devant un prolétariat d'une haute conscience révolutionnaire il craint la compétition pacifique ; il a besoin de l'hystérie anticommuniste de la guerre froide. D'autre part, c'est dans un état de tension qu'il peut espérer obtenir des avantages de la part de l'impérialisme le plus fort [18], qu'il ne peut compter obtenir — vu sa faiblesse — dans une situation internationale détendue

Ce n'est donc pas d'un Etat dominé sans partage par le capital financier (ou d'une fraction de ce capital financier) qui, par nature, est la force sociale la plus anticommuniste, la plus réactionnaire, qu'on peut attendre une politique nationale indépendante. Une telle politique ne peut être qu'imposée par l'action des masses, de pair avec la lutte démocratique contre le pouvoir des monopoles.

---

(17) Voir à ce sujet l'article de G. Mury dans ce même numéro.

(18) C'est pour la même raison que l'impérialisme allemand a besoin de la tension. C'est la politique de guerre froide qui lui a permis de se réarmer et de renforcer à nouveau ses positions économiques et politiques.

LA GUERRE D'ALGERIE ET LE FASCISME

Il nous reste, enfin, à examiner la politique algérienne du pouvoir gaulliste.

C'est le mérite de notre Parti et de son Secrétaire général d'avoir décelé, dès 1958, que pour régler le problème algérien le pouvoir gaulliste, en tant que pouvoir du capital monopoliste, allait s'efforcer de sauvegarder ses intérêts impérialistes, tout en sacrifiant une partie des privilèges des colons [19].

Là encore les faits ont confirmé l'analyse. C'est parce que le pouvoir gaulliste a voulu réserver ces intérêts du capital monopoliste, de la haute banque, dans l'exploitation du sous-sol et en particulier du pétrole et du gaz du Sahara, qu'il a, depuis près de quatre ans, cherché à ruser avec le peuple algérien et avec ses représentants légitimes le G.P.R.A.

C'était évident lorsqu'il prétendait exclure le Sahara du territoire algérien, prétention qu'il a dû abandonner par la suite.

A croire un article écrit par un « colonel A*** » dans le journal du parlement du 17 janvier, qui « *occupe depuis quelques mois de hautes fonctions à Paris* » la préoccupation du pouvoir dans les négociations secrètes actuelles serait d'éviter que, dans la période entre le cessez-le-feu et le vote sur l'autodétermination, le F.L.N. ne soit pas « intronisé » par la France pour participer à l'administration provisoire. Il espère ainsi faire triompher une « *troisième force* » allant de Ferhat Abbas à... Fouquès-Duparc en passant par Ali Mallem et Khorsi.

Bien que cet article, dans ce journal dirigé par des ultras, soit sans doute destiné à apaiser les craintes des ultras, il n'est pas impossible que ce soit là le véritable sens des efforts actuels du pouvoir qui, pressé de toute part, manœuvre sur un terrain de plus en plus rétréci. Acculé à accepter la perspective d'une Algérie indépendante, il cherche sans doute, soit — comme le suggère l'article cité — que l'impérialisme français dispose de certains hommes au gouvernement de cette Algérie, soit que des garanties lui soient données pour l'exploitation des hydrocarbures et autres ressources minières, voire les deux objectifs à la fois.

Ainsi, c'est la politique des monopoles qui a déterminé dans le domaine de la question algérienne comme dans les autres les actes du pouvoir gaulliste. La lutte du peuple algérien, l'action de plus en plus large du peuple français en faveur de la paix et de la négociation, la pression de l'opinion mondiale (et pas en dernier lieu celle de l'impérialisme américain, gêné dans ses efforts pour gagner le

---

(19) Voir le discours de Maurice Thorez au Comité central des 3-4 octobre 1958, pp. 114-115 de **La politique communiste**, Editions du P.C.F.

tiers monde par son alliance avec une France ouvertement colonialiste et désireux de supplanter l'impérialisme français dans ses anciennes colonies) — tout cela a modifié la politique algérienne du pouvoir. Mais jusqu'au bout il a tenté de sauver ce qui intéresse essentiellement les monopoles. C'est pour cette raison qu'il a imposé au peuple français, pendant près de quatre ans supplémentaires, les sacrifices écrasants en sang et en argent que réclame la guerre en Algérie.

La poursuite de cette guerre « *affaiblit le prestige international de la France* »; et « *à tout point de vue, elle est contraire à l'intérêt national* », selon les formules employées par Maurice Thorez dans le rapport devant le XIVe Congrès du Parti communiste français, le 18 juillet 1956.

Aujourd'hui, après le 13 mai 1958, l'émeute d'Alger de janvier 1960 et le putsch des généraux d'avril 1961, alors que les fascistes de l'O.A.S. font régner la terreur dans les grandes villes d'Algérie et qu'il tente de l'implanter en France, on peut mesurer la clairvoyance de notre Parti en lisant dans le même rapport :

> « Elle conduit à la destruction des libertés démocratiques et au développement des forces du fascisme en France. »

La nouvelle montée du danger fasciste a, en effet, son origine principale dans la guerre d'Algérie. Celle-ci, s'ajoutant aux autres guerres coloniales menées depuis 1946, a préparé les troupes, les cadres et l'idéologie du fascisme.

Le mécanisme est évident en ce qui concerne une partie importante de la population algérienne d'origine européenne. Le racisme et le chauvinisme, déjà préexistants ou latents du fait même du colonialisme, se sont exaspérés par la peur de perdre les grands ou petits privilèges devant la lutte de tout un peuple pour sa libération.

En même temps, une guerre pour perpétuer l'oppression, une « sale guerre », ne pouvait qu'être menée par de sales moyens; une guerre au milieu d'une population hostile, complice des combattants qui peuvent surgir de partout, à tout moment, conduit à l'emploi de la torture et de la terreur. Les Oradour sont dans la logique d'une telle guerre. Mais pour disposer d'assassins capables de commettre de tels crimes, il faut leur donner des justifications : l'idéologie fasciste constitue cette tentative de justification.

Mais au-delà de la guerre d'Algérie, le fascisme plonge des racines plus profondes, me semble-t-il, dans la nature même du capitalisme monopoliste d'Etat. Certes, tout pouvoir de classe, la féodalité comme le capitalisme ascendant, avait besoin de mercenaires puisés dans les autres classes. Mais au moins les classes dirigeantes fournissaient elles-mêmes les cadres pour leurs instruments d'oppression. Au contraire, l'étroitesse de la base sociale du capital monopoliste ne lui permet pas d'y puiser les cadres de

son armée, de sa police, etc. Son cosmopolitisme, devenu visible avec la politique atlantique et « européenne » lui enlève la possibilité de fournir à ses centurions un semblant de justification patriotique. L'Etat des monopoles a besoin de mercenaires, « *des contingents de métier... ayant assez d'esprit militaire pour accepter de combattre sans se soucier des motifs* » [20]. Pour en trouver, l'oligarchie cherche à entretenir dans la jeunesse l'amour de l'aventure, le culte du « superman ». « *La bagarre, mon domaine* », disait une affiche de recrutement pour les « paras », éditée par un gouvernement de la IVe République !

Le seul idéal qu'elle leur fournit est négatif. C'est l'anticommunisme. De là les cris d'alarme que des dignitaires des armées atlantiques et hommes politiques lancent périodiquement. « *Nous n'avons pas de mystique ! Il nous faut une mystique !* »

La mystique, insuffisante, de l'anticommunisme ne peut même pas être complétée par celle de la « liberté ». Ceux qui sont directement chargés de la préparation de la guerre antisoviétique, les « penseurs » militaires, français ou américains, préoccupés d'assurer les arrières d'une telle guerre ont conclu à la nécessité de supprimer toutes les libertés démocratiques. De là la théorie proclamée par un Challe lorsqu'il était encore un féal du pouvoir, sur la nécessité d'appliquer en France même le quadrillage et la « mise en condition » de la population. De là aussi les encouragements que Challe semble avoir obtenu pour le putsch d'avril 1961 de la part du Pentagone.

Si la guerre d'Algérie, dans le contexte général du capitalisme monopoliste d'Etat à l'époque du déclin de l'impérialisme, a été la source objective principale du développement des forces du fascisme, il faut pourtant noter que la constitution des réseaux fascistes en France, et en particulier de l'O.A.S. qui semble les avoir agglutinés, n'a pas été entreprise, financée et orientée par les seules forces du capitalisme colonialiste algérien ou les factieux de la bureaucratie militaire.

Outre le clan néofasciste du Pentagone déjà cité, il y a surtout les résidus de la collaboration et de la trahison. On en retrouvait déjà autour de Poujade, au moment de son succès. Ils forment l'essentiel de l'équipe de *Rivarol*. Avec un Delarue on les retrouve auprès du commissaire Dides. Il est certain que bon nombre d'entre eux n'agissent pas spontanément, mais qu'ils sont organisés et téléguidés par des fils qui ont leur centre à Bonn [21].

Les gouvernements fascistes encore subsistants, comme celui

---

(20) De Gaulle : **Vers l'armée de métier**, p. 90.

(21) L'association des anciens Waffen-SS, HIAG, possède un service de liaison avec les Waffen-SS étrangers. Son responsable n'est autre que le criminel de guerre, général Lammerding. Plusieurs centaines d'anciens SS « français » ont participé à des rassemblements de la HIAG en Allemagne, ce qui exige des liens, des moyens et une organisation. La protection et les appuis officiels dont elle bénéficie en Allemagne de l'Ouest, prouvent que les forces au pouvoir à Bonn s'en servent comme d'un instrument pour leur politique intérieure et extérieure. Il faut aussi mentionner le réseau Gehlen, constitué dans les pays de l'Europe occupés par Hitler, avec d'anciens agents hitlériens. Lire à ce sujet l'article de H. Ernst dans ce même numéro.

de Madrid, apportent évidemment aussi leur appui à des réseaux fascistes. De même certains clans ultramondains du Vatican.

Mais aujourd'hui, lorsqu'on voit de grands quotidiens, tels que *le Parisien libéré* et *l'Aurore*, des postes privés de Radio, tels que Radio-Luxembourg, des hommes politiques ayant manifestement des attaches avec certaines fractions du grand capital, favoriser ouvertement les agissements de l'O.A.S., il devient évident que, d'ores et déjà, certains milieux du grand capital, y compris du capital monopoliste, soutiennent cette organisation de guerre civile.

Essayons de déceler les raisons de ces appuis.

QUI SOUTIENT L'O.A.S. ET COMMENT LA COMBATTRE ?

Il y a les oppositions à la politique du pouvoir gaulliste par rapport à l'Algérie, de la part du capital directement intéressé à l'exploitation colonialiste totale de l'Algérie et peut-être aussi par certaines puissances financières intéressées à l'exploitation des hydrocarbures du Sahara, qui estiment maintenant que le pouvoir est en train de trop céder au G.P.R.A. Ne dit-on pas que des compagnies pétrolières subventionneraient l'O.A.S. ? Il n'est pas exclu que ces dernières pensent que le renforcement de l'O.A.S. donne au pouvoir un argument de pression dans la négociation avec le G.P.R.A. pour obtenir un compromis plus favorable à leurs intérêts.

Il y a, en outre, probablement chez certaines fractions du capitalisme, monopolistes compris, la déception que le régime gaulliste n'ait pas réussi à atteindre le but principal qu'elles lui avaient assigné : isoler le Parti communiste des masses et réduire son influence, étouffer l'esprit critique et la volonté des masses laborieuses, victimes du capitalisme monopoliste d'Etat, arrêter leurs luttes revendicatives en les amenant à faire confiance à l'homme providentiel. Devant cet échec fondamental de la solution choisie par le capital monopoliste en 1958, certaines de ses fractions peuvent maintenant estimer qu'il faut aller plus loin et que, les quelques libertés maintenues en 1958 ayant permis aux masses populaires, aux ouvriers, aux petits et moyens paysans de déceler que la régression de la démocratie a rendu plus difficile la défense de leurs intérêts [22], il faut supprimer ce qui reste de libertés.

(22) Ainsi un cheminot F.O. disait récemment : « **Puisque le Parlement n'a plus de pouvoir, il faut que nous arrêtions les locomotives comme les paysans sont obligés de manifester avec les tracteurs pour se faire entendre.** »

Ici apparaît toute la valeur de la remarque faite en 1935 par Dimitrov, que l'instauration du fascisme, signe de la faiblesse de la classe ouvrière à cause de sa division, est aussi un signe de faiblesse de la bourgeoisie.

Le pouvoir sent si bien que c'est cet échec-là qui le condamne aux yeux de certaines forces sociales qui le soutenaient à l'origine, qu'il multiplie les affirmations selon quoi les luttes sociales seraient en régression.

En fait, comme nous l'avons montré au début de cette étude, la nature du capitalisme monopoliste d'Etat qui a accouché, pour des raisons de rapport des forces et d'opportunité politique, du régime gaulliste actuel, porte en elle la menace du fascisme ouvert. L'accroissement de ses difficultés, son affaiblissement, peuvent l'acculer demain à tenter de franchir le pas suivant, un stade nouveau dans le renforcement du caractère autoritaire de l'Etat ou l'instauration du fascisme ouvert.

Pris à la gorge par ses difficultés et ses contradictions internes, il peut se voir obligé de négliger aussi les raisons qu'il aurait de *préférer* un régime autoritaire sauvegardant certaines libertés et certaines apparences de la démocratie parlementaire bourgeoise. Il se pourrait aussi qu'il profite d'une situation de crise, délibérément créée par lui et ses instruments fascistes, pour établir, avec ou sans de Gaulle, une dictature ouverte sous prétexte d'éviter la guerre civile et le fascisme O.A.S. Il se présenterait alors comme une démocratie qui n'utilise les moyens de contrainte que pour mieux éviter les dangers des *deux* « extrêmes totalitaires ». De Guy Mollet à Debré, ceux qui fournissent dès maintenant les justifications idéologiques à une telle solution ne manquent pas.

La mollesse du pouvoir gaulliste, voire sa complaisance envers les assassins fascistes de l'O.A.S., s'explique certes en partie par le fait que les deux ont été des alliés et des complices dans le complot du 13 mai. Mais la raison fondamentale de la mansuétude du pouvoir c'est qu'entre lui et l'O.A.S. il ne s'agit que d'une querelle de famille. Les monopoles, dont de Gaulle est le fondé de pouvoir, ne veulent pas, même s'ils ne soutiennent pas complètement l'O.A.S., que ce noyau d'un mouvement fasciste, utilisable et peut-être indispensable demain, soit démantelé. Ils ne veulent pas que les éléments les plus réactionnaires et aventuriers, les plus anticommunistes soient éliminés de l'armée et de la police, pas plus qu'ils n'ont voulu, après le putsch des généraux en avril dernier, liquider les unités de l'armée de métier, fer de lance préparé contre le peuple, qui avaient participé à ce putsch.

De Gaulle ne peut chercher à s'appuyer contre l'O.A.S. sur l'action des masses populaires, ce qui irait à l'encontre d'un régime autoritaire qui a besoin de la dépolitisation des « animaux politiques », la confiance aveugle dans le « chef ».

C'est parce qu'il est la dictature renforcée du capital monopo-

liste d'Etat, parce que ses actes sont déterminés par l'intérêt de classe du capitalisme, qu'on ne peut attendre du pouvoir gaulliste une lutte efficace contre l'O.A.S.

L'issue de la lutte contre le grave danger fasciste dépend en fin de compte de l'ampleur et de la puissance du mouvement des masses. Comme en 1958 déjà, et plus encore en 1960 et surtout en avril 1961, son développement peut pour le moins éviter le pire. Les différentes fractions du grand capital et les forces politiques qu'elles influencent n'agissent pas en toute liberté. Elles ne font pas ce qu'elles veulent mais ce qu'elles peuvent : même « la fuite en avant » vers le fascisme exige qu'elles disposent d'un minimum de forces dans le pays.

En unissant toutes les forces ouvrières et démocratiques, voire simplement opposées au danger précis de l'O.A.S., et en les entraînant à l'action, il est possible d'isoler l'O.A.S., d'amener certaines forces sociales qui la soutiennent à l'abandonner.

Dans cette lutte, des millions de gens encore trompés sur le caractère du régime gaulliste en deviennent conscients, par la constatation de sa complaisance envers l'O.A.S.

La lutte contre le fascisme représenté par l'O.A.S., sous les mots d'ordre concrets pour que les assassins fascistes et leurs inspirateurs et complices soient mis hors d'état de nuire, pour l'épuration de l'armée et de la police, pour le droit et les moyens de défendre les organisations démocratiques, leurs locaux et leurs militants — lutte liée à celle pour la paix en Algérie négociée avec le G.P.R.A. et pour le rétablissement et la rénovation de la démocratie — est, quant à son contenu de classe, la lutte de l'immense majorité de la nation contre le capital monopoliste d'Etat, ennemi commun de toutes les classes et couches laborieuses.

Aussi l'issue de cette lutte peut être, doit être une défaite de la mince couche des monopolistes, support social du pouvoir autoritaire actuel et de la menace fasciste, défaite qui permettrait de saper la toute-puissance des monopoles et d'instaurer la politique de progrès social et de réformes démocratiques, d'indépendance nationale et de paix dont le peuple de France a besoin.

VICTOR JOANNES

LE PARTI COMMUNISTE ET LA Ve RÉPUBLIQUE

Une fois de plus, l'analyse faite par notre Parti sur la nature profondément réactionnaire du pouvoir gaulliste, ouvrant la voie au fascisme, s'est révélée juste.
Notre Parti représente bien la force essentielle dans la lutte contre le fascisme. Ecarter le danger O.A.S. actuel ne peut donc se faire sans les communistes, à plus forte raison contre les communistes.

DEPUIS le 1er juin 1958 et l'investiture du général de Gaulle, la France connaît un régime de pouvoir personnel absolu qui ouvre la voie au fascisme. La tolérance complice dont n'a cessé de faire preuve ce pouvoir envers les entreprises criminelles de subversion factieuses d'officiers félons et des tueurs de l'O.A.S., qui contraste avec la répression déchaînée contre les travailleurs et démocrates de toutes opinions manifestant notamment leur volonté d'en finir avec les menées fascistes et la guerre d'Algérie, est caractéristique à cet égard. Elle a dévoilé la nature profondément réactionnaire du pouvoir gaulliste et révélé plus nettement le danger.

LES COMMUNISTES ET LA REPUBLIQUE BOURGEOISE

Dès le début, notre Parti a montré le caractère illégitime de ce pouvoir issu de la violence. Il a analysé les conditions dans lesquelles il a pu surgir et s'imposer, et défini sa nature et son contenu de classe [1].

(1) Voir rapport présenté par Maurice Thorez. Conférence nationale de Montreuil (17-18 juillet 1958).

Dictature du grand capital, le pouvoir gaulliste a mis plus complètement que jamais l'Etat aux mains de la haute banque et des monopoles. Expression de l'impérieux besoin pour la grande bourgeoisie d'empêcher tout nouveau progrès de la démocratie, il est un aveu d'impuissance de cette dernière, contrainte de renoncer au régime parlementaire traditionnel. Son avènement a été facilité par les multiples mutilations volontaires de cette démocratie bourgeoise, commises au lendemain de l'éviction des ministres communistes du gouvernement sur les injonctions et avec l'aide de l'impérialisme le plus fort, l'impérialisme américain.

Dans l'entreprise qui consistait à *vider la démocratie de son contenu*, la bourgeoisie monopoliste a bénéficié largement de la complicité d'hommes politiques et de partis se réclamant de la démocratie et de la gauche, en particulier du Parti socialiste. Les dirigeants droitiers de ce parti jouèrent un rôle des plus actifs dans la désunion des forces populaires, ils provoquèrent délibérément la scission du mouvement ouvrier. Par leur attitude sur le plan gouvernemental et parlementaire, leurs attaques contre le suffrage universel, ils contribuèrent à discréditer les institutions démocratiques, affaiblissant du même coup les possibilités de riposte du peuple au coup d'Etat réactionnaire. Et, quand en mai 1958 les hommes de la grande bourgeoisie réactionnaire, les bandes fascistes déclenchèrent leur offensive et lancèrent ouvertement leur attaque contre les libertés républicaines en organisant le chantage à la guerre civile, ils firent tout leur possible pour désorganiser, empêcher l'action unie et puissante de la classe ouvrière, des masses populaires. Leur seule crainte était : le développement du mouvement des masses.

Jusqu'au bout, Guy Mollet déclara qu'à choisir entre de Gaulle et les communistes, il préférait de Gaulle. Comme si l'alternative avait été : de Gaulle ou le communisme !

En réalité, il était clair que la seule question posée était celle de la défense des libertés et des institutions démocratiques contre le pouvoir personnel, contre la dictature réactionnaire, contre la préparation directe du fascisme.

Cette question reste posée aujourd'hui : il s'agit toujours de savoir qui l'emportera, du fascisme vers lequel conduit rapidement la dictature personnelle, ou de la démocratie avec le développement et la rénovation qu'elle implique de nos jours. Il s'agit toujours de savoir, en conséquence, si se réalisera ou non le puissant front démocratique uni dont la lutte est seule capable d'imposer la renaissance et l'élargissement de la démocratie.

Le Parti communiste, la classe ouvrière n'ont, en effet, jamais été indifférents à la forme de l'oppression de classe exercée par le capitalisme. Sans nullement se cacher qu'en tout état de cause elle est et reste une forme de dictature du capital avec des droits

et libertés réduits et unilatéraux, ils connaissent les avantages de la démocratie bourgeoise sur les autres formes de domination des classes exploiteuses. La république bourgeoise représente un énorme progrès sur le pouvoir personnel; elle permet au prolétariat de prendre conscience de sa force et de s'organiser. Lénine, dans *l'Etat et la Révolution*, souligne

> « cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx : que la république démocratique est le chemin le plus court aboutissant à la dictature du prolétariat » (2).

Car même si une telle république ne supprime nullement la domination du capital ni donc l'oppression des masses, elle conduit cependant inévitablement à une tension, à un élan, à une aggravation de la lutte des classes et offre les meilleures conditions au prolétariat pour prendre la direction des larges masses dans la lutte pour une démocratie nouvelle, socialiste.

C'est pourquoi les communistes, ces partisans de la démocratie socialiste, défendent chaque pouce des conquêtes démocratiques arrachées par la classe ouvrière au cours de longues années de lutte opiniâtre. C'est pourquoi aussi ils mènent une « *lutte révolutionnaire ample et conséquente pour la démocratie* » (3).

Cette lutte « ample et conséquente » pour développer la démocratie « jusqu'au bout » est d'autant plus nécessaire que, dans les nouvelles conditions de lutte du prolétariat, des possibilités existent d'un passage pacifique au socialisme. Un cas particulier de ce passage pacifique étant représenté par l'utilisation d'un authentique parlement démocratique s'appuyant, au dehors, sur un puissant mouvement de masses orienté et dirigé par l'avant-garde communiste.

La classe ouvrière et son avant-garde marxiste-léniniste aspirent à réaliser la révolution d'une manière pacifique. Cela serait conforme aux intérêts du prolétariat, de tout le peuple, de toute la nation. Il reste que le choix de cette voie dépend moins du prolétariat que

> « du degré de résistance que les milieux réactionnaires opposeront à la volonté de la très grande majorité du peuple, du recours à la violence de ces milieux à telle ou telle étape de la lutte pour le socialisme » (4).

---

(2) LENINE : **L'Etat et la Révolution**, Editions sociales, Paris, tome 25, p. 481.

(3) LENINE : **Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes**, Editions langues étrangères, tome 1, 1re partie, Moscou, p. 115.

(4) Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers réunis à Moscou. Novembre 60.

COMMENT REGAGNER LA PARTIE ?

C'est dans cette perspective de développement démocratique et après une analyse approfondie de l'évolution ultra-réactionnaire de la démocratie bourgeoise exprimée par la venue de de Gaulle au pouvoir que notre Parti a déterminé sa politique.

La dictature personnelle représente une mesure *défensive* de la bourgeoisie monopoliste donc un affaiblissement général de l'impérialisme français durement atteint par la désagrégation de son empire colonial. De plus, grâce à l'action de notre Parti, la grande bourgeoisie n'a pu réaliser entièrement son plan de destruction de toute espèce de liberté populaire et instaurer une dictature fasciste ouverte. Cependant si elle s'est trouvée contrainte de garder la façade démocratique, elle n'en a pas moins réussi à porter un coup sérieux « *à la classe ouvrière et à la démocratie* ».

Les communistes considèrent donc comme leur première tâche de rassembler les masses, d'unir les républicains de toute opinion pour sauvegarder chaque parcelle qui subsiste des libertés démocratiques et résister pied à pied au fascisme.

Au lendemain du referendum-plébiscite qui, par l'adoption de la constitution gaulliste, consacrait le coup d'Etat et la rébellion militaire d'Alger, plaçait la vie publique sous la menace et le chantage permanent des militaristes et des fascistes, assurait la victoire du capital monopoliste et de la haute banque, le Parti fit preuve à la fois de fermeté et de patience.

Soulignant la diversité des raisons qui avaient conduit les électeurs à voter OUI, il indiqua que la politique du général de Gaulle ne pourrait pas répondre aux espérances contradictoires placées en lui.

> « Ces contradictions éclateront, *affirmait Maurice Thorez*, elles éclateront sur l'Algérie, elles éclateront sur le plan de la politique extérieure, malgré les phrases sur l'indépendance et sur la grandeur de la France. Il est donc vrai que les illusions se dissiperont, mais pas sans effort de notre part. Elles ne se dissiperont que si le Parti y aide, si le Parti agit, si le Parti éclaire les masses par une politique d'explications active et patiente [5]. »

Tout en dénonçant la Constitution comme étant foncièrement mauvaise, surtout en raison des obstacles qu'elle met à la réalisation

---

(5) Maurice THOREZ : Rapport présenté devant le Comité central du 4 octobre 1958.

des aspirations du monde du travail, dans l'immédiat et dans le futur, le Parti tint compte du fait qu'elle existait, dans sa lutte pour la restauration des droits du peuple souverain. Une grande bataille idéologique, politique et d'organisation s'engageait. Le Parti s'y jeta hardiment.

Depuis, les communistes n'ont cessé de travailler avec passion à l'organisation et à l'unité du mouvement des masses, s'efforçant de lui donner une conscience toujours plus claire de ses objectifs et des moyens de les atteindre. Ils ont multiplié leurs contacts avec les masses pour les aider à tirer toutes les conséquences de l'expérience qu'elles vivaient. En partant des besoins quotidiens des hommes et des femmes de notre peuple, en cherchant à comprendre mieux ce qui est dans leur esprit et dans leur cœur, ils se sont efforcés d'éclairer les grands problèmes politiques de notre temps.

Les prévisions de notre Parti, estimant que le pouvoir personnel n'arriverait pas à paralyser la combativité des ouvriers et des paysans en lutte pour leurs revendications, des femmes, des jeunes et de toute la masse des partisans de la paix, celle des laïques dressés contre les lois cléricales, celle de toutes les couches sociales attaquées par les monopoles, se sont révélées justes. Cette combativité s'est développée, et les efforts déployés par les communistes qui se sont dépensés sans compter ont permis la mise en mouvement des forces ouvrières et démocratiques.

En décembre 1958, un mode de scrutin inique avait pratiquement privé notre Parti de sa représentation parlementaire, bien que par le nombre de ses électeurs il demeurât le premier parti politique en France. Trois mois après, il obtenait un succès sans précédent aux élections municipales. Ce succès n'annulait pas les conséquences du referendum et des élections législatives, mais il montrait comment il était possible de regagner la partie.

FRONT UNIQUE CONTRE LE POUVOIR PERSONNEL

Le XVe Congrès, en juin 1959, dressait le bilan d'une année de néfaste politique gaulliste. Le rapport d'activité du Comité central présenté par Maurice Thorez montrait comment, dans une France où régnait l'arbitraire, la bureaucratie militaire et les groupes ultras se dressaient contre la nation. Il analysait fondamentalement la nature de classe du pouvoir qui, au service des monopoles, appliquait à l'intérieur une politique sociale rétrograde, ouvrait la voie au fascisme, encourageait l'offensive obscu-

rantiste et cléricale. Il dénonçait la démagogie du général de Gaulle qui, après s'être fait plébisciter sur la promesse d'une conclusion rapide de la paix en Algérie, poursuivait en l'aggravant une guerre qui nourrissait le racisme et le fascisme. Il démasquait l'orientation aventuriste donnée sous le vocable de la grandeur à une politique extérieure grosse de périls, avec le désir des gouvernements de produire une bombe atomique française et leur entente inconditionnelle avec les militaristes et revanchards de Bonn, alors que l'histoire posait à l'ordre du jour d'une façon impérative la question du désarmement et de la coexistence pacifique.

Tandis que cette politique de réaction sur toute la ligne s'installait en France, le XXIe Congrès extraordinaire du Parti communiste de l'Union soviétique tenu en janvier 1959 avait proposé aux peuples de l'U.R.S.S. le plan septennal de lutte pour la construction du communisme. La mise en œuvre de ce plan, en aidant de manière décisive aux succès des pays du camp socialiste favoriserait la consolidation des forces de paix dans le monde entier et créerait ainsi des possibilités nouvelles, réelles pour éliminer la guerre en tant que moyen de résoudre les questions internationales.

Les chiffres avancés comme objectif du plan dans le domaine économique, les mesures politiques proposées et les dispositions idéologiques prises pour développer la démocratie socialiste, élever la conscience communiste des travailleurs traduisaient avec éloquence la supériorité foncière du socialisme sur le capitalisme, sa vitalité inépuisable, la certitude de sa victoire dans la compétition pacifique entre les deux systèmes. Tout cela constituait un élément de confiance et de fierté pour les communistes, était un encouragement dans la lutte pour la reconquête et l'élargissement de la démocratie.

Le XVe Congrès pouvait d'ailleurs dresser le tableau des premières actions engagées par les masses qui découvraient les réalités de la politique gaulliste. Toutefois chacune des actions des ouvriers, des paysans, des universitaires, des femmes, des jeunes, des anciens combattants ne s'en prenait encore qu'à un aspect particulier de la politique pratiquée par le gouvernement réactionnaire.

> « Le problème à résoudre, c'est (donc) de faire converger tous ces mouvements en un faisceau unique, rassemblant toutes les énergies populaires pour donner le maximum de force à la lutte en faveur du rétablissement et de la rénovation de la démocratie [6]. »

C'est une lutte difficile, ardue, le Parti en a conscience car il s'agit de vaincre un pouvoir antidémocratique qui dispose de toutes les ressources de l'Etat autoritaire et qui recourt en outre à une intense démagogie pour tromper le peuple. Mais la mobilisation et l'action

(6) Maurice THOREZ : Rapport au XVe Congrès du Parti communiste français. Ivry, 24-28 juin 1959.

des masses préparées par le Parti sont le moyen essentiel pour faire face à toute éventualité. Gagner les masses, les organiser, les faire agir, telle est la ligne fondamentale tracée par le XVe Congrès.

Pour aider au rassemblement nécessaire, le Congrès adopta un ample programme de renouvellement des institutions républicaines et de toute la vie nationale. Ce programme dont nous n'avons cessé de répéter qu'il n'est nullement pour nos alliés éventuels un ensemble de conditions à prendre ou à laisser, présente une série de suggestions à discuter et, dans la suite, à appliquer en commun le moment venu.

Dans cette perspective sont posés les problèmes des droits de la classe ouvrière, du fonctionnement des institutions représentatives des travailleurs dans les entreprises, et définis le fonctionnement des institutions démocratiques et les droits fondamentaux des citoyens, en particulier le rôle du parlement où une place conforme à son influence réelle dans la nation doit être faite à la classe ouvrière.

Simultanément, le programme propose toute une série de transformations économiques et sociales qui limiteraient le pouvoir des monopoles et mettraient un terme à leur domination absolue. C'est ainsi qu'il énonce des mesures telles que la nationalisation des monopoles de fait, la démocratisation de la gestion des secteurs publics de l'économie, la défense de la petite propriété paysanne contre les monopoles, le contrôle démocratique des plans d'investissements de l'Etat dans l'industrie et l'agriculture. Toute cette politique intérieure démocratique, le programme la complète par des propositions qui assureraient en politique extérieure l'indépendance de la France et la paix : mise en œuvre de la coexistence pacifique, lutte contre le militarisme de l'Allemagne occidentale, désarmement général et contrôlé, coopération économique et culturelle avec tous les pays, établissement avec les anciennes colonies de la France de rapports nouveaux fondés sur la franche reconnaissance de l'indépendance et la réciprocité des avantages.

> « La seule existence de ce programme prouve que la nation peut compter sur de claires perspectives d'avenir et qu'il est faux de prétendre, comme le chef de l'Etat le fait dans des discours, qu'il n'existe d'autres choix qu'entre le retour pur et simple au « système d'autrefois » avec sa démocratie tronquée, avec ses gouvernements impuissants, privés de toute assise populaire, et le maintien de la dictature personnelle grosse du fascisme déclaré [7]. »

---

(7) Maurice THOREZ : **Si de Gaulle disparaissait** (réponse à une enquête des Editions anglaises John P. Didier), **Humanité-Dimanche.**

Mais la condition essentielle du large rassemblement nécessaire pour en finir avec le régime, c'est l'unité de la classe ouvrière, fondement de l'union des forces démocratiques. Le XVe Congrès y insistait, car seule l'unité ouvrière peut donner aux masses populaires la puissance indispensable pour briser, dans un premier temps, l'offensive de la réaction, pour entraîner dans l'action des couches de plus en plus larges du peuple — et pour imposer, dans un second temps, l'élargissement et le renouveau de la démocratie. Le Congrès montrait qu'à cette perspective sont intéressés non seulement les ouvriers et les paysans travailleurs, mais aussi l'ensemble des couches moyennes. Le rétablissement et l'élargissement de la démocratie sont en effet *pour tous* la garantie essentielle contre l'arbitraire des cliques militaires et réactionnaires qui tentent de rejeter sur elles le fardeau de la politique du capital monopoliste et de la crise qu'elle provoque. De larges luttes de masse pour le respect et l'extension des droits démocratiques constituent pour toutes ces couches sociales plus ou moins directement opprimées et pressurées par le capital monopoliste, un moyen indispensable pour faire reculer celui-ci dans sa néfaste politique de guerre et d'arracher à la grande bourgeoisie de nouveaux et importants avantages économiques et sociaux.

L'IMPUISSANCE DU POUVOIR ET LA MENACE FASCISTE

Sur la ligne politique définie par son XVe Congrès, le Parti s'est battu avec patience et persévérance. Grâce à ses efforts, les diverses couches sociales qui ont fait la cruelle expérience de la désastreuse politique gaulliste dans tous les domaines ont commencé à se rassembler. Les années 1960-1961 ont révélé la faillite du prétendu « Etat fort » ; elles ont été marquées par la reprise et le développement de puissants mouvements populaires.

Jamais on n'a vu autant de débrayages, de grèves dans les usines ; jamais autant d'arrêts de toute activité dans les services publics, de manifestations de fonctionnaires qu'au cours de ces deux années. Ces actions ont montré que la classe ouvrière dans son ensemble n'est pas « passive », qu'elle a gardé confiance dans sa force, dans ses organisations de classe, dans la puissance de son unité et de ses moyens d'action. De plus, ces grandes luttes revendicatives ont contribué à faire prendre conscience aux paysans, aux couches moyennes des villes, aux intellectuels de la nécessité

et de la possibilité de réaliser à leur tour de vigoureuses actions de masse contre une politique gouvernementale qu'il est possible de mettre en échec. Les manifestations de paysans travailleurs pour la défense de leur droit à la vie ont revêtu, en particulier en 1961, une ampleur jusqu'alors inconnue. Fait important, dans plusieurs départements les organisations syndicales ouvrières et paysannes se sont mises d'accord pour faire converger les actions des ouvriers et des paysans contre la politique des monopoles et de leur gouvernement gaulliste. Cette convergence dans la lutte, bien qu'encore limitée, est riche de promesses pour l'avenir.

Au cours de ces deux années, le peuple a exprimé également avec beaucoup de force sa volonté de paix. A l'occasion du voyage en France du Président du Conseil de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, il a affirmé en de puissantes manifestations la solidarité de l'amitié franco-soviétique.

Par contre l'installation en France de bases militaires allemandes a provoqué l'inquiétude et la protestation de larges milieux patriotiques français. Sous l'égide du Mouvement de la paix de multiples rassemblements ont été organisés pour exiger le règlement définitif et démocratique du problème allemand.

Par ailleurs, la résistance courageuse du peuple algérien, conjuguée à la pression du peuple français et de tous les démocrates ont contraint de Gaulle à reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination, puis à la formation d'un Etat algérien souverain et indépendant. Certes, le pouvoir gaulliste a jusqu'ici refusé d'appliquer dans les faits ces droits publiquement reconnu. Mais une telle perspective a suffi pour déclencher de la part des ultras l'émeute fasciste.

A deux reprises, en janvier-février 1960, puis en avril 1961, avec l'aide et la participation de certains chefs militaires, avec l'appui de nombreuses complicités en France même, ils ont tenté de renouveler le coup de force qui leur avait si bien réussi en 1958.

Mais le contexte politique et le rapport des forces avaient changé. La désagrégation accélérée du système colonial avait fait éclater les contradictions existantes au sein de la bourgeoisie française : les forces essentielles du capital monopoliste intéressées avant tout au pétrole du Sahara, poursuivant d'autres buts que les ultras. Dans ces circonstances, la classe ouvrière guidée par son avant-garde communiste sut tenir compte de ces contradictions pour repousser l'assaut fasciste, sans perdre de vue que le danger principal demeurait l'existence du pouvoir personnel.

Et, dans les deux cas, c'est le peuple, classe ouvrière en tête qui a fait échouer les émeutiers. La dernière fois, un rôle décisif étant joué par les soldats du contingent, las d'être trop souvent commandés par des officiers félons. Le rôle joué par les fils des ouvriers et des paysans sous l'uniforme apporte, — soit dit en

passant — une confirmation éclatante de la justesse de la position communiste sur le travail de masse dans l'armée.

L'attitude équivoque du pouvoir, son impuissance devant ces coups de force, sa complaisance à l'égard de l'agitation criminelle des fascistes civils et militaires ont aidé à la prise de conscience par de nouvelles couches de travailleurs de leur propre rôle. Beaucoup de ceux qui, en 1958, avaient voté OUI par crainte de la guerre civile, se rendent compte maintenant que le pouvoir personnel n'a pas éloigné cette menace mais l'a, au contraire, rapprochée, favorisée. Beaucoup constatent aussi que le fascisme qui se développe à l'ombre du pouvoir, trouve un terrain d'élection dans la prolongation de la guerre d'Algérie. Et ils font mieux la liaison entre les origines du régime gaulliste, né de la crise de l'impérialisme à la faveur de l'émeute de mai 1958, et son incapacité à régler les grands problèmes posés devant la nation à assurer la protection des bâtiments et des édifices publics, la sécurité et la vie même des citoyens.

UNION SANS EXCLUSIVE

L'idée progresse dans le peuple que pour empêcher le fascisme de passer, pour aboutir au changement de politique qui s'impose, il doit essentiellement compter sur lui-même, sur son union sans exclusive. Avec elle progresse cette autre idée qu'il faut liquider l'anticommunisme pernicieux et paralysant qui, en 1958, permit à la réaction d'atteindre ses objectifs, en facilitant sa lutte contre la démocratie et son principal garant : l'unité de la classe ouvrière. C'est pour empêcher tout retard dans la réalisation de l'accord entre les démocrates et d'abord entre les communistes et les socialistes que le XVIe Congrès de notre Parti avait répété la vieille devise des communistes : *écarter tout ce qui divise, ne tenir compte que de ce qui unit*. Le rapport de Waldeck Rochet, le discours de clôture de Maurice Thorez avaient souligné que les divergences existantes ne peuvent constituer un obstacle à une union dont dépend la formation d'un vaste mouvement populaire sans précédent, seul capable de déterminer les changements nécessaires.

Dans le même esprit, le 28 septembre dernier, le Comité central adressait un pressant appel aux membres du Parti socialiste et à tous les républicains. Il insistait sur l'urgente nécessité de l'union pour faire reculer le fascisme et la guerre. Il conviait tous les démocrates à faire face en commun aux responsabilités qui leur incombent.

L'appel reprenait les grandes lignes du programme de rénovation démocratique et nationale élaboré par le XVe Congrès et

qu'avait confirmé, précisé notre XVIe Congrès. Il affirmait que, dans l'immédiat les communistes étaient prêts, comme toujours, à apporter leur contribution à l'œuvre commune, à soutenir toute initiative d'où qu'elle vienne. Il déclarait solennellement que notre Parti était résolu à collaborer sur *tous* les terrains, avec tous les partis, tous les groupements, tous les hommes qui se proposent et se proposeront comme buts : la refonte démocratique des institutions, la liquidation du complot fasciste, la paix en Algérie, la paix en Europe et dans le monde. L'appel se terminait par une invitation urgente et grave aux travailleurs socialistes, aux démocrates, aux républicains, d'associer leurs efforts à ceux des communistes afin *d'agir tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard.*

Aujourd'hui, grâce à l'orientation juste du Parti, aux efforts des communistes pour entraîner les masses dans des actions concrètes et unies sur les lieux du travail, dans les quartiers, dans les villes et les villages, la combativité du peuple dans son ensemble s'est élevée. Son intervention se fait plus intense, plus large dans la lutte pour la sauvegarde et la rénovation de la démocratie.

A la base, en particulier dans les usines, l'action commune devient la règle. Et déjà, dans un certain nombre de départements ou de grandes villes, les fédérations ou sections de notre Parti, du Parti socialiste, du Parti radical et d'autres groupements organisent ensemble la lutte.

Cependant, dans les circonstances présentes cela ne suffit pas. La course de vitesse engagée entre les démocrates et les fascistes s'accélère. Il faut donc que l'unité progresse plus sûrement et plus vite que la menace du fascisme. Il faut que l'intervention du peuple soit telle qu'elle interdise toute initiative à la réaction et étouffe dans l'œuf la tentative d'instauration d'une dictature fasciste déclarée.

Mais pour y parvenir il est urgent de surmonter l'obstacle que constituent les tentatives actuelles de division de Guy Mollet et des autres dirigeants socialistes de droite. Ces derniers, on le sait, avec l'appui de politiciens radicaux tels que Maurice Faure, ou M.R.P. comme Colin et Simonnet essaient non seulement d'empêcher le rassemblement indispensable et pressant des républicains de toutes nuances, mais encore s'évertuent à substituer à celui-ci une alliance honteuse avec Pinay et la réaction. Le tout coiffé sans doute du képi du général « garant » de ce que ce monde appelle la « loyauté » de l'armée. Comme si en avril 1961 les soldats du contingent et les officiers républicains n'avaient pas montré qu'il ne faut nullement confondre l'armée avec les formations de mercenaires, et des cadres moralement détachés du peuple, qui constituent l'instrument principal du pouvoir autoritaire.

En vérité, par crainte de l'action des masses populaires, les uns et les autres veulent renouveler la manœuvre qui consiste à rompre l'unité de la classe ouvrière, force essentielle du mouve-

ment antifasciste et de la démocratie et qui a déjà conduit dans le passé à l'installation du funeste pouvoir gaulliste. Partisans de la poursuite de la guerre en Algérie pour la défense des privilèges colonialistes d'une minorité, partisans du Pacte atlantique et de la politique européenne qui fait des revanchards allemands le fer de lance de l'agression antisoviétique, Guy Mollet et ses alliés réactionnaires veulent conserver en fait le régime gaulliste et sa Constitution. Ils sont prêts pour cela au compromis avec l'O.A.S. en inventant une prétendue fraction démocratique dans cette organisation de tueurs ! L'alliance que proposent les dirigeants socialistes de droite n'est donc en fait qu'une alliance favorable au fascisme.

Aussi reste plus valable que jamais l'indication de notre XVIe Congrès d'une critique systématique et argumentée des positions idéologiques et de la politique des dirigeants socialistes. C'est une des conditions pour que l'union se réalise. Et nous voulons à tout prix qu'elle se réalise. En même temps, d'ailleurs, nous développerons notre effort de conviction auprès des travailleurs socialistes nos frères, et nous poursuivrons en l'intensifiant notre travail indépendant pour organiser, mobiliser et éduquer les masses, pour gagner à une action de masse irrésistible les travailleurs socialistes, et aussi tous ceux qu'influence encore plus ou moins la démagogie gaulliste.

■

Une nouvelle étape décisive est commencée. De grandes luttes s'annoncent. De lourdes responsabilités pèsent sur tous les républicains. Les communistes comme toujours en prennent leur part, la plus lourde. Ils tiendront dignement leur place comme ils l'ont fait tout au long de ces années de pouvoir gaulliste. Ils travailleront à unir, à libérer toutes les forces, toutes les initiatives populaires pour aller vers une France vraiment libre, vraiment démocratique, vraiment indépendante et forte.

MARCEL ROSETTE

L'UNION DES FORCES DÉMOCRATIQUES DANS LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Pourquoi et comment réaliser contre la menace O.A.S. le large rassemblement de toutes les forces démocratiques autour de la classe ouvrière ?
Telle est la question essentielle à l'ordre du jour.

LA campagne de violence organisée par l'O.A.S. fait apparaître chaque jour davantage le visage hideux du fascisme.

Les ultras, les factieux, les bandits de l'O.A.S., qui se livrent aux plasticages et à l'assassinat, rêvent d'instaurer en France une dictature fasciste ouverte.

Devant cette grave menace, le pouvoir gaulliste n'a pratiquement pas réagi. Il a au contraire, par sa mansuétude, favorisé le renforcement de l'organisation O.A.S., aggravé la menace de guerre civile, ouvrant ainsi la voie au fascisme.

Il n'est donc pas de devoir plus urgent, plus impérieux que de réaliser l'union de tous les démocrates dans un vaste front antifasciste qui mettra les factieux à la raison et balaiera le danger O.A.S.

■

Dans l'état actuel de la situation politique où notre peuple se trouve confronté avec le danger fasciste, que constatons-nous ?

— D'une part, des **progrès** de l'union, en particulier à la base où l'action commune se développe ;

— D'autre part, des **obstacles** importants qui freinent l'élargissement et la consolidation du rassemblement démocratique.

Devant l'extrême gravité du péril et le rôle décisif que les masses ont à jouer pour le conjurer, la question vitale qui demeure posée est la suivante : comment surmonter les obstacles en vue d'un progrès rapide de l'action unie des masses qui permettra de gagner la course de vitesse engagée entre les forces démocratiques et celles du fascisme ?

LES POSSIBILITÉS D'UNE LARGE UNION FACE AU DANGER FASCISTE

Comme dans toute lutte politique, la possibilité et l'efficacité de l'union contre le fascisme dépendent, entre autres, de deux facteurs : d'une part, de l'existence et de la puissances des forces démocratiques ; d'autre part, d'une base politique d'accord entre ces mêmes forces.

Par conséquent il est indispensable de définir et de rappeler :

1° Quelles forces sociales existent pour engager et gagner la bataille ;

2° Sur quelle plate-forme vont s'unir et agir ces forces, dont il convient de bien préciser la signification de classe de leur combat.

Examinons d'abord les forces capables de barrer la route au fascisme.

La classe ouvrière, principale force d'opposition

Il ne fait aucun doute que les politiciens ultras ont tiré la leçon des graves événements de février 1960 et d'avril 1961 : l'obstacle principal à la réalisation de leurs plans ne se trouvait pas être le pouvoir gaulliste et son prétendu « Etat fort », mais la classe ouvrière elle-même et le peuple de France.

En effet, en avril 1961, 12 millions de travailleurs participent dans l'union à la grève nationale ; avec les comités antifascistes, les ouvriers constitués en milices populaires réclament des armes pour battre les fascistes ; en Algérie, les soldats du contingent tiennent une place de premier plan dans la lutte contre la rebellion. C'est le peuple, grâce au **rôle décisif de la classe ouvrière,** qui triomphe finalement de l'entreprise fasciste.

C'est ce qui explique pourquoi les factieux et les bandits de l'O.A.S. se fixent aujourd'hui ce double objectif :

— d'une part, parce qu'ils veulent conserver en Algérie les vieilles formes de domination coloniale, ils cherchent à réaliser un compromis avec la grande bourgeoisie, avec ou sans de Gaulle.

> « L'O.A.S., écrivait J. Ferniot le 24 janvier dans "France-soir", ne formulerait aucune exigence immédiate quant à sa représentation dans le gouvernement ; tout au plus exprimerait-elle sa satisfaction de voir figurer dans l'équipe un ou deux ministres connus pour leur attachement au maintien de l'Algérie dans la République. Pourvu que le général de Gaulle fut écarté, elle ne verrait aucun inconvénient à la venue au pouvoir d'hommes tels que Guy Mollet, Antoine Pinay, Maurice Faure et André Colin — Salan, quant à lui, se contenterait du poste de haut-commissaire en Algérie. »

Inutile de dire qu'un tel compromis serait dirigé non seulement contre le peuple algérien mais en même temps contre le peuple français.

— d'autre part, les factieux et les bandits de l'O.A.S. importent en France les méthodes de violence qu'ils utilisent depuis des années en Algérie : inscriptions, lettres de menace, plasticages, rapts, mitraillages, assassinats terroristes ; toute cette action violente est destinée à intimider, à créer un climat d'insécurité dans notre pays.

Profitant des complaisances du pouvoir gaulliste et de complicités dont ils bénéficient dans tous les rouages de l'appareil d'Etat, dirigeant leurs coups principaux contre la classe ouvrière et ses militants, ils espèrent ainsi amener notre peuple à douter de ses forces et empêcher du même coup sa riposte nécessaire.

Mais la classe ouvrière, qui depuis trois ans subit les méfaits du pouvoir personnel, a conscience qu'elle serait à nouveau la **principale victime** d'un régime fasciste déclaré.

Ce serait la liquidation totale de ce qu'il reste de libertés, la mise hors la loi de tout parti, syndicat, organisation se réclamant de la démocratie.

La surexploitation capitaliste s'accentuerait tandis que grandirait le danger de guerre. Enfin, une telle situation freinerait la marche en avant de notre peuple qui aspire à la paix, au progrès et à la démocratie, elle freinerait également la prise de conscience de la classe ouvrière dans son combat pour l'instauration du socialisme en France.

A notre époque et à travers les graves événements que traversent notre pays, il est indispensable de rappeler cette vérité

fondamentale, à savoir : que la classe ouvrière demeure la principale force d'opposition à la bourgeoisie des monopoles. La raison en est simple ; c'est une donnée objective, indépendante de la volonté des hommes. La réalité économique française contemporaine nous démontre de plus en plus que, dans le cadre des rapports de production capitalistes, les ouvriers ont des intérêts identiques, intérêts opposés et inconciliables avec ceux de la classe capitaliste qui règne sans partage et dispose du pouvoir d'Etat.

C'est à partir de leur place et de leur rôle dans la production, à partir de leur situation de classe que se définissent les intérêts et les buts communs des travailleurs. Ces intérêts de classe s'expriment par exemple actuellement dans le combat pour arracher des augmentations de salaire, imposer la paix en Algérie, écraser le danger O.A.S., renouveler la démocratie.

Les ouvriers, qu'ils soient communistes, socialistes, chrétiens, trouvent toujours en face d'eux la même classe exploiteuse, aujourd'hui génératrice du péril fasciste.

La classe ouvrière unie, principale force productive du pays, rassemblée dans de grandes entreprises et organisée sur le lieu du travail est bien la classe sociale à la fois la plus intéressée et la plus apte à dresser un solide barrage à la politique néfaste du pouvoir personnel, pouvoir des monopoles, aux entreprises fascistes actuelles.

Une large alliance nécessaire et possible

Mais la classe ouvrière n'est pas seule dans la lutte. A ses côtés, d'autres couches sociales, les couches moyennes, ont également intérêt à empêcher l'instauration du fascisme ouvert. Seule dans le combat, la classe ouvrière ne pourrait vaincre. C'est pourquoi se pose constamment la question, non seulement de l'unité de la classe ouvrière, mais aussi de l'union de toutes les forces démocratiques, de l'alliance de la classe ouvrière avec les couches moyennes en vue de triompher de la menace fasciste.

Lorsque certains, exprimant un point de vue petit-bourgeois, rêvent de faire de la classe ouvrière une force d'appoint, il s'agit d'une pure utopie ? Tel semble être l'objectif de ce soi-disant « cartel antifasciste » dirigé par des « intellectuels de gauche », qui prétend monopoliser la direction de la lutte antifasciste dans le pays.

Il ne faut jamais oublier que les couches moyennes (petits et moyens paysans, artisans et commerçants, intellectuels, ingénieurs et cadres...) jouent un rôle secondaire dans la production; intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, elles n'ont pas d'intérêts communs fondamentaux ; elles ne constituent donc pas une classe sociale.

C'est pourquoi, à partir de ces caractéristiques économiques et sociales, on constate que sur le plan politique, dans leur masse, ces couches moyennes sont tout naturellement portées au compromis, à la conciliation, espérant sans cesse échapper à la lutte de classe.

A part des éléments gagnés aux idées de la classe ouvrière, ces couches oscillent constamment entre les deux classes fondamentales de la société. Croyant défendre leurs intérêts, elles peuvent se ranger en masse derrière la grande bourgeoisie, comme ce fut le cas lors du referendum de septembre 1958. Néanmoins, lorsque la classe ouvrière est unie, comme le prouvent les expériences de 1935-1936 et de 1945-1946, ces mêmes couches moyennes peuvent aussi s'allier à elle et imposer les changements politiques nécessaires. Changements qui se révèlent aussi favorables aux intérêts de ces couches de plus en plus menacées par les empiètements du grand capital.

Depuis trois ans, victimes en effet des monopoles capitalistes, ces différentes couches sociales ont engagé la lutte contre le pouvoir gaulliste.

Comme l'ont montré les manifestations de rapprochement entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse, cette alliance peut aller bien au-delà des groupements qui se réclament traditionnellement de la gauche.

Les couches moyennes de la ville et de la campagne, vivement intéressées à barrer la route au fascisme, peuvent participer dans leur masse à cette lutte démocratique.

En définitive, la victoire sur le fascisme et le renouvellement de la démocratie a pour condition préalable ce large rassemblement de toutes les forces démocratiques et nationales autour de la classe ouvrière.

Une plate-forme politique commune

Une fois définies les forces sociales capables de faire échec au fascisme, il reste à déterminer la base du rassemblement, la plate-forme politique commune qui unira dans l'action toutes ces forces.

Dans cette perspective il convient d'établir, à la fois, des revendications communes susceptibles de réaliser **l'union** de tous les démocrates et des mots d'ordre clairs capables d'assurer l'efficacité de **l'action.**

A l'étape actuelle de la lutte, les bases de cette action unie peuvent se résumer de la façon suivante :

1) Face au pouvoir gaulliste qui ne combat l'O.A.S. qu'en paroles, la première exigence est « **la mise hors d'état de nuire des assassins fascistes, ainsi que de leurs inspirateurs et complices** »;

2) Etant donné que les factieux agissent dans tous les rouages de l'appareil d'Etat, la logique commande d'imposer au pouvoir **« l'épuration de l'armée, de la police et de l'administration »;**

3) Alors que le même pouvoir ne prend aucune mesure pour assurer la sécurité des antifascistes, il est normal de réclamer **« pour les organisations démocratiques, le droit et les moyens de protéger leurs locaux et leurs militants »;**

4) Puisque la guerre d'Algérie est une des sources essentielles du fascisme, il faut faire céder les exigences colonialistes de de Gaulle pour **« aboutir à la reprise de la négociation avec le G.P.R.A. et à la paix en Algérie » ;**

5) Enfin, au moment où il est question de réviser la Constitution pour aggraver le régime présidentiel, le devoir de tous les démocrates conséquents est de **« préparer le rétablissement et le renouvellement de la démocratie ».**

Sa signification de classe

Mais ces objectifs justes et populaires, objectifs de l'ensemble des comités antifascistes, ont une signification de classe.

En bref, il faut en finir avec l'O.A.S.

Mais comment y parvenir ? Les démocrates peuvent-ils faire confiance au pouvoir gaulliste ? Les faits prouvent que ce serait non seulement illusoire mais surtout dangereux.

Aussi, les mots d'ordre de lutte contre l'O.A.S., sans mettre directement en cause la nature du régime actuel, s'opposent aux actes du pouvoir gaulliste. De même que pour faire cesser la guerre d'Algérie, pour en finir avec l'O.A.S., les masses doivent faire reculer de Gaulle et ses soutiens.

Objectivement, la lutte antifasciste est dirigée contre deux fractions de la bourgeoisie exprimant deux tendances différentes du colonialisme, mais deux fractions ayant toutes deux intérêt à l'établissement du fascisme.

Cela signifie qu'aujourd'hui, plus que jamais, la lutte antifasciste ne peut, à moins de se fourvoyer, en venir à soutenir la grande bourgeoisie contre les ultras et factieux.

Et ceci nous amène à deux autres remarques.

La première, c'est que les dirigeants de droite de la S.F.I.O. falsifient la réalité lorsqu'ils affirment que le front unique est dirigé contre le Parti socialiste.

Dans cette grande bataille, est-il question de dresser les travailleurs socialistes contre leur propre parti ? Evidemment non ! Il s'agit de mener le combat commun contre la bourgeoisie.

D'ailleurs, les expériences de 1936 et de 1946 prouvent que c'est dans les périodes où la classe ouvrière est unie que le Parti socia-

liste a vu s'accroître et le nombre de ses électeurs, et le nombre de ses adhérents.

Mais ce que nous ne voulons à aucun prix, et ce sera la seconde remarque, c'est d'une union sans principe, basée sur la collaboration de classe.

L'intérêt des démocrates, des antifascistes n'est pas, nous avons examiné pourquoi, de réaliser la prétendue « union nationale », sur une plate-forme conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie.

Le véritable rassemblement antifasciste se constitue donc sur une base de classe, à la fois contre les conséquences et les causes des menées fascistes. C'est une lutte démocratique qui s'insère tout naturellement dans la lutte générale pour le rétablissement et la rénovation de la démocratie.

RAISONS ET SUCCES DE NOTRE POLITIQUE UNITAIRE

Si des forces sociales puissantes existent pour mettre en échec les plans des aventuriers fascistes et de leurs complices, cela ne signifie pas que le rassemblement de toutes ces forces s'opère spontanément.

Comme dans toute autre lutte sociale et politique, interviennent le rôle et l'action conscientes des hommes. C'est alors qu'on s'aperçoit combien l'existence et la lutte du Parti communiste français constituent des facteurs déterminants dans le progrès actuel de l'union antifasciste.

La lutte pour le front unique est un principe fondamental de la politique communiste.

Depuis l'appel de l'« Internationale communiste » en 1921, le Parti communiste français possède une riche expérience de lutte pour l'unité des rangs de la classe ouvrière.

Deux raisons expliquent l'efficacité de notre politique unitaire.

D'une part, le Parti s'appuie en permanence sur les intérêts de classe communs à tous les travailleurs sans distinction d'appartenance politique ou religieuse. Dans la lutte antifasciste actuelle, tout en écartant ce qui divise, il recherche ce qui unit tous les démocrates et, par un effort patient de conviction, il les gagne à l'action commune.

D'une part, il combat en permanence les causes de la division; il montre aux masses où sont les diviseurs; il démasque les manœuvres qui servent les intérêts de la bourgeoisie.

C'est à ces deux conditions que progresse le front antifasciste.

Dans la ligne du XVIe Congrès, le Comité central lançait à Ivry, le 28 septembre 1961, après trois années d'expérience du pouvoir gaulliste, un pressant appel aux travailleurs socialistes, à tous les républicains.

Appel historique dont on peut dégager les caractéristiques principales suivantes :

« Avant qu'il ne soit trop tard »

— « **Avant qu'il ne soit trop tard** », proclamait l'Appel, mesurant ainsi à juste titre la gravité du danger fasciste :

> « Le pouvoir, soulignait-il encore, repose à la fois sur la limitation de la démocratie, sur le culte du général, sur le chantage à la guerre civile. Il est un pouvoir instable, propice aux complots et aux coups d'Etat fomentés par les factieux. »

Le Comité directeur du Parti socialiste S.F.I.O. du 24 janvier n'envisageait pour sa part l'action commune avec les communistes « **qu'en cas de putsch** », tandis que notre Appel visant à empêcher que le coup de force ait lieu déclarait :

> « Camarades et amis, nous vous appelons à associer vos efforts aux nôtres pour réaliser avant qu'il ne soit trop tard l'unité de la classe ouvrière, l'union des forces démocratiques. »

Comme on le voit, un tel appel est digne de l'avant-garde éclairée dont les masses ont besoin ; c'est l'appel pressant d'un grand parti conscient de ses responsabilités devant la classe ouvrière et le peuple.

« Ecarter tout ce qui divise »

Alors que cette même réunion du Comité directeur de la S.F.I.O. mettait en avant les divergences réelles entre nos deux partis, l'Appel d'Ivry mentionnait également :

> « Nous sommes prêts à apporter notre contribution à l'œuvre commune, à soutenir toute initiative d'où qu'elle vienne. Dans l'immédiat, nous sommes prêts à collaborer sur tous les terrains avec tous les partis, les mouvements

et les hommes décidés à réaliser le changement politique qui s'impose. »

Or, depuis septembre 1961, le danger fasciste s'est aggravé, commandant aux démocrates, malgré les divergences qui les séparent encore dans d'autres domaines, de faire front ensemble contre l'ennemi commun.

« Tous ensemble, nous vaincrons le fascisme et le pouvoir personnel », proclamait encore l'Appel d'Ivry, l'appel d'un parti qui indiquait aux démocrates le seul moyen de vaincre résumé dans cette formule : **écarter tout ce qui divise et s'unir dans un même combat.**

« Une issue »

En même temps désireux d'ouvrir aux démocrates une perspective concrète, l'Appel du 28 septembre rappelait les grandes lignes du programme de rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale élaboré par nos XVe et XVIe Congrès.

Il ajoutait en outre : « **Nous sommes prêts à en délibérer avec le Parti socialiste comme avec tous les partis démocratiques.** »

Non seulement le Parti socialiste n'a pas répondu, mais, le 24 janvier dernier, il affirmait encore refuser tout accord de caractère politique avec notre Parti.

Quand les masses se posent la question cruciale : « **Comment en sortir ?** », notre Parti, lui, propose des solutions.

Comment instituer un gouvernement vraiment fort et stable ? Comment assurer les bases matérielles de l'indépendance du pays ? Comment relever le niveau de vie de la classe ouvrière et défendre efficacement toutes les autres victimes des monopoles ? Comment appliquer une politique extérieure de paix qui assure la sécurité de la France ?

A toutes ces questions, l'Appel du 28 septembre formulait des réponses claires, soumises à la discussion de tous les démocrates.

Un tel appel est celui d'un parti prolétarien, internationaliste qui, face à la malfaisance des monopoles dans tous les domaines, a plus que jamais conscience de son rôle national.

« Un appel à la lutte »

Loin d'encourager les Français à confier leur destin à un seul homme et à abdiquer ainsi leur devoir de citoyen, notre Parti les appelle, au contraire, à revendiquer leur part de responsabilité dans la conduite des affaires publiques.

Devant la gravité du danger fasciste, le Parti socialiste, pour sa part, n'engage pas les travailleurs socialistes à la lutte immédiate ; il les invite seulement à se tenir prêts à la riposte. La seule décision prise le 24 janvier par le Comité directeur du Parti S.F.I.O. est la suivante : **il mandate le bureau pour poursuivre ses efforts en vue du regroupement de la « gauche démocratique ».**

Par contre, notre Parti, non seulement ne se livre pas aux manœuvres de sommet, mais il rejette l'attentisme, il appelle les démocrates à l'action à l'usine, au bureau, dans le quartier et le village. Pour vaincre le fascisme, le peuple ne doit compter que sur ses propres forces, et elles sont considérables.

N'est-ce pas là la marque d'un parti qui a confiance dans les masses, dans les forces de la classe ouvrière et de tous les républicains ?

LE ROLE GRANDISSANT DU PARTI

Dans la dernière période, les dirigeants de droite du Parti socialiste se sont efforcés de maintenir la division du mouvement ouvrier et démocratique ; ils ont propagé à nouveau l'anticommunisme virulent. En dépit de cet obstacle, le Parti communiste français apparaît aux yeux des démocrates comme la force principale d'opposition au fascisme.

Malgré toutes les difficultés, grâce à sa vigilance, en renforçant son propre service d'ordre, notre Parti réussit à empêcher de nombreux attentats contre ses locaux et ses militants.

Après chaque agression fasciste, il organise une riposte de masse immédiate. Ainsi, après l'attentat contre le siège du Comité central qui faillit coûter la vie à l'ouvrier communiste Chapdeleine, il se révèle le seul parti capable, malgré l'interdiction gouvernementale, de rassembler 50.000 manifestants dans les rues de Paris.

En même temps, notre Parti sait prendre les initiatives qu'exige la situation ; telle la proposition d'action commune contre l'O.A.S. et le fascisme qu'adresse Maurice Thorez, le 15 novembre 1961, au nom du Comité central, à 13 partis, syndicats et organisations démocratiques.

La grande journée d'action du 6 décembre est organisée à l'appel du Parti communiste français, de la C.G.T. et du Mouvement de la jeunesse communiste.

Cette initiative rencontre une telle résonnance dans les masses, que les états-majors qui avaient jusque là refusé les propositions de notre Parti, doivent pour la plupart bientôt reculer. La mémorable journée du 19 décembre, avec des millions de grévistes, de puissantes et nombreuses manifestations de masse dans les rues de

Paris et des villes de province est organisée à l'appel des grandes centrales syndicales unies. Elle est soutenue par notre Parti.

Bien entendu, ce rôle grandissant du Parti parmi les masses ne se répercute pas directement, comme avant 1958, sur le plan parlementaire.

Pratiquement, sous ce régime de pouvoir personnel, il n'y a plus aujourd'hui de Parlement ; le mécontentement et l'action des masses ne peuvent donc, comme auparavant, y rencontrer d'écho.

Cependant, au plus profond du peuple travailleur, dans des milliers d'entreprises, dans les quartiers, jusque dans les plus petits villages, une confiance accrue se manifeste envers notre Parti. Les récentes élections municipales de Choisy-le-Roi et de Bonneuil, où les électeurs ont réélu avec un nombre de voix supérieur les candidats communistes, en témoignent éloquemment.

Pour des millions de Français, notre Parti apparaît comme la force essentielle, unitaire et agissante dans le combat antifasciste.

Même les démocrates honnêtes qui, trompés par les calomnies de la bourgeoisie et ses complices, éprouvent encore une certaine crainte vis-à-vis de notre Parti, prennent de plus en plus conscience que seul notre Parti se bat résolument contre le fascisme.

LES PROGRÈS DE L'UNION

En effet, jour après jour, de nombreux antifascistes, qui attendaient des actes du pouvoir gaulliste, condamnent sa tolérance complice à l'égard des ultras et des factieux.

Pour en finir avec l'O.A.S., tous les jours grandit le nombre de ceux qui concluent à la nécessité de l'action unie du peuple.

Dans les départements de la Haute-Garonne, du Jura, des Landes, de la Loire, de la Meurthe-et-Moselle et dans de nombreuses localités comme à Troyes, Beauvais, Puteaux, les fédérations et sections communistes et socialistes luttent ensemble avec d'autres organisations dans un seul front antifasciste.

Des élus communistes et socialistes, comme au Conseil général de la Seine, agissent en commun.

Dans certaines localités, de nombreux travailleurs catholiques se retrouvent aux côtés de leurs frères communistes et socialistes.

L'appel de 100 personnalités de la Résistance témoigne que les résistants de toutes opinions, y compris ceux encore trompés par le mythe de de Gaulle, peuvent participer au combat commun, qu'ils ont leur place dans ce large rassemblement.

Enfin, les fils d'ouvriers et de paysans à l'armée, las d'être trop souvent commandés et brimés par des officiers félons, ne restent pas à l'écart de la lutte. En témoigne l'activité des comités anti-O.A.S. des soldats du contingent au 43e R.I. à Lille, des soldats du Bataillon de l'Air 117, des soldats de l'Ecole militaire à Paris.

A Lille, les comités antifascistes des deux plus importantes usines métallurgiques de la ville soutiennent les soldats, exigeant la destitution des officiers factieux du 43e R.I.

Les formes d'action des démocrates sont variées et multiples : pétitions, délégations, manifestations de rue, débrayages... Elles se caractérisent, d'une part, par des actions concrètes, soit en riposte à une agression, soit contre tel ou tel agent ou complice de l'O.A.S. ; d'autre part, par la tendance à entraîner à la base des masses de plus en plus nombreuses à l'action.

Néanmoins, aussi appréciables qu'ils soient, ces progrès de l'action unie ne sont pas encore à la hauteur des exigences. Il est indispensable que l'union progresse plus vite et plus sûrement que la menace fasciste elle-même. Il s'agit d'une course de vitesse engagée entre les démocrates et les forces du fascisme.

Ajoutons que si cette course comporte des obstacles qu'il faut par conséquent surmonter, il importe avant tout de les éclairer.

LA POLITIQUE DE DIVISION DES DIRIGEANTS S.F.I.O.

L'obstacle principal au développement du front unique antifasciste réside dans la politique de division et de compromission avec la réaction pratiquée par les dirigeants socialistes de droite et certains dirigeants d'autres formations se réclamant de la gauche.

Quelquefois, on est tenté d'expliquer cette politique de division des forces ouvrières et démocratiques par le seul fait que ces dirigeants sont anticommunistes.

A plusieurs reprises, Maurice Thorez, le Comité central, le XVIe Congrès de Saint-Denis, ont précisé que l'anticommunisme était, non pas la cause, mais la conséquence d'une politique de collaboration de classe.

G. Mollet : « Se préparer à des regroupements ! »

Devant le Conseil national de la S.F.I.O. du 28 septembre 1961, le secrétaire général du Parti socialiste, « pour répondre — selon son expression — à l'inquiétude de l'opinion qui craint de se trouver devant un vide politique », déclarait : « Il va nous falloir chercher, vouloir organiser des regroupements. »

Depuis, lors, en effet, nous avons assisté à des tentatives successives de « regroupements ». Ce fut Vincent Auriol, multipliant les contacts en vue de la formation d'un gouvernement dit « d'union nationale », qui engloberait des représentants de l'O.A.S.

Ce fut le « dîner de l'Alma » où se retrouvaient, avec G. Mollet, A. Colin du M.R.P., A. Pinay, Levard de la C.F.T.C., Bothereau de F.O. ; il s'agissait de contacts pris entre personnalités qui, comme l'écrivait **Démocratie 61,** « appartiennent à des familles spirituelles très diverses » (de G. Mollet au très réactionnaire Pinay).

Du **« cartel des 12 »** du 10 janvier, le « dîner de l'Alma » ne fut plus que **« la rencontre des 7 »** et, le 27 janvier, on apprenait la naissance du **« Comité des 8 »,** toujours avec la S.F.I.O., mais avec d'autres organisations et mouvements.

Plate-forme commune... avec la grande bourgeoisie

Il ne doit pas être facile pour les travailleurs socialistes de se retrouver au milieu de telles consultations, contacts, rencontres politiques, au milieu de ces regroupements baptisés cartels ou comités.

L'essentiel, par conséquent, est de leur montrer combien leurs dirigeants, tout en maintenant la division, n'agissent pas contre le fascisme, mais recherchent au contraire l'alliance avec les forces de la grande bourgeoisie réactionnaire, avec les « indépendants » de Pinay dont les sympathies politiques avec l'O.A.S. sont clairement affirmées.

Une telle attitude ne saurait étonner personne puisque, sur les autres problèmes politiques, G. Mollet et ses alliés réactionnaires ont aussi une plate-forme commune, conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie et contraire à ceux de la nation.

Position commune sur l'Algérie : Dans une récente interview à la revue patronale **Entreprise,** G. Mollet insiste non pas sur l'accord à réaliser avec le G.P.R.A. comme seul moyen d'aboutir à la paix, sur les garanties indispensables à donner au peuple algérien, mais au contraire sur la nécessité d'accorder des garanties supplémentaires, y compris des garanties internationales, aux Européens d'Algérie ; et l'O.A.S. pourrait se présenter éventuellement pour négocier au nom de la communauté européenne ! Ce sont là de nouveaux obstacles sur le chemin de la paix.

Position commune sur l'Europe : G. Mollet et ses alliés veulent

maintenir, de concert avec les revanchards Ouest-allemands, la politique dite européenne, dont on apprécie les brillants résultats à Decazeville. Les uns et les autres s'opposent à la signature d'un traité de paix avec les deux Etats allemands, traité qui enlèverait toute base aux campagnes des revanchards de l'Allemagne occidentale pour la révision des frontières.

Position commune sur les institutions : Les uns et les autres veulent conserver le régime gaulliste et sa Constitution autoritaire. « En cas de vacance du pouvoir », le Comité directeur de la S.F.I.O. du 24 janvier n'envisage que l'application de la Constitution. Et dans son discours au Conseil national du 28 septembre, G. Mollet, à propos des institutions, s'est montré tout aussi partisan du régime présidentiel que du régime parlementaire.

En définitive, sur les problèmes essentiels, les dirigeants socialistes de droite pratiquent une politique de collaboration de classe avec la grande bourgeoisie. A tout prix, ils veulent éviter le rassemblement des masses contre le pouvoir personnel, ils cherchent à empêcher le développement de la lutte de classe. Et leurs diverses tentatives de « regroupements » ne visent qu'à constituer un « front de la gauche gaulliste » susceptible de s'élargir à la pire réaction.

Le sens d'un compromis

Qu'il existe des contradictions au sein de la bourgeoisie à propos de l'Algérie, notre Parti l'a montré dès octobre 1958, lors des travaux de son Comité central.

Il s'agit de contradictions secondaires entre les ultras et les grands monopoles capitalistes. Mais sur l'essentiel, leurs intérêts, aux uns et aux autres, coïncident : contre le peuple algérien, contre le peuple français, contre le système mondial du socialisme et les forces de paix dans le monde.

Contradictions secondaires — c'est ce qui explique que de Gaulle, en parlant des actes terroristes de l'O.A.S., les considèrent comme un « incident ». Pour lui, représentant des intérêts monopolistes, l'ennemi principal reste tout naturellement le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Mais tout naturellement aussi les dirigeants S.F.I.O., dont la politique est commune à celle de la grande bourgeoisie, sont amenés à chercher à concilier les intérêts de ces deux fractions de la bourgeoisie, le danger principal demeurant la classe ouvrière et le peuple.

C'est pourquoi, tout en condamnant l'O.A.S. en paroles, le Parti socialiste recherche le compromis avec Salan.

Comment expliquer autrement que les Lejeune et Lacoste, partisans de l'« Algérie française », soient encore membres du même parti que Camille Blanc et William Lévy, assassinés par l'O.A.S. ?

Comment expliquer autrement que G. Mollet, au Conseil national du 28 septembre, en parlant des chefs de l'O.A.S., disait : « Parlons donc des meneurs et même, parmi eux, faisons une place, si c'est possible, à ceux qui seraient sincères »... On voit que ceux qui parlent aujourd'hui de plusieurs tendances dans cette organisation de tueurs, n'ont rien inventé !

Comment expliquer autrement le tête à tête G. Mollet-Pinay, Pinay, dont le parti indépendant n'a pas pris position, même en paroles, contre l'O.A.S. ; et pour cause !

Cette politique de collaboration de classe avec la grande bourgeoisie conduit donc les dirigeants du Parti socialiste à craindre davantage l'action des masses populaires que le danger du fascisme. En recherchant un compromis avec l'O.A.S., ils favorisent grandement l'entreprise fasciste elle-même.

Cela doit être dit sans outrance, mais clairement.

Une logique implacable

Ainsi le Parti socialiste, qui recueille aux élections générales plus de trois millions de voix, joue en France, comme tout parti social-démocrate réformiste, le rôle « de principal soutien social de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ».

Il tente d'entraîner ses électeurs, dont le niveau de conscience politique retarde sur le mouvement révolutionnaire, à la défense des intérêts de la grande bourgeoisie.

A partir de là, il existe une logique implacable : quiconque sacrifie les intérêts de la classe ouvrière et du peuple en vient tout naturellement à lutter contre ceux qui s'en font les défenseurs, à pratiquer l'anticommunisme.

Incontestablement, la collaboration de classe conduit à l'anticommunisme. L'anticommunisme est un moyen pour couvrir et justifier leur politique de collaboration de classe. C'est ce qui explique l'anticommunisme commun de Salan et Pinay, de G. Mollet et de Gaulle.

D'ailleurs, cette politique de collaboration de classe des dirigeants de la S.F.I.O. les entraîne non seulement à la lutte contre le Parti communiste français, mais encore à s'opposer à tout ce qui peut aider la lutte de la classe ouvrière et du peuple.

C'est pourquoi, récemment, G. Mollet laissait entendre qu'en

cas de coup de force fasciste, la grève générale, non seulement ne serait pas utile, mais pourrait servir les aventuriers de l'O.A.S. Evidemment la grève générale, arme efficace des travailleurs, reste un danger pour la grande bourgeoisie, c'est pourquoi G. Mollet s'efforce de la déconsidérer.

C'est pourquoi les dirigeants socialistes sont si fermement opposés à la constitution de Comités antifascistes, comités exprimant le mouvement indépendant des masses contre le fascisme. Nul doute que si les comités antifascistes devaient soutenir le pouvoir gaulliste, G. Mollet en serait un ardent défenseur.

La prétendue lutte sur les deux fronts

Pour les dirigeants de la S.F.I.O., utiliser l'anticommunisme, cette arme idéologique de l'impérialisme, n'est pas aussi simple que pour les dirigeants de la bourgeoisie.

Les travailleurs socialistes, eux, aspirent à la victoire antifasciste. Alors leurs dirigeants inventent un second front, une fausse fenêtre pour la symétrie : d'un côté le « danger communiste », de l'autre la réaction.

Ce second front est d'ailleurs très variable. Lors du Comité directeur de la S.F.I.O. du 24 janvier, ce n'était plus l'O.A.S., mais l'U.N.R. !... Quant au « danger communiste », il était plus réel que jamais !

Comment lutter sur deux fronts ? Le mieux est d'en constituer un troisième. Là aussi, les étiquettes varient.

De 1947 à 1951, ce fut la « 3e force ». En 1956, naquit le « Front républicain » de G. Mollet au fasciste Soustelle. Du 13 mai au 1er juin, un autre front, le « Front démocratique », joua un rôle décisif pour l'instauration du pouvoir personnel.

Aujourd'hui le nouveau front s'appelle celui de la « gauche démocratique ». En réalité, comme on l'a vu précédemment, il s'agit tout simplement d'un « front gaulliste » destiné à faire barrage au rassemblement indispensable et pressant des travailleurs et républicains de toutes opinions.

Guy Mollet tente de se justifier en affirmant que l'unité d'action avec les communistes risquerait de faire pencher l'armée du côté de l'O.A.S. Mais, bien au contraire, le meilleur moyen de lutter contre l'O.A.S. au sein de l'armée c'est de montrer à ses partisans que s'ils tentaient un putsch ils auraient contre eux l'ensemble du peuple grâce à l'unité d'action de toutes les forces démocratiques.

La prétendue lutte sur les deux fronts est une sinistre comédie qui arrange bien les affaires de la bourgeoisie.

La thèse de M. Duverger ne tient pas

Dans un article publié dans « Le Monde » du 25 janvier dernier, M. Duverger, lui aussi, tente de justifier cette lutte sur les deux fronts, en précisant qu'aujourd'hui le danger principal pour les démocrates n'est pas le Parti communiste français, mais l'O.A.S.

On ne peut que l'approuver lorsque, parlant de la coalition « Pinay-Mollet, dirigeants radicaux, M.R.P., C.F.T.C. et F.O. », il écrit :

> « L'opération en cours est d'autant plus confuse que la rigueur anticommuniste n'y a pas pour corollaire une égale rigueur antifasciste... L'énergie de la S.F.I.O., du M.R.P. et des Radicaux à l'égard de l'O.A.S. demeure purement verbale. »

Et il ajoute plus loin :

> « Dans le cas de M. Pinay, le verbe même est défaillant. »

Non seulement nous approuvons, mais nous avons expliqué les raisons de telles attitudes.

Par contre, nous ne pouvons suivre M. Duverger lorsqu'il affirme que dans d'autres conditions, pour les démocrates, le danger principal pourrait être le Parti communiste français. Il rejoint là la vieille calomnie de L. Blum et de G. Mollet : « les communistes ne sont pas des démocrates ! » c'est-à-dire une crainte devant le combat organisé de la classe ouvrière.

Qu'il y ait un « danger communiste » pour la bourgeoisie et ses soutiens, cela est normal ; mais pour les démocrates non communistes, ce n'est pas possible.

D'ailleurs, voulant citer des exemples pour montrer que, selon le danger principal, les « républicains » doivent s'allier avec « l'adversaire le moins dangereux », M. Duverger n'en a cité que deux. Lesquels ? L'alliance avec les communistes en 1936 et l'union avec les mêmes communistes contre l'hitlérisme. Evidemment, il aurait été bien en peine de trouver un exemple où le véritable intérêt des démocrates fut de s'unir avec la pire réaction contre les communistes.

Précisons que chaque fois que l'union s'est réalisée sans exclusive entre partis de gauche, le fascisme comme la réaction durent reculer au profit du progrès et de l'intérêt national. Par contre, les cinquante dernières années de notre histoire de France en témoignent malheureusement trop, l'alliance des partis comme le Parti S.F.I.O. se réclamant de la classe ouvrière avec les partis de

la réaction a conduit tout droit à la dégradation de la situation ouvrière et démocratique dans le pays, à l'aventure et à la guerre.

Le refus de l'unité, pour ne prendre qu'un exemple récent, après les élections de janvier 1956 a conduit tout droit à l'aggravation de la guerre d'Algérie et aux événements de mai 1958. L'instauration du pouvoir personnel n'a pu se faire qu'avec l'acquiescement et la participation des dirigeants S.F.I.O., Guy Mollet en tête. Or, c'est ce même pouvoir qui aujourd'hui viole les libertés élémentaires et se rend complice des ultras dont les coups frappent sans distinction les socialistes Camille Blanc et William Lévy, l'ouvrier communiste Robert Chapdeleine ou le travailleur sans parti Roger Boissier.

C'est ce même pouvoir qui lance ses policiers contre les manifestants antifascistes, frappant à mort huit d'entre eux le 8 février dernier.

Il n'y a qu'un seul front antifasciste

En réalité, non seulement il ne peut y avoir de « danger communiste » pour les démocrates non-communistes, mais la garantie de la victoire contre le fascisme, la condition de tout progrès de la démocratie en France, passent par l'alliance résolue avec les forces les plus vives de la classe ouvrière et du peuple que représente le Parti communiste français.

Contrairement à ce qu'affirme M. Duverger, la démocratie n'est pas basée « sur le double refus du fascisme et du communisme », mais au contraire le progrès de la démocratie dépend de la participation active de la classe ouvrière à la direction des affaires publiques. C'est justement l'exclusive de mai 1947 contre la classe ouvrière et son parti qui a conduit la démocratie bourgeoise, en 1958, à disparaître au profit du pouvoir personnel.

Mais en même temps, nous ajoutons que la renaissance démocratique et nationale ne peut être menée à bien par un seul parti, fût-il le nôtre, mais qu'elle exige une alliance loyale, sur la base d'un programme démocratique commun, entre le Parti communiste et les autres partis et organisations se réclamant de la démocratie.

Mieux, compte tenu des conditions de l'époque et des traditions démocratiques de la France, nous considérons que la collaboration entre notre Parti communiste et d'autres partis démocratiques est possible et nécessaire, non seulement pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et rétablir une démocratie rénovée, mais aussi après, pour réaliser le socialisme, grâce à une large alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les intellectuels et les couches moyennes des villes.

A plus forte raison aujourd'hui, pour en finir avec l'O.A.S. il ne peut y avoir qu'un seul front antifasciste ; pas un « front de la gauche gaulliste », mais un seul front où se rassemblent sans exclusive tous les démocrates, sur la plate-forme commune simple et précise que nous avons rappelée au début de cet article.

Il est possible de surmonter la division

Les travailleurs socialistes, les républicains veulent vaincre le fascisme. C'est pourquoi nous devons déployer beaucoup d'efforts pour les entraîner à l'action commune.

Le divorce permanent entre les paroles et les actes de leurs dirigeants conduit les travailleurs socialistes à réfléchir, puis arrive un jour où ils en viennent à l'unité d'action avec leurs frères communistes. Les possibilités d'union grandissent et se développent ainsi de plus en plus.

C'est d'ailleurs pour tenter d'enrayer les progrès de l'idée et de la pratique de l'unité d'action de toutes les forces démocratiques contre le fascisme que G. Mollet multiplie ses attaques contre le Parti communiste — et même contre d'autres partis et groupements qui ne veulent pas lui emboîter le pas —. Il a présenté à Puteaux un plaidoyer extrêmement embarrassé en faveur de sa politique de division et d'alliance avec les forces réactionnaires.

Mais lorsque la pression de la base sera suffisamment puissante, il deviendra de plus en plus difficile aux dirigeants socialistes de poursuivre leur politique de collaboration de classe ; il leur faudra accepter les propositions loyales du Parti communiste français et, du même coup, reculera l'anticommunisme.

C'est ce qui s'est passé en 1934, puis dans la lutte contre l'hitlérisme. Plus près de nous, en avril 1961, lors du coup de force fasciste, alors que de grandes masses se trouvaient en mouvement, les résistances au front unique subsistant au sommet finirent par être balayées. C'est ce qui se passe actuellement dans le combat antifasciste.

Mais en même temps que nous poursuivons nos efforts pour un puissant rassemblement antifasciste, nous n'abandonnons pas la lutte sur les autres questions politiques.

Il ne fait aucun doute, par exemple, que les divergences subsistant sur le problème allemand, dans une certaine mesure, freinent la lutte contre le fascisme. Par contre, l'action unie dans la défense des revendications favorise cette même lutte.

Mais surtout, en même temps que le combat contre l'O.A.S., nous menons celui pour la paix en Algérie. Bien qu'elles ne soient pas identiques, ces deux luttes s'épaulent mutuellement. Et il n'est pas besoin d'expliquer longuement que la paix en Algérie serait

une grande victoire des forces ouvrières et démocratiques. Au même titre que mettre l'O.A.S. hors d'état de nuire faciliterait la solution pacifique et négociée du problème algérien.

DÉVELOPPER AU NIVEAU DES EXIGENCES L'ACTION ANTIFASCISTE

Si de lourdes responsabilités pèsent sur tous les démocrates et républicains, quelles que soient leurs opinions, les communistes, eux, ont une haute conscience des responsabilités qui leur reviennent.

De la direction du Parti jusqu'aux plus modestes des militants, de jour et de nuit, c'est une volonté unique, confirmée dans les faits, qui s'exprime dans ce mot d'ordre : **tout faire pour barrer la route au fascisme.**

Le travail quotidien dans les entreprises et les chantiers, les bureaux et les cités, les quartiers et les villages, c'est là où nous consacrons l'essentiel de nos efforts.

En travaillant patiemment pour expliquer et organiser la lutte, nous aidons à l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Dans cet immense travail de masse, les communistes évitent deux écueils. Ils prennent garde d'abord au danger de gauche, le sectarisme ; ils n'écoutent pas les sirènes qui cherchent à les entraîner dans des actions avant-gardistes ; la fausse théorie des « minorités agissantes » n'a jamais été une politique communiste ; non, nous travaillons au grand jour pour entraîner à l'action les plus larges masses. Et, s'il le faut, nous combattons la sous-estimation des possibilités d'un très large front antifasciste.

Les communistes veillent également au danger de droite, l'opportunisme. Ils savent que se laisser aller à des alliances sans principes les entraîneraient à soutenir le pouvoir gaulliste ; ce qui mettrait en cause tout le mouvement antifasciste lui-même.

L'activité indépendante du Parti

Travail de masse, cela signifie plus que jamais que le Parti doit conserver « son rôle indépendant d'avant-garde », qu'il doit poursuivre son activité indépendante.

Aussi, dans la lutte pour en finir avec l'O.A.S., nous mesurons

à sa juste valeur l'importance de la propagande. Propagande offensive pour démasquer l'O.A.S., son programme et ses soutiens, montrant la responsabilité écrasante du pouvoir gaulliste. Propagande unitaire, critiquant, d'une part, les diviseurs, mais mettant en avant, d'autre part, tout ce qui unit et appelle à l'action. Propagande positive, montrant l'issue, les solutions, popularisant notre programme.

En même temps, comme pour le 6 décembre, les communistes savent prendre les initiatives d'action nécessaires. Ils organisent la riposte à tous les attentats. Les organisations du Parti proposent également l'action commune aux autres partis, syndicats et mouvements démocratiques. Les communistes recherchent tous les accords qui aident au développement du mouvement des masses à la base, surtout lorsque de tels accords, comme dans le Jura et l'Eure, appellent à la constitution de comités antifascistes à la base.

Le rôle capital des comités antifascistes

Mais l'activité unitaire du Parti ne se limite pas au travail propre de ses organisations.

Parallèlement, l'activité des communistes dans les organisations et mouvements de masse constitue un moyen important de renforcer l'union des forces ouvrières et démocratiques. Dans les syndicats et d'autres organisations, nos militants agissent d'une façon efficace. Dans la lutte contre l'O.A.S. et le fascisme, un rôle capital revient à l'activité des comités antifascistes. En premier les communistes, avec souplesse et fermeté, travaillent au sein de ces comités pour y faire prévaloir une orientation juste.

La plate-forme commune des comités la plus efficace est évidemment la base de rassemblement de tous les démocrates que nous avons résumée précédemment. Sur cette base, nous pouvons même nous unir avec des républicains qui peuvent encore avoir des illusions en de Gaulle, tout en exigeant « la mise hors d'état de nuire des bandits de l'O.A.S. »... ou « l'épuration de la police, de l'armée et de l'administration »...

Mais, par contre, nous ne pouvons accepter d'y soutenir le pouvoir gaulliste.

Dans de tels comités, les communistes peuvent y apporter leurs idées sur un programme de renouveau de la démocratie et y provoquer d'utiles discussions.

Pour une grande part, l'orientation des comités antifascistes est facilitée par l'action indépendante du Parti.

En même temps qu'ils veillent à une orientation juste, les communistes se préoccupent à la base d'entraîner à l'activité, à la direction de l'action, de nombreux non-communistes. C'est là un

moyen de donner un véritable caractère de masse aux comités antifascistes.

Bien entendu, ces comités doivent être actifs. Pour cela, il est utile de rechercher à leur donner des objectifs les plus concrets possibles : isoler politiquement tel fasciste dans une entreprise, un quartier ou un village, s'adresser aux élus et organisations locales pour leur demander une prise de position, prendre l'initiative d'actions précises, tout cela basé sur un grand travail dans les masses.

Il s'agit, bien entendu, d'aider à une bonne activité des comités antifascistes qui existent ; mais il convient aussi de redoubler d'initiatives pour la création de milliers et de milliers de comités à la base.

Comités à la base, cela signifie le plus près possible des masses, comités où agissent les masses les plus larges : comités par ateliers dans les entreprises ; comités par escaliers dans les cités, par rue dans les quartiers, y compris par hameau dans les gros villages.

Bien souvent, le Comité central et Maurice Thorez en particulier, ont insisté sur l'importance décisive des comités de base. Au Comité central de janvier 1961, M. Thorez disait encore :

> « Tenons compte de nos expériences et de nos erreurs, de l'expérience de 1935-39, avec le Front populaire, puis de la Résistance, avec les comités au sommet qui ne s'appuyaient pas sur un mouvement large de comités à la base. »

Des milliers de comités antifascistes à la base, voilà l'expression véritable de l'organisation indépendante de la lutte des masses contre le fascisme ; là sera la meilleure garantie contre les manœuvres de sommet destinées à briser le mouvement des masses ; enfin, quelles possibilités immenses au développement de l'initiative créatrice des masses représentent tous ces comités.

Former un vaste et puissant réseau de comités antifascistes à travers tout le pays, telle est actuellement la tâche capitale des démocrates les plus conscients.

Plus nombreux seront les démocrates et républicains qui adhéreront au Parti communiste français, plus nombreux seront les artisans conscients du Front unique et de l'union antifasciste.

Aussi, dans cette grande bataille politique, les organisations du Parti s'efforcent-t-elles avec raison d'y associer le nécessaire renforcement du Parti communiste français.

Passionnés par la justesse de leur cause, les communistes rivalisent d'initiatives pour réaliser l'union de tous les travailleurs, de tous les démocrates pour faire échec au fascisme, pour bien servir la cause de la classe ouvrière, de la démocratie et de la paix.

GILBERT MURY

LE COSMOPOLITISME RÉACTIONNAIRE CONTRE LA NATION

La politique gaulliste, loin d'être une politique nationale, s'affirme comme la plus cosmopolite qui soit.
La vie de la nation française est en danger. Elle est menacée par la dictature du capital international qui veut construire « la Communauté européenne » sous le joug des trusts.

ENFIN l'ennemi jette le masque. Les terroristes de l'O.A.S., les champions de la France algérienne unifiée de Dunkerque à Tamanrasset dévoilent leur véritable visage d'aventuriers sans patrie. La défense du sol national, ou d'une de ses provinces, contre le G.P.R.A., l'affirmation de la République unie et indivisible, s'accompagnent, en effet, d'un reniement de toutes les traditions qui ont lié jadis l'impérialisme à une idéologie officiellement patriotique.

Pendant que le gouvernement du général de Gaulle sacrifie l'économie sur l'autel du Marché commun, les factieux du général Salan se proclament meilleurs Européens et meilleurs Atlantiques que lui. Les publications plus ou moins clandestines évoquent la nation Europe ou la communauté occidentale en des termes qui en disent long sur la convergence finale qui s'établit, au niveau des objectifs politiques, entre les deux tendances de la réaction.

La nation française est donc ainsi l'objet d'une offensive généralisée conduite par l'ensemble des ennemis du mouvement ouvrier, depuis les chefs socialistes de droite, qui prêchent aux travailleurs l'abandon de la souveraineté, jusqu'aux doctrinaires du fascisme.

L'armée, ou plus exactement la camarilla d'officiers constitués en un parti de fait, se charge de donner le ton. Le général Valluy, qui accueillit Speidel au Quartier général du commandement centre

Europe de l'O.T.A.N., entreprend de nous rappeler que l'existence d'une forte armée allemande est le seul fondement de nos libertés au rang desquelles, il est vrai, il ne songe plus à ranger le droit de rester Français :

> « Qu'on le veuille ou non, *écrit-il*, l'Europe des patries, des patries closes et intégralement souveraine, est moribonde. La réconciliation franco-allemande, pierre d'angle d'une association qui se développe et s'étend à tout l'Occident, lui a donné le coup de grâce. »

Ainsi se trouve entériné l'acte de naissance de « *la nouvelle nation d'Occident* ».

Mais il ne suffit pas de décréter la naissance et la mort des nations. Il ne suffit pas de la prêcher ou de l'enseigner. La nation est une réalité historique dont le premier caractère est la stabilité. Et elle résiste aux efforts de ses agresseurs, comme les mineurs de l'Aveyron résistent aux tentatives faites pour saboter la production française de charbon au profit du centre vital de la petite Europe : la Ruhr.

En effet, quiconque se place dans le cadre national, quiconque raisonne en termes français comprend, d'une part, que l'intérêt général de notre pays exige son indépendance en ressources énergétiques et en matières premières, d'autre part que les hommes de Decazeville sont accrochés à leur sol, rivés à lui par cette contexture étroite de liens personnels, familiaux et sociaux où s'incarne finalement la patrie.

La nation cesse ici d'être une notion pensée par l'intelligence. Elle entre dans la vie quotidienne. Et c'est ce qui rend si difficile à des organisations syndicales qui se voudraient « européennes » de résister à la protestation jaillie de la base. Force ouvrière et la C.F.T.C. se cramponnent au frein pour empêcher le développement d'un mouvement uni à l'échelle de la France entière ; elles ne peuvent cependant se désolidariser tout à fait de la lutte.

L'attitude des couches petites-bourgeoises est singulièrement hésitante, elle aussi. Les femmes des mineurs ont défilé dans les rues de Rodez. Un hebdomadaire féminin et bien pensant, *L'Echo de la Mode*, s'empêtre à ce propos dans de curieuses contradictions :

> « C'est un véritable droit à l'enracinement qu'ont proclamé les manifestantes de Rodez, *déclare cette publication*... Voilà que des femmes liées par toutes les fibres de leur esprit et de leur chair à des coutumes et des conditions d'existences représentées par leur terroir réaffirment le droit des plus humbles à vivre où ils l'entendent, sous le ciel qu'ils préfèrent. Leur attitude est peut-être condamnée par ce qu'on appelle le progrès. Moi je trouve qu'en ce monde difficile elles méritent cependant le respect. »

Ainsi, *L'Echo de la Mode* s'efforce-t-il de présenter les choses de façon à sauvegarder les bons sentiments et à les rendre inefficaces : on chassera « respectueusement » les mineurs de chez eux et on enverra « respectueusement » les femmes défiler sous d'autres cieux. La faute en incombe au progrès technique, destructeur des terroirs, et la protestation agissante contre l'injustice devient une lamentation folklorique sur un passé révolu [1].

Aussi l'éditorialiste de *L'Echo de la Mode* s'efforce-t-il de dissimuler, à sa façon, ce que cache le cosmopolitisme, c'est-à-dire

> « la brutale et cynique exploitation « mondiale » d'esclaves déracinés, interchangeables, uniformisés, d'ombres d'humanité, erratiques et anonymes ». (Georges COGNIOT, *Réalité de la nation*).

LA BOURGEOISIE DEVIENT REACTIONNAIRE

La bourgeoisie n'a pas toujours joué ce rôle odieux. En organisant les marchés, les centres économiques à l'échelle de la nation, en dépassant les provinces pour aménager l'échange dans un cadre plus vaste, cette classe, alors ascendante, s'est trouvée engagée dans un procès qui menait objectivement à la naissance de la France. Comme le disait Lénine [2], la création de ces liens nationaux n'était rien d'autre que la création de liens bourgeois.

Pourtant, dès l'époque de la Révolution française, la bourgeoisie menait une lutte de classe en renversant, malgré les féodaux, le système des douanes intérieures qui morcelaient le pays, en balayant les rapports féodaux de production et en établissant le règne de la libre industrie et du libre échange. Même si une telle entreprise lui permettait de rallier autour d'elle l'immense majorité du peuple, elle l'autorisait aussi à s'assurer, selon des formes juridiques qui lui convenaient, la propriété de la terre et à imprimer à la production et au commerce une prodigieuse impulsion.

Le passage à l'impérialisme allait modifier profondément cette situation et nous faire entrer dans une deuxième phase de l'histoire des nations.

> « De libérateur des nations, ce que le capitalisme fut dans la lutte contre le féodalisme, le

(1) Nos lecteurs s'étonneront peut-être de trouver ici cité pour la première fois *L'Echo de la Mode*, mais tant par l'importance du tirage que par la nature de son public et l'influence qui lui est reconnue à l'intérieur des familles, il joue un rôle appréciable. D'autre part, en raison même de l'obligation qui lui est faite de parler au cœur, aux sentiments, il ne saurait esquiver les réalités de la vie quotidienne au-dessus desquelles se placent plus aisément les commentateurs de la presse politique bourgeoise. En ce sens un article de *L'Echo de la Mode* peut être particulièrement révélateur.

(2) *Ce que sont les amis du peuple.*

> capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations : le capitalisme est devenu de progressiste réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité a pour perspective, ou bien de passer au socialisme, ou bien de faire, pendant des années ou même des décades, l'expérience de la lutte armée des grandes puissances en vue de maintenir artificiellement le capitalisme moyennant les colonies, les monopoles, les privilèges et les oppressions nationales de toutes sortes. » [1]

Pour la France, placée dans le camp des grandes puissances, la bourgeoisie utilise alors le sentiment national dans la perspective du nationalisme chauvin. Elle développe le thème du « *drapeau tricolore flottant sur les cinq parties du monde* », c'est-à-dire qu'elle substitue à l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes la thèse raciste de la mission civilisatrice réservée aux blancs à l'encontre des indigènes arriérés. Mais, en même temps, le grand capital perd tout caractère national authentique dans la mesure où la fusion du capital industriel et du capital financier, sous la direction de celui-ci, permet la constitution de trusts dont les intérêts, loin d'être fixés dans telle ou telle région du monde, tissent des liens serrés à travers une multitude de pays.

Dès ce moment, la séparation de l'intérêt national et de l'intérêt bourgeois de classe est inscrite dans les faits. Mais ce divorce, objectivement réalisé, est soigneusement dissimulé aux masses, en particulier aux classes moyennes dont le grand capital entend utiliser à fond le patriotisme sentimental pour les détourner de la lutte des exploités contre les exploiteurs, lutte présentée comme fratricide. C'est le moment où, à l'appel de Marx, « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », une bourgeoisie consciemment indifférente à la patrie, ose répondre : « *Français de toutes classes, unissez-vous.* » Ce slogan apparaît dans toutes les organisations chauvines dès la fin du XIXe siècle et trouve son utilisation la plus systématique dans les ligues fascistes de années trente.

> « La paix de classes à l'intérieur de la nation au nom de l'union nationale, l'agrandissement du territoire de sa propre nation par la conquête de territoires nationaux étrangers, la méfiance et la haine à l'égard des autres nations, l'écrasement des minorités nationales, le front commun avec l'impérialisme, tel est le bagage idéologique et socialo-politique des nations bourgeoises modernes [2]. »

(1) LÉNINE. *Œuvres*, tome XXI.
(2) STALINE. *Le Marxisme et la question nationale et coloniale.*

Cependant, le développement de la crise générale du capitalisme ouverte en 1917 avec l'avènement de l'Union soviétique allait créer une situation à l'intérieur de laquelle la bourgeoisie impérialiste ne parviendrait même plus à maintenir l'illusion de son caractère national. En France, toute une partie de la droite proclamait, dès avant 1936, ses sympathies pour le national-socialisme. Pendant la guerre, le slogan « *Plutôt Hitler que le front populaire* » allait fleurir chez les barons de la banque et de l'industrie. Ceux-là même qui criaient « *La France aux Français* » n'hésitent pas à se déclarer partisans d'une collaboration étroite avec l'Allemagne et, par conséquent, à déclarer négligeable « *une simple question de poteau frontière* », c'est-à-dire l'annexion de provinces entières arrachées à notre pays. La petite fraction de la droite française qui participe, depuis Londres, ou sous les ordres de Londres, à la lutte contre l'occupant, n'aura rien de plus pressé, dès la Libération, que de favoriser le dédouanement de ses ex-ennemis politiques au nom de leurs complicités économiques.

L'ESPRIT DE LA RESISTANCE

Or, la nation est tissée de souvenirs. Il n'est pas possible d'escompter que le patriotisme français se définisse autrement aujourd'hui que par une fidélité créatrice à l'esprit de la Résistance. Le sursaut d'énergie et de courage qui a naguère libéré le sol national avec l'aide des alliés représente concrètement, au niveau de la vie quotidienne, l'appel de la communauté française. En dehors de cette actualité vivante des combats d'hier, la formation civique de la jeunesse perd toute signification. C'est pourquoi l'obstination avec laquelle des gouvernements successifs s'en prennent à la mémoire de ceux qui ont lutté, c'est pourquoi le refus de conserver au 8 mai 1945, date de l'armistice, son visage de fête nationale, constituent des atteintes criminelles au moral de la nation.

Comment en irait-il autrement ? Toute la politique de la bourgeoisie française, dans l'ensemble de ses fractions, vise à intégrer notre vieux peuple dans une mosaïque bigarrée, rebaptisée, pour la circonstance, tantôt Europe et tantôt Occident, mais dont la pierre angulaire, comme le rappelait le général Valluy, demeure l'union de la France et de la République fédérale allemande. Si, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un certain nombre de groupes industriels manifestait quelques hésitations, il s'agissait uniquement, pour eux, de gagner le temps nécessaire, soit à la modernisation de leurs installations, soit à la conclusion d'accords de cartel avec les organismes germaniques correspondants de façon à éviter une concurrence ruineuse pour leurs intérêts matériels. Personne, en revanche, n'a jamais contesté sérieusement, parmi les porte-parole de la bourgeoisie, l'abandon des réparations consenti par Georges Bidault, à l'époque ministre des Affaires

étrangères, en échange de la cession, toute temporaire, d'une Sarre depuis lors retournée à sa vocation allemande.

Pour instaurer le Marché commun, pour mettre en place les institutions politiques européennes ou atlantiques, pour livrer le sol national, avec ses bases et ses terrains d'entraînement, à la Bundeswehr, continuatrice de la Wermacht, encore faut-il s'efforcer d'amortir ou de paralyser la riposte française. Les enquêtes, les sondages d'opinion menés souvent par les soins d'organismes liés au capitalisme, comme l'I.F.O.P., révèlent toujours l'hostilité de nos compatriotes envers le militarisme prussien ou bavarois. « *Méfiez-vous de tout ce qui vient d'outre-Rhin* » — cette maxime que les enfants apprenaient à l'école de 1870 à 1940 reflétait, sans doute, une confusion redoutable entre l'ensemble du peuple allemand et ceux qui profitent effectivement de ses crimes. Mais, en même temps, la répugnance profonde de la grande majorité des Français à imaginer un mariage entre leurs enfants et de jeunes Allemands, voire à rencontrer des hommes et des femmes d'origine germanique dans le travail, dans le voisinage, et même à prendre un repas à une même table de restaurant, tout ce faisceau d'hostilité confuse, d'aversion et de rancœur, exprime, au fond, une angoisse identique : « *Qui peut me garantir que, dans cette famille, je ne vais pas découvrir tout à coup un tortionnaire, un bourreau de la dernière guerre mondiale ?* »

Dans la mesure même où les Occidentaux ont protégé les criminels de guerre contre le châtiment, ils ont rendu plus difficile une réconciliation authentique du peuple français et du peuple allemand. Il est vrai qu'à ce prix ils ont scellé l'alliance conclue déjà au temps de l'occupation entre les occupants et les collaborateurs de l'ennemi.

L'I.G. FARBEN, TOUJOURS DEBOUT

La démonstration peut en être faite aisément, par exemple, à l'aide d'un document publié par la Fédération nationale des Industries chimiques de la C.G.T. [1].

Dès 1925, huit entreprises parmi lesquelles la Bayer A.G., la Badische Anilin und Sodafabrik et le groupe Hœchst constituaient l'IG Farben industrie. L'importance de ce trust de l'industrie chimique était telle que, sans lui, Hitler n'aurait jamais pu faire la guerre — ainsi que le remarquait l'américain Sasuly, membre de la commission d'enquête des Etats-Unis pour la préparation du procès contre l'IG Farben. Elle

> « contrôlait la production du pétrole, du caoutchouc, des matières colorantes, de l'azote, des explosifs, de l'aluminium, du nickel, de la soie

(1) *La Voix des industries chimiques*. Janvier 1962. Supplément spécial.

> artificielle, etc. L'IG Farben produisait la totalité du caoutchouc synthétique, des lubrifiants, de l'essence synthétique. Elle permit aux belligérants fascistes d'écarter leurs deux goulots d'étranglement : pétrole et caoutchouc » [1].

Dès 1933, le chef de l'IG Farben, Duisberg, déclarait :

> « Le gouvernement allemand, pour la première fois de son existence, ne se contente pas de faire des promesses, mais agit. L'économie allemande a confiance dans le chancelier Adolf Hitler. »

Et le programme de Duisberg comportait notamment l'unification de l'Europe par la force allemande :

> « Seul un bloc économique s'étendant d'Odessa à Bordeaux donnera à l'Europe cette charpente économique qui lui est nécessaire pour occuper sa place dans le monde. »

Ce trust chimique obéissait donc à une logique implacable en soutenant l'agression nazie. Il en tirait de substantiels avantages en faisant jeter les syndicalistes en prison et en réalisant une extraordinaire concentration industrielle, à la faveur de la seconde guerre mondiale : au début de celle-ci, la Farben industrie contrôlait 177 établissements et 300 établissements étrangers. En 1943, elle était propriétaire de 380 établissements allemands et de 500 établissement étrangers. En Autriche, en Tchécoslovaquie et en Pologne, comme dans les territoires occupés de l'Union soviétique, il s'agissait de banditisme pur et simple. En France, les sociétés capitalistes se montrèrent si compréhensives qu'elles cédèrent 51 % du capital-action de l'industrie des matières colorantes, des groupes « français » comme Kuhlmann conservant le reste.

Disons tout de suite que Kuhlmann devait être récompensé plus tard en recevant une participation dans diverses entreprises de l'IG Farben.

Un des aspects les plus odieux de cette activité commune au capitalisme et au fascisme se trouve non seulement dans l'utilisation des prisonniers et des déportés, comme main-d'œuvre sous le signe d'un véritable esclavage, mais surtout dans la participation directe des dirigeants de l'IG Farben à l'assassinat collectif : d'une part, les gaz utilisés pour asphyxier les condamnés étaient fournis par l'IG Farben ; d'autre part, on trouvera ici quelques extraits d'une correspondance « commerciale » entre la Direction du groupe capitaliste et la direction S.S. d'Auschwitz :

> « En vue d'expériences avec un nouveau somnifère, nous vous serions reconnaissants si vous

(1) *La Voix des industries chimiques*, p. 5.

vouliez bien mettre un certain nombre de femmes à notre disposition. »

. . . . . .

« Nous avons reçu votre réponse, mais nous estimons que le prix de 200 RM pour une femme est trop élevé. Nous vous proposons un prix maximum de 170 RM par femme. Si vous en êtes d'accord, nous ferons venir les femmes. Nous en avons besoin d'environ 150. »

. . . . . .

« Les 150 femmes déjà commandées sont arrivées. Malgré leur état pitoyable, nous les estimons satisfaisantes. »

. . . . . .

« Les expériences ont été effectuées. Les sujets sont morts. Nous vous demanderons sous peu de prévoir une nouvelle livraison. »

De tels documents doivent être mis sous les yeux de ces jeunes français à qui l'on s'efforce depuis si longtemps de faire croire que la deuxième guerre mondiale fut une guerre comme les autres, et qu'il est démodé, pour ne pas dire pénible, de l'évoquer aujourd'hui.

Ces crimes atroces auraient dû porter des fruits amers : conformément aux dispositions économiques du Traité de Potsdam se trouve la loi n° 9, promulguée par le Conseil de contrôle des alliés, qui prévoyait, dès le 30 novembre 1945, l'anéantissement de l'I.G. Farben industrie. Toutes les installations industrielles utilisées à des fins militaires devaient être détruites. Les autres usines seraient dévolues à de nouveaux propriétaires. Les éléments terroristes du grand capital allemand encaissaient donc un coup très dur.

Cependant, les services économiques de l'administration militaire américaine en Allemagne se trouvaient placés sous le contrôle du général Draper, dans le civil vice-président de la banque Dillon, Read and C°, qui n'oubliait pas les relations entretenues en pleine guerre par le trust chimique nazi, d'une part, et la Standard Oil, d'autre part. Aussi la rupture entre l'Union soviétique, décidée à mettre en œuvre effectivement les décisions de Potsdam, et les Occidentaux se traduisit-elle rapidement par un abandon de l'action engagée contre les trafiquants de chair humaine. La loi n° 35, édictée le 17 août 1950 abroge la loi n° 9 et se contente de prévoir une réorganisation de l'IG Farben en laissant intacte la propriété de ces entreprises.

Aujourd'hui, ce monopole a retrouvé son ancienne importance.

Parmi les 25 plus grandes sociétés par actions ouest-allemandes, 4 (avec un capital initial de 2.415 millions de DM au total) appartiennent à l'I.G. Farben. Les chiffres d'affaires des trois sociétés issues de l'IG Farben, Farbenfabrik Bayer AG Leverkusen, Badische Anilin

und Sodafabrik, Ludwigshafen et Farbwerke Hœchst (Francfort-sur-le-Main) étaient, dès 1957 et 1958, quatre fois plus élevés (5 milliards de marks) qu'au cours des années de réarmement 1933-1938. En 1960, avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 9,1 milliards de marks, le konzern IG Farben est de nouveau à la tête des konzern de l'industrie chimique de l'Europe capitaliste.

Tout le pouvoir du trust de l'IG Farben est rétabli. Sur le plan des capitaux il est plus fort que jamais. Ses actionnaires principaux sont restés les mêmes. Ses anciennes relations avec les trusts américains sont renforcées.

A LA FAVEUR DU MARCHE COMMUN

A la faveur du Marché commun l'IG Farben pousse vers notre pays des tentacules : les Dispersions Plastiques l'unissent à Kuhlmann. Elle détient des participations aux filiales de Péchiney ; elle entretient des relations financières étroites avec Rhône-Poulenc. Nous la retrouvons au Canada, en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Afrique, en Espagne, en Turquie, aux Indes, etc.

Et l'histoire recommence : l'impérialisme allemand repose sur les mêmes monopoles qu'au temps du national-socialisme. Les rapports publiés depuis 1945 par le Conseil d'administration de la Farben Industrie ne cessent de rappeler que

> « la réunification de l'Allemagne doit permettre d'attribuer aux actionnaires tout ce qui leur revient en biens orientaux (les 45 sociétés situées en Allemagne de l'Est dont nous ne disposons pas actuellement). »

La volonté d'intervenir en Tchécoslovaquie se manifestait hier par le soutien accordé aux Allemands installés dans les Sudètes et s'exprime aujourd'hui par le financement de l'association Wittiko où se regroupent les réfugiés. Là se trouve en particulier Franz Kormasin, ancien chef du Parti national-socialiste de Slovaquie. D'une manière générale, l'IG Farben finance largement les organisations revanchardes et paramilitaires qui arborent le titre de Landsmannschaften et dont le porte-parole le plus connu est le ministre des Transports d'Adenauer : Seebohm.

Aujourd'hui l'IG Farben participe activement à la construction des réacteurs et à l'ensemble d'une industrie atomique Ouest-allemande qui, dans un proche avenir, si les peuples n'y mettent bon ordre, peut

fabriquer elle-même des engins de destruction massive. Et ces bombes A ou H seraient mises à la disposition d'un commandement très atlantique où se retrouvent nos vieilles connaissances : Speidel, Foertsch, et l'auteur de tous les plans d'agression de l'Allemagne hitlérienne, Heusinger, que ses protecteurs américains ont tiré de prison en 1948 avant qu'il ne devienne le conseiller militaire d'Adenauer et finalement le président des chefs d'état-major de l'O.T.A.N., réunis en comité permanent.

Le 10 octobre 1953, Heusinger écrivait dans les *Bonner Heft :*

> « Attaquer partout où s'offre une chance. C'est avec cette méthode de combat que l'Ouest devrait affronter l'Est..., seule cette stratégie mobile donne une perspective de succès. »

Et les objectifs politiques du chancelier Adenauer n'ont pas changé depuis cette même année 1953 où il déclarait :

> « Notre but est la libération de nos 18 millions de frères et de sœurs dans la région de l'Est. Jusqu'ici on a toujours parlé de la réunification de l'Allemagne, mais nous ferions mieux de dire la libération. »

Si le Président Kennedy désire connaître le point de vue de ses alliés allemands sur l'étendue des territoires revendiqués par eux, qu'il s'adresse donc à l'ambassadeur de Bonn à Washington. M. Grewe lui répondra :

> « La déportation de parties de la population française de Lorraine... l'introduction de l'allemand comme langue officielle, la germanisation des prénoms et des noms de firmes, la fondation du Parti national-socialiste, la réorganisation de l'Université de Strasbourg comme Université du Reich, ce sont là des mesures qui, au-delà du domaine pratique et technique, soulignent d'une manière fondamentale le caractère allemand de l'Alsace et de la Lorraine [1]. »

Ainsi notre pays est-il menacé à la fois par l'aptitude de l'armée allemande et de son gouvernement à déclencher une guerre mondiale dont nous serions les premières victimes, par l'implantation militaire des divisions de Bonn et par la possibilité sans cesse renaissante de [illegible] pour la guerre antisoviétique se retourner

certains de n'avoir plus rien à redouter de leurs partenaires d'outre-Rhin. Cette paisible certitude était déjà celle d'un ministre des Affaires étrangères français, Aristide Briand, qui déclarait à Genève en septembre 1926 :

> « Que signifie donc la journée d'aujourd'hui pour l'Allemagne et pour la France... s'en est fini maintenant de la guerre entre nous, s'en est fini des longs voiles de deuil. A partir de maintenant il doit ne plus y avoir de guerres, de solutions brutales par la force. »

VOLONTE NATIONALE, VOLONTE DE VIVRE

Lorsque le général Valluy fait appel à des initiatives nouvelles, hardiment européennes, il retrouve les accents qui, en 1926, étaient ceux d'Aristide Briand.

> « La nation, *écrivait Staline approuvé par Lénine*, est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit par la communauté de culture. »

La Ve République, instituée en « contrebande » sous le signe de la grandeur nationale, a poursuivi et aggravé la politique entamée dès 1947, lorsque furent chassés du gouvernement les ministres communistes, représentants de la classe ouvrière qui a repris des mains de la bourgeoisie le drapeau de l'indépendance.

Non seulement aujourd'hui l'armée américaine s'installe sur notre sol, en fonction d'une stratégie atlantique qui fait de la France un avant-poste destiné à la destruction atomique, mais encore les unités allemandes se déploient largement sur cette terre qu'elles ont fuie voilà 17 ans. La vie économique de notre pays se polarise, s'organise en fonction des nécessités propres aux centres vitaux de la Ruhr. Des régions entières resteront sous-équipées industriellement. Et l'abaissement « concurrentiel » des prix de revient agricoles conduit les exploitations familiales à la ruine. Les traditions nationales, la psychologie de notre peuple sont bafouées par cette véritable agression étrangère et, simultanément, par le renoncement au patrimoine de liberté constitutif du génie de notre pays. Notre culture est livrée au pillage, notre enseignement éparpillé à tous les vents, et nos enfants élevés dans le culte des gangsters et des cow-boys. Il n'est pas jusqu'à notre

langue qui ne soit directement menacée. Ce n'est pas un communiste, c'est M. Alfred Sauvy, qui écrivait naguère dans *Le Monde* :

> « Ces faiblesses n'ont pas seulement pour conséquence de faire de la langue française un charabia ; elles contribuent puissamment à l'effacement du français... la servitude linguistique mène droit à la servitude culturelle. »

Au demeurant, ce qu'on nous offre en échange de la France, ce n'est pas une nouvelle patrie, c'est le déracinement total de tous les habitants de la Petite Europe jetés pêle-mêle aux pieds du capitalisme international. Une nation ne peut surgir que d'une grande chevauchée, d'une ruée innombrable d'un peuple vers l'avenir. La France, nous dit-on, a remplacé des provinces. Elle n'est plus à son tour qu'une province dont il faut effacer les frontières pour l'unir à l'Europe. Vaine comparaison ! Les barrières douanières, que la bourgeoisie montante faisait sauter en 1789, formaient en fait un obstacle au développement impétueux de la production. Les liens naturels étaient déjà noués alors que subsistaient les barrières artificielles, une nouvelle classe dirigeante appelait à renverser le vieux désordre féodal. La longue expérience des mêmes institutions politiques, la lutte contre les mêmes envahisseurs, la haine des mêmes maîtres avaient forgé l'unité de notre pays avant même que cette unité ne prenne un contenu plus riche et une forme originale en s'affirmant comme nation.

Rien de tout cela n'existe aujourd'hui. Les intérêts économiques du grand capital allemand, la peur de la bourgeoisie française devant son propre peuple, les complots antisoviétiques du Vatican, le fatalisme des petites nations abandonnées à la dérive d'une histoire impitoyable aux faibles, parce qu'elle n'est pas encore tout entière socialiste, l'effondrement du rêve impérial de l'Angleterre, les ambitions mondiales des Etats-Unis d'Amérique, ce faisceau de peur, de fureurs et d'appétits ne convergent vers aucune signification humaine dans la perspective propre aux masses des travailleurs. On ne fera pas comprendre au mineur de l'Aveyron, au paysan de Bretagne, à l'ouvrier des usines Citroën qu'il doit se transformer en un esclave errant pour assurer l'empire de l'I.G. Farben et des monstres surgis du cauchemar d'Auschwitz.

Ceux qui ont inventé la Petite Europe spéculent sur la passivité des masses. Mais, de la Belgique wallonne aux bassins houillers de Decazeville, s'affirme une volonté têtue de vivre et de lutter sur place, là même où les hommes ont appris à nouer entre eux, que cela plaise ou non au capital, les liens constitutifs de l'humanité.

HENRI ERNST

LE NÉOFASCISME

Acculées de plus en plus dans leurs derniers retranchements, les forces impérialistes n'ont pas renoncé au fascisme. Les raisons du danger O.A.S. en France, la recrudescence de l'activité factieuse dans bon nombre de pays capitalistes et à l'échelle internationale méritent d'être approfondies. Henri Ernst a publié récemment dans la revue soviétique Economie Mondiale et Relations Internationales *une étude sur ce sujet. Nous en reproduisons la première partie qui examine la superstructure de l'organisation néofasciste et ses cadres. Nous publierons la suite de cette très intéressante étude dans notre prochain numéro.*

LE néofascisme a-t-il un avenir ? Peut-on s'attendre à ce que les forces qui ont joué un rôle si fatidique dans la vie des peuples au cours des années 20, 30 et 40 reviennent sur la scène internationale dans la deuxième moitié de notre siècle ?

De telles questions se posent de plus en plus souvent ces derniers temps dans les pays du monde capitaliste, où les fascistes donnent à nouveau signe de vie. Les événements d'Algérie ont forcé bon nombre de personnes à y réfléchir. Diverses réponses sont proposées et toutes sortes de suppositions sont avancées. Certains considèrent qu'en 1945 le fascisme était mort pour toujours et qu'il ne pourrait renaître. D'autres observateurs des cercles bourgeois sont si effrayés par les excès fascistes dans les villes de l'Europe occidentale et par les troubles en Algérie qu'ils prédisent déjà l'avènement proche de nouveaux Hitler et Mussolini.

Les fascistes eux-mêmes ne cachent pas leur espoir de renaissance. Dans leurs cercles, on rappelle les paroles de Mussolini proférées quelques jours avant qu'il ne soit arrêté et fusillé lors d'une interview au journal *Popolo di Allessandria :*

> « Vingt ans de fascisme, c'était trop peu... Un homme plus grand que moi mènera un jour l'idée fasciste jusqu'à la victoire. Si les alliés (la coalition antifasciste des années de guerre H.E.) triomphaient, alors la troisième guerre mondiale serait... inévitable. Alors sonnerait l'heure de l'Italie, si elle arrivait à trouver l'homme qui jouerait l'atout. » (1).

(1) **Die Gegenwart**, 1-12-48, p. 10.

Le philosophe favori de la réaction allemande, précurseur des idéologues fascistes, Nietzsche, disait : « *Le cimetière est le prémisse de la résurrection.* » L'aventurier qui était à la tête des Chemises noires italiennes espérait, la veille de sa mort, que dans le processus de pourrissement du système capitaliste, après la deuxième guerre mondiale, le néofascisme arriverait à nouveau à contaminer le monde. Nul doute que les espoirs qui ont assailli le Duce avant sa mort ne soient encore partagés par des forces assez influentes à l'Occident. La cause en est claire. Plus le rapport des forces dans l'arène mondiale se modifie rapidement en faveur du socialisme, plus se renforce la tendance aventuriste dans les cercles extrémistes des impérialistes. Le désespoir de la classe qui subit l'agonie historique rend bon nombre de ses dirigeants prêts aux pires crimes contre l'humanité. C'est pourquoi il est normal que dans ces cercles on commence à penser sérieusement à ranimer le cimetière fasciste.

Les faits sont là. Au cours des trois dernières années, il y a eu trois putschs fascistes en Algérie et presque partout dans le monde capitaliste les éléments fascistes ont commencé à s'agiter. En décembre 1954, en janvier 1960, dans dix pays de l'Europe occidentale ainsi qu'aux U.S.A., au Canada, en Afrique du Sud et çà et là en Amérique latine, il y eut partout en même temps des manifestations antisémites qui, il est clair, étaient organisées à partir d'un seul centre. Rien qu'en Allemagne occidentale, du 25 décembre 1959 au 28 janvier 1960, les autorités ont officiellement enregistré pas moins de 685 incidents de cet ordre [2]. Ces événements ont provoqué, à l'époque, une grande émotion dans l'opinion publique. Il n'y a pas eu de désordres graves. L'affaire s'est soldée par des incidents de rue et par la diffusion de tracts de style fasciste. Mais la « synchronisation » internationale de ces actes a sauté aux yeux de tous les observateurs. Les journaux ont exprimé l'opinion que les provocations antisémites étaient dirigées à partir d'un Quartier général caché quelque part, qui avait décidé de procéder à une sorte « d'épreuve de force ». On a eu l'impression que les néofascistes de différents pays sortaient, au signal donné, de leurs retraites pour quelques jours, puis se dissimulaient à nouveau. Les journaux bourgeois ont fait grand bruit autour de cette affaire. Mais aucun d'eux n'a osé dire que ces premières manifestations internationales du néofascisme après la guerre, coïncidaient précisément avec ce climat de panique qui règne parmi les cercles impérialistes à la suite de l'accroissement du rapport des forces favorable au socialisme.

Très vite après les événements de décembre et de janvier, la presse bourgeoise s'est calmée et les récentes provocations n'étaient plus présentées que comme des incartades de petits groupes d'irresponsables, dont la police et les organes judiciaires auraient facilement raison. En République fédérale allemande les autorités ont rapporté que 48 % des incidents n'avaient aucune signification

(2) New York Times, 18-11-60.

politique et 5 % étaient dus aux agissements de « malades mentaux ». Le petit nombre de participants à cette agitation qui ont été pris sur le fait ont été condamnés à de légères peines de prison et par la suite rendus à la liberté. Ainsi a agi le Gouvernement français à l'égard des putschistes d'Alger après les événements de 1958 et 1960. Il est impossible de ne pas se rappeler que c'est justement de la même manière qu'ont agi les cercles dirigeants des pays capitalistes à l'égard des premières menées fascistes au début des années 1920.

Il est évident que de simples mesures policières à l'encontre des néofascistes ne peuvent donner de résultats. Ce qui s'est passé en 1958 et 1960 n'est qu'un commencement. Les événements d'Algérie d'avril 1961 ont une fois encore confirmé qu'il ne s'agissait nullement d'incidents fortuits. Non seulement l'expérience tragique du passé, mais aussi la réalité d'aujourd'hui, témoignent contre la sous-estimation du danger néofasciste. Sur le fond des perspectives du développement de la lutte de classe à l'échelle internationale, ce danger revêt un caractère particulièrement concret.

Le problème du néofascisme n'est pas une question policière, c'est une question politique. Extérieurement tout semble indiquer qu'à l'heure actuelle le néofascisme, à l'exception de la France, ne représente pas un danger politique sérieux. Mais il ne faut pas oublier que le fascisme actuel commence seulement à rassembler ses forces, attendant des conditions politiques favorables pour entreprendre de nouveaux bonds. Comme l'a montré l'exemple de la France, sa menace peut grandir et se développer plus rapidement qu'on l'imagine.

L'accroissement des organisations néofascistes dans divers pays est inégal. En dehors de l'Italie, il n'existe nulle part de parti fasciste de masse. Des partis ou des unions formés, agissent encore sous la bannière fasciste ou semi-fasciste, et participent aux campagnes électorales, en Allemagne occidentale, en Italie, en France, au Japon. L'Afrique du Sud et certains pays de l'Amérique Latine, l'Espagne et le Portugal, avec leurs vieux régimes dictatoriaux, peuvent être considérés comme les derniers bastions du fascisme du type d'avant-guerre. Des groupes néofascistes illégaux ou semi-légaux existent en France, en Suède, en Suisse, en Hollande, en Belgique, aux U.S.A., en Angleterre et dans d'autres pays. Dans la majorité des cas, ces organisations ne disposent pas d'un nombre considérable de membres. Presque toutes ont surgi à la fin des années 1940 et au début des années 1950.

On peut considérer parmi les plus importantes le « Parti du Reich Allemand » (D.R.P.) en République fédérale allemande qui a 17.000 membres et qui a obtenu lors des élections au Bundestag en 1957, 308.500 voix [3]. Les responsables des actes de vandalisme en Allemagne occidentale en 1959-1960 appartiennent surtout à cette organisation, qui se considère secrètement comme l'héri-

tière légale du Parti nazi. A la tête du D.R.P. se trouvent de vieux hitlériens éprouvés, y compris Nauman, l'ancien adjoint de Gœbbels, Meyerberg, ancien familier de Himmler, Remer, l'ancien général nazi, Rudel, l'ancien colonel de l'entourage de Gœring, le général André, criminel de guerre, et d'autres. Si tous ces hitlériens renient à présent les idées racistes, ils n'en appellent pas moins ouvertement à la renaissance du nazisme.

« *Les anciens nazis* — a déclaré en 1959 l'ancien président du D.R.P., le Professeur des S.S., Kuntsman, dans l'organe du D.R.P. — *jusqu'à la fin de leur vie, vont se sentir des obligés du Reich. Même maintenant ils sont appelés à la lutte, comme tous les Allemands grandis depuis lors, et qui n'ont jamais connu le parti nazi* » (4). Au Congrès du D.R.P., l'ancien officier des unités de tanks, von Tidden, a adressé aux membres du parti un appel déclarant : « *Soyez prudents ! Restez toujours à la limite de la constitution, mais ne la transgressez pas !* (5). » C'était le langage des chefs hitlériens au milieu et à la fin des années 1920, lorsque leur parti, comptant sur la prise du pouvoir, observait extérieurement les lois de la République de Weimar.

A droite du « Parti du Reich Allemand », en tant qu'organisation semi-légale fonctionne le groupe « Mouvement Social Allemand » (D.S.B.) fondé par l'officier S.S. Priester et lié aux organisations similaires dans divers pays. Là, selon toute vraisemblance sont formés les cadres des commandos terroristes prévus pour jouer le rôle de nouveaux S.S. En République fédérale allemande également ont été créés des groupes de nazis, rêvant à la renaissance du IIIe Reich. Ces derniers temps des tentatives incessantes sont faites pour unir toutes ces organisations sous la direction du D.R.P. et du D.S.B. (6).

L'ossature du néohitlérisme existe en Allemagne occidentale. Aujourd'hui ce n'est encore qu'une petite ex-croissance que la classe ouvrière allemande peut aisément anéantir d'un seul coup. Mais il ne faut jamais oublier qu'il en était ainsi avec le Parti de Hitler avant que les monopoles de la Ruhr et l'Etat-major de Hindenbourg et de Blomberg ne l'aient définitivement pris sous leur protection, lui ouvrant la voie vers le pouvoir.

Les adeptes de Mussolini en Italie s'agitent également. Le développement de leurs organisations est plus rapide qu'ailleurs. Créé avec la coopération du dernier commandant en chef fasciste Graziani et du prince Borghèse, le parti « Mouvement Social Italien » (M.S.I.) compte plus d'un demi-million de membres et aux dernières élections de 1958 il a recueilli 1.400.000 voix et a obtenu 25 sièges à la chambre des Députés (7). Par le nombre de ses mandats le M.S.I. a devancé les libéraux et les monarchistes et il occupe actuellement la quatrième place de tous les partis représentés à la Chambre des Députés. En 1960 les néofascistes ont

(4) **Die Andere Zeitung**, n° 2, 1960.
(5) **Stuttgarter Zeitung**, 23-1, 27-1, 1960.

conclu un accord avec les démocrates chrétiens et ils ont aidé leur leader de droit, Tromboni, à former une majorité parlementaire.

A la tête des néofascistes italiens se trouvent des adeptes de Mussolini aussi marquants que le vice-secrétaire du Parti fasciste di Marsanich et l'ancien ambassadeur à Berlin, Anfusio. Parmi les permanents et les adeptes se trouvent le neveu de Mussolini, comte Todorani, et la fille de Mussolini, Anne-Marie. Le secrétaire national du M.S.I. Michelini a servi dans les troupes fascistes sur le front germano-soviétique. Anfusio, après la guerre, avait été condamné à mort [8]. L'impudence des néofascistes va si loin qu'ils se risquent déjà à provoquer ouvertement les ouvriers. Dans l'été 1960, les bandes du M.S.I. se sont ouvertement attaquées à la population italienne. Il a été établi qu'en dehors du parti ouvertement néofasciste il existait une organisation secrète connue sous le nom « Groupe d'actions militaires » [9]. C'est ainsi que là, comme en Allemagne occidentale, à côté de l'appareil fasciste « d'action légale » se créent des cadres spéciaux d'activistes-terroristes. La classe ouvrière italienne réagit à l'égard des néofascistes avec une telle fermeté qu'il leur faut se garder à chaque pas. Cependant il est évident que les adeptes de Mussolini se préparent à de nouvelles provocations, comptant sur le soutien d'éléments appartenant aux couches cléricales bourgeoises déçues, ainsi que sur l'afflux d'individus déclassés. Leur calcul vise également des objectifs plus lointains touchant toute la région de la Méditerranée.

Une organisation relativement importante opère également en Autriche sous le nom « Parti Autrichien de la Liberté » (F.P.O.). Aux élections de 1959 le F.P.O. a recueilli 336.000 voix et a obtenu huit sièges au Parlement [10]. L'organisation, là aussi, se trouve entre les mains d'anciens chefs nazis qui ont échappé aux tribunaux après la guerre ou qui ont été depuis libérés. Des militants fascistes de la nouvelle génération instruits par l'ancienne garde fasciste sont apparus. Le journal viennois largement répandu, *Die Presse*, est au service du « Parti de la Liberté ». Suivant l'expérience des néofascistes italiens et ouest-allemands, les néofascistes autrichiens tentent avant tout de renforcer leurs positions légales; bien qu'ils gardent des nervis en réserve. Un soutien secret au F.P.O. est apporté par l'aile extrême-droite du parti clérical dirigeant, « Parti Populaire Autrichien », qui se prononce pour l'éclatement de sa coalition avec les socialistes et pour la préparation d'un nouvel anschluss.

Au début de 1951, la presse autrichienne débattait sérieusement de la possibilité de créer une coalition gouvernementale de cléricaux et de néofascistes. Une telle coalition équivaudrait à une déclaration de guerre ouverte à la classe ouvrière autrichienne. Il existe des raisons de supposer que le « Parti Autrichien de la

---

(8) **Who's Who in Italy**, 1958, pp. 347, 630, 633.
(9) **Le Monde**, 7-1-60.

Liberté » coordonne sa politique avec celle des fascistes ouest-allemands et italiens.

En plus du « Mouvement Social Italien », du « Parti du Reich Allemand » et du « Parti Autrichien de la Liberté », des organisations fascistes, qui se sont plus ou moins renforcées, existent à l'heure actuelle en Espagne, au Portugal et en France. En Espagne, où l'ancien parti de la Phalange des militaires et des agrariens occupe dans le pays la position de seule organisation politique légale, le fascisme a depuis longtemps perdu son influence sur les masses, mais il se maintient au pouvoir grâce au régime d'une dictature militaire. Bien que le sol tremble de plus en plus ostensiblement sous les pieds des franquistes, ils font tout pour conserver la péninsule ibérique au fascisme, comptant sur sa renaissance dans d'autres pays de l'Europe occidentale, et tout d'abord en France. Les fascismes espagnol et français sont étroitement enchevêtrés et agissent d'après un plan coordonné. La situation est analogue au Portugal où le dictateur Salazar s'appuie sur l'organisation clérico-fasciste « Union nationale ». En France, le néofascisme était, au milieu des années 1950, considéré comme insignifiant en tant que formation politique. Il n'existait pas de grande organisation fasciste, les restes des bandes de Déat, Doriot, Bucard se dissimulaient dans une clandestinité ténébreuse, des organisations de création récente telle l'union de Poujade « Fraternité française » qui avait obtenu 56 sièges au Parlement aux élections de 1956, fondaient très rapidement et se désintégraient. Dans les cercles bourgeois s'exprimait l'opinion que les racines du fascisme français avaient été arrachées lorsqu'avait pris fin l'occupation allemande. Tout cela s'est révélé inexact. Le fascisme en France qui opère de façon directe et criminelle est devenu aujourd'hui un danger pressant. C'est au cours des dernières années que le néocolonialisme, là où Hitler n'avait pas eu le temps de le bâtir, a créé une nouvelle base du fascisme français.

Il est clair que le putsch militaire et fasciste d'Algérie en avril 1961 était envisagé comme le premier pas vers la prise du pouvoir en France même. Il est très évident, comme le montre l'activité criminelle et les buts de l'O.A.S., que des efforts fiévreux sont actuellement entrepris en France afin de créer une grande organisation néofasciste, unissant sous son drapeau non seulement les ultra-colonialistes et leurs alliés militaires, mais aussi les anciens collaborateurs fascistes avérés. Peu avant le putsch d'avril 1961, le leader comploteur Soustelle déclarait à une réunion de ses partisans :

> « Nous sommes encore peu nombreux, mais déjà nos sections recouvrent toute la métropole et l'Algérie. Nous avons décidé d'aller fermement vers le but et nous sommes cer

Il y a encore trois ans, aucun fasciste en France ne se serait risqué à faire une telle déclaration.

Quelle que soit la tactique des chefs comploteurs et leur façon de masquer leurs objectifs, le développement de la lutte de classe transforme inévitablement l'ultra-colonialisme en fascisme avéré. Les forces néofascistes en France se sont développées non seulement de l'intérieur, mais également avec l'appui de l'extérieur. Déjà, lors des journées de l'insurrection d'Algérie, en janvier 1960, l'existence de liens directs entre les ultra-colonialistes et les cercles néofascistes internationaux ont été établis [12]. Ce n'est pas par hasard si lors de la prise du pouvoir en Algérie par les comploteurs, les unités de parachutistes de la Légion étrangère ont joué le rôle le plus important. Ces unités sont en majeure partie constituées par d'anciens S.S. de diverses nationalités qui ont fui leurs pays après la guerre.

En France même les cadres des bandes fascistes du type S.S. sont formés dans des organisations purement nazies, tel le « Mouvement populaire français », dont les membres reconnaissent ouvertement leur appartenance à l'internationale fasciste [13], à l'union raciste de Bardèche (« Défense de l'Occident »), à l'union « catholique nationale » de Sauge, etc... Même les anciennes organisations pro-nazies de Déat et de Doriot recrutent encore des adeptes au sein du lumpen-proletariat et parmi les éléments déclassés de la petite bourgeoisie. Ces milieux ultra-réactionnaires fournissent les auteurs des attentats terroristes qui sont devenus aujourd'hui chose courante en France. Déjà avant le putsch algérien les chefs de fandes fascistes déclaraient franchement qu'après la réalisation du « coup d'Etat technique », un régime « national-socialiste » serait instauré dans le pays. Comme en Italie, la classe ouvrière de France qui mène résolument le combat contre l'ennemi dispose de forces suffisantes pour écraser les néofascistes. Cependant il faut bien voir que les états-majors des ultra-colonialistes, des anti-communistes et des racistes qui s'agitent en France, se préparent au combat. Le danger ne se limite pas à la France. Leur calcul est fondé sur le fait qu'une prise du pouvoir en France modifierait d'une manière radicale la situation en Europe occidentale, permettant une recrudescence d'activité des fascistes et leurs alliés en Italie, en Allemagne occidentale, en Autriche et en Espagne.

Dans d'autres pays d'Europe occidentale le néofascisme est à l'état embryonnaire et ne dispose nulle part d'organisations importantes. Presque partout cependant, des groupes fascistes actifs opèrent déjà; ils disposent de leurs propres organes de presse et de bandes clandestines activistes. En Hollande, la place du vieux parti nazi de Moussert a été prise par le « Mouvement national-européen socialiste ». Cette organisation ayant ses propres gauleiters, collabore directement avec le « Parti du Reich allemand » [15].

(12) **Résistance Unie**, mars 1960, p. 11.
(13) **Chicago Daily News**, 19-1-60 ; **Résistance Unie**, janvier 1960, p. 3, mars 1960, p. 11.
(15) **Het Parool**, 24-8-53.

En Suède, la propagande néofasciste est faite par le « Nouveau mouvement suédois » qui compte 4.000 membres [16]. Le groupe a à sa tête le raciste Engdal et l'ancien dirigeant de la radiodiffusion hitlérienne pour les pays scandinaves, Nordgold. La revue de Engdal «Wegen Vorvard » se prononce ouvertement pour une Europe néofasciste. En Angleterre sévissent l'ancienne union fasciste de Moseley, la « Ligue nordique » de Pearson et la « Ligue fasciste de l'Europe ». Aucune de ces organisations n'a réussi à grouper un nombre important de membres, mais les forces secrètes profascistes du pays, en particulier à l'aile extrême-droite des conservateurs et parmi les anciens munichois, n'ont pas encore abandonné la scène politique.

De petites organisations néofascistes tentent de s'enraciner en Suisse (un groupe gravite autour des revues *Courrier du Continent* et *Pilori)*, au Danemark (le groupe « Fedrebandet » et du « Parti nazi danois en Norvège Unité nordique »), en Irlande (le groupe « Resurgence ») et en Belgique (les restes de l'organisation rexiste). De nouveau, les fascistes deviennent actifs en Finlande. Pour les pays de démocratie populaire où le fascisme a été extirpé jusqu'aux racines, il est artificiellement cultivé à l'étranger dans les pépinières des services de renseignements américains. Sous sa protection opère à Munich tout un groupe d'anciens chefs fascistes qui se sont spécialisés dans l'action subversive en Europe centrale et orientale. Parmi eux se trouvent des hitlériens du régime hortiste : le général Henner et Alfeddi (de l'organisation des « Croix fléchées» aujourd'hui des « ungaristes), le fasciste slovaque Dourtchansky, le fasciste polonais Stetzko et d'autres. A ces groupes fascistes adhèrent aussi des traîtres russes du groupe « N.T.S. » qui ont été pris en charge par les Américains et d'autres organisations analogues. Ils comptent sur l'aggravation de la « guerre froide » pour sortir de leur exil politique.

Au-delà des limites de l'Europe occidentale le néofascisme a des bases au Japon et dans une partie de l'Amérique latine. Au Japon opère le « Parti patriotique du grand Japon » (« Aikokuto ») qui a organisé l'assassinat du leader socialiste Assamouna et des attentats contre d'autres dirigeants du mouvement ouvrier. Le chef de « Aïkokuto », Bin Akao, qui s'est proclamé le « Hitler japonais », est issu de la vieille organisation fasciste « Dragon Noir » qui, durant des dizaines d'années, a terrorisé le pays. Bien que le néofascisme japonais joue déjà à l'heure actuelle le rôle d'instrument terroriste de l'oligarchie dirigeante dzaïbatsu et de l'impérialisme américain, ses objectifs, comme ceux des néofascistes européens, sont bien plus vastes. Ses chefs se préparent systématiquement à saisir une période de complications graves en Extrême-Orient pour poser leur candidature au pouvoir d'Etat en vue de faire échec au développement du mouvement ouvrier japonais.

Dans cinq pays d'Amérique latine : Guatemala, Nicaragua,

(16) **New York Times**, 28-11-60.

République dominicaine, Haïti et Paraguay, règne actuellement un régime de type militaire-fasciste, se maintenant au pouvoir avec l'aide des U.S.A. Bien qu'il n'existe pas de larges organisations fascistes, les cliques militaires dirigeantes représentent une variété originale du fascisme sur ce continent. En Argentine les partisans du dictateur Péron, en fuite, comptent, en cas de circonstances favorables, revenir au pouvoir. L'organisation raciste « Union nationale », qui compte 15.000 membres, est liée aux hitlériens allemands dont bon nombre, après la guerre, ont fui en Argentine [17]. Au Mexique, des racistes qui se baptisent « synarchistes » et les fascistes catholiques du parti « Action nationale » tentent de rassembler des partisans. Après la deuxième guerre mondiale le mouvement ouvrier en Amérique latine s'est considérablement développé. Il pourrait, sans difficulté, en finir avec les néofascistes, mais là comme au Japon, se dessine derrière ceux-ci l'ombre de l'impérialisme américain.

En Union Sud Africaine, les fascistes de l'ancienne organisation « Osseva Brandwag » utilisant à leur profit l'arbitraire raciste des cercles dirigeants, tentent de faire à nouveau surface. Leur leader Pirow, ancien ministre de la Défence, récemment décédé, renouait dès après la guerre ses liaisons avec les nazis. Au Proche-Orient, on trouve au centre de la propagande néofasciste le groupe de l'ancien agent hitlérien, l'ex-mufti Hussein qui a rassemblé autour de lui les criminels de guerre ayant fuit l'Allemagne [18].

Bien qu'aux U.S.A., il n'existe pas encore de grand parti néofasciste, l'aspiration à cette idéologie grandit parmi les cadres réactionnaires dirigeants du pays. Ces dernières années la réaction américaine préféra agir avec l'aide des forces pro-fascistes, dissimulées dans l'appareil d'Etat, dans les deux partis dirigeants, parmi la clique militaire. Elle emprunta la voie d'une fascisation camouflée sous couvert du parlementarisme, et illustrée par des dirigeants du type McCarthy. Il n'est pas possible d'exclure pour l'avenir, au moment où pour le capitalisme outre-océan sonnera l'heure de nouvelles secousses économiques et politiques graves, que la réaction au pouvoir ne se contente plus d'une fascisation camouflée, mais passe à l'utilisation du fascisme ouvert.

Les chefs néofascistes américains attendent avec impatience le moment où ils pourront sortir de leur réserve. Des organisations telles que le « Parti nazi américain », « Chevaliers ariens », « Common Sens », etc... s'efforcent sans trop de succès d'ailleurs à recruter des partisans au sein de la petite bourgeoisie, dans le milieu de gangsters et dans les associations réactionnaires germano-américaines. D'après certaines informations, on compte aux U.S.A. plus de 1.000 groupes locaux de fascistes de toutes tendances. En cas de complications internationales graves, résultant d'aventures impérialistes, la réaction américaine est tout à fait capable de s'ap-

(17) **New York Times.** 30-10-60.
(18) **Neue Zurcher Zeitung,** 13-1-60 ; **« Empêcher la troisième guerre mondiale »,** été 1957, n° 50, p. 22.

puyer et d'utiliser les forces fascistes du pays, comme cela a été fait en France depuis le début de la guerre d'Algérie.

Tel apparaît dans cette période le camp du néofascisme international. En regardant son réseau d'organisations on ne peut naturellement penser qu'il représente déjà une force politique comparable à l'ancien fascisme, ne serait-ce qu'avant la venue d'Hitler au pouvoir. Nulle part, sauf en Italie, le nombre des membres des organisations néofascistes ne se compte par centaines de milliers. Dans la plupart des cas, il s'agit de dizaines de milliers ou même de milliers de membres. Dans l'ensemble du monde capitaliste le nombre de fascistes organisés atteint à peine un million de personnes. Nulle part, sauf en France et dans certains pays de l'Amérique latine, les néofascistes n'osent encore mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir. Nulle part, ils n'ont contraint la classe ouvrière à passer à la défensive. Au contraire, l'initiative est presque partout aux mains de l'anti-fascisme. La balance penche nettement du côté des forces démocratiques et ouvrières non seulement sur le plan international, mais également dans chaque pays. Même parmi les couches de la petite bourgeoisie, seuls des contingents insignifiants répondent aux appels des néofascistes.

Pas une seule des organisations fascistes existant à l'heure actuelle ne se développe comme dans les années 1930. Certaines s'effondrent très vite après leur création et disparaissent de la scène presque sans laisser de traces. Mais ce qui est caractéristique c'est qu'à leur place en apparaissent d'autres.

Les tentatives de forcer la croissance du néofascisme apparaissent surtout en Europe occidentale.

Les faits montrent que ces efforts sont entrepris non seulement dans différents pays, mais aussi sous une forme centralisée sur le plan international. L'existence d'un Centre néofasciste international, s'occupant de la cordination de l'activité des divers partis et préparant des manifestations communes « synchronisées », ne peut être mise en doute.

Ces dernières années, dans la presse occidentale, il était souvent question de l'activité de l'internationale antisémite secrète dont le quartier général se trouve en Suède. A cette organisation généralement appelée le « groupe de Malmoe » est attribuée la principale responsabilité de la campagne antisémite et pro-nazie déclenchée en Europe occidentale en 1959 et 1960. En fait il s'agit d'une des branches du centre fasciste international.

En mars 1950 s'est tenue à Rome une réunion des chefs fascistes de divers pays, où il a été procédé à la création d'une union internationale de leurs organisations. Quelques mois plus tard, en Italie, était convoqué le Congrès international de la jeunesse fasciste qui fut salué par la fille de Mussolini [19]. A la rencontre suivante dans la ville suédoise de Malmoë, où participaient les représentants de quatorze pays, ledit « Mouvement social européen »

(19) **New York Times**, 29-5-51.

(E.S.B.) [20] était créé. Près de trente chefs fascistes y assistaient, y compris le général Römer et Priester, des néonazis de l'Allemagne occidentale, Stéfani, Lonchari, et Gianfranceschi de l'Italie, le nazi français Professeur Bardèche et d'autres. Plus tard à l'E.S.B. ont adhéré le groupe Mosley d'Angleterre, les organisations françaises du « Mouvement populaire français » et « Mouvement communautaire national », le groupe munichois des fascistes hongrois « ungaristes » et d'autres bandes.

A la réunion de Malmoë un comité exécutif international fut élu dont font partie, d'après les informations de presse, Prister, Engdal, Bardèche et le professeur italien Massi. En même temps décision fut prise d'organiser une agence internationale de presse fasciste à Trieste et d'éditer un organe international. Comme objectif essentiel l'E.S.B. s'est fixé la création d'une « Nation de l'Europe » unie qui sauvegarderait la « culture occidentale » contre le communisme.

La revue de l'E.S.B. qui a commencé à paraître en 1953 a été intitulée de même : *Nation Europa*. Parmi ses fondateurs et commanditaires figurent des Allemands et des étrangers [21]. Erhardt, ancien officier de l'Etat-major de Hitler en est l'éditeur, l'un des rédacteurs est le nazi suisse Eler, condamné dans son pays à deux ans de travaux forcés pour haute trahison [22]. Cette revue a mené campagne pour la renaissance du fascisme international. Hitler y est représenté comme un homme qui « *a aimé passionnément* » le peuple allemand et que suivent « *avec confiance les meilleurs parmi les jeunes Européens* » [23]. La journée de l'exécution des criminels de guerre a été appelée par *Nation Europa*, « *jour sombre de l'histoire allemande* » [24]. L'édition de la revue, interdite par les autorités de Bonn, a été très rapidement levée [25]. Au rassemblement de Malmoë ont succédé d'autres rencontres internationales secrètes qui se sont répétées presque d'année en année. Déjà la Conférence de Zurich de 1951 qui fut découverte par la police suisse, un véritable manifeste avec appel pour la création d'un empire européen fasciste était en préparation. En août 1953 le « Comité de liaison européen » auprès de l'E.S.B. réclamait la libération des criminels de guerre fascistes, traités de « véritables défenseurs » de l'Europe [26]. Les rencontres suivantes eurent lieu en 1954 à Hanovre, près de Bruxelles en 1956 et en 1957 à Lausanne, puis en juillet 1959 dans la forêt de Teutobourg en Allemagne occidentale. C'est là, semble-t-il, que fut prise la décision d'organiser l'agitation factieuse dans divers pays en même temps [27]. D'après les journaux, le raciste allemand Nordgord, bras droit de Engdal, membre du Comité exécutif est le grand organisateur et « coordinateur »

(20) **Id.**, 2-9-51 ; **Neue Zurcher Zeitung**, 13-1-61 ; **Chicago Daily News**, 19-1-61.
(21) **Nation Europa**, février 1958, pp. 45-46.
(22) **Neue Zurcher Zeitung**, 13-1-60.

de cette agitation. En décembre 1959 lorsque dans les rues des villes ouest-allemandes des incidents commencèrent, l'organe de l'E.S.B. *Nation Europa* publiait un article de louanges à l'égard des S.S. hitlériens.

Ainsi est coordonnée l'activité internationale des ultra-réactionnaires. Déjà, à partir de ces quelques données, on voit que l'actuel néofascisme est modelé par d'anciens hitlériens aidés par leurs confrères d'autres pays. C'est justement sur les fondements du nazisme que se bâtit l'édifice de l'E.S.B. et des autres organisations fascistes internationales. Il est caractéristique, par exemple, que même dans un pays tel que le Japon, où les fascistes se proclament véhémentement pour l'alliance avec les U.S.A. et où ils sont soutenus par les services de renseignements américains, leur dirigeant Bin Akao souligne son admiration pour Hitler.

En Amérique latine, les organisations fascistes ont placé la plupart du temps à leur tête des continuateurs du nazisme allemand. Dans certains cas ils affichent même leur hostilité envers les U.S.A. Les participants des pays de l'Europe centrale et de l'Ouest au Centre de subversion fasciste de Munich sont rémunérés par les services de renseignements américains, mais ils s'alignent avant tout sur les néo-nazis ouest-allemands et autrichiens.

Il serait erroné de s'expliquer cela par l'existence d'un héritage « idéologique » du nazisme : programme raciste, antisémitisme, culte du führer, mot d'ordre de « croisade » vers l'Est, etc... On ne peut pas non plus réduire la question à la simple liaison historique avec les années 1930 et 1940, lorsque l'hitlérisme régnait en maître sur presque toute l'Europe occidentale. Il s'agit de quelque chose d'autre — quelque chose que jusqu'ici la presse bourgeoise tait. Le véritable pivot de l'organisation du néofascisme actuel, sur lequel repose tout son édifice est *l'organisation internationale secrète des anciens S.S.*

II

Au cours des dernières années de l'hitlérisme, l'organisation des S.S. était le noyau du parti nazi, en quelque sorte un «Etat dans l'Etat » en Allemagne fasciste. Cette question n'a pas encore été assez étudiée.

Ayant débuté avec quelques centaines de personnes dans les années 1920, dont le nombre dépassait 52.000 en 1933, cette organisation de tueurs professionnels et « d'aristocrates » fascistes atteignait en 1939, 240.000 personnes [28]. En décembre 1944, à la veille de la capitulation de l'Allemagne, elle comptait 950.000 membres groupés dans lesdites unités S.S. (Waffen S.S.) [29]. La force principale des S.S. résidait cependant non dans leur nombre,

(28) Les S.S. en action, p. 28.
(29) P. Hausser Waffen S.S. im Einsatz Göttingen. 1953. p. 16.

mais dans les postes de commandements que leurs dirigeants détenaient dans l'appareil fasciste. En fait tout le pays était enserré dans l'étau des S.S. La Gestapo et la police étaient aux mains de Himmler et de ses aides Heydrich et Kaltenbrunner, le service des renseignements dans les mains de leurs subordonnés Schellenberg et Skorzeny, l'appareil du parti nazi était entre les mains du général S.S. Bormann. Presque tous les chefs du parti hitlérien avaient tel ou tel grade S.S. Hitler lui-même était étroitement entouré par la camarilla S.S. à laquelle en dehors d'Himmler et de Bormann, appartenait le beau-frère d'Eva Brauwn, maîtresse du führer, le général des S.S. Vogelein, représentant personnel de Himmler à l'Etat-major de Hitler [30].

En même temps, les S.S. étaient très étroitement liés aux monopoles. C'est justement grâce à eux qu'était surtout maintenu le contact direct entre le parti nazi et l'oligarchie financière. Au banquier de Cologne, le baron Schrœder, qui avait joué en coulisse le rôle principal lors de la passation du pouvoir à Hitler, avait été décerné le rang de général S.S. Au « Cercle des Amis du Reichsführer S.S. » créé sous Himmler adhéraient trois dizaines de monopolistes les plus en vue, y compris des personnages tels que Flick et Schacht, représentants des trusts, « I.G. Farben » et Siemens, de la Banque de Dresde et de la Banque d'Allemagne.

Dans l'armée les unités S.S., déjà en 1943, représentaient la moitié des divisions de tanks et des grenadiers tankistes, c'est-à-dire la force principale de frappe de la Wehrmacht. Aux commandants de la Wehrmacht étaient attachés dans un grand nombre de cas, des officiers de liaison S.S. Vers la fin de la guerre, Himmler concentrait entre ses mains, en plus des postes de ministre de l'Intérieur, de chef de police et de chargé de l'administration du Reich, aussi ceux de commandant de l'armée de réserve et de commandant en chef du groupe d'armée « Wisla » [31].

Le nazisme était inséparable des S.S., son appareil était graduellement absorbé par l'organisation S.S. Il était prévu qu'après la guerre les S.S. se transforment en une nouvelle aristocratie de l'Europe qui commanderait aux armées d'esclaves, qui posséderait et dirigeait en fait tout le continent, et, ultérieurement, le monde entier aussi ! A la réunion des généraux S.S. à Poznan, en 1943, Himmler avait déclaré :

> « Lorsque la guerre sera gagnée, alors, je vous en ai déjà parlé, commencera notre travail... Durant vingt à trente ans nous aurons à fournir l'Europe en force dirigeante... Nous allons dicter nos lois à l'Orient [32]. »

(30) H.R. Trevor-Roper, **Les Derniers Jours de Hitler**, Londres, 1947, p. 96; Walter Görlitz, **La Deuxième Guerre Mondiale**, 1939-1945, Stuttgart, tome II, p. 537.
(31) W. Görlitz, op. cit., pp. 534-535.
(32) **Les S.S. en action**, M. 1960, p. 14.

Vers la fin de la guerre, cependant, les S.S. n'étaient plus une organisation purement allemande. Les pertes énormes des troupes hitlériennes sur le front oriental ont incité Hitler et Himmler à englober au sein du Waffen S.S. d'importants contingents de fascistes étrangers. A partir de 1944 commença la formation de bataillons, de brigades et même de divisions entières de Français, de Belges, Hollandais, Italiens, Hongrois, Suédois, Danois, Norvégiens, Espagnols et de ressortissants d'autres pays [33]. Les nervis que comptaient les bas-fonds d'Europe, les criminels le droit commun, les collaborateurs, les aventuriers de toutes sortes, réellement proches par l'esprit et par la profession des S.S. allemands, entraient dans ces subdivisions, commandées par des quislings d'Europe occidentale. Les dernières années de la guerre, l'actif principal des organisations fascistes des pays de l'Europe occidentale s'était de fait fondu avec les S.S. et y occupait une place assez marquante.

D'après les données du lieutenant-général S.S. Hausser sur le nombre total de 950.000 hommes des Waffen S.S., en décembre 1944, 400.000 seulement, c'est-à-dire 42 % étaient des Allemands du Reich. 310.000 étaient des Allemands d'autres pays et 200.000 des étrangers [34]. Himmler lui-même considérait à ce moment-là que son successeur au poste de chef des S.S. serait très vraisemblablement non un Allemand, mais un ressortissant d'un quelconque pays européen, car les fascistes étrangers, selon lui, se distinguaient par une « activité particulière » [35].

Pour éclaircir la structure interne du néofascisme actuel, tous ces faits ont une très grande importance.

La guerre a anéanti des centaines de milliers de S.S. et leur a arraché le pouvoir en Allemagne et en Europe occidentale, mais elle n'a pas entièrement désagrégé l'appareil de l'organisation de Himmler. Bien qu'en Allemagne occidentale le tribunal international de Nuremberg ait déclaré l'organisation S.S. criminelle, la majorité écrasante des « Chemises noires » n'a presque pas été inquiétée. L'affaire s'est limitée à quelques S.S., convaincus des crimes les plus atroces, traduits en justice pour cela, mais pour la plupart graciés par la suite. Les condamnations à mort ont été cassées, les durées de peine de prison réduites. A des milliers de dirigeants S.S. la possiblitié de fuir à l'étranger a été donnée. Déjà, cinq ans après la guerre, en Allemagne occidentale, sous le nom de « Association d'entr'aide aux anciens S.S. » (H.I.A.G.), l'organisation S.S. était légalement rétablie et disposait très rapidement de cinquante-neuf unions locales [36]. Les S.S. réorganisés éditent leur propre journal, disposent de leur propre édition et organisent périodiquement des rassemblements. A un rassemblement du H.I.A.G., en mai 1960, le général S.S. Panzer-Meyer a déclaré que la République fédérale allemande était « *la patrie de tous les anciens S.S.* », en soulignant par là même qu'il s'agissait non seulement d'ultra-réactionnaires

(33) **P. Hausser**, op. cit., p. 230.
(34) **Id.**, p. 16.
(35) **Id.**, p. 233.
(36) **Wikingruf**, juin 1956.

allemands, mais aussi d'étrangers. Bon nombre parmi les anciens commandants S.S. sont entrés à la Bundeswehr, comme officiers, d'autres se sont implantés dans les administrations civiles de Bonn et dans les trusts privés. Une organisation secrète a été chargée de rechercher des postes dirigeants pour de tels personnages.

Mais le groupe le plus actif des anciens hitlériens, en particulier des dirigeants de l'appareil de subversion terroriste de l'ancienne organisation S.S. (dudit zicherheitsdienst) se sont consacrés à autre chose. Ce sont justement d'anciens S.S. qui, presque partout, sont maintenant à la tête des organisations néofascistes tant en Allemagne occidentale qu'en dehors de ses frontières. tant des organisations légales, que des plus secrètes. C'est justement eux qui forment la noyau de « l'internationale » néofasciste. La direction du « Parti du Reich allemand » (D.R.P.) en République fédérale allemande comprend quelques-uns de ces personnages : l'ancien président du parti Meinberg — dans le passé général S.S. de l'Etat-major personnel de Himmler, l'actuel président, professeur Kuntsmann — général des détachements S.S., les militants actifs du D.R.P. : Schutz, Magounia, Hofmann — sont d'anciens officiers S.S. [37]. Le véritable inspirateur occulte du Parti du Reich allemand est Naumann, dans le passé secrétaire d'Etat de Gœbbels au ministère de la Propagande, officier S.S. et délégué général de Himmler qui jouissait de son entière confiance [38]. Dans le testament de Hitler, Naumann était nommé ministre de la Propagande.

En 1953, Naumann avait été arrêté par les autorités anglaises sous inculpation de complot. Parmi de nombreux documents saisis sur lui, un message aux dirigeants nazis déclarait :

> « Travaillons sans désemparer au jour le jour. Unissons-nous plus étroitement que jamais; créons une société secrète de quelques centaines de personnes et nous serons une force, qui se trouve encore à l'arrière-plan, mais qui en son temps interviendra tout à fai' ouvertement afin de réaliser les idéaux pou' lesquels nous luttons... »

Dans le journal intime de Nauman a été découverte l'annotation : « *Naturellement je suis d'accord qu'en ce moment Adenauer n'est pas la pire des solutions pour nous.* » Il a été établi que Naumann lorsqu'il occupait le poste de conseiller du Parti du Reich allemand pour les questions d'organisation et de la politique, était en contact permanent avec l'organisation S.S. « H.I.A.G. », avec le groupe d'anciens gauleiters, avec les généraux Gouderian et Ramke, eux-mêmes à la tête des unions militaires revanchardes, ainsi qu'avec d'autres organisations politiques de droite en Allemagne occidentale. Après une courte période d'instruction de l'af-

(37) **Die Andere Zeitung,** n° 2, 1960.
(38) W. Schellenberg : **Le Labyrinthe,** New York, 1956, p. 369.

faire, Nauman a été remis en liberté [39]. Le fondateur de l'organisation raciste « Mouvement social allemand », qui est directement liée à l'association néofasciste internationale E.S.B., est un ancien officier S.S., Priester, mort en 1960. Comme Naumann, il essayait d'unir les anciens nazis [40]. L'ancien secrétaire général du Parti populaire libre allemand en R.F.A., qui a fusionné avec le Parti démocrate libre, est l'ancien lieutenant-colonel S.S., Derichsweiler.

La direction des autres partis néofascistes d'Europe occidentale est structurée d'une façon analogue, à l'exception du « Mouvement social italien », qui dispose de ses propres « Chemises noires », et de certaines organisations françaises. En Hollande, à la tête du Parti socialiste national européen, se trouve l'ancien officier S.S. Van Trinen [41]. En Suède, les bandes racistes sont commandées par l'ancien officier S.S. Nordgord, de l'organisation d'Engdal [42]. En Norvège, le groupe néofasciste « Union nordiste » a à sa tête le légionnaire Waffen S.S., Normann. Au sein de la direction du Parti autrichien de la Liberté, entrent le général S.S. Puntzert et l'officier S.S., Pichler-Drektler [43]. Les fascistes hongrois qui ont fui à l'étranger, les généraux Henneï et Sako, et le chef de la « Garde de Fer » roumaine Horia Sima, qui se cache en Espagne, dirigèrent durant les années de la guerre des bandes S.S. dans leurs pays. Le chef des rexistes de Belgique, L. Degrelle, ancien S.S., se cache également en Espagne. Le représentant des néorexistes à la réunion du E.S.B. à Paris en octobre 1960 se trouve être le légionnaire S.S. Debbo [44]. Même en France et en Algérie, dans les organisations racistes, d'anciens S.S. se sont infiltrés.

Le tableau est presque partout le même. Durant les années de sa domination en Europe occidentale, le fascisme allemand a formé un nombre assez considérable de cadres fascistes dans tous les pays occupés. Ayant perdu sur le front oriental une partie considérable de son propre actif, il a été forcé de le remplacer par des mercenaires étrangers, de les inclure à la hiérarchie S.S., triée sur le volet. Des milliers d'aventuriers, de criminels de droit commun, de quislings ont alors rompu pour toujours avec leurs peuples, liant leur sort à celui des S.S. C'est ainsi qu'est né le fascisme cosmopolite. Après la guerre, un grand nombre de ces traîtres ont échappé au châtiment, mais se sont trouvés au banc de la société. Il n'y a pas de chemin de retour pour eux. Tous leurs espoirs résident dans l'attente de nouvelles perturbations dans le monde capitaliste où ils espèrent être utilisés pour la renaissance du nazisme. C'est pourquoi le général S.S. allemand Panzer-Meyer s'est adressé si franchement aux néofascistes d'Europe occidentale dans un appel pour leur dire de considérer la R.F.A. comme leur « patrie ».

Les généraux et les officiers S.S. ne dirigent pas uniquement

(39) **Die Andere Zeitung,** n° 2, 1960.
(40) **Frankfurter Neue Presse,** 31-5-60.
(41) **Het Parool,** 24-8-60.
(42) **Chicago Daily News,** 19-1-60.
(43) **Economie Mondiale et Relations Internationales,** n° 5, 1961, p. 99.
(44) **Aux Ecoutes du Monde,** 28-10-60.

des partis néofascistes légaux. Ce sont eux qui forment le centre clandestin qui oriente en réalité l'activité internationale des comploteurs et des racistes. De nombreux faits montrent que ces dernières années ce centre se trouve en Espagne ; ses ramifications s'étendent à l'Amérique latine, à l'Irlande et au Moyen-Orient. La direction principale, semble-t-il, se trouve entre les mains de trois personnages : Skorzeny, von Leers et L. Degrelle.

La création du centre secret a été réalisée à la fin des années 1940, au moment même où en Allemagne occidentale, sous le nom de H.I.A.G., a été reconstituée l'organisation légale des S.S. S'en sont occupés les collaborateurs de Himmler qui avaient fui d'Allemagne en Espagne, en Argentine et au Proche-Orient. La fuite des S.S. s'opérait d'une manière organisée. Cela a été révélé très franchement par l'organe de l'association fasciste internationale E.S.B. *Nation Europa*, qui écrivait en juillet 1953 :

> « Tout de suite après l'occupation de l'Allemagne, de nombreux Allemands ont disparu, souvent par des voies illégales, grâce à de faux passeports, et ils ont été dirigés le plus souvent en Amérique du Sud et dans les pays de l'Orient musulman. Beaucoup avaient fui, considérant qu'il était plus rationnel de mener la lutte de notre peuple pour la liberté *(c'est-à-dire le travail fasciste - H.E.)* de l'étranger, loin de la surveillance inopportune de l'ennemi et des nouvelles autorités. »

Notant qu'en 1952 déferlait une nouvelle « vague d'émigration de patriotes » — de criminels de guerre qui voulaient se dérober aux tribunaux et à la détention — le journal fasciste poursuivait :

> « A l'heure actuelle — et il sera de même à l'avenir tant que durera la guerre froide — la seule méthode efficace est la constitution de petits bastions de personnes dévouées sans réserve au Reich, ainsi que de journaux et d'éditions... Une autre obligation est de démasquer l'injustice *(les condamnations des criminels de guerre - H.E.)* dans la presse autre qu'allemande, de développer des contacts étroits avec les dirigeants spirituels des pays neufs *(sous-entendu en particulier au Proche-Orient - H.E.)* et de coopérer avec la presse locale. Particulièrement important — et cela peut à peine être accompli de l'intérieur de l'Allemagne — est d'établir des liaisons mutuelles entre des groupes de gens d'autres nationalités professant les mêmes idées et

> notamment avec le fort groupe fasciste d'Italiens hors des frontières de l'Italie, avec les émigrés yougoslaves et hongrois, avec les patriotes russes *(blancs - H.E.)* et les vichystes français. Maintenant, tous les membres de l'émigration patriotique, qui a commencé en 1945, se connaissent personnellement les uns les autres, communiquent entre eux et maintiennent des relations étroites avec les dirigeants de l'Islam et de l'Amérique latine. »

Quelques années plus tard, un autre organe néonazi édité à Buenos-Aires, la revue *Der Weg*, écrivait : « Des forces hardies et fidèles dans tous les pays, qui étaient à nos côtés durant la guerre, y créent une opposition sujette à poursuites. » [45].

Les chefs S.S. qui ont fui à l'étranger ont appelé presque publiquement les fascistes des divers pays à s'unir sous leur direction. Au cours des années 1950, les agents du centre S.S. parcouraient l'Allemagne occidentale, la Suède, la Suisse, l'Argentine, l'Egypte. Comme il a été établi, bon nombre d'entre eux ont voyagé sous couvert de représentation de firmes commerciales et industrielles allemandes [46]. En Espagne, ont été organisées des unités S.S. de la Légion étrangère [47]. Des S.S. de différentes nationalités commencèrent à être liés aux organisations néofascistes. Leur influence ne s'explique pas uniquement à cause de leur qualité de nazi. Il existe toutes les raisons de supposer que les chefs S.S. qui ont fui l'Allemagne ont mis à la disposition des néofascistes des fonds considérables.

Très vite après la capitulation de l'Allemagne, on a su que déjà pendant les années de guerre, les hitlériens ont transféré des fonds considérables aux comptes d'hommes de paille dans les rangs de pays neutres, en particulier en Espagne et en Argentine. A la veille de l'effondrement du nazisme, ces opérations financières étaient réalisées à une échelle particulièrement vaste [48]. A la même période, des S.S. en vue, dont Kaltenbrunner et Skorzeny, ont entrepris de camoufler les trésors volés par les S.S. durant les nombreuses années en Allemagne même et dans les pays occupés. Il a été établi avec précision qu'une partie des trésors a été camouflée dans les Alpes, près de Aussee, en Autriche. Une certaine partie de ces fonds détenus après la guerre par certains dirigeants S.S. a été certainement utilisée à la création d'un réseau néofasciste international. Qui étaient ces gens ?

L'homme qui joue actuellement le rôle principal dans les cercles du néofascisme international est issu naturellement de la Gestapo, c'est le terroriste S.S. n° 1 Otto Skorzeny, Chemise noire, à qui Hitler, en 1943, a confié la tâche de libérer Mussolini. En

---

(45) **Résistance Unie**, janvier 1960, p. 4.
(46) **Washington Post**, 5-6-58.
(47) **Neue Zurcher Zeitung**, 13-1-60.
(48) **Nation**, 5-4-52, p. 319 ; **l'Humanité**, 22-1-60 ; **United Nations World**, avril 1952, p. 41.

décembre 1944, il lui avait donné mission de créer avec des S.S. parlant anglais une unité de parachutistes qui devait être larguée à l'arrière des armées alliées sur le front occidental. Skorzeny était le favori de Hitler et un ami d'Eichmann. Les derniers jours de la guerre, il devint chef des renseignements militaires des S.S. Après le suicide de Himmler, après la disparition de Bormann, après l'exécution de Kaltenbrunner et après la mort de Schellenberg, Skorzeny était en fait à la tête de la hiérarchie S.S. Après la guerre, « ayant fui » grâce au laisser-faire des autorités du camp des criminels de guerre [49], il a joué en Espagne le rôle de représentant des trusts ouest-allemands. En 1960, la fortune de Skorzeny était évaluée à 15 millions de dollars [50]. C'est justement cet adepte de Himmler, qui passe son temps en voyages continuels en Europe occidentale, en Afrique et en Amérique latine, qui est considéré comme le principal trésorier de l'organisation E.S.B. (« groupe de Malmoe »). Déjà très vite après la guerre, Skorzeny a ouvertement menacé les puissances occidentales de la vengeance de « *tous les officiers allemands* » si les criminels de guerre nazis de la forteresse de Landberg étaient exécutés [51]. D'après les dernières informations, Skorzeny collabore en Espagne au service de renseignements ouest-allemand du général Gehlen qui a été son subordonné.

L'ancien collaborateur de Gœbbels, von Leers, qui s'est établi après la guerre au Proche-Orient et qui a changé son nom « Johann » en « Omar Amine » [52], est considéré comme le deuxième chef de l'organisation néofasciste internationale. Leers, spécialiste de la propagande antisémite, avait également appartenu au cercle de Eichmann. Après sa fuite d'Allemagne, il s'est placé sous la protection d'un très ancien agent d'Hitler au Proche-Orient, l'ex-mufti Amine el Hussein, qui, pendant les années de guerre, a participé à la formation des « divisions musulmanes » [53]. Leers dispose également, comme Skorzeny, de fortes sommes. Ses agents du Proche-Orient entretiennent des contacts suivis avec le groupe de Skorzeny à Madrid ainsi qu'avec les agents de Buenos-Aires.

En dehors de Leers, dans le Proche-Orient après la guerre, se sont installés des chefs néofascistes tels le général Dirlerwanger qui avait organisé en 1944 des massacres massifs à Varsovie, le général Katzmann qui avait anéanti la population juive de Lwow [54], l'adjoint d'Eichmann, le général Brunner, responsable de l'extermination des juifs grecs et français. Certains parmi ces hommes s'occupent maintenant, en dehors de la propagande fasciste, de la contrebande d'armes. Leers, comme Skorzeny, est considéré comme l'inspirateur de la bande internationale de l'E.S.B. [55].

Le rexiste Léon Degrelle, dont le passé est maculé de sang, est la troisième étoile de la constellation néofasciste. Pour le peuple

(49) W. Hagen : **Die Geheime Front Zurich**, 1950, p. 505.
(50) **Die Andere Zeitung**, n° 16, 1960.
(51) **New York Times**, 29-5-51.
(52) **La Voix Internationale de la Résistance**, 8-10-60.
(53) W. Hagen, **op. cit.**, p. 254.
(54) **United Nations World**, avril 1952, pp. 42, 61.
(55) **Le Monde**, 6-1-60.

belge, ce nom est synonyme de Judas. Durant les années de la deuxième guerre mondiale, les hitlériens considéraient Degrelle comme le plus sûr de leurs agents et l'utilisaient pour accomplir de nombreux crimes. Himmler avait donné à Degrelle le commandement de la division S.S. « Wallonie » ; en Belgique même, les rexistes exerçaient les fonctions de surveillants, de bourreaux et de mouchards. Ensemble avec Skorzeny, Leers et Degrelle font également partie de l'état-major néofasciste : Horia Sima, ancien chef de la « Garde de Fer » roumaine, organisateur d'assassinats massifs, qui se cache en Espagne; André, un S.S. français; Mosley, le vieux fasciste anglais, et d'autres hitlériens chevronnés. Degrelle maintient la liaison avec les fascistes français du groupe Soustelle, en particulier avec leur leader Ortiz qui a fui au Portugal après le putsch d'Alger de janvier 1961 [56].

Jusqu'à ces derniers temps, le bourreau de la Yougoslavie, Ante Pavelitch, chef des oustachis, qui avait participé à l'activité terroriste des S.S. dès le début des années 1930, appartenait aussi à la bande des S.S. de Madrid et de leurs complices. Durant la guerre, Pavelitch montrait aux visiteurs de son palais un panier rempli d'yeux humains arrachés aux victimes des oustachis. Après la guerre, au service du centre S.S. de Madrid, Pavelitch voyageait fréquemment entre l'Espagne et l'Amérique latine en se présentant sous les habits d'un prêtre catholique [57].

Les agents de ce centre, qui travaillent dans d'autres pays, sont également connus comme grands criminels de guerre. Par exemple, l'un d'entre eux est Dollman, S.S., fondé de pouvoir d'Himmler à Rome et homme de confiance de Borman. D'après la presse, après la guerre, Skorzeny et Degrelle ont confié à Dolmann la surveillance des organisations néofascistes d'Autriche et d'Italie [58]. Le général S.S. Lammerding, le bourreau d'Oradour, dirige l'organisation des « Chemises noires » en R.F.A. De telles organisations fonctionnent en Hollande (« H.I.N.A.G. »), en Belgique (« Fonds de Saint-Martin »), en Autriche (« Kameradschaft IV »), au Danemark (« Dansk frontkemper fortbundet »), en Norvège (« Helporganisœen for Krigskadede »), en Finlande (« Vëlessapon ») [59]. En Amérique latine, sévissait, comme émissaire de Skorzeny, après la guerre, Rudel, colonel de l'aviation hitlérienne, qui a fui en Argentine pour se placer à la tête de l'organisation nommée « Entreprise fraternelle ». Rudel a établi le contact avec l'ancien dictateur argentin Peron [60].

La revue *Der Weg* éditée en Argentine par les néofascistes est publiée avec l'aide de Leers et en collaboration avec les organes fascistes d'autres pays.

Tels sont les gens qui tentent de faire renaître le fascisme.

---

(56) **Paris-Presse l'Intransigeant,** 2-9-60.
(57) En 1960, Pavelitch est mort à Madrid.
(58) W. Hagen, **op. cit.**, pp. 390, 488.
(59) **United Nations World,** avril 1952, p. 43.
(60) **Livre Blanc sur la renaissance de l'impérialisme allemand,** M. 1951, p. 224, « Freie Presse », 4-1-51.

Ce sont des agents de la Gestapo dont les crimes sont parmi les plus horribles méfaits de l'histoire. Ce sont des assassins, directement responsables de la mort de centaines de milliers de personnes ; des gangsters qui ont pillé des pays entiers ; des traîtres par profession et par vocation. Ce sont ces mêmes hitlériens qui, au cours des lendemains critiques d'après guerre, ont su se soustraire à la vengeance populaire et ont refusé le suicide. Tous vivent maintenant dans l'abondance, sous de faux noms, sur le butin dissimulé en temps opportun, sur l'argent volé au cours de l'existence du régime hitlérien, sur les fonds reçus des monopolistes.

Ce sont les restes d'une bande d'aventuriers unique dans son genre, que le grand capital, dans cette première moitié du XXe siècle, avait stipendiée et armée pour faire échec à la lutte internationale de classe. Aujourd'hui, les héritiers de Hitler et de Mussolini se montrent dignes de leurs maîtres.

Il ne faut cependant pas croire que Skorzeny, Leers, Degrelle et leurs complices agissent maintenant à leurs risques et périls. Les faits montrent que derrière les néofascistes se dressent des forces influentes de l'impérialisme, bien que celles-ci nient officiellement être en relation avec ces bandes.

Le néofascisme est protégé, pas seulement par des dictateurs ou des ex-dictateurs du type Peron ; pas seulement par des généraux réactionnaires tels Salan, Challe ou Manstein, et pas seulement par les services de renseignements de Dulles et de Gehlen. Dans le monde capitaliste, il existe des cercles très puissants qui considèrent le néofascisme comme leur réserve politique. Aujourd'hui, les néofascistes ne disposent effectivement nulle part d'organisation de masse. Il faut cependant tenir compte qu'en 1925 le parti nazi aussi ne comptait pas plus de 27.000 membres. Quatre ans après, ce nombre était porté à 176.000 et, en 1931, au plus fort de la crise économique, il atteignait 806.000 membres.

Dans cette première étude, nous n'avons abordé que la superstructure de l'organisation du néofascisme et ses cadres. Les formes et les méthodes de l'utilisation par la bourgeoisie impérialiste des forces néofascistes dépendent de la situation économique et politique qui s'affaiblit de plus en plus face au socialisme mondial, des conditions de la lutte de classe qui se poursuit dans les pays capitalistes et à l'échelle internationale. D'autres aspects de la question restent à examiner, notamment le caractère des rapports existant entre le néofascisme de type totalitaire et les forces néofascistes qui agissent sous le couvert du parlementarisme : le fascisme clérical, le pouvoir personnel, le mac-carthysme, etc.

(A suivre.)

Nous publierons la suite de cette étude dans notre prochain numéro.

WALDECK ROCHET

PROBLÈMES PHILOSOPHIQUES

Le développement de l'action pratique et politique au service de la science et de l'homme ne peut se réaliser sans un approfondissement constant de la théorie marxiste de la connaissance, sans une lutte de tous les instants sur le front philosophique.

On lira avec beaucoup d'intérêt les conclusions présentées le 14 janvier dernier par Waldeck Rochet, au nom du Bureau Politique, lors d'une réunion des philosophes membres du Parti.

CAMARADES,

Au cours de l'année dernière, un certain nombre de philosophes membres du Parti ont eu entre eux une discussion touchant quelques questions de la philosophie marxiste. C'est en particulier sur la base des matériaux relatifs à cette discussion que le Bureau politique du Parti a été amené à discuter et à formuler une opinion :

1° Sur les questions de philosophie ayant fait l'objet d'opinions diverses ;

2° Sur le rôle et l'activité des philosophes membres du Parti.

C'est donc le point de vue du Bureau politique que je voudrais résumer devant vous avec l'espoir que cela pourra aider tous les camarades qui luttent sur le front philosophique.

L'OBJET DE LA PHILOSOPHIE MARXISTE

Dans la discusion une première question a été posée : celle de la définition, c'est-à-dire de l'objet, du champ d'action de la philosophie marxiste. A ce propos deux opinions se sont exprimées.

D'une part, certains camarades soutiennent que — compte tenu du fait que la connaissance est parvenue à un stade où le savoir réel est développé par les sciences particulières — la philosophie marxiste se limiterait à la théorie de la pensée et des ses lois : la logique et la dialectique (la dialectique étant comprise comme englobant la théo-

rie marxiste de la connaissance, c'est-à-dire les rapports entre la pensée et l'être). D'autre part, les autres camarades soutiennent que la philosophie marxiste a un champ d'action plus vaste, qu'elle a à procéder à la généralisation théorique de la connaissance scientifique dans tous les domaines, qu'elle est une conception du monde de caractère scientifique.

Nous pensons, au Bureau politique, que c'est cette dernière interprétation qui est juste. On sait, en effet, que la doctrine philosophique qui est à la base du marxisme-léninisme, c'est le *matérialisme dialectique* et le *matérialisme historique*.

Ce qui a amené certains philosophes membres du Parti à se demander si la philosophie marxiste ne se limitait pas à la théorie de la pensée et de ses lois, c'est, semble-t-il, l'interprétation qu'ils ont cru devoir faire de la thèse d'Engels selon laquelle le matérialisme moderne, qui est essentiellement dialectique, n'a que faire d'une philosophie au-dessus des autres sciences.

Il est vrai qu'il existe un texte d'Engels qui explique que le matérialisme moderne n'a que faire d'une philosophie placée au-dessus des autres sciences, que de l'ancienne philosophie il ne reste plus alors à l'état indépendant que la doctrine de la pensée et de ses lois (la logique et la dialectique), et que tout le reste se résout dans la science positive de la nature et de l'histoire. Mais il faut préciser que ce texte commence par l'affirmation que « *le matérialisme moderne synthétise les progrès modernes de la science de la nature* ».

Il apparaît donc clairement que lorsque Engels indique que le matérialisme moderne n'a besoin d'aucune philosophie au-dessus des autres sciences, il vise d'abord l'ancienne philosophie qui se plaçait effectivement au-dessus des autres sciences, suppléait généralement à l'insuffisance des connaissances sur la nature par des créations artificielles de l'esprit et prétendait arbitrairement au rôle de science universelle. Ensuite et surtout, en affirmant que le matérialisme moderne *synthétise* les progrès modernes de la science de la nature, il souligne par là même, qu'il ne limite nullement le domaine de la philosophie marxiste à la théorie de la pensée et de ses lois dans le sens étroit du mot.

D'ailleurs, une telle limitation n'est pratiquement pas possible. En effet, pour développer de façon juste la science de la pensée et de ses lois et la théorie des rapports entre la pensée et l'être, cela suppose une vue scientifique d'ensemble sur la nature et la vie sociale, vue scientifique commune qu'apporte seul le matérialisme dialectique.

Enfin, une autre preuve qu'Engels ne limitait pas le domaine de la philosophie marxiste à la théorie de la pensée et de ses lois, c'est qu'après avoir affirmé que le matérialisme moderne n'a que faire d'une philosophie au-dessus des autres sciences et souligné que l'étude de la liaison universelle des choses se ramène à la généralisation théorique des résultats de la connaissance scientifique, il explique que la mission qu'a à remplir la dialectique marxiste — qu'il a qualifié de science des rapports — c'est l'étude des lois les plus générales du développement de la nature, de la société, de la pensée humaine.

Et c'est précisément de ces thèses d'Engels que Lénine est parti pour définir, lui aussi, l'objet de la dialectique-matérialiste, en tant que science philosophique, comme la science des lois les plus générales du développement du monde objectif en même temps que l'unique méthode scientifique sûre, correspondant au niveau actuel des connaissances, pour apprendre à connaître le monde et pour le transformer par voie révolutionnaire.

Nous ajouterons que c'est parce qu'elle étudie les lois les plus générales agissant dans l'ensemble des trois domaines auxquels la science a affaire : la nature, la société, la pensée, que la dialectique-matérialiste, comme science philosophique, s'attache — sans se substituer à l'investigation physique et historique concrète — à donner une interprétation philosophique des phénomènes de la nature et de la société qui sont objets de connaissance et à élaborer, en même temps, pour toutes les autres sciences une méthode générale de recherche scientifique.

Quant aux sciences spécialisées, elles fournissent en retour à la généralisation philosophique les données nécessaires pour élaborer, toujours plus avant, une méthode et une théorie de la connaissance de caractère scientifique. En réalité, si le matérialisme dialectique se limitait dans sa tâche de généralisation théorique et ne s'appliquait pas à donner une interprétation philosophique des résultats généraux de la connaissance scientifique et de la pratique humaine, il ne serait pas le matérialisme dialectique. Et le risque, si l'on détachait ainsi les résultats des sciences du champ d'étude de la philosophie marxiste, ce serait de nourrir le préjugé positiviste qui considère que la science doit se borner à l'étude des faits observables et empiriques et qui, partant de là, conteste la légitimité scientifique d'une conception du monde.

C'est dire que nos discussions sur la définition et l'objet de la philosophie marxiste ne sont pas une discussion vaine et académique. De leur juste conclusion dépend, en effet, le bon travail de tous les philosophes marxistes.

Aussi, nous conclurons sur ce premier point en affirmant que le matérialisme dialectique et historique est une conception du monde et une méthode de connaissances scientifiques.

Certes, la doctrine du marxisme-léninisme ne comprend pas que la philosophie, mais aussi l'économie, la théorie et la tactique du mouvement communiste international, et la théorie du socialisme et du communisme. Lénine enseignait en effet que les trois parties fondamentales du marxisme-léninisme sont la philosophie marxiste, l'économie politique marxiste et le communisme scientifique. C'est ce que l'on souligne dans le programme du P.C.U.S. lorsque, à propos de la formation de la conception scientifique du monde, on écrit :

> « Cette conception du monde a pour base idéologique le marxisme-léninisme en tant que système achevé et harmonieux d'opinions philosophiques, économiques, sociales et politiques. »

Un peu plus loin, dans le même programme, on parle de la nécessité de s'arrêter toujours plus à l'étude des problèmes de la philosophie des sciences contemporaines de la nature « *à la lumière du matérialisme dialectique qui, seul, représente une conception du monde et une méthode de connaissances scientifiques* ».

Parce qu'il est la base philosophique de la conception du monde marxiste-léniniste, on peut dire du matérialisme dialectique et historique qu'il est lui-même une conception du monde et une méthode de connaissances scientifiques. Et c'est en s'inspirant de cette conception que tous les philosophes membres du Parti développeront leur activité avec le maximum de succès et de profit pour l'ensemble de notre mouvement.

LE MATERIALISME

Dans la discussion, une deuxième question a été posée : celle de la signification et du développement de la philosophie marxiste. D'une manière plus précise, la question est de savoir ce que représente le « noyau de vérité absolue » de la philosophie marxiste et dans quelle mesure ce noyau de vérité absolue est appelé à se développer, à s'enrichir ?

En vue de répondre de manière convenable à cette question — qui a fait et fera encore longtemps l'objet de discussions — je pense qu'il n'est pas inutile de rappeler ce qui constitue l'essence même de la philosophie marxiste.

Tout d'abord, la philosophie marxiste est une philosophie matérialiste et, à ce propos, nous rappellerons que ce qui sépare les matérialistes et les idéalistes en deux camps irréductiblement opposés, c'est leur façon opposée d'envisager la question du rapport entre l'être matériel et la pensée. Ceux qui considèrent la nature, l'être, la matière comme donnée première et l'esprit, la conscience, la pensée comme une propriété de la nature, appartiennent au camp du matérialisme. Ceux qui affirment au contraire que la pensée, l'esprit, l'idée existaient avant la matière et que la nature est une création de l'esprit, de la conscience, de Dieu, appartiennent au camp de l'idéalisme.

Afin d'éviter toute équivoque, apportons encore deux précisions :

1° Lorsque les matérialistes affirment l'antériorité de la matière par rapport à la conscience, ils ne signifient pas par là que la pensée aurait à leurs yeux une importance secondaire. Ils constatent simplement que le monde physique existe indépendamment de la conscience de l'homme, qu'il exista bien avant lui et que notre conscience et notre pensée ne sont que le produit de l'activité d'un organe matériel, corporel : le cerveau relié à l'ensemble complexe des organes des sens ;

2° Lorsque les matérialistes affirment l'antériorité de la matière, ils ne désignent pas par là telle ou telle conception de la structure de la matière — conceptions qui se modifient forcément avec le progrès des sciences — mais ils entendent par le mot *matière* une seule chose, la *réalité objective* dans ses manifestations diverses existant en dehors de la conscience et reflétée par celle-ci.

Il est très important de bien comprendre que pour définir le matérialisme philosophique, le concept de *matière* est employé — comme nous venons de le dire — dans son sens le plus large pour désigner tout ce qui existe indépendamment de la conscience, tout ce qui se reflète dans les sensations de l'homme.

> « La matière, dit Lénine, est une catégorie philosophique servant à désigner la réalité objective donnée à l'homme dans ses sensations qui la copient, la photographient, la reflètent et qui existe indépendamment des sensations. Par conséquent, dire que ce concept peut « vieillir », c'est balbutier puérilement, c'est ressasser les arguments de la philosophie réactionnaire. »

La matière, comprise ainsi comme étant la réalité objective englobant toute la diversité du monde matériel en mouvement, ne peut être ni créée, ni détruite. Elle se modifie sans cesse et passe d'un état à un autre, mais ne peut être anéantie dans aucun processus physique, chimique ou autre.

Evidemment, il existe un lien étroit entre la *notion* philosophique de la matière qui définit le matérialisme et les théories scientifiques sur la structure de la matière qui changent avec le progrès des sciences. C'est ce qu'un dernier ouvrage soviétique sur le matérialisme souligne en ces termes :

> « Il existe un lien intime entre le matérialisme philosophique et les théories scientifiques sur la structure et les propriétés de la matière : ils s'enrichissent mutuellement. »

Les sciences et la pratique sociale fournissent, en effet, de nombreuses confirmations du principe du matérialisme philosophique en dépit de toutes les tentatives de mystification et d'idéalisme. Par exemple, la physique contemporaine a établi que dans certaines conditions, des particules de matières tels que le positron et l'électron disparaissent en engendrant des quanta de lumière, des photons. Certains physiciens ont qualifié ce phénomène « d'évanouissement de la matière », comme si celle-ci avait disparu en se transformant en lumière.

Or, nous savons qu'il n'en est rien : la transformation du positron et de l'électron en photons n'est que le passage de la matière d'un état à un autre et l'on peut observer dans la nature le phéno-

mène inverse, à savoir la transformation des photons en positron et électron, c'est-à-dire la conversion de la lumière en corpuscules, en matière.

Enfin, on constate que dans toutes ces transformations de la matière joue la loi de la conservation et de l'équivalence de la masse et de l'énergie. Ce qui est une preuve que la matière ne peut être ni créée, ni détruite et que, par conséquent, si toute chose naît, se modifie, puis cesse d'exister, la nature dans son ensemble est éternelle, elle n'a jamais eu de commencement et n'aura jamais de fin. L'espace et le temps, liés en tant que formes d'existence du monde objectif, sont eux-mêmes inséparables de la matière en mouvement.

Les résultats de la science montrent pareillement, de façon irréfutable, que le matérialisme a raison d'affirmer que les sensations et la conscience apparaissent seulement à un degré déterminé du développement de la nature, avec l'apparition des êtres vivants et de l'homme. Ce sont, en effet, les sciences naturelles qui établissent que la Terre a existé dans un état où ni l'homme, ni aucun être vivant en général ne l'habitait, ni ne pouvait l'habiter, que dans ces conditions la matière vivante sur terre est un phénomène plus récent et le produit d'une longue évolution. La conséquence qui en découle est tirée par Lénine en ces termes :

> « Affirmée par les sciences naturelles l'antériorité de la terre par rapport à l'homme est une réalité objective. »

LE MATERIALISME DIALECTIQUE

Mais si la philosophie du marxisme-léninisme est une philosophie matérialiste, il convient de souligner en même temps que le matérialisme philosophique de Marx-Engels-Lénine se distingue de toutes les formes précédentes du matérialisme.

Il s'en distingue d'abord par le fait qu'il est dialectique et qu'il a rejeté l'étroitesse de l'ancien matérialisme métaphysique et mécanique.

Marx et Engels, et après eux Lénine ne se sont pas arrêtés, en effet, au matérialisme du XVIIIe siècle, ni à celui de Feuerbach, mais ils l'ont fait progresser, ils l'ont enrichi des acquisitions de toute la philosophie classique allemande, ils l'ont approfondi avec esprit critique.

> « La principale de ces acquisitions, dit Lénine, c'est la dialectique, c'est-à-dire la théorie de l'évolution dans son aspect le plus complet, le plus profond et le plus exempt d'étroitesse, théorie de la relativité des connaissances humaines qui nous donnent l'image de la ma-

> tière en perpétuel développement. Les récentes découvertes des sciences naturelles — le radium, les électrons, la transformation des éléments — ont admirablement confirmé le matérialisme dialectique de Marx en dépit des doctrines des philosophes bourgeois et de leurs nouveaux retours à l'idéalisme pourri. »

La conception dialectique regarde, en effet, le monde dont l'homme fait partie comme un tout uni et cohérent où les objets et les phénomènes sont liés organiquement, réagissent les uns sur les autres et se conditionnent réciproquement ; un monde en état de mouvement et de changement perpétuel où toujours quelque chose naît, se développe et disparaît et où les changements quantitatifs aboutissent notamment à des changements qualitatifs.

La cause fondamentale, ou le *moteur* de ce mouvement et de ce changement incessant qui s'affirme ainsi dans la nature, dans la société et dans la pensée, c'est la *lutte des contraires* ou la contradiction, qui est inhérente aux choses elles-mêmes et qui constitue la loi fondamentale de la dialectique.

> « L'unité des contraires, a dit Lénine, est conditionnée, temporaire, passagère, relative. La lutte des contraires s'excluant mutuellement est absolue, de même que sont absolus le développement, le mouvement. »

De tout ce que nous venons de dire, il ressort que le matérialisme dialectique reconnaît, d'une part, le caractère forcément relatif de toute connaissance scientifique d'un monde qui change, se développe sans arrêt et engendre perpétuellement une multitude infinie de formes nouvelles. Mais, d'autre part et en même temps, le matérialisme dialectique affirme que nos connaissances relatives possèdent un fond de vérité absolue qui s'élargit et s'accroît sans cesse du fait même que l'humanité a la possibilité de connaître de mieux en mieux le monde et d'aller plus au fond dans la découverte des lois de la nature et de la société.

La connaissance du monde par l'homme a une longue histoire qui se présente comme un mouvement graduel qui va de l'ignorance au savoir et d'une connaissance incomplète et imparfaite à une connaissance scientifique.

A la base de la connaissance se trouve la pratique humaine. C'est en effet dans son activité pratique que l'homme entre en contact direct avec le monde environnant et que les objets qu'il transforme révèlent leurs propriétés jusqu'alors inconnues.

La théorie marxiste de la connaissance est la théorie du *reflet*. Cela signifie qu'elle considère le savoir comme le reflet de la réalité objective dans le cerveau de l'homme. Les sensations de l'homme, de même que ses perceptions et ses représentations sont les reflets

des choses et de leurs propriétés, les images subjectives du monde objectif.

> « Pour être matérialiste, disait Lénine, il faut admettre que la vérité objective nous est révélée par les organes des sens. »

Les sensations, les perceptions et les représentations acquises dans l'expérience constituent le premier degré de la connaissance, son point de départ. Mais la connaissance va plus loin, elle s'élève au degré supérieur de la pensée abstraite, car, dit Lénine, en allant du concret à l'abstrait la pensée ne s'éloigne pas de la vérité, mais au contraire s'en rapproche.

Ce qui fait la force de la pensée, c'est en effet sa capacité de faire les généralisations qui expriment le principal et l'essentiel des phénomènes, c'est sa capacité de dépasser les limites du moment présent et, s'appuyant sur les lois objectives qu'elle a découvertes, de comprendre le passé et de prévoir l'avenir. Toutefois ce faisant, la pensée abstraite est exposée à se détacher de la réalité et à imaginer des chimères. L'unique remède pour ne pas tomber dans ce travers est la liaison étroite de la théorie avec la pratique, la vie, l'expérience.

Détachée de la pratique la théorie est stérile, et la pratique non éclairée par la théorie est condamnée à tâtonner dans les ténèbres. C'est pourquoi il faut considérer que loin d'être quelque chose d'absolument différent de la pratique, la théorie est la prise de conscience et la synthèse de l'expérience humaine.

La philosophie marxiste, comme conception du monde scientifique et progressiste, est un instrument puissant dans la lutte pour affranchir les travailleurs de toutes les formes d'oppression, pour créer une vie nouvelle, une vie libre.

Elle permet, en effet, de résoudre scientifiquement le vieux problème du rapport de la liberté et de la nécessité. Se fondant sur la nécessité, la dialectique matérialiste reconnaît en même temps la possibilité de la liberté humaine.

La liberté véritable de l'homme réside non pas dans l'indépendance chimérique à l'égard des lois de la nature et de la société (une telle indépendance est effectivement impossible) mais dans la connaissance de ces lois et dans les actions fondées sur cette connaissance.

Les hommes ne sont pas des êtres surnaturels. Pas plus qu'ils ne peuvent s'empêcher de respirer, ils ne peuvent passer outre aux lois de la nature. De plus, vivant en société les hommes ne peuvent se dérober aux lois de l'évolution sociale. Mais ils sont à même de découvrir les lois de la nature et de la société et connaissant leur caractère et leur direction ils peuvent les utiliser selon leurs intérêts.

Et ainsi, grâce à l'union de la théorie et de la pratique et armée de la connaissance des lois de la nature, la raison humaine dirige l'activité matérielle, économique des hommes, devient une force capable de transformer le monde.

C'est dans ce sens que Lénine disait que « *la conscience humaine non seulement reflète le monde objectif, mais le crée* ».

Tout ce que nous venons de dire signifie que la dialectique matérialiste, en tant que science philosophique, veut que l'on étudie toute chose dans son changement et son développement.

LE MATERIALISME HISTORIQUE

Et c'est cette méthode que le marxisme-léninisme applique à l'étude des lois du développement de la société. On sait, en effet, que ce que l'on appelle le matérialisme historique, ou encore la conception matérialiste de l'histoire, ce n'est pas autre chose que l'application du matérialisme dialectique à l'étude de la société et de son histoire.

Le principe fondamental du matérialisme historique — qui est la science des lois générales de l'évolution sociale — a été formulé par Marx dans les termes suivants :

> « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, mais à l'inverse, c'est leur être social qui détermine leur conscience. »

Autrement dit, dans la société comme dans la nature, c'est la vie matérielle qui est le facteur déterminant.

D'une manière plus précise, d'après la conception marxiste de l'histoire, c'est le mode de production de la vie matérielle — c'est-à-dire les *forces productives* d'une part et les rapports de production ou de propriété d'autre part — qui conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général.

Or, comme les forces productives se développent de façon continue, tandis que les rapports de propriété établis à un moment donné ont tendance à être maintenus par les classes sociales dominantes qui en sont les bénéficiaires, il en découle qu'à un certain stade de leur développement, les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de propriété existants.

Le capitalisme contemporain fondé sur la propriété privée des moyens de production offre l'exemple le plus frappant du divorce qui s'est établi entre les rapports de production capitaliste et les forces productives. En effet, alors que s'exprime de plus en plus le caractère social de la production, le capitalisme maintient la forme privée de l'appropriation.

Cet antagonisme irréductible, qui repose sur l'exploitation de l'immense masse des travailleurs par une petite minorité de possédants, ne peut trouver sa solution que dans l'abolition des rapports de production capitaliste et l'établissement de la propriété socialiste des moyens de production, c'est-à-dire dans la révolution socialiste.

Et c'est la classe ouvrière, groupant autour d'elle tous les travailleurs qui a la mission historique de renverser la domination du capital

et de créer un régime nouveau, un régime socialiste qui excluera l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ainsi, d'après la conception matérialiste de l'histoire, l'avènement du socialisme se présente comme une nécessité historique. Toutefois, cela ne signifie nullement que le socialisme apparaît spontanément sans l'action des hommes et qu'il suffit d'attendre le moment où les lois de l'histoire conduiront elles-mêmes à la substitution du socialisme au capitalisme. La conception matérialiste de l'histoire n'a absolument rien à voir avec le fatalisme.

En réalité, les lois historiques à elles seules, sans les hommes, ne font pas l'histoire. Elles ne déterminent le cours de l'histoire que par l'intermédiaire des actions, de la lutte, des efforts conscients de millions d'hommes. A la différence d'une éclipse de soleil, qui se produit sans la moindre intervention des hommes, le passage du capitalisme au socialisme marque le changement de l'ordre social dû à l'activité humaine, et cette activité humaine est elle-même une partie intégrante du mouvement de la société vers le socialisme.

Par conséquent, quand les matérialistes — dont la doctrine philosophique vise non seulement à interpréter mais à transformer le monde — souligne que le capitalisme cédera nécessairement le pas au socialisme, ils entendent par là que les lois objectives de la société capitaliste aboutissent inévitablement à l'accentuation de ses contradictions politiques et économiques, ce qui engendre une lutte toujours plus aiguë de la classe ouvrière et de tous les travailleurs contre le régime capitaliste, lutte qui se terminera par le renversement du capitalisme et la victoire du socialisme.

En fait, l'action de la classe ouvrière traduit une nécessité historique, mais le succès de cette lutte dépend, dans chaque cas donné, d'un grand nombre de circonstances : du niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière, du degré d'influence des partis marxistes, de la politique de l'Etat bourgeois, etc...

Ces différents facteurs peuvent hâter ou retarder le succès définitif de la lutte de la classe ouvrière, mais en dernière instance, la victoire de la classe ouvrière et du socialisme est inévitable.

LE ROLE DES IDEES

Aussi — contrairement à ce qu'affirment les critiques bourgeois du marxisme — il n'est pas vrai que le matérialisme historique sousestimerait la portée des idées, des conceptions sociales, des passions humaines et, en général, des impulsions et des émotions humaines.

Le fait que le matérialisme historique indique que les idées, les conceptions sociales, les émotions humaines plongent leurs racines dans les conditions de la vie matérielle des hommes, ne signifie nullement qu'il en sous-estime la portée. Bien au contraire, les marxistes

accordent la plus grande importance au rôle des idées dans l'évolution sociale et, par conséquent, à la lutte idéologique.

Marx et Engels critiquent ceux qui simplifient le matérialisme jusqu'à croire que tout s'explique par des causes économiques agissant mécaniquement, unilatéralement. Et ils montrent que les idées qui reflètent la situation au total — mais qui ne changent pas toutes mécaniquement lorsque change la situation — réagissent à leur tour sur la situation économique. Ils écrivent notamment :

> « Il n'y a pas, comme on veut se l'imaginer ça et là par simple commodité, un effet automatique de la situation économique; ce sont au contraire les hommes qui font leur histoire, mais dans un milieu donné qui la conditionne, sur la base des conditions intérieures de fait parmi lesquelles les conditions économiques, si influencées qu'elles puissent être par les autres conditions, politiques ou idéologiques, n'en sont pas moins en dernière instance les conditions déterminantes constituant d'un bout à l'autre le fil conducteur qui, seul, vous met à même de comprendre. »

D'une manière générale, les vieilles idées réactionnaires qui expriment l'idéologie bourgeoise et visent à perpétuer le régime capitaliste freinent et retardent le développement social. Par contre, les idées nouvelles qui surgissent sur la base des besoins matériels de la société exercent, à leur tour, une influence sur l'évolution de la vie matérielle et sociale.

Parce qu'elles répondent aux besoins de la vie sociale venus à maturité, les idées nouvelles trouvent tôt ou tard accès à la conscience des larges masses, elles deviennent leurs propres idées et elles se transforment en *actes* par la lutte consciente et organisée des masses.

C'est en ce sens que Marx disait que les *idées deviennent une force matérielle* quand elles s'emparent des masses. Et c'est pourquoi Marx, Engels, Lénine — qui n'ont jamais cessé d'unir la théorie et la pratique — ne se sont pas bornés à étudier, à analyser et à découvrir les lois objectives du développement de la société, mais ont aussi travaillé de toutes leurs forces à la création d'un véritable parti de la classe ouvrière, d'un parti révolutionnaire armé d'une théorie scientifique et capable de conduire la classe ouvrière à la victoire dans la lutte pour le renversement du capitalisme et pour le socialisme.

Et partant de la conception matérialiste de l'histoire qu'ils ont élaborée eux-mêmes à une époque où le capitalisme était en plein développement, Marx et Engels ont prédit, il y a plus d'un siècle, le déclin et la chute inévitable du capitalisme, en raison de ses contradictions.

En analysant les lois du développement du capitalisme à l'époque de l'impérialisme, Lénine a enrichi le marxisme d'une des déductions

les plus importantes sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays pris séparément.

Lénine a aussi développé les idées de Marx et d'Engels sur le parti de la classe ouvrière, sur la dictature du prolétariat avec son principe suprême : l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie et, après la Révolution, il a armé le Parti et le peuple soviétique en définissant les grandes lignes du plan d'édification de la société socialiste avec les idées fondamentales qu'il a développées concernant l'électrification et l'industrialisation du pays, le rôle de la coopération dans l'agriculture, la révolution culturelle.

Alors que les partis social-démocrates qui ont renié le marxisme et qui sont tombés dans l'opportunisme se retrouvent en définitive sur les positions de défenseurs déclarés du capitalisme et de l'impérialisme, les prévisions géniales de Marx-Engels-Lénine se sont réalisées et se réalisent rigoureusement à notre époque.

Il y a quarante-quatre ans, la grande Révolution socialiste d'Octobre inaugurait l'ère de l'écroulement du capitalisme et du triomphe du socialisme. A l'heure actuelle, le système mondial du socialisme s'étend déjà sur un tiers du globe et compte plus d'un milliard d'êtres humains et l'Union soviétique est engagée dans la voie de la construction en grand du communisme.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PHILOSOPHIE MARXISTE

Nous venons de rappeler, sous une forme résumée et forcément très incomplète, quelques-uns des principes fondamentaux du matérialisme dialectique et historique se trouvant pleinement confirmés aussi bien par les sciences de la nature que par les sciences sociales et la pratique humaine. C'est donc à la lumière de ces principes fondamentaux que nous examinerons, maintenant, l'appréciation que nous devons apporter sur la discussion qui s'est instituée entre quelques-uns de nos camarades du Parti concernant la signification et le développement de la philosophie marxiste.

Je rappelle, à ce sujet, qu'une formulation a donné lieu à une vive discussion, c'est la suivante : « *La philosophie marxiste est achevée quant à son noyau de vérité absolue.* »

Il faut préciser que le camarade ayant avancé cette formulation complétait sa pensée en indiquant qu'une telle affirmation ne veut pas dire que la philosophie marxiste n'a plus rien à apprendre.

Cependant, d'autres camarades ont critiqué cette formulation et l'argumentation qui l'accompagnait en soutenant qu'elles exprimaient une position étroite pouvant mener à une conception antidialectique du rapport entre le « noyau de vérité absolue » que contient la philosophie marxiste et le développement de celle-ci.

Les arguments apportés à l'appui de cette critique sont les suivants : on ne peut concevoir de « noyau immuable et définitif », il n'y a pas de quant au fond immuable, pas de philosophie achevée dans un monde qui ne l'est pas et, enfin, il n'est pas vrai qu'il existe un exposé immuable des principes et des lois du matérialisme dialectique.

Au Bureau politique, nous avons considéré qu'il fallait envisager la question en se gardant d'un double écueil.

D'une part, il est vrai — comme nous l'avons rappelé nous-mêmes — que le monde objectif dont nous faisons partie change, se développe sans arrêt, engendre perpétuellement une multitude infinie de formes nouvelles et qu'en conséquence quels que soient les progrès de la science, celle-ci a un champ illimité de recherches, elle aura toujours à découvrir de nouvelles lois. En effet, non seulement la science n'a pas encore décelé tous les phénomènes et toutes les lois dans les différents domaines, mais elle n'y parviendra même jamais complètement et jusqu'au bout en raison de l'infinité de la nature. C'est pourquoi la connaissance humaine, dans son ensemble, est un processus sans fin.

Aussi croyons-nous qu'il est juste d'affirmer qu'il n'est pas de « noyau immuable et définitif », ni d'exposé immuable et définitif des principes et des lois du matérialisme dialectique.

Mais, *d'autre part*, cela ne doit pas être opposé à l'idée que le matérialisme dialectique contient un « noyau de vérité absolue », idée qui diffère profondément — il convient de le remarquer — de la notion de « noyau immuable et définitif ».

Dans la discussion, un camarade a rappelé que, dans un texte aussi fondamental que *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Lénine, pour parler de la philosophie de Marx, utilise le mot *achevé*. Il écrit :

> « La philosophie de Marx est un matérialisme philosophique *achevé*, qui a donné de puissants instruments de connaissance à l'humanité et surtout à la classe ouvrière. »

Bien entendu, le mot *achevé* ne signifie certainement pas, dans l'esprit de Lénine, que le marxisme n'a plus rien à apprendre car personne n'a fait autant que lui pour développer et enrichir le marxisme. D'ailleurs c'est Lénine lui-même qui a aussi écrit :

> « Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes *doivent* la faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. »

Il est donc clair que « l'achèvement » dont Lénine parle dans son article *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, n'est pas celui d'un système philosophique et encore moins d'une science, mais seulement celui de la *conception dialectique-matérialiste* de la nature et de l'homme.

En réalité, dire que la conception dialectique-matérialiste est achevée dans ses principes essentiels, c'est reconnaître qu'elle est en même temps en continuel développement, puisque cette conception est fondée elle-même sur la reconnaissance que le monde dont nous faisons partie se développe sans arrêt et que la connaissance humaine, dans son ensemble, est un processus sans fin.

C'est pourquoi nous considérons que le matérialisme dialectique et le matérialisme historique comportent des principes fondamentaux et un acquis très important qui constituent réellement un « noyau de vérité absolue », sans pour autant que ce noyau puisse être considéré comme immuable et définitif et incapable de s'enrichir.

Nous pensons que le développement de la connaissance dialectique de la nature et de la société ne peut éliminer les principes fondamentaux du matérialisme dialectique, élaborés au cours de la longue histoire de la pensée humaine, mais qu'il aboutira à une connaissance plus ample, plus riche, plus approfondie de ces principes.

L'ACQUIS ET LE DEVELOPPEMENT INCESSANT

Nous insistons sous ce double aspect de la question car — comme le faisait remarquer Maurice Thorez dans la discussion au Bureau politique — s'il est absolument juste de ne pas concevoir ce qui est acquis comme quelque chose de figé, en même temps la reconnaissance du développement et du changement ne peut pas et ne doit pas nous conduire à mettre en cause tout ce qui est acquis par le savoir humain, y compris les principes essentiels du matérialisme dialectique qui sont confirmés par la science et la pratique sociale.

C'est pour cela qu'à notre avis il convient, à propos de ces questions difficiles, d'utiliser les formulations les plus claires possibles, c'est-à-dire écarter toute formule équivoque.

Donnons un exemple : un des participants à la discussion, qui a présenté dans l'ensemble un bon exposé, fait la critique de la définition qu'un dictionnaire, édité en U.R.S.S., donne du matérialisme.

Je précise qu'il est fort possible que cet ouvrage, écrit dans une période où toutes les conséquences du culte de la personnalité sur le plan idéologique n'avaient pas été étudiées, contienne certaines formules discutables et à revoir. Mais il s'agit ici uniquement de la définition du matérialisme et non de l'ensemble de l'ouvrage.

D'après cette définition, le matérialisme c'est :

> « la démonstration de *l'antériorité de la matière* par rapport à la conscience, l'étude des lois les plus générales du développement de la nature, de la société et de la pensée. »

Le camarade dit qu'une telle définition lui paraît porter en germe la scolastique et la stérilité, parce que, explique-t-il par ailleurs, *l'éternité* et *l'antériorité* de la matière *ne sont pas des caractéristiques formelles, fixées une fois pour toutes*, mais le résultat du développement des sciences.

Or ces dernières affirmations selon lesquelles *l'éternité* et *l'antériorité de la matière* à l'égard de l'esprit *ne sont pas des caractéristiques fixées une fois pour toutes*, mais le résultat du développement des sciences, sont équivoques et peuvent donner lieu à diverses interprétations. De la lecture de telles formulations peut, en effet, affleurer l'idée que le développement est susceptible de mettre en cause l'acquis définitif et de là, si l'on n'y prend garde, on peut aboutir même inconsciemment, à une position rejoignant la théorie du dépassement de la matière. Car, lorsque pour définir le matérialisme nous parlons du rapport d'antériorité de la matière à l'égard de l'esprit, il ne s'agit pas de n'importe quel rapport, il s'agit uniquement de la reconnaissance que la matière, comme réalité objective, est l'élément *antérieur*, l'élément *premier* qui existe avant et en dehors de la conscience qui en est le produit.

C'est ce que souligne expressément Lénine en ces termes :

> « L'unique propriété de la matière, *dont l'admission définit le matérialisme philosophique*, est celle d'être une réalité objective, d'exister hors de notre conscience.

Il s'agit, comme nous l'avons expliqué au début, du *concept philosophique* de la matière pour désigner le monde objectif et non de conceptions successives sur la structure et les propriétés de la matière qui, elles, changent sans cesse avec les progrès scientifiques.

Or ce rapport *d'antériorité de la matière* à l'égard de l'esprit ne peut pas changer, sinon ce serait admettre que la matière peut cesser d'être l'élément premier, ce qui nous conduirait à l'idéalisme.

Je sais bien, par la lecture attentive des trois notes écrites par le camarade, que ce n'est pas là sa conception, son interprétation. Dans l'un de ses textes il traite même très justement de charognards obscurantistes ceux qui prennent prétexte des bouleversements de la science pour remettre en cause l'antériorité de la matière par rapport à la conscience. Mais la formulation que nous venons de critiquer n'en est pas moins périlleuse.

Il semble qu'il y ait à l'origine de cette façon un peu vague d'exposer le lien qui existe entre l'acquis et le développement une

certaine confusion entre le concept philosophique de la matière et les conceptions particulières et successives sur la structure et les propriétés de la matière au fur et à mesure des progrès de la connaissance scientifique.

Bien entendu — et nous l'avons souligné dès le début de notre exposé — il ne faut pas méconnaître le lien intime qui existe entre les deux concepts de matière. Et il faut signaler que c'est là l'erreur que commettent certains camarades qui — à l'inverse de ce que nous venons de constater — ont tendance dans leurs exposés à séparer de manière formelle et arbitraire les deux concepts de matière, comme s'il n'y avait aucun lien entre eux.

En fait, le matérialisme philosophique et la théorie scientifique sur la structure de la matière s'enrichissent mutuellement parce que, comme l'indique Lénine, les découvertes scientifiques confirment le matérialisme philosophique et en même temps *modifient* et *approfondissent* l'idée que l'on se faisait de la matière et de ses propriétés.

Il est sûr, par exemple, que nos conceptions actuelles de la matière ne sont pas du tout celles qui existaient à l'époque de Démocrite et d'Epicure et elles changeront encore avec les progrès des sciences.

Par conséquent, il ne faut pas oublier le lien dialectique qui relie les deux concepts de matière et, en même temps, il convient de distinguer et de ne pas confondre les conceptions successives de la matière de plus en plus riches et profondes, qui expriment avec une approximation donnée l'état de nos connaissances à un moment donné, avec la conception philosophique de la matière qui sert justement de base solide aux recherches scientifiques et qui ne peut vieillir mais seulement s'enrichir.

Car, quels que soient les changements que les découvertes scientifiques sont appelées à apporter à nos connaissances sur la matière, ces changements ne peuvent ébranler la thèse du matérialisme dialectique disant que le monde existe objectivement.

Les découvertes, en modifiant nos conceptions, ne font au contraire que confirmer la thèse fondamentale du matérialisme dialectique selon laquelle tous les processus qui se déroulent dans le monde sont les états différents de la matière en mouvement avec ses propriétés et ses manifestations diverses.

> « Le matérialisme, a dit Engels, est obligé de prendre un nouvel aspect à chaque grande découverte. »

Mais la *forme nouvelle* que prend inévitablement le matérialisme avec chaque découverte faisant époque, ne fait que confirmer les fondements du matérialisme dialectique.

C'est ainsi, par exemple, que les découvertes les plus récentes de la structure si compliquée de l'atome et de l'énergie atomique et nucléaire ont confirmé entièrement la thèse selon laquelle l'électron est aussi inépuisable que l'atome, thèse émise par Lénine dès 1908.

LES VERITES RELATIVES ET LA VERITE ABSOLUE

En réalité, si la dialectique nous montre que tout est en développement, elle nous enseigne aussi qu'il y a un lien très étroit entre les vérités relatives et la vérité absolue.

Certes, à chaque moment historique, les connaissances scientifiques sont plus ou moins incomplètes, inachevées, mais les progrès dans la connaissance de la vérité consistent à éliminer, à réduire de plus en plus les défauts et insuffisances et à augmenter la précision du reflet, dans la pensée humaine, des phénomènes et des lois de la nature.

Du fait que les acquisitions scientifiques se complètent sans cesse par de nouvelles découvertes, certains physiciens contemporains ont tendance à ne voir dans le savoir humain que relativité, faiblesse et imperfection. Et, à partir d'une telle interprétation, ils en arrivent à nier la vérité objective et à passer d'un relativisme unilatéral à l'agnosticisme qui consiste à tout mettre en doute et à nier la vérité objective au profit de n'importe quel sophisme.

Or, la théorie du matérialisme dialectique selon laquelle le monde est inépuisable et la connaissance illimitée est hostile à tout agnosticisme, car, si elle fait état des bornes historiques du savoir à chaque époque, elle repousse résolument en même temps l'idée fausse d'une barrière absolue et infranchissable pour la science.

La dialectique matérialiste, dit Lénine, admet la relativité de toutes nos connaissances, « *non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité.* »

> « La pensée humaine, ajoute-t-il, est par nature capable de nous donner la vérité absolue qui n'est qu'une somme de vérités relatives. Chaque étape du développement des sciences ajoute de nouveaux grains à cette somme de vérité absolue, mais les limites de la vérité de toute proposition scientifique sont relatives, tantôt élargies, tantôt rétrécies, au fur et à mesure que les sciences progressent. »

En réalité, la connaissance humaine contient un grand nombre de vérités absolues extrêmement importantes qui ne seront pas modifiées par les progrès ultérieurs de la science. Parmi celles-ci, on peut notamment rappeler :

— la thèse du matérialisme philosophique de l'antériorité de la matière par rapport à l'esprit;

— la thèse selon laquelle le mouvement, avec la lutte des contraires, est le mode d'existence de la matière et que celle-ci ne peut être ni créée, ni détruite;

— l'idée de l'évolution des espèces vivantes et de l'origine animale de l'homme, proclamée par Darwin.

Et bien d'autres vérités absolues s'inscrivent dans la théorie et les lois scientifiques et guident les hommes dans leur activité pratique et théorique.

C'est pourquoi le « noyau de vérité absolue » que contient la philosophie du marxisme-léninisme comprend non seulement les principes fondamentaux du matérialisme dialectique, mais un acquis considérable prenant appui sur les réalisations de la science moderne et sur la pratique sociale, acquis et réalisations qui, comme le souligne le programme du P.C.U.S. adopté au XXIIe Congrès, révèlent de mieux en mieux le tableau du monde et accroissent le pouvoir de l'homme sur la nature.

> « Reconnaître la vérité objective, dit Lénine, c'est admettre d'une façon ou d'une autre la vérité absolue. »

Or cette admission de la vérité absolue distingue nettement le matérialisme dialectique de l'agnosticisme et du relativisme qui méconnaissent la puissance de l'homme.

On sait que l'agnosticisme dans ses différentes formes, y compris quand il se réclame du positivisme, soutient qu'il existe des domaines qui restent par principe inaccessibles à la connaissance humaine et qu'il est impossible de dire ce qui est à la base du monde : la matière ou l'esprit.

Les adeptes du positivisme soutiennent, eux, qu'il faut se borner à étudier les faits accessibles à l'observation, les faits empiriques et qu'il est vain, aussi bien pour la philosophie que pour la science, de rechercher si le monde a un fondement matériel ou spirituel. Mais affirmer qu'il est impossible de dire si le monde a un fondement matériel ou spirituel, c'est par là-même refuser de reconnaître le monde objectif tel qu'il est, c'est rejoindre l'idéalisme.

Avec ce que l'on appelle « l'existentialisme », Jean-Paul Sartre nous offre une variante de l'agnosticisme et de l'idéalisme quand il soutient, par exemple, que si les lois de la dialectique s'appliquent plus ou moins à la pensée, au-delà de la pensée, la réalité extérieure, la nature demeurent impénétrables à l'intelligibilité véritable.

Or, il faut bien voir qu'il y a une affinité étroite entre l'agnosticisme qui affirme l'existence de domaines inaccessibles à la connaissance humaine et la doctrine de l'Eglise selon laquelle les « voies divines sont insondables », la raison humaine impuissante, la vérité impénétrable à la science.

Ce n'est pas sans raison que Kant avouait qu'il voulait « *limiter la connaissance pour faire place à la foi* ».

En fait, en professant que le monde est inconnaissable l'agnosticisme affaiblit la science et renforce la théologie, en poussant l'homme à croire à la religion. C'est pour cela que les philosophes agnostiques, même lorsqu'ils ne croient pas eux-mêmes en Dieu et combattent l'Eglise sont finalement utilisés comme des alliés par les théologiens de l'Eglise et par la bourgeoisie réactionnaire dans la lutte idéologique contre le matérialisme dialectique, contre le marxisme-léninisme.

En conclusion, de tout ce que nous venons de dire il ressort qu'en philosophie, comme en politique, il y a lieu de se garder contre le double danger du *révisionnisme* et du *dogmatisme*, ce que montre Lénine dans « Matérialisme et Empiriocriticisme ».

Premier danger : Si l'on pousse le relativisme de nos connaissances à l'extrême, en attribuant même aux principes fondamentaux un caractère exclusivement relatif et en considérant que le développement peut tout remettre en cause, on risque de tomber dans le révisionnisme et l'on risque de glisser, en philosophie, du relativisme au subjectivisme et à l'idéalisme.

Et c'est un danger contre lequel il faut se garder, car, lorsque la déclaration des 81 partis communistes et ouvriers, adoptée en novembre 1960 à Moscou, indique que le révisionnisme demeure le danger principal, cela s'applique à tous les aspects de notre bataille, y compris au domaine idéologique.

C'est pourquoi nous pensons que, dans les premières conclusions que vous avez tirées vous-mêmes de la discussion, vous avez eu raison d'affirmer la thèse selon laquelle on peut réellement parler de principes constituant le « noyau de vérité absolue » du matérialisme dialectique et que, sur le plan *des principes*, il ne peut y avoir aucune *convergence* entre la philosophie marxiste et les autres philosophies.

Deuxième danger : Si l'on considère les principes théoriques comme des notions figées et applicables dans toutes les circonstances et de la même manière, sans tenir compte de l'apparition de nouveaux phénomènes, on est incapable de saisir la réalité dans toute sa complexité, on tombe dans le dogmatisme.

A ce sujet, dans la revue *le Communiste*, le responsable de la section idéologique du Comité central du P.C.U.S., Ilitchev, écrivait à la fin de 1961 :

> « Le projet de programme porte un coup sérieux à la méthode de pensée dogmatique et scolastique. Depuis l'époque du culte de la personnalité, une partie de nos théoriciens ont gardé quelque inclination à faire tenir la richesse et la diversité de la théorie révolutionnaire dans un nombre strictement déterminé de traits ou de caractères de la dialectique et du matérialisme. Ces conceptions n'ont rien de scientifique et ne reposent sur aucun fondement. »

Bien entendu, si l'on tire les conséquences de la juste critique contre le dogmatisme et le schématisme, il ne s'agit pas de taxer d'opportunisme les camarades qui dans leur travail en tiennent compte dans le respect des principes.

LES CONDITIONS DU DIALOGUE ENTRE PHILOSOPHES MARXISTES ET NON-MARXISTES

Et cela nous amène au troisième problème qui a fait l'objet de la discussion : les conditions du dialogue entre philosophes marxistes et non-marxistes et le travail des philosophes du Parti.

Dans les conclusions provisoires que nos camarades ont tirées de la discussion sur la question du dialogue, l'accord s'est réalisé sur les points essentiels que je résume :

1° Le dialogue entre philosophes marxistes et philosophes non-marxistes a pris, dans la dernière période, des formes nouvelles qui apparaissent à tous comme le résultat de l'influence croissante de la théorie marxiste parmi les masses et les intellectuels, influence découlant des succès remportés par les pays du système mondial du socialisme, ainsi que du développement du mouvement communiste dans le monde et en France.

2° Le dialogue constitue un des aspects de la lutte idéologique dans laquelle le marxisme n'a cessé de s'affirmer et de se développer depuis ses débuts.

Le dialogue suppose donc de la part des marxistes la claire conscience que le matérialisme dialectique rompt avec toutes les autres philosophies en tant qu'il est *une philosophie scientifique*, *une philosophie pratique* et *une philosophie de parti*, c'est-à-dire de la classe ouvrière.

Cela signifie qu'il ne peut y avoir aucune synthèse ou conciliation entre la philosophie marxiste et les autres philosophies, pas plus qu'il ne peut y avoir de convergence des intérêts de classe du prolétariat et de la bourgeoisie. L'accord sur les principes ne saurait donc avoir lieu que dans la mesure où les philosophes non-marxistes, instruits par leur propre expérience pratique et théorique, passent sur les positions du matérialisme dialectique.

3° La clarté étant faite sur la divergence de principes qui oppose le matérialisme dialectique aux autres philosophies, le dialogue peut

cependant être utile et profitable, marxistes et non-marxistes pouvant apprendre des uns et des autres. Certes en ce qui concerne *les principes*, les marxistes n'ont rien à apprendre des non-marxistes, mais ces derniers peuvent cependant exprimer sous certaines formes des aspects de la réalité objective qu'il appartient aux marxistes d'analyser et d'intégrer dans le marxisme.

Il est par conséquent nécessaire que les marxistes examinent ce que les philosophes non-marxistes reflètent comme aspects de la réalité, comment ils le reflètent et pourquoi ils le reflètent d'une manière déformée, ce qui exige un effort d'analyse, afin de remettre les choses sur leurs pieds grâce à une critique interne vigoureuse faite à la lumière du matérialisme dialectique.

Evidemment dans leur travail de recherche d'analyse et de généralisation théorique, les philosophes marxistes utilisent tous les travaux valables des scientifiques et des chercheurs qu'ils soient marxistes ou non.

4° Le dialogue entre philosophes peut être utile et profitable, aussi et surtout, parce qu'il intéresse un grand nombre d'intellectuels et les masses elles-mêmes, qu'il peut contribuer à les éveiller à la lutte des idées, leur permettre d'intervenir dans cette lutte, les mettre à même de juger sur pièce l'objet du débat par la confrontation des idées et les aider, ainsi, à faire des pas vers les positions idéologiques du marxisme-léninisme.

5° Le dialogue n'épuise pas les tâches des philosophes membres du Parti. Ces tâches comportent notamment : l'étude des résultats des sciences, l'enseignement et la diffusion des principes et de l'acquis de la philosophie marxiste et la participation à l'activité politique et sociale, activité au cours de laquelle peuvent d'ailleurs se nouer certains rapports d'alliance en vue d'objectifs démocratiques avec des philosophes non-marxistes dont nous combattons les principes.

Avant de parvenir à ces conclusions, dans la discussion se sont parfois affrontées des idées et des conceptions différentes, ce qui est d'ailleurs tout à fait normal.

C'est ainsi qu'à l'origine certains camarades avaient une position étroite, doutaient de l'utilité et de l'efficacité du dialogue, mais ils ont convenu, après discussion, que ce dialogue peut être utile s'il se déroule dans de bonnes conditions.

Au Bureau politique, nous pensons que ce dialogue, conduit avec une fermeté de principe absolue et sur un ton permettant la confrontation et la discussion, est une chose utile. C'est pourquoi, dans l'ensemble, nous sommes d'accord avec les premières conclusions de la discussion, mais nous croyons devoir cependant insister sur quelques idées essentielles.

LA LUTTE IDEOLOGIQUE A NOTRE EPOQUE

En premier lieu, l'affirmation juste que le dialogue est un aspect de la lutte idéologique doit nous amener à voir clairement non seulement toute l'importance, mais les conditions de la lutte idéologique à notre époque. A cet égard, il importe d'abord de ne pas commettre l'erreur de transposer indûment la thèse de la coexistence pacifique du domaine des rapports entre Etats sur le plan de la bataille des idées, de la vie intellectuelle et politique.

C'est cette erreur qu'a commise par exemple le journaliste qui a fait, dans *les Lettres Françaises*, un compte rendu du dialogue *marxiste-chrétien* — qui s'est déroulé dans le cadre de la « Semaine de la pensée marxiste » — allant à l'encontre de la façon dont nos camarades ont conduit ce dialogue.

En effet, après avoir expliqué que la richesse de cette « Semaine » fut « *d'avoir permis de crier à nouveau que l'espoir final était le même pour tous* », ce rédacteur ajoute en conclusion :

> « Les moyens pour y parvenir (à la réalisation de cet espoir) sont différents certes, mais ce serait folie que d'oublier le but final pour s'en aller combattre les moyens de l'adversaire. Eviter cette folie, cela s'appelle la coexistence pacifique. Et celle des idées devrait en devenir comme le moteur secret. »

Ainsi la coexistence pacifique des idées devrait devenir le moteur secret pour réaliser l'espoir qui est le même pour tous ?

C'est tout simplement oublier que le capitalisme et l'impérialisme n'ont renoncé, eux, ni à la lutte pour maintenir leur régime d'exploitation, ni a leur politique agressive de préparation à la guerre.

Non ! La politique de coexistence pacifique entre Etats de régimes sociaux différents — que nous défendons — ne signifie nullement la disparition de la lutte de classes, ni l'affaiblissement de la lutte idéologique. La lutte de classes continue à se développer et parallèlement, sur le plan idéologique, le marxisme et l'idéologie bourgeoise se livrent inévitablement un combat acharné dans la conscience de millions d'hommes.

Certes, la situation est très différente de celle qui existait au moment où Lénine écrivait *Matérialisme et Empiriocriticisme*. Il existe aujourd'hui un système mondial du socialisme en pleine croissance et qui compte plus d'un milliard d'êtres humains et aussi le mouvement de libération nationale qui a pris une ampleur considérable. Ce triomphe des idées du marxisme-léninisme dans de nombreux pays exerce non seulement une grande influence sur la classe ouvrière dans les pays capitalistes, mais il ne manque pas non plus de faire réfléchir les universitaires, les étudiants et, en général, les intellectuels.

Il est absolument certain que les changements profonds qui se sont produits dans la situation mondiale à la suite de la Révolution socialiste d'Octobre et de l'apparition et du développement du système mondial du socialisme ont créé des conditions nouvelles plus favorables pour le développement des idées du marxisme-léninisme.

Mais comme le souligne le programme du XXIIe Congrès, si les idées marxistes-léninistes se développent impétueusement au fur et à mesure que se développe la lutte de classe et que le camp des pays socialistes remporte de nouvelles victoires, de là il ne faut nullement conclure que ce développement a lieu spontanément et sans lutte. Non ! car les forces réactionnaires qui représentent le vieux monde capitaliste ou qui lui sont attachées ne cèdent pas le terrain sans combat, pas plus sur le plan idéologique que politique.

Dans les pays capitalistes comme chez nous, la lutte idéologique est d'autant plus vive que la grande bourgeoisie, effrayée par les progrès du communisme et prise de peur devant l'avenir, est amenée à lutter avec l'énergie du désespoir pour tenter de maintenir les masses, qui lui échappent de plus en plus, sous son influence.

Et un des principaux instruments idéologiques des défenseurs du capitalisme pour soumettre les masses à l'influence de l'idéologie bourgeoise, pour diviser les travailleurs et paralyser les forces démocratiques, c'est *l'anticommunisme* basé sur la calomnie du système socialiste, la falsification du but poursuivi par les partis communistes et de la doctrine du marxisme-léninisme.

C'est ainsi que sous le drapeau de l'anticommunisme on voit aujourd'hui se rallier tout à la fois les hommes du grand capital, les colonialistes, les grands propriétaires fonciers, la clique militariste et fasciste, les cléricaux réactionnaires et aussi les dirigeants de droite de la social-démocratie qui restent le principal appui idéologique et politique de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Toutes les variétés et les formes de l'idéologie bourgeoise, avec ses prétendues « théories nouvelles », n'ont aujourd'hui qu'un seul but : jeter le discrédit sur le communisme et détourner les masses de la lutte pour le socialisme à seule fin de sauver le capitalisme à l'agonie. C'est pourquoi nous devons accorder une importance capitale à la lutte idéologique, à la diffusion des idées du marxisme-léninisme.

LA METHODE A SUIVRE

Cette première remarque, sur le fond, concernant l'âpreté de la lutte idéologique à notre époque nous permet de mieux comprendre la méthode que les philosophes marxistes ont à suivre pour que le dialogue soit utile et profitable.

Il nous semble que dans leur travail de recherche et d'explication — y compris dans les discussions et les confrontations avec les philosophes non-marxistes — les philosophes marxistes doivent porter

le coup principal contre les conceptions fondamentalement erronées des adversaires du marxisme-léninisme, tout en notant d'un point de vue critique ce que peut représenter l'apport utile des non-marxistes.

Il convient de se comporter ainsi pour les raisons suivantes :

Il est bien clair que dans l'intérêt même du renforcement du marxisme-léninisme, lorsque l'on parle de l'apport des philosophes non-marxistes, il faut se garder d'accréditer l'opinion qu'il y aurait autant de vérités à prendre dans les autres philosophies que dans la philosophie marxiste. D'autant que nous ne devons jamais perdre de vue que dans les conditions de notre pays, l'idéologie marxiste doit se frayer un chemin difficile à travers tous les obstacles qu'oppose l'idéologie bourgeoise dominante dans tous les secteurs de l'activité économique et sociale, universitaire et culturelle. Et nous savons bien que la philosophie idéaliste est absolument fausse dans ses *principes* et que, par conséquent, des exposés des philosophes non-marxistes, les seules choses qui peuvent et doivent être retenues et analysées à la lumière du marxisme-léninisme, ce sont les aspects de la réalité objective qui sont reflétés, sous différentes formes, dans ces exposés et qu'il convient effectivement d'intégrer au marxisme.

C'est ce que Roger Garaudy souligne dans un texte en ces termes :

> « Marx n'a rien emprunté à l'idéalisme et ne pouvait rien lui emprunter, pas plus que nous aujourd'hui. Il a emprunté des philosophes idéalistes des éléments reflétant les aspects réels de la connaissance qui n'appartenaient pas à l'idéalisme, mais qui avaient été en fait explorés par des idéalistes. »

Ce qui souligne qu'en assimilant et en intégrant tout ce qui est valable au marxisme, il faut éviter toute confusion et ne pas laisser croire qu'il peut y avoir un terrain de *conciliation* entre l'*idéalisme* et le *matérialisme dialectique*. Et en tenant compte que l'un des objectifs essentiels de la confrontation et de la discussion, c'est d'aider la masse de ceux qui suivent les philosophes non-marxistes à faire des pas en avant vers les positions idéologiques du marxisme-léninisme, nous pensons que les philosophes membres du Parti doivent avoir le souci principal et constant de faire la démonstration que, seule, la théorie marxiste-léniniste permet d'atteindre la vérité, d'avoir une juste conception du monde.

Nous pensons que c'est également du point de vue d'une critique de principe objective que nous devons apprécier les ouvrages de philosophes ou d'écrivains non-marxistes qui contiennent un certain nombre de choses positives, à côté d'idées fausses. Par exemple, lorsque le père Teilhard de Chardin reconnaît la validité du transformisme et de l'idée de l'évolution des espèces, proclamées par Darwin, il est absolument juste d'en prendre acte à l'avantage du matérialisme et contre les dogmes classiques de l'Eglise sur la création. Et évidemment cela ne nous empêche nullement de souligner —

comme cela a déjà été fait — que lui, Teilhard, ne tire pas, du point de vue philosophique, la conclusion d'une telle reconnaissance parce qu'il maintient dans son système d'ensemble l'idée de Dieu sans parler d'autres conceptions fausses s'agissant du domaine social. C'est pourquoi l'Eglise, qui avait mis Teilhard à l'index lorsqu'il était vivant, tente aujourd'hui de l'utiliser de plus en plus dans la lutte contre le marxisme.

Le commentateur du *Monde* du colloque de Vézelay, après avoir expliqué que la diffusion des idées du père Teilhard conditionne pour une part le *regain religieux*, écrit notamment :

> « Le cardinal Kœnig, archevêque de Vienne, a, cet été, lors du Congrès de « Pax Romana », loué sans réserve le père Teilhard d'avoir établi, malgré les risques, un *pont* entre la science et la foi et réussi à s'attirer la sympathie de cercles incroyants. »

Bien entendu, cela ne signifie pas qu'il faille cesser de reconnaître ce qu'il y a de positif dans certains travaux du père Teilhard — telle sa reconnaissance de la théorie du transformisme — mais cela exige la critique vigoureuse de tout ce qui, dans son système, fournit une base favorable au maintien de l'obscurantisme religieux et à l'attaque contre le marxisme.

LES TACHES DES PHILOSOPHES MARXISTES

En conclusion, il faut être pour le dialogue entre philosophes marxistes et philosophes non-marxistes, mais le fait d'accepter le dialogue ne nous amène pas à affaiblir notre critique des autres doctrines. De plus, le dialogue est une des formes et non pas la seule.

Les *tâches* des philosophes comportent notamment : l'*étude* et l'approfondissement des questions, y compris l'étude des derniers résultats des sciences avec leur interprétation philosophique.

Elles comportent la *diffusion* et l'*enseignement* des principes et de l'acquis de la philosophie marxiste à des milieux toujours plus larges, c'est-à-dire non seulement à de larges milieux intellectuels, mais aussi aux militants de la classe ouvrière. Cela suppose à la fois le renforcement de la polémique contre la philosophie idéaliste et l'obscurantisme religieux et une diffusion toujours plus large des ouvrages du marxisme-léninisme.

Evidemment, les philosophes membres du Parti tiendront compte des enseignements importants, sur le plan idéologique, découlant du XXIIe Congrès qui a approfondi les travaux du XXe Congrès dans

tous les domaines. Tout récemment, s'est tenue à Moscou une conférence sur les problèmes idéologiques qui a tiré un certain nombre de leçons. Elle a, en particulier, montré que la critique courageuse du culte de la personnalité de Staline avait mis fin aux entraves qu'il constituait au développement de l'activité créatrice.

Certes, il y a lieu de ne pas perdre de vue que, même du vivant de Staline, l'édification du socialisme par le peuple soviétique, sous la direction du Parti communiste, a été un immense facteur d'enrichissement du marxisme vivant.

C'est ce qu'un récent article de la *Pravda* souligne en ces termes :

> « Les assertions disant que, pendant la période du culte de la personnalité, le Parti n'aurait fait aucun travail dans le domaine de la théorie, qu'il n'aurait pas fait avancer la théorie, sont dénuées de tout fondement. Celui qui prend une telle position, volontairement ou involontairement, se fait le défenseur de ce point de vue erroné selon lequel un homme à lui seul, au cours de cette période, aurait pu décider de toutes les questions, tant dans la pratique que dans la théorie. C'est une grossière déformation de la réalité, c'est un abandon de la théorie marxiste-léniniste sur le rôle du peuple et du Parti comme force décisive dans l'édification du socialisme. N'est-ce pas le développement de la théorie marxiste-léniniste que les décisions très importantes qui ont été élaborées et adoptées par les Congrès du Parti, par le C.C. du P.C.U.S. sur les questions fondamentales de l'édification socialiste et les problèmes internationaux ? N'est-ce pas un apport des plus grands dans le développement de la théorie marxiste-léniniste que la victoire complète et définitive du socialisme en U.R.S.S. ? L'édification du socialisme est l'affaire de millions de gens et l'élaboration des questions théoriques n'est pas le monopole de quelques personnes, mais l'affaire de tout le Parti, de son bon sens collectif. »

Mais il est vrai que le culte de la personnalité a créé de sérieux obstacles sur le chemin du développement de la théorie marxiste-léniniste et le XXe Congrès du P.C.U.S., qui a été un tournant dans la vie et l'activité du Parti et du pays, a marqué une nouvelle étape dans le développement créateur du marxisme-léninisme.

La liquidation du culte de la personnalité, qui est étranger au marxisme-léninisme, a libéré d'immenses énergies et a rendu plus libre et plus féconde toute l'activité d'étude et de recherche des penseurs soviétiques.

Le P.C.U.S. et son Comité central, en ayant surmonté les conséquences négatives du culte de la personnalité et brisé sur le plan idéologique le groupe antiparti, ont rétabli et développé les principes léninistes dans le travail idéologique et résolu d'une manière créatrice les questions théoriques venues à maturité en liaison avec la pratique, avec la vie.

Comme le rappelait N.S. Khrouchtchev au XXIIe Congrès, les créateurs du communisme scientifique ont prévu que les communistes devraient développer constamment la théorie révolutionnaire en liaison étroite avec la transformation socialiste de la société.

Aujourd'hui, à l'époque des changements profonds dans l'histoire de l'humanité, cette indication revêt une actualité et une force particulière. La vie est infiniment plus riche que toutes les formules. Aussi, comme le montre le programme du P.C.U.S., dans la dernière période ont été résolus dans un esprit créateur un grand nombre de problèmes importants relatifs à l'édification communiste et des problèmes actuels du mouvement de libération sur le plan international. Il s'agit notamment des conclusions théoriques primordiales touchant les questions suivantes : le caractère de notre époque ; la diversité des formes de passage du capitalisme au socialisme ; la dictature du prolétariat dans les conditions actuelles ; les lois de la transition du socialisme au communisme; les voies de la création de la base matérielle et technique du communisme; l'établissement de relations sociales communistes et l'éducation de l'homme nouveau; l'accession plus ou moins simultanée des pays socialistes au communisme, etc.

C'est dire que dans nos études et nos recherches théoriques nous devons tenir le plus grand compte de ce que représente, comme document décisif du communisme contemporain, le nouveau programme du P.C.U.S. adopté au XXIIe Congrès.

Enfin, les philosophes membres du Parti qui enseignent que la théorie ne doit pas être détachée de la pratique ne peuvent oublier que la lutte idéologique trouve tout naturellement son prolongement dans l'action politique, c'est-à-dire en cette période, dans la lutte pour la paix et pour les libertés, contre le fascisme et le pouvoir personnel, pour le renouvellement de la démocratie, pour le socialisme.

Précisons que c'est dans cette action pour la réalisation d'objectifs démocratiques qu'ils peuvent — conformément à notre politique de front unique et d'union des forces démocratiques — nouer des rapports d'alliance avec les intellectuels dont nous combattons les conceptions sur le front idéologique mais qui sont également contre le fascisme et pour la paix.

Comme tous les intellectuels communistes, les philosophes membres du Parti tiendront donc compte de la recommandation du XVIe Congrès qui indique que *« les intellectuels du Parti joueront un rôle plus grand encore dans la mesure où, parallèlement à l'activité dans leur propre branche, ils participeront plus activement à l'ensemble de l'activité politique du Parti »*.

Enfin, si en guise de conclusion nous donnons une appréciation sur le bilan du travail des philosophes membres du Parti, nous dirons que, dans l'ensemble, ce bilan est positif.

Au cours de ces dernières années, sous l'impulsion de Roger Garaudy, un travail important et positif a été réalisé. Et de nouveaux et jeunes philosophes se sont formés.

Non seulement vous avez eu le souci de populariser les grands thèmes des classiques du marxisme, mais un grand travail créateur a été fait en philosophie, illustré notamment par les travaux d'Auguste Cornu, de Desanti, de Garaudy, de livres et d'œuvres de polémique extrêmement utiles comme celles de Cogniot, de Besse, de Sève, de Verret et bien d'autres dont je m'excuse de ne pas citer les noms. Il nous faut citer aussi le rôle joué par *La Nouvelle Critique* et *La Pensée.*

Avec le Parti, vous avez publié un grand nombre d'ouvrages et d'articles soit pour populariser la philosophie marxiste, soit pour combattre les ennemis du marxisme. Le livre de Roger Garaudy, *Perspectives de l'homme*, qui visait à porter le débat chez les autres, a eu une très grande portée.

Le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, créé à l'initiative du XVe Congrès, a développé une activité très importante et fructueuse par ses groupes de travail, ses conférences publiques et les colloques organisés sous son égide ou avec sa participation. Il est devenu l'un des organes vivants de développement de la culture nationale. Tout récemment, il a organisé la « Semaine de la pensée marxiste » qui a remporté un grand succès dont nous nous sommes tous réjouis.

Evidemment, si le bilan du travail des philosophes membres du Parti est positif, cela ne signifie pas qu'il soit sans défaut et qu'il ne puisse être amélioré. Quels que soient les domaines de l'activité du Parti, il y a toujours des améliorations à apporter. Et l'examen auquel nous avons procédé montre que, dans le secteur du travail philosophique, c'est aussi en renforçant et en améliorant notre activité que nous irons vers de nouveaux succès.

Notre Bureau politique est convaincu que tous les philosophes membres du Parti contribueront de toutes leurs forces, en travaillant ensemble et dans l'esprit de camaraderie qui doit tous nous animer, à la réalisation de nouveaux et grands succès de demain.

MAURICE BOURJOL

LE DISTRICT DE LA RÉGION DE PARIS

Le district de la région de Paris n'a rien d'une réforme quelconque organisée pour des raisons administratives.

Il s'inscrit dans le cadre de la vaste et redoutable offensive politique lancée par le pouvoir personnel contre les populations laborieuses de notre pays, contre les libertés communales et départementales qui subsistent encore.

LE district de la région de Paris, créé par la loi du 2 août 1961, est une institution directement issue du régime de pouvoir personnel ; à ce titre, il ne peut être étudié qu'en fonction de la nature de ce pouvoir, de ses buts et de sa tactique.

Notre étude portera donc d'abord sur les contextes politique, constitutionnel et économique ainsi que sur la place occupée par les districts dans les réformes opérées dans le domaine administratif depuis 1958. Nous aborderons ensuite la place particulière qu'occupe la région parisienne dans la nation et les objectifs que poursuit le régime dans cette région. Après avoir évoqué quelques-uns des précédents que nous offre l'histoire, nous analyserons alors le district, à la fois comme un instrument de destruction des libertés locales et comme une étape vers la dislocation complète des actuelles structures administratives décentralisées de cette région. Enfin, nous nous efforcerons de mettre en lumière le rôle du district comme banc d'essai du régionalisme en France et du régionalisme dit « européen ».

Face à cette offensive généralisée, les élus républicains — communistes en tête — mènent une lutte constante ; cette lutte a contraint le pouvoir à d'importants reculs. Nous nous efforcerons d'en tirer certains enseignements.

CONTEXTES POLITIQUE, CONSTITUTIONNEL ET ECONOMIQUE

Le pouvoir personnel, instrument des monopoles cosmopolites, est un régime antidémocratique par nature ; installé à la suite d'un coup de force, ses premiers actes ont été de substituer à une constitution parlementaire bourgeoise un régime dont les caractéristiques sont les suivantes :

● CONTEXTES POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL : Concentration des pouvoirs au sein du *pouvoir exécutif*, et plus spécialement de la Présidence de la République ; le gouvernement, qui n'est qu'une annexe de l'Elysée, dispose de puissants moyens d'action sur le Parlement (dissolution « royale » à la discrétion du Président de la République, procédure de la question de confiance, du vote groupé, etc.) ; recours constant aux plébiscites et aux pleins pouvoirs ; possibilité de dictature totale avec l'article 16.

Le *Parlement*, divisé en deux chambres égales entre elles, ressemble de plus en plus à ces « assemblées impériales » du Second Empire, sans pouvoirs, instruments dociles du souverain ; il est enfermé dans une définition étroite de sa compétence législative qui fait du domaine du décret, contrairement à la tradition constante depuis 1789, le domaine essentiel.

Le *suffrage indirect et inégal* voit sa place s'accroître sans cesse au détriment du suffrage direct et égal ; lorsque ce dernier est conservé, la loi électorale et un savant découpage permettent d'en déformer les résultats.

Ainsi sont concentrés entre les mains de quelques hommes l'ensemble des pouvoirs de l'Etat ; ces hommes sont les représentants directs des monopoles dont ils appliquent la politique ; l'excellent ouvrage d'Henri Claude, *Gaullisme et grand capital*, nous dispense de décrire plus en détail cette mainmise directe des monopoles sur l'appareil d'Etat qui est le trait dominant du pouvoir personnel.

● CONTEXTE ADMINISTRATIF : La conséquence de cette situation, dans le domaine qui nous préoccupe, est la toute puissance du pouvoir exécutif et de son administration ; il naît alors une contradiction entre le pouvoir central doté de structures autoritaires et les structures décentralisées des collectivités locales, élues au suffrage universel direct et disposant de pouvoirs propres; ces collectivités locales sont donc un obstacle que le pouvoir personnel s'efforce de briser.

Elles sont aussi, sur le plan économique, un obstacle aux visées des monopoles, maîtres de l'appareil central de l'Etat, qui s'efforcent de mettre la main sur les marchés contrôlés par ces collectivités locales, pour les soumettre à leur « plan » dont l'objet est d'accélérer la concentration industrielle et bancaire, et de piller à leur profit les finances de l'Etat et de ces collectivités.

Toute la politique menée depuis trois ans par le pouvoir personnel consiste donc à détruire ces collectivités.

Sa tactique n'est pas d'attaquer de front, mais d'opérer par palier, par bonds, de mettre en place le filet dont il resserre alors insensiblement les mailles sur les collectivités.

Les dispositions de la constitution de 1958 relatives aux collectivités locales sont la première étape dans cette voie ; sur quatre points essentiels, celle-ci diffère de la constitution de 1946 :

Tout d'abord, l'article 72 ajoute à l'énumération « classique » des collectivités (communes et départements) une disposition prévoyant que « *toute autre collectivité est créée par la loi* » ; ainsi est ouverte la possibilité de créer de nouvelles collectivités artificielles appelées à se substituer aux communes et départements. Ensuite, disparaît de la constitution la promesse contenue dans celle de 1946 qui prévoyait que « *des lois organiques étendront les libertés départementales et municipales* » : par cette « omission » est fermée la voie à toute décentralisation administrative. La constitution de 1946 prévoyait que les conseils des collectivités étaient élus au suffrage universel direct ; celle de 1958 stipule que le suffrage « *peut être direct ou indirect* » et que les conseils sont « *élus dans les conditions prévues par la loi* » ; ainsi est ouverte la possibilité de constituer les conseils des nouvelles collectivités par voie de nomination, d'élection indirecte ou même corporative. Dernier élément qui ressort des travaux préparatoires de la constitution : la volonté du pouvoir de supprimer par décret des milliers de petites communes ; si sur ce point — et malgré que le Comité consultatif constitutionnel ait été constitué d'hommes dévoués au pouvoir — le gouvernement ne put obtenir satisfaction, les événements ultérieurs ont confirmé cette volonté de suppression massive de petites communes.

Sitôt la constitution votée, le gouvernement opéra alors, par ordonnances ayant force de loi, une série de *réformes administratives* qui constituent la seconde étape de son programme de destruction des libertés.

Ces réformes se schématisent ainsi :

1° *Dessaisir les conseils élus au suffrage universel* au profit soit des agents du pouvoir central, soit de conseils élus au suffrage indirect et inégal ou nommés par le pouvoir ; il s'agit, à l'échelon des communes de l'institution des districts urbains ou ruraux, de la réforme des syndicats intercommunaux [1], à l'échelon des départements, de la mise en place progressive de structures régionales [2] ; « districts » et « régions » étant les futures collectivités du nouvel ordre administratif appelées à déposséder les collectivités traditionnelles. D'autres textes (« grands offices d'H.L.M. », secteurs de communes, Z.U.P., etc.), contribuent également au dessaisissement des collectivités.

2° *Eloigner l'administration des administrés* par le regroupement forcé des communes (urbaines et rurales) et des départements ; cet éloignement

(1) Ordonnances (n° 59-30) du 5-1-59 instituant les districts urbains ; (n° 59-20) du 5-1-59 sur les syndicats de communes.

(2) Institution des « Préfets coordinateurs », des « Conférences interdépartementales », des « Comités d'action régionale ou départementale ». Ordonnance (n° 59.272) du 4-2-59 sur le District de la Région de Paris.

se réalise aussi par l'élection des conseils au suffrage indirect ou par leur désignation par le pouvoir central, par la non publicité de leurs séances et par la généralisation du scrutin majoritaire pour l'élection des conseils municipaux.

3° *Détourner les ressources des collectivités locales*, soit pour leur imposer des charges qui sont normalement du ressort de l'Etat, soit pour les transformer en collecteurs d'impôts au profit de ces organismes étroitement soumis au pouvoir et aux intérêts privés.

4° *Opérer une nouvelle définition de la tutelle* — suivant les propres termes du Conseiller d'Etat Hourticq, un des rédacteurs des ordonnances — afin de substituer à une tutelle « *de type artisanal* »[1], un « *balisage* » sans danger faisant des collectivités les instruments dociles des préfets; organiser un contrôle étroit sur les budgets qui devront être en équilibre « *réel* » et qui, en cas de déficit, seront alors établis par une commission composée de fonctionnaires.

5° Face à ces collectivités affaiblies, démantelées, vidées de leur substance, renforcer sans cesse, sous le nom de *déconcentration*, les pouvoirs des préfets, à l'échelon départemental, et des préfets « coordinateurs » à l'échelon régional, pour en faire, suivant les propres termes du chef de l'Etat, des « chefs ».

6° Introduire à tous les échelons de la vie locale *les intérêts privés* auxquels seront ouvertes, après celles de l'Etat, les caisses des collectivités locales sous le couvert d'opérations de décentralisation industrielle ou d'exécution du Plan.

Tel est le contexte général d'anéantissement des libertés locales dans lequel s'inscrit le district de la région de Paris, dont nous analyserons maintenant les différents aspects.

LA PLUS FORTE CONCENTRATION OUVRIERE DE FRANCE

La région parisienne occupe une place prépondérante dans la nation ; peuplée par plus de 8.000.000 d'habitants, soit près du cinquième de la population totale, elle centralise le quart de l'activité du pays.

Elle renferme la plus importante concentration de salariés de France : près de 65 % de sa population active est composée de salariés, dont 38 % d'ouvriers. Dans la Seine-banlieue, 46,5 % de la population active est composée d'ouvriers.

(1) « Départements et Communes », mai 1959.

Cette population laborieuse est victime du développement anarchique du capitalisme qui a rejeté les travailleurs vers les banlieues sans équipement ou les entasse dans les taudis de la capitale : îlots insalubres, immeubles surpeuplés, lotissements non aménagés, équipements collectifs, sociaux, sportifs, etc., insuffisants ou même inexistants, transports défectueux et longs, etc.

Ce « scandale » (*dixit* Debré) dont se prévaut aujourd'hui le pouvoir pour justifier la création du district ne résulte pas de la carence des municipalités ouvrières (les immenses réalisations [1] des municipalités communistes de banlieue l'attestent), mais de celle de la bourgeoisie et de son pouvoir central.

La place éminente qu'occupe la région parisienne dans le domaine économique se reflète également dans le rôle joué par le peuple de Paris dans toutes les grandes révolutions populaires qu'a connues notre pays.

En attirant pour ses besoins le prolétariat vers Paris, la bourgeoisie française a creusé sa propre tombe ; aussi, tous ses efforts ont-ils consisté à réduire les libertés dans la région parisienne et, en particulier, les libertés municipales.

Cet effort a porté d'abord sur Paris et a suivi l'extension de l'agglomération hors des murs de la capitale. De l'absorption par Paris, sous le Second Empire, des communes suburbaines à la répression de la Commune en 1871 ; du régime « spécial » de la capitale institué par Thiers au « Gross Paris » de l'occupant allemand et au district, nous pouvons suivre le fil directeur de la pensée de la bourgeoisie : dessaisir les populations ouvrières du droit de s'administrer, les soumettre à la férule du pouvoir central.

DE HAUSSMANN A DEBRE

Quatre périodes illustrent cette tradition : 1850, 1871, 1941, 1959. Ces dates nous permettent de mieux démonter le mécanisme de l'opération-district, car les « technocrates » du pouvoir personnel n'ont pas fait preuve d'une imagination débordante dans l'élaboration de leurs projets de démantèlement des libertés municipales. Ils se sont bornés à reprendre, en les actualisant, les mesures qu'avaient prises ou tenté de prendre leurs prédécesseurs.

● 1850 : C'est l'Empire autoritaire ; c'est aussi l'essor du capitalisme industriel et bancaire ; 1852-1857, regroupement des compagnies de chemin de fer ; 1860, Société Générale ; 1863, Crédit Lyonnais ; 1867,

(1) Dans le domaine du logement, par exemple, suivant le *B.M.O. de la Ville de Paris* du 23 décembre 1961, 33.000 H.L.M. ont été construites par les communes de banlieue, contre 15.000 à Paris ; sur les 33.000 logements, 21.000 ont été construits par les municipalités communistes, 7.000 par les municipalités socialistes et... 1.600 par les municipalités U.N.R.

loi sur les sociétés anonymes ; les grands magasins se bâtissent sur les boulevards; Paris se transforme sous l'effet de la révolution industrielle ; les vieilles rues sont éventrées ; l'histoire dira comment ces grands travaux favorisèrent une spéculation des plus fantastiques et des plus immorales qu'ait connues notre pays ; un homme a attaché son nom et sa fortune à ces travaux : le baron-préfet Haussmann ; la spéculation qu'il favorisa fit définir sa gestion sous la formule évocatrice des « Comptes fantastiques d'Haussmann » par référence à la célèbre opérette d'Offenbach « Les Contes d'Hoffmann ».

Paris absorbe alors 12 communes [1] qui sont transformées en arrondissements ; les conceptions administratives du préfet Haussmann sont basées sur l'idée que « *l'organisation municipale de Paris ne pouvait être établie sur l'élection comme celle des autres communes de l'Empire* » ; Haussmann obtint également d'échapper au contrôle des ministres pour ne relever que du seul empereur ; il siégeait au Conseil d'Etat et avait accès au Conseil des ministres pour les affaires de Paris ; les immenses pouvoirs qu'il détenait le firent surnommer « Osman Pacha » ; l'avènement de l'Empire « libéral » en 1870, les violentes critiques qu'avait suscitées sa gestion obligèrent néanmoins Napoléon III à le relever de ses fonctions.

● 1871 : Un autre nom s'inscrit au générique, celui de Thiers ; le 14 avril 1871, celui-ci fait voter par une Chambre, dont les préoccupations essentielles étaient l'écrasement de la Commune et le rétablissement de la Monarchie, une loi destinée à servir de carcan au peuple de Paris : deux préfets omnipotents, un conseil municipal sans grands pouvoirs et sans maire, des maires d'arrondissement nommés : tel est le statut de Paris que la bourgeoisie conserva, à travers tous les régimes, jusqu'à nos jours.

● 1941 : L'occupant réunit en une même entité Paris et les communes de banlieue : c'est le « Gross Paris » ; Vichy, dans un projet de réforme administrative, prévoit la constitution de 20 « provinces » et un « gouvernement », celui de Paris, qui devait engloutir les communes suburbaines des départements voisins et aurait eu à sa tête un Conseil sans pouvoirs de 90 membres.

Par ailleurs, divers autres textes vichyssois prévoyaient la nomination des maires par le pouvoir central pour les communes de plus de 2.000 habitants ; la procédure de fusion de communes était accélérée ; des « associations de communes » — préfiguration des districts — étaient instituées par une loi de 1942.

Ces projets de réformes méritent qu'on s'y arrête quelque peu, car ils ont inspiré presque textuellement les « réformateurs » du néo-vichysme gaulliste ; les *Mémoires* du général de Gaulle montrent d'ailleurs l'unité de pensée qui a toujours existé — dès l'origine — entre Vichy et le pouvoir personnel.

> « ...Rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité avant de fournir des profits aux intérêts

(1) Passy, Auteuil, Courcelles, Batignolles-Monceau, Montmartre, La Chapelle, La Villette, Belleville, Charonne, Bercy, Vaugirard, Grenelles.

> particuliers et, du même coup, rehausser les conditions des classes laborieuses, c'est ce que souhaitait le sentiment général »,

écrit-il, évoquant l'atmosphère de la Libération, et il ajoute ces lignes où se mêlent l'admiration, la compréhension et le regret :

> « Le régime de Vichy avait essayé d'y répondre. Si, dans le domaine financier et économique, ses technocrates s'étaient conduits, malgré les traverses, avec une incontestable habileté ; d'autre part, les doctrines sociales de la « révolution nationale » : organisation corporative du travail, privilège de la famille, comportaient des idées *qui n'étaient pas sans attrait* (1). Mais le fait que cette entreprise se confondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une tout autre mystique (2). »

Ainsi, suivant le chef de l'Etat, Vichy aurait tenté de mettre l'économie au service de la collectivité ! Aussi n'est-il pas étonnant, après ce satisfecit donné à l' « ordre » vichyssois et pensant que les leçons de l'occupation sont aujourd'hui oubliées, que le gaullisme songe à utiliser à nouveau ces mêmes technocrates, incontestablement « habiles », pour qu'ils reprennent la tâche malencontreusement interrompue un certain mois d'août 1944.

LE DISTRICT MORT-NE DE 1959

Disposant des pleins pouvoirs jusqu'en février 1959, le gouvernement prenait, le 4 février 1959, une ordonnance relative à la réorganisation de la région de Paris qui fut suivie, quelque temps après, par divers décrets d'application.

Bien qu'il appartienne aujourd'hui au passé, ce texte mérite un bref rappel, car il reflète les intentions profondes du gouvernement que celui-ci, dans l'euphorie des lendemains de referendum, n'avait pas cru devoir dissimuler comme il tente de le faire aujourd'hui.

Cette ordonnance contenait deux séries de dispositions :

● une première série relative à l'*organisation du district* proprement dit qui englobait les départements de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise, la ville de Paris, les communes de la Seine, de la Seine-et-Oise (moins les communes de 5 cantons), les communes de 9 cantons de Seine-et-

(1) Souligné par nous (M.B.).
(2) *Mémoires*, T. III, pp. 94 et 95.

Marne et celles de 5 cantons de l'Oise; le district pouvait prendre en charge les services des communes, des départements ou de divers établissements publics, ordonner ou exécuter les travaux d'aménagement et gérer leurs services ; en cas de refus d'une collectivité d'accepter d'être ainsi dépouillée de ses attributions, un décret suffisait pour venir à bout de la récalcitrante; le district pouvait voter des centimes qui se superposaient à ceux des départements et communes ; les membres de son Conseil, qui comprenait aussi des membres de droit, étaient élus au second degré soit par les assemblées départementales ou le Conseil municipal de Paris, soit par un collège de conseillers municipaux; en fait, ce Conseil n'avait d'autre pouvoir que d'entériner les projets gouvernementaux et de voter les impôts correspondants; l'ensemble des pouvoirs appartenait au préfet de la Seine, maître de l'exécutif du District, de l'instruction des affaires, de la date des sessions, de l'exécution de ses délibérations (dont il pouvait d'ailleurs demander une seconde lecture) ;

● la seconde catégorie de dispositions consistait en un article fort bref, l'article 5, donnant au gouvernement la possibilité de légiférer par décret jusqu'en 1964 pour « *réorganiser* » *la région parisienne* ; une commission spéciale fut créée par le décret du 7 mars 1959, la commission Maspétiol, du nom du conseiller d'Etat qui la présidait, composée exclusivement de hauts fonctionnaires ou de représentants d'intérêts privés et d'où les élus étaient soigneusement exclus.

Dès le départ, ces textes se heurtèrent à la protestation vigoureuse des élus : l'Association des maires de France, les Unions des maires — ceux de la Seine notamment — dénoncèrent, avec plus ou moins de force, ces textes ; l'Association nationale des élus républicains municipaux et cantonaux organisa une grande campagne contre cette ordonnance qui fut modifiée profondément par le Sénat en juin 1960.

Le résultat de ces protestations fut le refus du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine de désigner leurs délégués au sein du Conseil, car ce texte autoritaire contenait une « lacune » à laquelle les technocrates gouvernementaux n'avaient pas songé; aucune disposition ne permettait au gouvernement de désigner d'office les membres du Conseil en cas de refus de désignation par leurs électeurs !

Pendant un an, le gouvernement essaya de contourner ou de briser l'obstacle ; il n'y parvint pas. Son embarras et ses hésitations se reflètent d'ailleurs dans divers dépôts effectués sur le bureau du Parlement à partir de juillet 1960. Ignorant délibérément le texte — fort timide d'ailleurs — voté par le Sénat en juin 1960, il déposa, le 11 juillet, un projet de loi (n° 757) modifiant l'ordonnance du 4 février, insistant sur l'objet économique et technique du district et substituant aux centimes, qui constituaient les ressources de cet organisme, un impôt spécial ou « superpatente », applicable aux activités industrielles et aux commerces de gros ; par ailleurs, ce projet abrogeait l'article 5 de l'ordonnance ; l'institution de cette superpatente souleva notamment les protestations des milieux industriels ; le 4 octobre, une « lettre rectificative » (n° 869) était déposée, donnant pratiquement au préfet de la Seine le droit de fixer l'ordre du jour du Conseil de District.

Cependant, le 26 novembre, le gouvernement retirait ces textes et déposait un nouveau projet (n° 989) abrogeant et remplaçant l'ordonnance du 4 février ; sur trois points, ce texte contenait des dispositions nouvelles : le Conseil — appelé Conseil d'administration — était entièrement nommé ; le district devenait l'organisme répartiteur des subventions aux collectivités; dans le cadre du plan d'aménagement, il pouvait prendre en charge, par décret, les travaux régionaux; enfin, une taxe spéciale d'équipement basée sur les centimes ainsi qu'une taxe par mètre cube d'eau représentaient les ressources propres de l'organisme.

Ce projet remanié fut finalement voté — après de multiples péripéties — à une faible majorité par le Parlement (au Sénat par 95 voix contre 61, à l'Assemblée nationale par 365 voix contre 112), apportant ainsi la démonstration de l'hostilité du pays envers cette institution ; le 2 août 1961, la loi était promulguée. Le 31 octobre, paraissaient deux décrets d'application (n°° 61-1187 et 61-1190) relatifs aux attributions du Conseil et aux pouvoirs du délégué général du district, M. Delouvrier, nommé à ce poste entre temps.

UN INSTRUMENT DE DESTRUCTION DES LIBERTES LOCALES

Le district absorbe dans un même établissement public les départements et communes de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Son objet est triple : étude des problèmes ressortissant à l'aménagement de la région parisienne ou à l'organisation de certains services publics ; répartition des subventions aux collectivités et établissements publics pour les travaux décidés par le gouvernement ou prise en charge directe de ces travaux; conclusion de conventions avec les collectivités ou établissements publics; en cas de refus de leur part, dessaisissement des collectivités par décret.

La lecture de l'exposé des motifs du projet de loi permet de mesurer l'ampleur de ce dessaisissement : « grands ensembles », rénovation urbaine, espaces verts, boulevards périphériques, travaux routiers à l'extérieur de Paris, transports en commun, alimentation en eau, lutte contre les inondations, assainissement et nettoiement, bâtiments publics, abattoirs et marchés, établissements d'enseignement, équipement sportif, beaux-arts, hôpitaux et hospices, équipement social, etc.; en fait, le Conseil de district lui-même ne sera que consulté sur ces travaux puisque les décisions préparées au sein d'un comité gouvernemental (le comité 2 bis) seront prises par le gouvernement.

Les décrets d'application qui aggravent d'ailleurs le texte de la loi,

organisent les attributions du Conseil d'administration et du Délégué général du district [1].

Le Conseil d'administration règle les affaires de la compétence du district; sa composition, ses attributions et son mode de fonctionnement en font une véritable « assemblée-croupion », toute puissante à l'égard des communes mais instrument docile du Délégué général.

Le Conseil comprend, en effet, vingt-huit membres, moitié élus, moitié nommés; les membres élus le sont par les maires des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, par les conseils généraux de ces départements et le Conseil municipal de Paris; le Conseil dans sa partie élue, est donc élu au deuxième et au troisième degré; la loi contient en outre une disposition permettant de contourner l'obstacle qui fit chuter le district (modèle 1959); si les assemblées refusent de désigner leurs délégués, il y est pourvu, dans les trois mois, par le gouvernement.

Le résultat des « élections » et nominations opérées en novembre aboutit à composer ainsi cet organisme : sur vingt-huit membres, ce Conseil compte vingt-deux élus réactionnaires — dont dix U.N.R. — son bureau présidé par un U.N.R. comprend, en outre, deux U.N.R. et un M.R.P.; sur quatorze membres du Conseil désignés par le gouvernement il y a huit U.N.R. et cinq élus de droite ou ultras. C'est donc à cette assemblée archi-réactionnaire et qui ne représente absolument pas les populations de la région parisienne que reviendra le soin de répartir les subventions entre les collectivités, de les dessaisir et d'exécuter les ordres du gouvernement !

Le district dessaisit donc les assemblées élues, éloigne l'administration des administrés, concrétise le principe de l'élection des conseils locaux au second et même au troisième degré ou de leur nomination par le pouvoir central.

On sait, en effet, que parmi les conditions de la décentralisation administrative figure notamment la reconnaissance par l'Etat de l'existence d'intérêts locaux dont la gestion s'exerce au sein de collectivités forgées par l'histoire (communes et départements); cette gestion étant assurée par des Conseils élus au suffrage universel, direct, égal et secret.

Or, l'assiette géographique du district est essentiellement artificielle;

---

(1) Un décret non encore paru, mais soumis pour avis au Conseil général de la Seine qui l'a repoussé par 108 voix contre 24, montre le mécanisme de dessaisissement des collectivités dans le domaine de l'acquisition de terrains, des réserves foncières, de l'équipement, de l'aménagement de zones d'habitation et de zones industrielles, de ZUP, d'espaces libres... Cet établissement se porte acquéreur de terrains dans les secteurs désignés par le délégué du district dont il peut être le concessionnaire ; les opérations qu'il effectuera, pour son propre compte, seront financées par la F.N.A.T. ; elles seront immédiatement financées tandis que celles qu'il pourra effectuer pour les collectivités locales devront suivre la filière « normale », c'est-à-dire longue ; son Conseil d'administration comprend 10 élus désignés par leurs pairs au suffrage indirect et 10 membres désignés par l'administration ; mais son président, nommé par le délégué du district, dispose de la voix prépondérante ; ce Conseil d'administration peut déléguer ses fonctions au président, exerçant les fonctions de directeur général ; le contrôle de l'activité de cet établissement est effectué par... le délégué du district. « *On veut créer en quelque sorte* — indiquait le rapporteur du conseil général, notre camarade Levol — *une troisième administration, celle-ci à caractère dictatorial, a laquelle on acorderait des moyens financiers qui sont systématiquement refusés aux administrateurs traditionnels.* »

Le récent décret Sudreau retirant aux offices d'H.L.M. le droit de désigner les locataires des logements construits par ces offices s'inscrit dans cette même perspective de dessaisissement des collectivités.

ses limites ont été pratiquement fixées par le gouvernement; les collectivités y sont « associées » par la contrainte; la centralisation qu'il réalise aboutit à éloigner l'administration des administrés, puisque les décisions fondamentales pour les collectivités de la région parisienne seront prises à Paris ou dans une quelconque cité administrative du type « Rocher Noir », par un Conseil siégeant à huis-clos et dont la moitié des membres n'a aucun compte à rendre aux électeurs; son mode de désignation en fait un instrument d'aggravation du scrutin majoritaire à deux tours; enfin, les pouvoirs du Délégué général, que nous allons examiner maintenant, montrent que ce dessaisissement est effectué au profit exclusif du pouvoir central.

UN INSTRUMENT DE CENTRALISATION

Le Délégué général dispose, vis-à-vis du Conseil, de pouvoirs extrêmement larges : il assure l'instruction des affaires; les membres des « sections d'études » (appelées obligatoirement à donner leur avis sur les projets du gouvernement) sont choisis par le Conseil d'administration mais sur une liste [1] proposée par le Délégué; le Conseil ne peut délibérer hors de sa présence et ses délibérations sont secrètes. En outre, le délégué fixe l'ordre du jour de ce conseil, la date de ses séances, il assure l'exécution des délibérations sur lesquelles il dispose d'un droit de deuxième lecture; le Délégué représente le district en justice, délivre les titres de recettes et ordonnance les dépenses, signe les conventions et accords, recrute et gère le personnel.

Omnipotent comme l'était Haussmann, le délégué devient également ce ministre de Paris dont rêvait le Préfet de Napoléon; il propose au gouvernement et coordonne la politique d'aménagement et d'équipement de la région parisienne; il exerce ce rôle au sein du comité interministériel permanent où sont prises les décisions dont il prépare les délibérations ; il sollicite, s'il y a lieu, l'avis du Conseil d'administration, suit la mise en œuvre des décisions du gouvernement auprès de chaque ministre dont il peut recevoir délégation; il siège au Conseil de direction du Fond de développement économique et social aux délibérations duquel il participe pour toutes les affaires intéressant la région; enfin le délégué dirige les études générales concernant l'aménagement et l'équipement de la région parisienne, procède aux révisions ou modifications du plan, etc...

L'organisation du district réalise donc une très importante concentration des pouvoirs au profit du délégué du gouvernement.

(1) Lors de la discussion du règlement du Conseil, notre camarade Raymond Barbet avait proposé que les membres de ces sections soient exclusivement choisis parmi les maires des communes ou les conseillers généraux des départements intéressés par les projets soumis à la section ; cette suggestion aurait permis aux collectivités de faire entendre leur voix, elle fut rejetée. Ce système de désignation rappelle le système des « listes de confiance » du Ier Empire, inspiré de la théorie réactionnaire de Sieyes : « *La confiance vient d'en bas, mais le pouvoir vient d'en haut.* »

La nouvelle répartition des pouvoirs qui s'opère autour du délégué général s'effectue suivant un triple mouvement; en qualité de « dictateur » du district, le délégué reçoit les très importantes attributions que cet organisme retire aux collectivités locales; il ne fait, en effet, aucun doute que les puissants moyens d'action que détient ce personnage sur le Conseil en feront une assemblée sans pouvoirs comme il en existe tant dans la Ve République; en qualité de représentant du pouvoir central, le Délégué, qui siège au Comité interministériel, bénéficie d'un pouvoir de coordination et pratiquement de décision sur les services ministériels agissant dans le ressort du district ainsi que sur les services préfectoraux; ce rôle voit son aboutissement dans les délégations qu'il peut recevoir de ces ministres; il s'agit donc à la fois d'une opération de déconcentration entraînant dévolution des pouvoirs de certains ministres à une autorité régionale, en même temps qu'une opération de concentration des pouvoirs appartenant aux Préfets, au profit de cette même autorité régionale.

Cependant, si vis-à-vis des collectivités, du conseil de district, des ministres et préfets, le Délégué semble tout puissant, il n'est, en fait, que l'instrument de la politique du Premier ministre dont il dépend, lequel on le sait dépend de l'Elysée; l'opération s'analyse donc comme une concentration des pouvoirs entre les mains d'un haut fonctionnaire, lui-même étroitement soumis à Matignon et à l'Elysée.

UN INSTRUMENT DE DESTRUCTION DE L'AUTONOMIE FINANCIERE DES COLLECTIVITES

Une part importante des ressources districales est apportée par une taxe d'équipement qui se présente sous la forme d'un impôt de répartition reposant sur les quatre vieilles impositions communales (foncier bâti, non bâti, mobilière et patente); la substitution de cette taxe à la « superpatente », qui devait frapper surtout les industriels, montre bien que ce sont les petites gens qui vont faire les frais des grands travaux; cette taxe — malgré certaines précautions [1] — aggravera donc les déséquilibres existant entre les contribuables des communes de la région parisienne, et réduira d'autant leurs possibilités contributives, notamment à l'égard des impôts proprement communaux.

Destinée à couvrir, en partie, les frais du programme d'équipement, cette taxe représente pour 1962, 17 milliards (AF) d'impôts nouveaux, acceptés le 12 janvier 1962 par la majorité U.N.R.-Ultras et M.R.P. du Conseil du district.

(1) Trois zones d'application de cette taxe ont été déterminées : zone d'application pleine comprenant les communes de l'agglomération parisienne ; zone d'abattement à 30 % dans les communes de plus de 10.000 habitants ; zone d'abattement à 75 % pour les autres communes.

Le Conseil de district est d'ailleurs enfermé dans les limites d'une « fourchette » imposée par l'article 7 (al. 1°) de la loi du 2 août qui lui impose un chiffre minimum (17 milliards AF à partir de 1962) et un chiffre maximum fixé chaque année par la loi des finances.

En outre, les collectivités sont amenées à participer au financement d'une partie de ces travaux sur leur propre budget [1].

Une autre caractéristique dominante tient dans le fait qu'une part très importante des dépenses est du strict ressort du budget de l'Etat ; comme l'avouait le rapporteur (U.N.R.) de la Commission de la Législation de l'Assemblée nationale

> « Le tableau de la page 8 de mon rapport aboutit au chiffre fantastique de 5.500 millions de NF faisant apparaître des travaux qui jamais, en aucun cas, n'ont été à la charge des collectivités locales [2]. »

Si l'on rappelle que le Conseil de district est aussi l'instrument de répartition des subventions d'Etat, entre les collectivités de la région, on peut, dès lors, s'imaginer dans quel esprit un Conseil constitué des éléments les plus réactionnaires de France, opérera cette répartition !

Ainsi, sur le plan de l'autonomie financière, corrolaire de l'autonomie administrative, le district de la région de Paris présente des particularités d'une extrême gravité : il institue d'abord une « régionalisation » de l'impôt puisqu'il met à la charge des contribuables d'une région, déjà sous-équipée par la carence de la bourgeoisie, des dépenses qui sont du ressort du budget de l'Etat; ce redoutable précédent pourra être invoqué lorsqu'il s'agira d'autres régions sous-développées de province; ensuite, à l'heure où certaine commission dite de « réforme municipale » bavarde sur une meilleure répartition des charges entre l'Etat et les collectivités, il opère une mutation massive de charges étatiques sur les collectivités décentralisées ; enfin, il permet à un organisme n'émanant pas du suffrage universel — contrairement aux principes fondamentaux de notre droit public — de

(1) Suivant le projet de loi (page 6), les dépenses (en millions de NF) se répartiraient ainsi :

DESIGNATION	1960-1961 Accroissement	1960	1961	1962
Dépenses exécutées par l'Etat, subventions budgétaires, charges supportées par les organismes de Sécurité sociale et les commissions hospitalières	+ 340	420	550	760
Emprunts à contracter par les collectivités, établissements et sociétés d'économie mixte	+ 330	470	625	800
Transfert de dépenses aux budgets ordinaires des collectivités	+ 40		40	40
Ressources nouvelles à créer	+ 220		110	220

Ces chiffres doivent être appréciées en fonction de texte définitif de la loi qui a réduit le montant des ressources nouvelles à créer, notamment par la suppression de la taxe sur les fournitures d'eau.

(2) *J.O., D.P., A.N.*, 15 décembre 1960, page 4.658.

voter l'impôt; ajoutons que son fonctionnement va occasionner de nouvelles charges au profit d'une administration nouvelle recrutée par les soins de l'U.N.R.; n'est-il pas vrai que le gouvernement réclamait déjà en décembre 1961 un crédit de 166 millions AF. pour l'administration, pourtant encore embryonnaire du district !

UN INSTRUMENT DES GRANDS MONOPOLES

La centralisation opérée par le district au profit d'un pouvoir central qui est l'expression des monopoles a pour but d'en faire également un instrument de ces monopoles.

Derrière les déclarations ronflantes des technocrates ou politiciens gouvernementaux, il y a cette volonté de concentration monopolistique dont l'objet est la conquête de marchés soumis actuellement au contrôle de collectivités élues et dont le district réalise à la fois l'uniformisation et le dessaisissement.

Désormais, les grands travaux (construction, aménagement de cités satellites, constructions scolaires, sportives, routes, etc...) pourront faire l'objet de conventions globales auxquelles pourront seules répondre les entreprises les plus puissantes; lorsqu'on connaît les préférences du régime pour les sociétés d'économie mixtes d'équipement ou de construction [1] qui permettent au capital privé, associé aux capitaux publics, de réaliser de fructueuses opérations hors du contrôle des élus, on ne peut qu'imaginer à qui seront confiés ces travaux; on peut aussi imaginer facilement à qui seront concédés les grands services publics que le district sera appelé à gérer; en effet les contrats seront signés, ratifiés et leur exécution contrôlée non plus par des conseils élus, mais feront l'objet de tractations entre la haute administration du district et les monopoles bancaires, dans le secret des délibérations d'un conseil lointain et docile.

N'est-il pas vrai que le trust Saint-Gobain s'intéresse particulièrement aux constructions scolaires; faut-il rappeler les complaisances du pouvoir à l'égard des scandales de la construction (immobilière Lambert, C.N.L., etc...) celui, par exemple, de l'installation à Bièvre (Seine-et-Oise) de bancs d'essais de la société Citroën contrairement aux « plans » de décentralisation industrielle et avec la complaisance du maire de Vélizy, Wagner, membre du Conseil de district !

L'ordre de priorité des travaux, leur définition montrent bien qu'il ne s'agira pas de « rééquilibrer » la région parisienne, mais d'accélérer le processus de centralisation et, par là, le déséquilibre entre zones urbaines et rurales du district; de créer d'immenses cités-dortoirs satellites isolées de tout permettant ainsi de vider la capitale de travailleurs.

L'intention du pouvoir de subordonner l'administration du district

(1) Par exemple, la Société d'économie mixte de Seine-et-Oise dirigée par M. Ceccaldi, membre du Conseil de district.

à ces intérêts ressort de la nomination de Delouvrier, ainsi défini par Henri Claude dans son ouvrage *Gaullisme et grand capital :*

> « A côté des représentants personnels de l'oligarchie financière qui trouve-t-on dans le gouvernement de Gaulle-Debré ? :
>
> — soit des fonctionnaires liés au capital financier,
>
> — soit des représentants de la bourgeoisie moyenne qui servent de caution mais qui font tous la politique du grand capital... Il en est de même de Delouvrier qui occupe un autre poste clé celui de délégué-général en Algérie... Or, Delouvrier a fait l'essentiel de sa carrière sous la direction de G. Monnet (du groupe Lazard), puis de R. Mayer (du groupe Rothschild). Cet Inspecteur des finances a fait successivement partie des cabinets ministériels d'Aimé Lepercq, de Pleven et de R. Mayer. »

Promoteur du Plan de Constantine en Algérie qui fut, avant son échec, une manne pour les grands monopoles, M. Delouvrier a déjà fait ses preuves. Il n'a jamais dissimulé son admiration pour Haussmann et son désir d'en être le digne continuateur; c'est ainsi qu'il déclarait en janvier 1962 à la *Revue Militaire d'Information :*

> « Je voudrais commencer par une anecdote : en septembre, chez moi, j'ai découvert au fond d'une armoire, un livre dont j'ignorais l'existence : *les Mémoires du baron Haussmann.* Heureuse trouvaille : j'allais savoir comment et pourquoi Haussmann avait réussi. A la deuxième page du premier des trois tomes, j'avais compris l'essentiel; Haussmann est resté dix-sept ans Préfet de la Seine et l'Empereur qui l'avait choisi et qui l'a toujours soutenu contre la foule des détracteurs est resté, lui aussi, dix-sept ans au pouvoir. »

Sans doute M. Delouvrier affirme ne pas vouloir en tirer « *de conclusion personnelle* », mais l'orientation future de la politique du Délégué général est nette; la filiation est incontestable et d'ailleurs incontestée; pour M. Delouvrier, l'exemple à suivre est le règne du banquier spéculateur Haussmann; qu'il prenne garde cependant à cet « impondérable » qui a permis au baron Haussmann d'écrire ses mémoires, c'est-à-dire la disgrâce et qu'il tente de se rappeler que tous les régimes de pouvoir personnel n'ont pas duré dix-sept ans, pour le plus grand bien d'ailleurs des Français.

Par ailleurs, dans une « interview » donnée au *Monde*, le 4 novembre 1961, le délégué général a précisé la doctrine des monopoles et du gou-

vernement; après avoir réaffirmé son appartenance à l'école « haussmanienne », et développé dans une envolée « lyrique » le plan de Paris (tel que le conçoivent les monopoles) de 1975 et de l'an 2.000, il avoue le caractère démagogique des promesses gouvernementales en montrant à quoi correspond, dans l'immédiat, le district sur les plans social et financier :

> « Les 17 milliards (d'impôts nouveaux N.D.L.R.) serviront d'abord à combler les insuffisances de financement pour les travaux déjà prévus », et il ajoute : « Il faut être optimiste pour l'avenir, il faut parfois des objectifs plus ambitieux que ceux qu'on peut atteindre. »

On ne saurait mieux, en effet, souligner le rôle de « bouche trou » que vont jouer ces 17 milliards d'impôts qui serviront à couvrir des dépenses normalement à la charge de l'Etat en même temps que d'avouer que les promesses sociales ne sont que fumées de propagande !

Quant à la composition du Conseil de district, il est aussi symptomatique de cette colonisation des monopoles puisque la plupart de ses membres (U.N.R. ou indépendants) sont plus ou moins étroitement liés à tels ou tels « lobbies »...

Le district de la région de Paris permet donc dans l'ordre économique la mainmise des monopoles sur l'aménagement de la région parisienne en même temps qu'il leur ouvre les caisses des collectivités locales.

LA REGION PARISIENNE BOULEVERSEE

Mais, le dictrict n'est qu'une étape; l'autre étape est celle que prévoyait l'article 5 de l'Ordonnance de février 1959 : la « réorganisation » de la région parisienne; en septembre 1961, la Commission Maspétiol déposait ses conclusions que des « indiscrétions » de presse, savantes et calculées, rendaient publiques.

Les grandes lignes de ce projet sont connues : absorption par la Seine des communes suburbaines de Seine-et-Oise; démembrement de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne qui céderaient leur partie nord à un nouveau « département-couloir », la Marne-et-Oise, lequel absorberait également certains cantons de l'Oise; cession par la Seine-et-Oise à la Seine-et-Marne du canton industriel de Corbeil.

Cette refonte des limites départementales répond à un objectif bien précis qui tient compte notamment de l'expérience du district de Tours dont le fonctionnement fut stoppé par la résistance des collectivités incluses, malgré elles, dans son sein; il s'agit de détruire les collectivités vivantes qui existent actuellement et qui sont un obstacle à la technocratie districale, pour les remplacer par des collectivités artificielles; il s'agit d'« extraire » la classe ouvrière du département de Seine-et-Oise, soit en

la « noyant » dans des départements ruraux soit en l'intégrant dans la Seine.

La formidable concentration ouvrière ainsi enfermée dans ce département serait alors soumise au régime « *d'administration préfectorale* » et privée de ses droits politiques; un nombre variable de communes de la Seine (et peut-être de Seine-et-Oise) seraient en effet transformées en arrondissements de Paris; elles seraient disloquées en entités de 100.000 habitants et perdraient la qualité de personne morale; elles n'auraient plus de patrimoine, ni par conséquent de budget; leurs maires — même élus au scrutin majoritaire pour les besoins de la démagogie gaulliste — ne seraient que des fonctionnaires révocables à merci par un quelconque Papon; ils formeraient le Conseil de Paris (voir le projet de Vichy); si la « réforme » englobait l'ensemble des communes suburbaines de Seine et Seine-et-Oise, outre le Conseil municipal de Paris, le Conseil général de la Seine disparaîtrait également.

Les travailleurs ainsi enfermés dans ce « ghetto » perdraient donc tous droits politiques; les pouvoirs des Préfets auxquels seraient adjoints des « *préfets de banlieue* » seraient accrus.

Ce projet est donc le complément du district, car la tactique du gouvernement n'est pas d'opérer en bloc, mais par tranche comme nous l'indiquions plus haut; c'est d'ailleurs ce que déclarait Debré devant l'Assemblée nationale :

> « ... sans doute — je ne l'ai pas caché — faudra-t-il un jour aller au-delà (du district N.D. L.R.). Chacun sait que la répartition des attributions entre le conseil municipal de Paris, conseil général de la Seine, conseils généraux et conseils municipaux des départements suburbains, qu'il s'agisse de la police, de l'assistance et des grands travaux est inadaptée... *Des projets existent dans ce sens, ils sont même dessinés*, qu'il s'agisse de la réforme du système municipal de la ville de Paris, de la réforme du département de la Seine, de l'extension du département de la Seine à certaines communes de Seine-et-Oise ou de la transformation profonde des départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne... J'entends déjà les objections qui m'auraient été présentées si, pour organiser un grand programme de travaux et d'amélioration de l'urbanisme dans la région parisienne, j'étais venu d'emblée vous proposer le changement du régime municipal de la ville de Paris, la modification des circonscriptions du département de la Seine et la transformation profonde de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne [1]. »

L'aboutissement d'un projet aussi monstrueux établirait ainsi la pyramide des structures autoritaires de la région parisienne :

(1) *J.O., D.P., A.N.* n° 108 du 17 décembre 1960, pp. 4.703, 4.706.

— au sommet le Délégué général, instrument docile du pouvoir et des monopoles;

— sous sa férule un Conseil de district sans pouvoirs, composé d'une majorité d'élus réactionnaires et fascistes;

— sous ses ordres, étroitement hiérarchisés, préfets et sous-préfets de banlieue;

— enfin tout au bas de l'échelle, des collectivités artificielles dessaisies de leurs attributions essentielles, vidées de leur classe ouvrière, soumises dans la Seine à l'administration préfectorale directe.

Comme le déclarait notre camarade Jacques Duclos devant le Sénat, le 31 octobre 1961 :

> « Ce vers quoi nous allons c'est la liquidation des pouvoirs des élus du peuple et la substitution à l'administration par les élus d'une technocratie omnipotente, isolée des masses populaires, ignorante des besoins des populations et perméable aux tentatives de l'arbitraire, de la spéculation et de la corruption. »

BANC D'ESSAI DU « REGIONALISME »

● *En France :* Lors de sa session du 21 septembre 1961, l'assemblée des présidents de conseils généraux demandait, dans une notion « *s'il est exact que ce projet* (de réorganisation de la région parisienne N.D.L.R.) *puisse être considéré comme l'amorce de réforme plus vaste menaçant les autres départements et visant à supprimer ou regrouper des communes remettant ainsi en cause leurs droits et libertés garantis par la Constitution ?* »

Cette inquiétude n'est pas fortuite; elle a pour cause la politique constante poursuivie depuis 1958 par le pouvoir personnel qui tend à substituer des structures régionales aux structures départementales.

Déjà, dans son ouvrage paru avant 1958, *La mort de l'Etat républicain*, Michel Debré préconisait la constitution de 47 « grands départements »; devant les difficultés rencontrées, le gouvernement — comme dans tous les autres domaines — opère par étapes; il a d'abord adapté les cadres des administrations centrales de l'Etat aux Régions qu'il veut créer; ensuite, à partir de « plans régionaux », intégrés eux-mêmes dans le IVe plan, il s'efforce d'implanter un régionalisme « de superposition » qui viderait les départements de leur substance; l'étape ultérieure consistant dans la fusion des départements dont les structures nouvelles seraient alors calquées sur celles des régions, progressivement mises en place entre temps.

Dans le même temps, des expériences de déconcentration administratives sont en cours dans quatre départements qui confient aux préfets par délégation, les attributions appartenant dans ces départements aux ministres « techniques »; les préfets seraient ainsi dotés des attributions

des anciens gouverneurs des colonies ou des préfets des départements d'outre-mer [1].

Les vingt et une régions ainsi définies — qui s'adaptent d'ailleurs aux régions militaires — sont dotées des structures autoritaires suivantes : des « conférences interdépartementales » qui réunissent exclusivement, sous la présidence d'un « préfet coordinateur », de hauts fonctionnaires prennent les décisions intéressant la région; des « Comités régionaux d'action économique », émanation des intérêts privés, sont « consultés » et émettent des suggestions.

Deux circulaires du 18 décembre dernier précisent le rôle de ces conférences interdépartementales dans la préparation des plans régionaux et nationaux ainsi que des comités régionaux; nulle part, les assemblées élues ne sont même consultées; tout se passe en dehors d'elles.

Il en est de même à l'échelon départemental où ces circulaires instituent des « commissions départementales d'équipement » présidées par le préfet comprenant un ou plusieurs maires désignés par lui, le président du Conseil général, les chefs des services départementaux et le trésorier payeur général; ici aussi, le Conseil général est totalement ignoré en tant que corps constitué.

Ces textes qui ne touchent pas formellement aux structures départementales aboutissent en fait à écarter les assemblées élues de toutes décisions dans le secteur décisif de l'aménagement, tandis que l'autorité des agents de l'administration centrale subit — comme pour le district de Paris — une double évolution : concentration des pouvoirs en faveur du représentant du gouvernement à l'échelon régional; déconcentration des pouvoirs centraux en faveur des préfets à l'échelon départemental, ou des préfets « coordinateurs » à l'échelon régional.

Par ailleurs, ces Comités régionaux, animés comme le souligne *la Vie Française* du 14 juillet 1961, par des industriels, « *seront essentiellement des assemblées représentatives s'apparentant de fort près à des conseils économiques régionaux* » et ceci nous amène à évoquer une proposition de loi (n° 347) déposée le 5 novembre 1959 par les « indépendants » et appuyée par les Congrès des élus locaux, « *tendant à créer l'organisation régionale de la France* »; ces régions seraient administrées par un conseil régional qui ressemblerait comme un frère au Conseil d'administration du district de Paris; la proposition de loi institue en outre un « conseil économique » aux côtés de ce conseil régional.

Ce régionalisme — directement inspiré de Vichy — dessine donc le visage de ces nouvelles collectivités artificielles prévues par l'article 72 de la Constitution, dont le district de Paris est la préfiguration, et qui sont appelées à se superposer — en fait à se substituer — aux départements.

Ces conseils qu'il institue ne seront plus élus au suffrage universel direct; ils seront, au mieux, désignés au suffrage indirect et certainement pour partie sur une base corporative ou même nommés par le pouvoir ; très éloignés des populations ils seront étroitement soumis au pouvoir des préfets coordinateurs — sortes de vice-rois de l'ancien régime — lesquels

(1) Un premier train de mesures de déconcentration a paru au *J.O.* du 17 janvier.

auront sous leurs ordres les préfets, dont les attributions auront été considérablement concentrées.

Nous retrouvons donc dans ces institutions, les caractéristiques essentielles du district de la région de Paris, adaptées aux conditions particulières de la province; nous retrouvons ces mêmes opérations de déconcentration administrative combinées avec le dessaisissement des collectivités élues au suffrage universel au profit de conseils dépendant étroitement du gouvernement et des intérêts privés.

● *Banc d'essai du régionalisme « européen »* :

Banc d'essai du régionalisme administratif, le district de la région de Paris est aussi le banc d'essai du régionalisme politique « européen ».

De même la région est une arme destinée à détruire les collectivités administratives forgées par l'histoire, de même elle est sur le plan supranational, une arme destinée à détruire les collectivités nationales.

En « balkanisant » la France et les pays de la petite Europe, en ressuscitant l'Europe médiévale des régions, ses promoteurs espèrent ainsi faire disparaître l'esprit national au sein d'une Europe soumise à la dictature des grands monopoles.

Les buts de cette opération ont été clairement exprimés dans la très officielle *Revue militaire d'information* (n° 331, octobre 1961) paraissant sous le patronage du ministère des Armées qui publie un document émanant du Comité d'étude du « Parti du renouveau européen » où il est écrit :

> « Dans le futur Sénat fédéral européen, on verra siéger des Français, des Italiens et des Néerlandais, mais ces Français, ces Allemands, ces Italiens et ces Néerlandais, pas plus que les autres Européens auprès desquels ils siégeront, ne seront là en tant que représentants de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie. Ils seront au Sénat européen les représentants de la Bretagne ou de la Bourgogne, de la Bavière ou du Palatinat, de la Toscane ou de la Sicile. Dans les futurs Etats-Unis d'Europe, les Etats seront l'équivalent européen du Nebraska ou de l'Illinois, c'est-à-dire des régions. »

Cette orientation n'est pas le produit de la rêverie d'irresponsables, puisque le Conseil d'Europe a voté, en juillet 1961, à la suite d'une « *Conférence européenne des pouvoirs locaux* », un certain nombre de résolutions qui vont dans le même sens.

Au cours de ces débats, le « la » fut donné par un grand patron du Nord, Christian Motte fervent régionaliste; ces résolutions définissent les régions, comme des « *territoires moins vastes que les Etats et dans lesquels les hommes trouvent des intérêts communs, de diverses natures, géographique, historique et économique, des coutumes et parfois des dialectes...* » Ce rappel aux coutumes et dialectes n'a d'autre objet que de donner un regain d'activité aux autonomismes réactionnaires et rétrogrades et d'aboutir à l'éclatement des Nations; à partir de cette

définition, ces résolutions abordent alors le problème du découpage administratif de notre pays « *qui devra être revu... tel sera semble-t-il le cas en France pour les départements qui ou bien devront s'agrandir par fusion entre eux, ou bien devront accepter la création d'une entité régionale les coordonnant* » ; ce « charcutage » s'accompagne aussi d'opérations dites « *d'intégration des régions naturelles supra frontières* » qui consistent à fusionner certaines régions situées de part et d'autre d'une frontière; en clair il s'agit — toujours dans le même esprit — d'instituer des régions chevauchant les frontières et le rapprochement s'impose irrésistiblement avec les mesures prises entre 1940 et 1944 par les nazis lorsqu'ils réunirent en une même entité administrative l'Alsace et le Pays de Bade...

Les arguments invoqués suivant lesquels le régionalisme tendrait à compenser les déséquilibres existant entre régions développées et régions sous-développées, grâce à une planification « européenne » se superposant à une planification « nationale », ont été récemment démentis par leurs protagonistes eux-mêmes; c'est ainsi qu'au cours d'une conférence organisée sur les « *Economies régionales dans le cadre du Marché commun* », M. Marjolin, président de la commission du Marché commun, devait aborder assez franchement le sujet :

> « Globalement — indiquait-il — le problème régional communautaire reste essentiellement le même que les problèmes régionaux nationaux, mais ceux-ci se trouvent transposés à une échelle supérieure. Dans le Marché commun pris dans son ensemble, les écarts régionaux se trouvent donc accrus, le déséquilibre régional est plus élevé dans la communauté que dans chacun des pays pris isolément. »

Et M. Marjolin avoue que les effets du Marché commun ne tendront pas à réduire ces déséquilibres, mais iront « *dans le sens d'une plus grande concentration* » et « *qu'il n'est pas exclu en vérité que cet écart augmente dans certains cas* ».

Il n'y a à cela rien d'étonnant puisqu'en fait le développement inégal des nations comme des diverses régions qui les composent est inhérent au régime capitaliste; la politique des monopoles cosmopolites que sert le Pouvoir personnel tendant au profit maximum, conduit inéluctablement à des concentrations au sein de grandes unités plus rentables situées dans les régions les mieux placées pour leur approvisionnement et pour les débouchés; comme l'indiquaient déjà Marx et Engels en 1868 dans *le Manifeste du Parti communiste*, « *la bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes et des campagnes... la bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population* ». Cette caractéristique fondamentale du régime capitaliste ne peut donc que s'accentuer à l'ère des monopoles; ceux-ci s'efforceront donc de vider encore plus les zones rurales pour attirer ainsi une main-d'œuvre à bon marché vers quelques

axes stratégiques tels l'axe Rhône-Rhin, ou les villes satellites de la région parisienne; il aggravera le dépeuplement des campagnes que devront avoir quitté d'ici cinq ans 2.500.000 agriculteurs, suivant les propos du vice-président de la commission du Marché commun [1], et qui seront remplacés par des hobereaux français, nord-africains ou « européens », c'est-à-dire allemands [2].

Le district de la région de Paris, le régionalisme que le gouvernement s'efforce d'acclimater en France, le régionalisme européen forment un tout; il s'agit, après avoir détruit les collectivités locales nées de l'histoire de notre pays, de détruire les collectivités nationales afin de créer face aux puissants monopoles économiques qui dominent la petite Europe, une Europe néo-féodale, balkanisée, dénationalisée, soumise à une technocratie sans frein, instrument de ces monopoles.

LA LUTTE DES ELUS CONTRE LE DISTRICT ET LE ROLE DE L'U.N.R.

L'enjeu de la bataille que mènent les élus de la région parisienne est donc de taille; mais les leçons qu'il convient d'en tirer sont extrêmement positives.

Dans cette bataille, les élus communistes qui militent au sein de l'Association nationale des élus républicains municipaux et cantonaux ont joué un rôle de premier plan; leur effort s'est orienté vers deux directions :

— vers leurs collègues, élus des autres communes et départements,

— vers les populations qu'ils ont la charge d'administrer.

● *Le rôle des élus U.N.R. et Ultras :*

Cette lutte a mieux permis de définir le rôle que jouent l'U.N.R. et ses élus « inconditionnels » à la tête des municipalités qu'ils contrôlent et dont le rôle n'est pas d'administrer la commune, mais d'appuyer la politique gouvernementale de destruction des libertés; tels les guerriers hellènes du rusé Ulysse qui se dissimulèrent dans le cheval de Troie pour pénétrer dans la citadelle et la détruire, ces élus s'introduisent dans les districts, les comités d'expansion pour détruire les libertés municipales et départementales; cette tactique a d'ailleurs été définie par Frey devant le Congrès de l'U.N.R. à Strasbourg :

> « Nous avons trop peu de représentation dans les conseils municipaux et généraux, nous avons un moyen de tourner cette difficulté, c'est de s'ins-

(1) *Les Echos* du 22-3-61.
(2) *La Vie Française* du 20-10-61.

taller en masse dans les comités d'expansion économique qui seront dotés de moyens puissants. »

Ce programme — qui est d'ailleurs l'aveu de l'échec de l'« assaut » U.N.R. contre les municipalités communistes — a été notamment appliqué pour le district de la région de Paris où les créatures du pouvoir détiennent aujourd'hui les postes clés [1].

Par ailleurs, il convient de noter la conjonction qui existe entre U.N.R. et Ultras : l'exemple du district de la région de Paris montre l'étroite parenté qui existe entre ces deux variétés de réactionnaires : c'est le gouvernement qui a désigné certains élus ultras, soutiens affirmés de l'O.A.S., tels Griotteray, Frédéric Dupont; ce sont ces élus ultras qui ont porté à la présidence du district l'U.N.R. Jacquet; ce sont les élus U.N.R. qui ont porté deux ultras avoués, Mignot et Legaret, à la tête de deux présidences de commissions sur trois; ce sont enfin leurs votes confondus qui ont approuvé les 17 milliards (AF) d'impôts nouveaux imposés aux populations du district.

Les uns et les autres poursuivent la même politique : détruire les libertés municipales, bastion des libertés démocratiques; c'est, en effet, à l'Hôtel de Ville qu'en avril dernier se rassemblèrent les républicains contre les généraux factieux d'Alger; c'est devant les municipalités que le pouvoir personnel a subi ses premières défaites. Du plasticage des mairies au démantèlement « légal » des libertés locales il n'y a, en effet, qu'une différence de méthode !

● *La lutte des élus républicains :*

Aussi n'est-il pas étonnant que se réalise, sans cesse plus large, le rassemblement des élus républicains, dont un nombre de plus en plus important prend conscience de la gravité de l'enjeu et dont certains s'aperçoivent aujourd'hui quel traquenard représentent ces « réformes ».

A chaque étape de cette offensive, l'Association nationale des élus républicains, par des documents particuliers ou par sa revue *l'Information Municipale* a démontré le mécanisme de ces projets; elle a ainsi contribué à ouvrir les yeux à certains élus séduits au début par les sirènes gouvernementales, tel le conseiller d'Etat Hourticq, qui utilise les colonnes de *Départements et Communes*, revue de l'Association des maires de France, pour les besoins de la propagande gouvernementale; des réunions cantonales et intercantonales d'élus se sont tenues, essentiellement dans les départements de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, permettant de rassembler dans des discussions extrêmement fructueuses, des élus communistes, socialistes, radicaux, souvent même M.R.P.

En juin 1960, sur l'initiative d'élus de diverses tendances (MM. Mitterrand (U.D.S.R.), Socie (socialiste indépendant), Maroselli (radical),

---

(1) La présence de Michel Sans, nommé par le gouvernement, dans le Conseil de district et membre du cabinet de Debré, montre l'intérêt que porte l'U.N.R. à cette colonisation ; il faut aussi noter la présence de Pierre Ceccaldi, nommé aussi par le gouvernement au titre de la Seine-et-Oise, ancien chef de cabinet de Pflimlin, « européen » bon teint et dont le patron réclamait, en juillet dernier, la substitution d'assemblées corporatives aux assemblées élues au suffrage universel.

Suant (P.S.U.), Hovnanian (P.S.U.), Maupoil (radical) et notre camarade Waldeck L'Huillier) se tenait à Clichy un colloque dont le prolongement naturel fut la tenue d'une « Journée d'étude sur l'autonomie municipale et départementale », le 16 décembre 1961; ces assises, auxquelles participaient élus communistes, radicaux, socialistes, indépendants, ont concrétisé la volonté des élus de lutter contre ces attaques, mais aussi de rechercher en commun des solutions positives allant dans le sens d'une plus large décentralisation des collectivités.

Dès 1960, le Congrès des maires de France rejetait le district de la région de Paris mais prenait une position nuancée sur les districts de province; en 1961, il demandait au parlement de rejeter le projet de loi étudié plus haut et condamnait cette fois formellement les districts en province et le régionalisme; l'Union des maires de la Seine dont la direction groupe les élus de toutes tendances prenait une position sans équivoque contre le district; l'opposition des élus municipaux et départementaux de Paris et de la Seine mettait le district en échec pendant un an et demi; les fermes réactions des conseils généraux de la Seine et Seine-et-Marne notamment, au lendemain de la publication des conclusions de la commission Maspétiol, obligeaient le Premier ministre à un prudent (mais provisoire) repli tactique.

Signalons enfin les centaines de vœux des Conseils municipaux contre le district (modèle 1959 ou 1961) et contre le projet de réorganisation de la région parisienne.

Mais l'action ne doit pas se limiter aux élus et corps constitués; elle doit surtout s'étendre aux populations auxquelles il faut expliquer que ces réformes tendent à renforcer le régime de pouvoir personnel, à les destituer du droit de gérer leurs propres affaires par des administrateurs nommés par elles, à éloigner le pouvoir de décision dans des domaines qui les intéresse directement : construction d'écoles, de logements, etc...; à leur faire supporter de lourdes charges financières... Les 17 milliards d'impôts nouvaux destinés à financer les travaux des successeurs d'Haussmann vont peser lourdement, cette année, sur les épaules des travailleurs : il faut, à cette occasion, rendre publique la malfaisance du district, dénoncer les politiciens qui le soutiennent, ainsi que la conjonction U.N.R.-Ultras.

La convergence de toutes ces actions avec celles que mènent les différentes couches sociales frappées par la politique du grand capital, le puissant essor du mouvement antifasciste face aux menaces de l'O.A.S. et de ses complices du pouvoir, doit permettre d'en finir avec ce régime rétrograde et d'ouvrir la voie à l'établissement d'une démocratie rénovée au sein de laquelle pourront librement s'épanouir les libertés municipales et départementales, partie intégrante de la démocratie de demain.

JEAN FLAVIEN

LE MARCHÉ COMMUN ET L'AGRICULTURE FRANCAISE

Notre Parti avait raison de dire que le Marché commun ne pouvait être la « chance de l'agriculture française ». Cela se vérifie déjà aujourd'hui avec la deuxième étape du Marché commun.

LES discussions qui se sont déroulées 23 jours durant à Bruxelles ont remis le Marché commun à l'avant-scène de l'actualité économique. Les répercussions de l'accord qui est finalement intervenu vont se faire sentir avec une intensité croissante dans un avenir rapproché.

Avant d'analyser le contenu connu de cet accord, il faut rappeler les données générales de la question.

Le Marché commun a été institué par le Traité de Rome, signé le 25 mars 1957 sous le gouvernement Guy Mollet, par Pineau, ministre des Affaires étrangères, et Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Six pays européens en sont membres : l'Allemagne fédérale, l'Italie, la France, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg.

Le Marché commun est dirigé essentiellement par un Conseil, composé d'un représentant de chaque Etat membre, et par une Commission de neuf fonctionnaires, désignés par les gouvernements participants.

Le Traité doit recevoir sa pleine application dans les douze ans de sa ratification — c'est-à-dire en 1970. A ce moment, la circulation des marchandises, des capitaux et des hommes devra être totalement libre sur le territoire de la communauté. Trois étapes de quatre ans étaient prévues : 1958-1961, 1962-1965, 1966-1970. Ainsi au 1er janvier 1962, la première étape était terminée.

Au cours de cette première étape, les principales décisions ne pouvaient être prises qu'à l'unanimité par le Conseil. La Commission

— véritable exécutif du Marché commun — applique les décisions du Conseil à la majorité simple. Elle formule ses propositions dans les mêmes conditions.

Avec le passage à la deuxième étape, la règle de l'unanimité au sein du Conseil disparaît pour un grand nombre de questions. Les décisions peuvent être prises à la majorité qualifiée de 12 voix sur 17, réparties ainsi : France, Allemagne, Italie, chacune 4 voix; Hollande, Belgique, chacune 2 voix, et le Luxembourg, 1 voix. Enfin — comme on le verra — la Commission aura un champ d'activité très élargi puisque c'est elle — en tant qu'exécutif — qui a tout pouvoir pour l'application des dispositions générales de l'accord de Bruxelles.

La première étape débuta en janvier 1958. Elle fut essentiellement marquée par trois mesures : 1° la réduction des tarifs douaniers; 2° la libération des échanges par la suppression des limitations quantitatives ou au moins par l'augmentation des contingents d'importation ; 3° l'élaboration d'un tarif douanier extérieur commun.

Au 31 décembre 1961, les tarifs douaniers français avaient été diminués de 40 % pour les produits industriels, de 35 % pour les produits agricoles encore contingentés, de 30 % pour les produits agricoles libérés. Une nouvelle réduction de 10 % doit intervenir au 1er juillet 1962.

La libération des échanges concerne déjà la presque totalité des produits industriels. Pour les produits agricoles, quelques-uns seulement sont libérés. On procéda surtout, dans ce domaine, soit à l'augmentation des contingents prévus par le Traité, soit à l'ouverture de contingents globaux qui étaient égaux à 5,2 % du volume de notre production nationale. Toutefois, pour un grand nombre de produits agricoles, la clause des prix minima permettait au gouvernement de suspendre les importations lorsque les prix de gros descendaient au-dessous d'un niveau de prix fixé par décret.

Quant au tarif extérieur commun, il a été fixé à la moyenne arithmétique des droits appliqués par chaque pays au 1er janvier 1957. En raison de la composition et de la nature de notre commerce extérieur, le tarif douanier extérieur commun a provoqué un abaissement sérieux des droits français puisqu'il s'établit à 7,9 % alors que le taux moyen pondéré des tarifs français était de 11,3 %.

Du point de vue de l'agriculture, les résultats de la première étape du Marché commun furent — pour le moins — particulièrement décevants.

On avait assuré que l'ouverture d'un grand marché de 170 millions de consommateurs, devant encore s'accroître de 10 millions d'ici à 1970, était la « grande chance » de l'agriculture française. Or, non seulement la paysannerie s'est aperçue qu'il n'en avait rien été, mais que, au contraire, l'ouverture — encore relative — de nos frontières perturbait déjà gravement plusieurs marchés agricoles, notamment celui des fruits et légumes et des produits avicoles.

Corrélativement, les excédents permanents sont apparus pour

presque tous les produits agricoles sans que ces excédents aient pu trouver un débouché sérieux dans les pays du Marché commun et en particulier en Allemagne de l'Ouest.

Le phénomène de la « surproduction » montre l'incapacité du régime capitaliste à assurer un essor harmonieux de la production ainsi qu'un niveau de vie normal à l'ensemble de la population, aussi bien que son impuissance à maîtriser la production agricole au niveau des seuls besoins solvables.

FACE AUX REALITES

Devant les problèmes posés par cette surproduction devenant permanente, le Marché commun était, dans le domaine agricole, l'espoir non seulement du grand capital agraire, mais aussi celui des hommes des monopoles de l'industrie.

C'est notamment pourquoi, à Bruxelles, les ministres français exigeaient la mise au point d'une politique agricole commune comportant :

1° la pratique d'une véritable préférence intracommunautaire;

2° une prise en charge communautaire des frais de résorption des excédents;

3° une harmonisation des prix agricoles entre les six pays.

Ces velléités se heurtèrent dès le départ au refus très net des représentants du grand capital allemand. Les politiciens français avaient un peu trop oublié que le Marché commun n'avait pas été créé pour venir d'abord en aide aux agriculteurs des pays européens.

Ce qui présida à son institution, ce furent essentiellement les buts politiques poursuivis par la coalition impérialiste contre les pays socialistes comme contre leurs propres peuples.

Sur le plan économique, le Marché commun était pour les monopoles un moyen pour repartager des sphères de production et des marchés. Ce sont donc les intérêts du grand capital qui ont présidé à la création de la communauté économique européenne. Au départ, le secteur agricole a peu compté. Dans la perspective, il ne pouvait être qu'un excellent instrument pour faire éclater les cadres économiques nationaux de l'agriculture, pour créer d'autres rapports de production de type essentiellement capitaliste en favorisant l'accélération de la disparition des structures pré-capitalistes. Le Marché commun ne pouvait être une solution aux problèmes agraires ni pour la France ni pour d'autres pays.

Mais maintenant, le grand capital industriel trouve dans l'existence d'excédents alimentaires très importants un moyen inexploité pour accroître ses profits. Seulement, pour atteindre ce but, il faut que disparaissent les barrières douanières à l'échelle du marché capitaliste

afin de permettre à la loi de l'offre et de la demande de jouer avec le maximum d'efficacité.

Dans le marchandage qui a eu lieu à Bruxelles, l'agriculture non capitaliste a été délibérément sacrifiée au profit des intérêts des monopoles industriels car derrière les six pays se dessine l'élargissement du Marché commun, sous des formes appropriées, à l'ensemble du marché capitaliste.

L'agriculture capitaliste, malgré les intérêts qui l'opposent au capital industriel, a fait choix pour le Marché commun. C'est un choix de classe. La baisse des prix agricoles à la production, qui s'inscrit maintenant dans la perspective, ne peut la gêner beaucoup en raison de ses bas coûts de production.

Par contre, le grand capital agraire ne peut qu'être gagnant à la liquidation de l'agriculture non capitaliste en tant que conséquence de l'ouverture de la concurrence à l'échelle mondiale. La disparition progressive de la petite et moyenne production — comme ce fut le cas dans le secteur industriel précédemment — permettra d'agrandir les exploitations aux dimensions nécessaires aux nouveaux moyens de production, le plein des marges économiques de l'intensification culturale étant gêné par les limites superficiaires actuelles. La contrepartie de ces perspectives d'avenir, c'est la nécessité de permettre aux lois du marché capitaliste de jouer pleinement leur rôle en revenant à un néo-libre-échangisme.

Fondamentalement, le grand capital agraire a ainsi des intérêts communs très importants avec les monopoles industriels, bien qu'il soit toujours nécessaire de se souvenir des oppositions d'intérêts qui les divisent. Pourtant actuellement, en dehors de l'accord politique rassemblant les forces de la bourgeoisie, il faut aussi tenir compte que le soutien des gros agrariens à la politique du Marché commun repose aussi sur des satisfactions immédiates. Par exemple, la libre circulation des hommes permettra de peser sur le marché du travail, où la main-d'œuvre agricole devient rare, grâce à l'introduction de travailleurs agricoles de pays où les conditions de vie sont encore plus basses que celles des ouvriers agricoles français. On peut aussi penser qu'un abaissement relatif des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture résultera du jeu d'une concurrence plus active et de l'abaissement progressif des tarifs douaniers.

Cependant, rien de tout cela ne peut ouvrir de débouchés nouveaux à la production agricole. Pour l'agriculture comme pour l'industrie, en raison du développement non similaire de la production et de la consommation, il s'agit d'une tentative de redistribution des zones de grandes productions agricoles et des marchés existants par le moyen de la concurrence.

Une telle option implique finalement une subordination politique et économique croissante du plus faible au plus fort, c'est-à-dire un abandon toujours plus accentué des prérogatives de chaque pays au profit d'une autorité dite « supra-nationale » qui n'est que l'exécutant des décisions prises par les hommes du grand capital cosmopolite.

LA DEUXIEME ETAPE DU MARCHE COMMUN

Le passage à la deuxième étape du Marché commun et les accords internationaux qui suivront aggraveront les contradictions entre les couches non capitalistes de l'agriculture et la grande bourgeoisie.

Certes, dans les discussions de Bruxelles, chaque partenaire a argué des intérêts de ses agriculteurs pour s'opposer aux propositions concernant l'élaboration d'une politique agricole commune pour les six pays. Pourtant, ce n'était pas là la préoccupation fondamentale. La bataille ne se déroula pas par rapport aux intérêts de la paysannerie mais essentiellement par rapport à ceux des monopoles de l'industrie.

Du côté français, il s'agissait de réduire la position concurrentielle avantageuse du partenaire allemand et du côté allemand de céder le moins possible.

Les monopoles français voulaient obtenir, d'une part, que leurs concurrents aient à faire face aux mêmes conditions de prix alimentaires qu'eux et, d'autre part, qu'ils assument une part des charges de résorption des excédents. Dans ce but, les négociateurs français demandaient une harmonisation des prix des produits agricoles, une préférence intra-communautaire pour l'écoulement des excédents français en Allemagne — principal importateur de produits alimentaires — la création d'un fonds de garantie financé par les pays importateurs, cet organisme devant prendre en charge le financement des exportations.

Le raisonnement était le suivant :

1° Un marché unique suppose des prix uniques ;

2° Le marché unique exige que l'on n'importe de l'extérieur que ce qui ne peut pas être fourni par ce marché ;

3° Un marché unique implique une prise en charge commune des frais de résorption des excédents.

On comprend que le grand capital industriel de l'Allemagne fédérale ne l'entende pas de cette oreille. S'approvisionner en produits alimentaires par priorité sur le marché européen unique, c'était renoncer aux importations provenant des pays non membres du Marché commun, importations réalisées aux conditions de prix du marché mondial et en contrepartie d'avantageuses exportations de produits industriels. C'était du même coup accepter une élévation des prix des produits alimentaires et un abaissement des prix obtenus par les producteurs agricoles allemands grâce à la péréquation qui s'établit entre ces prix et ceux des produits importés.

Après 23 jours de discussion, il apparaît maintenant clairement que c'est le partenaire allemand qui est sorti vainqueur. Il ne pouvait en être autrement en raison des buts politiques du Traité de Rome,

de la solidarité politique qui unit de Gaulle à Adenauer, de la position dominante de la grande industrie allemande au sein de la coalition et de l'opposition ouverte des Etats-Unis à l'instauration d'une préférence intra-communautaire quelconque.

Voyons, aussi précisément que possible, ce que contiennent les accords de Bruxelles du 15 janvier 1962 qui entreront en vigueur le 1er juillet prochain.

Une organisation commune des marchés agricoles a été mise sur pied pour six catégories de produits : les céréales, la viande porcine, les œufs, la volaille, le vin, les fruits et légumes. Mais, dès 1963, on procédera à l'élaboration des règlements communautaires pour d'autres produits.

L'organisation commune actuelle fait l'objet de deux séries de règlements : un règlement concernant les céréales et les produits dits dérivés : viande porcine, œufs, volailles. Les produits laitiers seront incorporés à ce règlement au 1er novembre 1962. Les fruits et légumes, le vin font l'objet d'un règlement particulier.

Pour tous les produits faisant l'objet du premier règlement, à partir du 1er juillet 1962, les droits de douane, les contingents, les taxes à l'importation et les prix minima seront supprimés aussi bien entre les pays membres de la communauté qu'avec les pays tiers.

Toute la protection douanière précédente sera remplacée par une seule mesure : les « prélèvements ». On entend par là, pour les pays du Marché commun, une somme d'argent en principe égale à la différence entre les prix intérieurs du pays importateur et les prix du pays exportateur rendus franco frontière. Mais, dans le but de réduire le montant du « prélèvement », on établira un prix intérieur type, dit prix « seuil », qui sera encore diminué d'un abattement forfaitaire.

Pour les importations provenant de pays non membres du Marché commun, le prélèvement sera égal à la différence entre les prix du marché mondial et les prix dits de grandes séries du Marché commun.

Le nouveau règlement stipule aussi qu'à partir du 1er juillet 1962 les prix sur les marchés nationaux seront fixés par la loi de l'offre et de la demande à l'intérieur d'un prix indicatif maximum et d'un prix d'intervention minimum auquel seront pris en charge les produits invendus. Il n'y aura donc plus de prix garantis.

Il a en outre été décidé que le rapprochement des différents prix indicatifs ne commencerait qu'à partir de la campagne 1963-1964. Pour 1962-1963, les prix à la production seront bloqués à leur niveau actuel. Tout ceci réduit à néant les affirmations triomphales de la presse et de la radio selon lesquels les accords de Bruxelles assuraient un relèvement des prix agricoles intérieurs français du fait que ceux-ci étaient les plus bas de la communauté. Il aurait même été précisé que le futur rapprochement des prix indicatifs s'opérerait sur la base de la moyenne pondérée des prix européens et non sur la moyenne arithmétique.

VERS LA « SUPRA-NATIONALITE »

Pour diriger l'application de la politique agricole commune décidée à Bruxelles, un Comité de gestion sera mis en place. C'est ce Comité qui fixera les prix indicatifs, les prix devant servir au calcul des « prélèvements », les prix d'intervention, qui assurera l'organisation générale des marchés agricoles : stockage, dénaturation, etc.

Les décisions du Comité de gestion, présidé par la Commission européenne, seront prises à la majorité qualifiée de 12 voix sur 17.

Il s'agit en clair de la mise en place des organismes de la « supranationalité » qui dépossèderont progressivement les gouvernements et les Parlements de leurs prérogatives en matière économique. Le véritable pouvoir législatif et exécutif en ces matières sera peu à peu détenu par le Conseil, la Commission européenne et le Comité de gestion.

Les organismes économiques nationaux tels que l'Office national des céréales, le Fonds d'orientation et de régularisation des membres agricoles, la Société interprofessionnelle du bétail et de la viande, Interlait, deviendront de simples rouages d'exécution des décisions prises à Bruxelles par le Comité de gestion. Ainsi la paysannerie travailleuse française qui souffrait déjà de la liquidation du régime parlementaire démocratique bourgeoise se trouvera encore plus soumise aux décisions autoritaires et arbitraires d'organismes anonymes et technocratiques au service exclusif du grand capital industriel et agraire. Il faut noter que les produits soumis à ce nouveau régime représentent dès maintenant 60 % de la valeur de la production agricole française et que, les céréales mises à part, il s'agit essentiellement de la production de la petite et moyenne paysannerie.

Pour les fruits et légumes, le règlement est un peu différent de celui relatif aux céréales et produits dérivés dont nous venons de parler. Au 1er juillet 1962, on procédera à l'abrogation des contingents pour la qualité « extra » et les droits de douane seront supprimés au 1er janvier 1964. Ensuite on étendra ce système aux autres qualités de fruits et légumes. Pour le vin, on ouvrira des contingents sur la base de l'établissement d'une liste de vins de qualité provenant de « régions déterminées ».

Pour essayer de faire croire que nos gouvernements n'avaient pas abandonné tout moyen de sauvegarde pour notre agriculture, on fait état du droit accordé à chaque pays de suspendre les importations pour protéger son agriculture contre les *« conséquences brutales de la formation d'un marché européen »*, ce qui est l'aveu que l'on a engagé l'agriculture dans une aventure aux conséquences imprévisibles.

Seulement ce droit, que l'on prétend avoir inscrit dans les accords, est factice, sauf pour les céréales. En effet, chaque Etat peut suspendre les importations, mais il doit notifier cette décision à la Commission qui a tout pouvoir pour l'annuler. Un recours devant le Conseil peut

être introduit, mais cet appel ne suspend pas l'application de la décision de la Commission, sauf pour les céréales exclusivement. Les gros agrariens, qui sont particulièrement intéressés par la production des céréales, bénéficient donc d'une protection alors que les petits et moyens paysans produisant la viande de porc, les œufs, la volaille, le lait sont entièrement à la merci de l'arbitraire de la Commission qui décidera à la majorité de 5 voix sur 9, alors que devant le Conseil il faut la majorité qualifiée de 12 voix sur 17.

Pour les fruits et légumes, l'arbitraire est encore poussé plus loin. Le gouvernement ne peut suspendre les importations sans autorisation préalable de la Commission et celle-ci ne peut, en tout état de cause, autoriser une suspension que lorsque les prix sont tombés pendant trois jours consécutifs au-dessous de 82 % du prix de référence (qui est fixé par le Comité de gestion européen) et il n'y a aucune possibilité d'appel devant le Conseil.

La paysannerie laborieuse française se trouve donc au point de départ d'une concurrence sans précédent pour elle. Cette concurrence, actuellement encore limitée aux six pays du Marché commun, va s'élargir à tout le marché capitaliste avec, d'une part, l'entrée de l'Angleterre, des pays du Commonwealth, de ceux de la petite zone de libre échange dans le Marché commun, mais aussi avec les efforts que vont déployer les Etats-Unis pour ne pas perdre leurs débouchés européens.

Kennedy, dans son discours sur l'état de l'Union du 11 janvier 1962, a notamment déclaré à ce sujet :

> « Notre balance commerciale avec l'Europe et le Marché commun, dans le domaine des produits agricoles, penche en notre faveur dans une proportion de trois ou quatre contre un, représentant un des meilleurs postes créditeurs en dollars de l'ensemble de notre balance des paiements. Sans accès à ce marché et sans possibilité d'y entrer, nos excédents agricoles s'accumuleront dans le Middle West, le tabac dans le Sud, ainsi que d'autres produits que nous écoulions depuis cinquante ans en Europe occidentale. »

Les Etats-Unis montrent ainsi leur volonté de défendre leurs positions commerciales, quelles que soient les difficultés auxquelles les agricultures européennes ont déjà à faire face.

D'ailleurs, dès le lendemain de la signature des accords de Bruxelles, un accord douanier prévoyant un abaissement de 20 % des droits sur le coton, les cuirs et peaux, les fruits et légumes, était conclu. Les discussions se poursuivent pour un autre groupe de produits comprenant notamment le blé, le tabac, le riz, la farine, etc.

Chacun des grands pays agricoles capitalistes est préoccupé par

la liquidation de ses excédents. Dans ces conditions, les utilisateurs se tournent naturellement vers le meilleur offrant.

Voici que la France s'est maintenant rangée parmi les pays surproducteurs et la grande bourgeoisie industrielle et agraire avait espéré faire du Marché commun une zone préférencielle pour l'écoulement des surplus agricoles français. Cet espoir s'est révélé irréalisable. Toutefois, puisqu'il était impossible d'obtenir la préférence pour les excédents français, il restait encore un moyen pour alléger le fardeau des excédents : c'était le Fonds d'Orientation et de Garantie. Cet organisme a, en principe, pour mission de financer les pertes à l'exportation des pays membres du Traité de Rome, de procéder aux stockages des excédents et d'aider aux réformes de structure.

Le grand problème à résoudre, c'est le financement de ce Fonds de garantie. Le Traité de Rome a prévu que ce financement serait assuré par des contributions budgétaires des Etats signataires dans la proportion suivante : 28 % du budget du Fonds pour chacun des trois grands pays : Allemagne fédérale, France, Italie ; 7,9 % pour la Hollande et la Belgique ; 0,2 % pour le Luxembourg, ce qui mettait les trois grands pays sur un plan d'égalité.

Devant le refus de l'Allemagne fédérale d'absorber en priorité les excédents agricoles français, cette parité défavorise le grand capital industriel et agraire français puisque l'Allemagne, qui n'a pas de charges de résorption mais qui, au contraire, réalise d'importants bénéfices en s'approvisionnant hors du Marché commun, a la même part à verser au Fonds de Garantie. C'est pourquoi les négociateurs français voulaient obtenir que le montant des « prélèvements » soit versé au Fonds. C'était là un moyen détourné pour réintroduire le principe de la préférence intra-communautaire car l'Allemagne aurait seulement le choix : ou bien acquérir les excédents français, ou bien continuer à importer hors du Marché commun, mais, dans ce cas, financer nos exportations avec le bénéfice de ses importations effectuées aux prix du marché mondial.

LE CAPITAL ALLEMAND TRIOMPHE

L'échec subi par la France sur ce point capital montre combien les communistes eurent raison de dire, dès le départ, que le Marché commun ne pouvait être *« la chance de l'agriculture française »*. Cette construction ne pouvait être qu'un instrument au service des monopoles et nécessairement le plus fort imposerait sa loi au plus faible. C'est ce qui vient de se produire.

Le grand capital industriel allemand continuera à effectuer ses importations alimentaires dans les pays qui lui offrent à la fois des

débouchés pour sa production industrielle et les prix agricoles les plus bas. La France continuera à supporter seule la charge de ses excédents.

En effet, il a été finalement convenu que le Fonds de Garantie serait financé comme l'avait prévu le Traité. L'Allemagne fédérale a tout au plus accepté de verser 10 % du montant des prélèvements en 1963-64 et 20 % en 1964-65, étant toutefois entendu que sa contribution totale — crédits budgétaires et « prélèvements » — ne pourrait dépasser 31 % du budget du Fonds de Garantie.

Cette situation ne peut manquer de mettre le gouvernement gaulliste dans l'embarras. On sait qu'un décret devait fixer les prix d'objectif pour la durée du IVe Plan. C'est d'ailleurs là une obligation découlant de la loi d'orientation agricole. Mais le gouvernement n'est plus en mesure de tenir cet engagement. Tout d'abord, les accords de Bruxelles ne lui permettent plus de fixer les prix d'une façon indépendante et rien n'a été décidé sur la façon dont on procédera à l'égalisation des prix agricoles européens. Ensuite relever les prix à la production, dans la situation née des accords du 15 janvier, c'est à la fois alourdir les charges du budget pour le financement des excédents et provoquer des incidences sur le coût de la vie qui aideraient à relancer les revendications de salaires.

L'euphorie que la propagande officielle s'est évertuée à faire naître autour des négociations de Bruxelles risque donc d'être de courte durée.

La paysannerie déjà rendue fort méfiante, sinon hostile par la politique agricole gaulliste, sera maintenant plus difficile à duper sur une longue période. Les dirigeants agricoles les plus favorables au Marché commun seront eux-mêmes contraints de sortir de leur réserve prudente actuelle sous la pression des masses paysannes qui s'apercevront, dans un court délai, de l'aventure dans laquelle l'agriculture est engagée.

Sans doute tous les secteurs de la production agricole ne seront-ils pas touchés au même degré. Les domaines les plus névralgiques seront probablement : l'aviculture, la production de fruits et légumes, la production laitière. Or ces secteurs concernent la grande masse des petits et moyens paysans.

FAIRE ECHEC A CETTE POLITIQUE ANTIPAYSANNE

Les efforts des grands pays producteurs capitalistes tendent à rechercher une solution à la crise agraire hors des frontières nationales. Mais ces efforts ne feront que reporter à l'échelle internationale les problèmes au milieu desquels chaque pays surproducteur se débat.

Toutefois, dans la perspective, ce transfert des problèmes sur le plan international poussera à une division nouvelle du travail et de l'espace agricole dans les pays capitalistes conduisant à une généralisation de l'exploitation capitaliste du sol et, par voie de conséquence, à la liquidation de l'agriculture pré-capitaliste.

Pour la France, la logique du Marché commun imposera une politique plus brutale à l'encontre de centaines de milliers de petits et moyens paysans, à une aggravation des déséquilibres régionaux, à une extension des zones de dépérissement économique. Les cultures céréalières se concentreront nécessairement dans les régions où les terres sont les plus productives ; pour la production laitière, l'aviculture, les cultures légumières et fruitières se développera et la concentration éliminera une partie de la production artisanale.

Pisani, ministre de l'Agriculture, a nettement tracé la nature de la voie capitaliste du développement de l'agriculture en déclarant, lors de sa conférence de presse du 23 janvier 1962 :

> « Il y a en France des exploitations de pointe dont la productivité soutient les comparaisons à l'échelle mondiale. Il reste huit ans pour amener toute l'agriculture à ce niveau. »

Chacun sait que les exploitations de pointe sont des entreprises capitalistes.

Mais ce n'est pas pour autant que les problèmes seront résolus car une telle perspective implique de nouveaux et importants progrès de la productivité du travail agricole. Comme la consommation ne peut suivre un développement parallèle, les excédents invendables croîtront. Aussi, avec l'amélioration de la productivité, se développeront fatalement les tendances multhusiennes de la production capitaliste dans l'agriculture.

Enfin, il ne fait pas de doute que toute cette politique agricole de la grande bourgeoisie se heurtera à la résistance de la paysannerie travailleuse.

Les communistes travailleront à l'éclairer et à l'entraîner sur le chemin de l'union et de l'action pour faire échec à la politique antipaysanne et antinationale des grands monopoles capitalistes. Ils lui montreront les changements politiques immédiats, nécessaires à une politique agricole soucieuse des intérêts des hommes, des jeunes, des femmes, de nos villages comme de ceux du peuple tout entier et de la nation elle-même, sans pour autant oublier d'expliquer qu'en tout état de cause, la seule voie de l'avenir pour l'agriculture c'est celle du socialisme.

JOE NORDMANN

RÉPRESSION ET PRÉPARATION A LA GUERRE EN R.F.A.

Alors que la démocratie socialiste se développe en République Démocratique Allemande, où les vestiges du nazisme ont été extirpés, les dirigeants de la R.F.A. mènent une politique antidémocratique pour mieux préparer la guerre. Sous les slogans de « l'autodétermination » et de « la liberté », ils veulent se présenter comme des démocrates. Qu'en est-il exactement ?

LA Bundeswehr est devenue la plus forte armée d'Europe occidentale. Elle revendique la possession et la production d'armes atomiques. Les militaristes de l'Allemagne de l'Ouest présentent des revendications territoriales, menaçant l'Europe et le monde d'une nouvelle guerre mondiale. Le journal *Soldatenzeitung*, organe proche du ministère de la Défense, a pu écrire le 16 septembre 1961 : « *La Wehrmacht ouest-allemande doit devenir assez puissante pour être en état de déclencher une guerre, même sans l'accord officiel des autres alliés.* » Ainsi que l'a constaté la Déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers, « *l'Etat de Bonn est devenu l'ennemi n° 1 de la coexistence pacifique, du désarmement et de la détente en Europe* ».

Cette politique agressive s'accompagne nécessairement d'une répression toujours plus lourde dirigée contre les forces de paix et, en premier lieu, contre le Parti communiste allemand. La préparation à la guerre et les atteintes aux libertés démocratiques vont de pair. C'est ainsi que la requête en interdiction du Parti communiste allemand fut déposée devant le Tribunal constitutionnel fédéral le 22 novembre 1951, le jour même où fut admise l'entrée de la République fédérale dans la Communauté européenne de Défense.

L'appareil légal et judiciaire de la répression fut mis en place à partir de 1950-1951, c'est-à-dire pendant la période préparatoire à la remilitarisation.

Le 11 juillet 1951, le Bundestag a adopté un texte modifié sur les atteintes à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat, dont les dispositions élastiques permettent de poursuivre le délit d'opinion indépendamment de toute action concrète et déterminée. Cette loi, votée après 120 minutes de délibération, a été appelée, pour ce motif, la « loi-éclair ». L'exposé des motifs du projet gouvernemental était significatif : « *Un Etat moderne ne peut se contenter pour sa protection de la conception classique de la haute-trahison, qui est dépassée. Il a besoin de nouvelles normes protectrices, qui placent plus en avant sa ligne de défense.* » Cette formulation rappelle jusque dans les termes les conceptions hitlériennes du droit pénal, exposées par Freisler, théoricien du droit national-socialiste : « *Le droit pénal doit placer plus en avant le champ de bataille.* » Un autre théoricien national-socialiste, Thierack, écrivait en 1935, dans la *Deutsche Juristenzeitung :* « Non l'acte, mais l'état d'esprit du délinquant, sa volonté, sont décisifs pour le nouveau droit criminel. »

En d'autres termes, il s'agit d'une législation préventive punissant les intentions et les opinions et non les actions. Cette conception est à l'opposé de la légalité socialiste, dont les principes ont été formulés déjà par Marx lui-même :

> « Nul ne doit être puni dans sa personne ou dans ses biens pour ses opinions politiques ou religieuses. Aussi bien convient-il de distinguer soigneusement la pensée, qui n'est pas justiciable des tribunaux, de l'action délictueuse, qui est du ressort des Codes et des tribunaux. »

Les procédures engagées depuis 1951 sont caractérisées par la recherche de l'état d'esprit des inculpés. Ce sont des procès d'opinion.

Pour engager de telles poursuites, des tribunaux d'exception furent également créés en 1951 : une chambre spéciale à la Cour suprême fédérale et 17 chambres spéciales dans les cours d'appel. La justice politique est donc rendue en Allemagne fédérale par des juges spécialement désignés, comme c'était déjà le cas dans l'Allemagne hitlérienne. Sous le masque des principes constamment affirmés de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des juges, destiné à tromper le peuple sur le rôle véritable de la justice, celle-ci a pour mission de combattre les protestations contre la politique de remilitarisation et de préparation à la guerre.

De nombreux juges sont d'anciens nazis. Une commission de juristes de 14 pays, réunie à Berlin en mai 1961, sur l'invitation de l'Association internationale des juristes démocrates, a consulté un grand nombre de dossiers et a admis qu'un millier de juges et procureurs siégeant aujourd'hui dans les tribunaux de la République fédérale allemande sont responsables de près de 4.000 sentences capitales requises ou prononcées par eux sous Hitler. Ces juges de l'époque

nazie statuent actuellement en République fédérale allemande au nom de « l'ordre libéral démocratique ». D'autres, mis à la retraite, perçoivent de fortes pensions, dont le montant dépasse de plusieurs fois celles versées aux survivants de leurs victimes.

Les enquêtes sont confiées à des policiers, dont beaucoup ont appartenu à la Gestapo. C'est ainsi que la chambre spéciale de la Cour de Dusseldorf a condamné, le 3 juin 1961, 6 mineurs, délégués d'entreprise et militants syndicaux d'Oberhausen, pour s'être rendus en République démocratique allemande et avoir préconisé l'augmentation des livraisons de charbon de la Ruhr. L'enquête avait été menée par l'ancien chef de la police politique d'Obenhausen, Laks. Après l'arrestation d'Eichmann, Laks tenta de prendre la fuite et fut arrêté comme collaborateur d'Eichmann.

Le nombre des enquêtes policières, des instructions judiciaires, des arrestations et des condamnations ne cesse de croître, en particulier depuis 1958, époque à laquelle se prépare l'armement atomique de la Bundeswehr.

Aux termes d'un rapport du gouvernement fédéral, en date du 1er octobre 1960, 14.000 instructions avaient été ouvertes devant la seule chambre spéciale de la Cour fédérale de Karlsruhe. 700 de ces instructions étaient alors terminées.

Dans un but d'intimidation, procureurs et juges d'instruction font, en effet, traîner en longueur — parfois pendant des années — les informations, en même temps qu'ils font convoquer et interroger le plus grand nombre possible de personnes considérées comme suspectes, ainsi que leurs parents, amis et voisins. Au cours de l'enquête préalable au procès intenté devant la chambre spéciale de la Cour de Cologne contre Peter Meter, éditeur du journal *Rheinische Stimme*, 1.240 abonnés du journal furent interrogés.

Les prévenus, contre lesquels aucune charge ne peut être retenue, n'en subissent pas moins des mois de détention préventive. Ainsi, Erich Loch d'Essen avait accompli en 1952, 53 et 56 en tout 16 mois de détention préventive avant d'être acquitté le 6 avril 1959 par la chambre spéciale de Dusseldorf.

D'autre part, la détention arbitraire pour refus de déposer contre des inculpés se généralise, ainsi que la surveillance policière des adversaires de la politique de Bonn ayant déjà subi leur peine. Ils sont tenus d'informer dans les 24 heures les autorités de la police locale, en cas de changement de domicile, de passer tous les samedis à la section de la police criminelle du lieu de leur résidence.

Pendant les dix années qui ont suivi la promulgation de la loi-éclair, 150.000 à 200.000 personnes furent impliquées dans des procédures, selon une évaluation faite en novembre 1961 par le Comité d'initiative, pour une amnistie politique en Allemagne de l'Ouest. Tous les adversaires de la politique militariste et atlantique sentent ainsi peser la menace de la répression.

LES MONOPOLES CONTRE LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE

Le capital financier remis en selle par les alliés occidentaux, contrairement aux engagements pris par eux dans les Accords de Potsdam, dirige en premier lieu ses coups contre le Parti communiste allemand.

Dans des conclusions déposées devant la Cour de Karlsruhe à l'appui de la demande d'interdiction du Parti communiste, le gouvernement de Bonn ne dissimule pas ses intentions. Il dénonce comme contraires à « l'ordre démocratique libéral » les objectifs démocratiques et pacifiques suivants énoncés dans les résolutions du Parti :

> « Réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière dans sa lutte contre le militarisme et le chauvinisme... voilà la tâche principale de notre Parti. »
> « Les tâches les plus importantes de la presse communiste sont d'organiser la lutte du peuple allemand contre la remilitarisation, pour la conclusion d'un traité de paix et pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. »
> « Nous mettrons tout en œuvre pour que les discussions entre les entreprises et les syndicats se développent pour aboutir à l'action commune contre la C.E.D. et la remilitarisation, et pour conduire la nation allemande sur la voie de la paix et de la démocratie. »

Devant la Cour de Karlsruhe, le gouvernement de Bonn a exposé sa conception de l'exercice du pouvoir par les monopoles, sous le masque d'une pseudo-démocratie. L'avocat du gouvernement, von Winterfeld, déclare dans son plaidoyer :

> « La démocratie définie par la loi fondamentale n'est pas seulement une démocratie représentative, elle est une démocratie purement représentative... L'expression de la volonté populaire se limite à l'élection de députés... Des actions politiques directes de la part du peuple ne sont pas prévues... Le peuple, en tant que facteur vrai, défini et non constitutionnel, n'est admis qu'à applaudir... Il existe, messieurs les juges, une frontière infranchissable par le peuple : c'est le passage des applaudissements à l'action. »

Ces conceptions de mise en tutelle du peuple furent dénoncées en 1955 par une Commission internationale de juristes, parmi lesquels figuraient deux Premiers Présidents honoraires des Cours de Cassation de France et d'Italie, comme devant aboutir

> « à paralyser l'exercice des libertés publiques essentielles, énoncées par la Loi fondamentale elle-même et liant le législateur, gouvernement et juridictions — à étouffer la liberté de coalition, les libertés syndicales, le droit de grève et à refuser au peuple, « dont émane tout le pouvoir de l'Etat » (Art. 20, Loi fondamentale), le droit de contrôler la réalisation de sa volonté par les organes de l'Etat, le droit de critique en cas d'abus de pouvoir ou de violation des droits de l'homme, le droit de résistance à l'oppression. Les théories que le Gouvernement fédéral cherche à faire triompher dans ce procès, semblables à celles qui inspirent les méthodes des pays totalitaires, sont en contradiction manifeste avec les saines traditions démocratiques. »

L'interdiction du Parti communiste allemand fut prononcée le 17 août 1956. Désormais, les organisations dont les objectifs se rencontrent sur tel point déterminé, avec le programme du Parti communiste allemand, seront dissoutes et leurs dirigeants poursuivis.

Même l'Association des victimes du nazisme font l'objet d'une demande d'interdiction pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Les antifascistes persécutés du temps d'Hitler ont à nouveau affaire à la justice. Martha Hadinsky, condamnée le 27 août 1959 à quatorze mois de prison par la chambre spéciale de la Cour de Dortmund, se vit refuser sa libération conditionnelle pour ce motif qu'elle n'avait pas voulu être témoin à charge dans un autre procès. La Cour retint contre elle sa détention sous le régime nazi dans les termes suivants :

> « En raison de sa prise de position contre le national-socialisme, le témoin a déjà subi huit années de prison. Elle a agi par conviction politique et lors de toute la procédure pénale à son encontre, elle n'a donné aucun renseignement sur ses camarades. Elle est habituée à la prison. »

Les poursuites sont engagées contre les pacifistes, les social-démocrates, les syndicalistes, contre tous ceux qui s'opposent à une politique de revanche et recherchent une solution pacifique au problème allemand. Le 8 avril 1960, les dirigeants du Mouvement de la paix

de Rhénanie-Westphalie furent condamnés à un an de prison. Le jugement rendu par la chambre spéciale de la Cour de Dusseldorf reproche aux accusés (parmi eux un pasteur et un ancien étudiant en théologie) leur adhésion aux principes de la coexistence pacifique. La répression vise tout particulièrement ceux des citoyens de la R.F.A. qui se rendent en République démocratique allemande. L'organisation de vacances en R.D.A. par l'association « Joyeuses vacances pour tous les enfants » est qualifiée d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

Le maire de Munich, M. Vogel, constate que

> « des couches de plus en plus importantes de la population de la R.F.A. qui ne s'alignent pas complètement sur le gouvernement fédéral sont qualifiées de rouges, considérées comme des ennemies de l'Etat et de la Constitution ».

Les dirigeants de la R.F.A. se présentent comme des défenseurs du droit du peuple allemand à l'autodétermination, des partisans de la « liberté ». Or, que peuvent signifier ces déclarations hypocrites lorsque le Parti communiste allemand et plus de 200 organisations démocratiques sont interdits, leurs militants traqués, arrêtés, lorsque toute opposition véritable, communiste ou non, subit les rigueurs de la répression ? Ces mesures antidémocratiques font obstacle à la libre détermination de son sort par le peuple de la République fédérale allemande elle-même, qui s'était prononcée auparavant dans sa grande majorité contre le service militaire et le réarmement.

LA REPRESSION S'AGGRAVE

Au cours de l'année 1961, on assiste à une aggravation de la répression. Lors des élections générales de septembre 1961, 40 personnalités connues comme militants communistes ont présenté leur candidature. La Constitution leur en donnait le droit; son article 5 stipule, en effet : « *Tout citoyen a le droit d'exprimer et de propager librement son opinion soit oralement, soit par écrit ou par illustration.* » Ils s'appuyaient aussi sur le verdict d'interdiction prononcé par la Cour constitutionnelle fédérale à l'encontre du Parti communiste allemand, qui ne privait pas les communistes de leurs droits civils et électoraux. Selon le paragraphe 46 de la loi du Tribunal constitutionnel fédéral, la seule conséquence de l'interdiction du P.C.A. est l'interdiction du parti en tant que tel et l'interdiction de créer des organisations pour le remplacer. Or, un individu ne peut être considéré comme une organisation de remplacement.

Cependant, la police du ministre de l'Intérieur, l'ancien chef

d'école S.A. Schroder, fit confisquer les tracts, interdire 80 réunions électorales, perquisitionner au domicile et arrêter les candidats. Ceci, sans doute, en vertu des principes de « la liberté et de l'autodétermination ». En vérité, le programme de paix présenté par ces candidats effrayait les gouvernements ouest-allemands.

> « La sauvegarde de la paix, disait le programme du candidat communiste de la région de Rhénanie du Nord-Westphalie, constitue la tâche primordiale d'une politique allemande. En République fédérale, il faut promouvoir une politique par laquelle notre peuple et le monde entier auront la garantie que jamais plus une guerre ne pourra être déclenchée de notre sol. »

Le 5 septembre 1961, la police politique de Bonn a procédé à l'arrestation d'Oskar Neumann, en vertu d'une condamnation prononcée en 1954. La détention d'Oskar Neumann à la prison de Clèves, en Westphalie, provoque une indignation profonde. Arrêté par la Gestapo un an à peine avant l'écrasement du nazisme, Oskar Neumann, fils d'un fonctionnaire tué par les hitlériens, se trouvait dans le camp de concentration de Buchenwald. Il déploya après sa libération une activité inlassable, tant au sein du Parti communiste allemand qu'au Conseil municipal de Munich, en faveur d'une Allemagne pacifique et démocratique, jusqu'à sa première arrestation, le 17 septembre 1951.

Oskar Neumann fut condamné en 1954 comme membre du Comité contre la remilitarisation et pour la conclusion d'un traité de paix. Il avait, en 1951 et 1952, participé à la préparation et à la réalisation du référendum en Allemagne occidentale, au cours duquel plus de 9 millions de personnes se sont prononcées contre le réarmement et pour la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne.

Il est superflu de dire que la lutte d'Oskar Neumann correspondait profondément aux intérêts de la population ouest-allemande. Elle était fondée sur les normes essentielles de la Constitution de Bonn, qui précise par exemple, dans l'article 26, alinéa 1, que des actions susceptibles de troubler les bonnes relations entre les peuples et de préparer notamment une guerre d'agression sont illégales et criminelles.

Le président de la chambre spéciale montra à l'audience qu'il n'accordait pas d'importance aux activités d'Oskar Neumann, mais aux prétendus « buts de second plan », aux intentions supposées de l'inculpé.

> « Au fond, disait-il, il m'est absolument indifférent, à moi et à la section pénale aussi, que vous ayez combattu la politique du gouvernement fédéral... C'est votre bon droit... Cela ne prouve toujours pas — et c'est là la seule chose

dont il s'agit — qu'il n'y a pas derrière les raisons de premier plan sans aucun doute permises, des raisons de second plan. »

Le 2 novembre 1961, le procureur de Constance fit arrêter pour assassinat le résistant yougoslave Lazarre Bracaric, et cela en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par la Gestapo le 30 octobre 1941. Bracaric était alors capitaine de partisans yougoslaves qui avaient attaqué une unité de la Luftwaffe. Devant la réaction de l'opinion publique mondiale, Bracaric dut être relâché.

La transformation de la R.F.A. en Etat policier se manifeste également par le dépôt, en 1961, d'un projet de loi sur l'état d'urgence permettant au gouvernement de suspendre des droits constitutionnels sans l'approbation du Parlement. Une autre loi permet d'infliger des peines allant jusqu'à 3 années de prison à tout citoyen s'attaquant en public à la Bundeswehr.

■

Tel est le vrai visage de l'Etat policier de Bonn. Les monopoles y exercent le pouvoir comme au temps d'Hitler. Au fur et à mesure que le ministère de la Guerre progresse dans la préparation de la guerre atomique, le ministère de l'Intérieur fait prendre des mesures plus répressives dans le but de mettre en condition la population et d'empêcher toute opposition à la guerre. La protection de la justice est réservée aux forces qui poursuivent fébrilement l'armement atomique et formulent des exigences revanchardes.

Mais cette évolution toujours réactionnaire se heurte à des résistances puissantes.

Elle doit compter d'abord avec l'existence et les progrès du premier Etat socialiste au pays de Marx et Engels, avec la puissance croissante de tout le camp socialiste et des forces anti-impérialistes dans le monde.

La R.D.A. a appliqué les principes de Potsdam relatifs à une Allemagne dénazifiée, où le pouvoir du capital financier et des Junkers a été déraciné pour toujours. La légalité socialiste protège les bases économiques et politiques de l'Etat des ouvriers et paysans; elle punit la propagande de guerre (loi du 15-12-1950); elle renforce les garanties de l'exercice des libertés démocratiques; les textes sur la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat définissent avec clarté les faits punissables (loi du 11-12-1957); la justice est rendue par les tribunaux populaires.

Enfin, la réaction se heurte à l'intérieur de la République fédérale à l'action de notre Parti frère, avant-garde de la classe ouvrière ouest-

allemande, et dont le rôle ne se mesure pas seulement au nombre de ses adhérents ou aux résultats électoraux. Le Parti communiste allemand, qui poursuit courageusement et efficacement sa lutte dans la clandestinité, défend les intérêts présents et futurs du peuple tout entier.

Dans la nouvelle phase de la crise générale du capitalisme, la démocratie bourgeoise recule dans les pays capitalistes. Mais, en même temps, les forces de progrès social s'accroissent dans le monde entier et font obstacle à la politique de guerre de l'impérialisme.

Dans cette situation nouvelle et complexe, la solidarité internationale aux forces démocratiques en République fédérale allemande revêt une grande importance. Une responsabilité particulière incombe au peuple français dans sa lutte contre l'alliance avec les revanchards d'Allemagne occidentale et l'installation de leurs bases en France, pour un traité de paix avec les deux Etats allemands et pour la neutralisation de Berlin-Ouest.

Des cartes postales éditées par notre Parti et demandant le retour à la légalité du Parti communiste allemand doivent parvenir en grand nombre au ministre de la Justice de Bonn.

Notre solidarité doit s'exprimer à l'égard d'Oskar Neumann et de ses camarades emprisonnés, à l'égard des militants du Mouvement de la paix, de la jeunesse, des syndicats, de l'Association des victimes du nazisme.

Notre soutien aux forces démocratiques en Allemagne doit encore se développer et constituer une contribution à la lutte pour la paix.

LE FRONT POPULAIRE POUR LE PAIN LA LIBERTÉ ET LA PAIX

de JACQUES CHAMBAZ

« FRONT POPULAIRE ». Deux mots qui évoquent toute une période ardente et, à certains égards, décisive, de l'histoire du peuple français ; période inoubliable pour ceux qui l'ont connue, soit comme acteurs, soit même comme simples témoins. Mais qui, précisément, à cause de son relatif éloignement dans le temps, est moins à portée des générations qui se sont, depuis, succédé. Il était nécessaire pour cela de la ressusciter et sur des bases historiques précises, celles qu'un certain recul permet, de la restituer.

■

A cette nécessité, répond le livre de Jacques Chambaz : Le Front populaire pour le pain, la liberté et la paix [1]. C'est le livre d'un historien, au sens professionnel du terme. On peut contrôler les faits, les dates, les citations, les matériaux utilisés ; ils sont indiscutables. Mais c'est aussi le livre d'un marxiste, apte à procéder, par delà les épisodes, à l'analyse profonde des faits et des situations ; apte à en déduire, selon des règles éprouvées, le développement et les nécessités ; sans raideur toutefois, en tenant compte de la complexité mouvante des faits, en faisant leur place aux perplexités, et parfois même aux hésitations. Et c'est enfin le livre d'un historien engagé, qui ne dissimule pas ses ardentes sympathies pour les revendications des travailleurs, qui est, lui aussi, par la raison et le cœur associés, pour « le pain, la liberté et la paix ».

Il en résulte un livre qui offre, à mon sens, trois motifs d'estime. D'abord, il est utile — faut-il dire indispensable ? — car le fait historique (qui niera, même parmi nos adversaires les plus bornés, qu'il le fut ?) que représente le Front populaire n'avait pas encore fait l'objet, à notre connaissance, d'une étude aussi systématique, aussi charpentée, aussi rigoureusement documentée. Il est attachant : non par l'emploi d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire, visant à l'effet facile, mais par une sorte de chaleur intime qui force peu à peu, et non par effraction, la conviction ; et ceux qui connaissent Jacques Chambaz ne me démentiront pas. Enfin, et j'ai failli écrire surtout, il est démonstratif : comment, à partir d'une situation

(1) Un volume de 225 pages, avec une préface de Jacques Duclos, dans la collection : *Contribution à l'histoire du Parti communiste français* (Editions Sociales, 1961).

difficile et terriblement compliquée, notre Parti a su aller au fond des choses, dégager les problèmes, reléguer l'accessoire à sa place pour dégager l'essentiel, tel est le point de départ du processus. Non que l'idée d'une telle démarche fût nouvelle : « allez aux masses » *était, depuis de longues années, un des mots d'ordre de la IIIe Internationale ; mais, jusque-là, les réalisations, ou tentatives de réalisations, n'avaient été que partielles, et parfois fugaces. A partir de 1934 — la situation historique aidant — les choses se dessinent mieux, et la marche en avant ne s'interrompt plus. Chambaz montre remarquablement comment, avec un constant mélange de lucidité et de persévérance — une persévérance têtue et que rien ne décourage — les réticences et la mauvaise volonté des uns, les inquiétudes et les hésitations des autres furent non pas forcées — car ce ne serait pas là un véritable succès — mais pénétrées, amollies, surmontées ; et quels furent les conséquences et les fruits — encore durables — de cette victoire. Au cours de ces luttes, le prolétariat a montré, étape décisive, qu'il était capable de :*

> « *conquérir le pouvoir politique, de s'ériger en classe dirigeante de la nation, de devenir lui-même la nation (ce par quoi) il est encore national, quoique nullement au sens bourgeois du mot* »,

ainsi que le prévoyait, près d'un siècle plus tôt, le Manifeste du Parti communiste.

Que des erreurs aient été ensuite commises, Chambaz ne le dissimule pas et s'efforce de montrer leurs causes, et qu'elles ne nous furent pas, généralement, imputables. Erreurs qui, si elles expliquent une régression certaine, ne prouvent nullement que le Front populaire ait pour autant « épuisé ses vertus », *et moins encore qu'il constitue* « une bataille perdue ». *Il faut lire avec une extrême attention la conclusion, d'une riche densité, et y réfléchir longuement.*

■

Car un livre d'histoire vaut de deux manières. D'abord, en soi, par la contribution qu'il apporte à l'étude des faits eux-mêmes, à leur mise en place, à leur définition explicative. Cela correspond, pour un certain grand public, à la définition même de l'histoire. Mais il convient d'aller plus loin. Car l'explication historique peut et doit, dans nombre de cas, se reporter aux problèmes du temps présent, en contribuant à les mieux situer et à les mieux éclairer. Sur ce sens, Chambaz a tout à fait raison d'écrire que « le Front populaire demeure riche d'enseignements par ses succès et ses erreurs ».

Bien entendu, aucune situation historique ne se reproduit sur des données rigoureusement semblables, et une comparaison qui ne serait, entre 1934 et 1962, qu'un simple décalque entraînerait le risque de graves déformations. Mais une comparaison pondérée, tenant compte et des ressemblances et des différences, est possible. Elle peut être fructueuse.

Le péril fasciste existait en 1934, et la journée du 6 février devait le bien montrer. Toutefois, dans l'utile et substantielle étude qu'il a donnée comme complément au livre de Chambaz sur « Quelques aspects du fascisme en France avant le 6 février 1934 », *Claude Willard a bien montré que le*

fascisme français était un tard venu, qu'il était divisé en nombreux groupes ou groupuscules, qu'il n'avait qu'une base de masse assez limitée, qu'il s'appuyait sur les partis de droite et l'Eglise catholique ; et il en conclut à une « faiblesse relative ».

Où en sommes-nous actuellement ? Le fascisme français a maintenant dans l'O.A.S. (quelles que soient ses divisions internes) une organisation audacieuse, totalement dépourvue de scrupules et qui ne recule ni devant le vol à main armée, ni devant la torture, ni devant le meurtre froidement perpétré et accompli. Il semble qu'il ait repris à son compte, purement et simplement, les procédés nazis. Il n'a, certes, par élargi sa base de masse, mais il compte dans l'armée professionnelle (il y a, heureusement, le contingent !) des sympathies qui vont jusqu'à la complicité. Il a des amis au gouvernement — issu lui-même d'un coup de force — et sa longue impunité trouve là ses vraies explications. Il est, sans conteste, redoutable.

La structure étatique des années 1934-1936 reposait encore sur la conception d'une République parlementaire bourgeoise, dans laquelle les libertés fondamentales restaient garanties et — généralement — assurées. En va-t-il de même aujourd'hui ?

Il fut long, difficile, d'amener la S.F.I.O. à la conception d'une large union sur un programme commun, avec les forces populaires les plus représentatives — c'est-à-dire le Parti communiste et la C.G.T. Du moins y parvint-on, pour un temps, et non sans résultats positifs. La résistance alors, comme aujourd'hui, venait non des militants, mais de certains dirigeants. Il faut cependant noter que le recrutement du Parti socialiste s'est depuis profondément modifié, que son programme s'est affadi dans un verbalisme véhément et sans portée, et que l'influence de ce qui reste de sa presse est nulle. Quant aux dirigeants, il suffit de comparer Léon Blum (quelques réserves qu'appelle le personnage) et M. Guy Mollet, pour donner la mesure d'une irrémédiable décadence. Mais c'est précisément la perception de sa propre infériorité qui mène la direction de la S.F.I.O. à des démarches inconsidérées. Loin d'envisager un vaste regroupement des forces démocratiques, elle essaie de mener sa propre opération, pour organiser un Front non populaire et même, à en croire la qualité de certains participants, nettement antipopulaire. Quitte à échouer piteusement, ainsi qu'il apparaît clairement.

Mais en faisant perdre du temps, en retardant l'union que tout impose et donc en infligeant au peuple français de sérieux dommages. Il convient, dans une telle comparaison qui demeure nécessairement hâtive et donc incomplète, de ne surestimer, ni de sous-estimer les périls et les difficultés. Mais de multiplier, avec obstination, les tentatives. Et c'est ici que les références au livre de Chambaz peuvent être vraiment enrichissantes. De la riposte à la tentative fasciste du 6 février 1934 — et les communistes alors sont seuls à mener, non sans sacrifices, le combat — des refus obstinés des dirigeants socialistes à écarter l'action commune, jusqu'à l'établissement du Pacte d'unité d'action, à l'élaboration d'un programme, à la victoire des élections de 1936, que d'étapes difficiles, mais chaque fois surmontées ! Et quelles espérances peuvent — en gardant la tête froide — s'en dégager.

Les causes fondamentales d'un tel résultat se dégagent clairement. Il y a, bien entendu, la pression même des faits ! « l'unité devient inévitable », *dit Chambaz. Il y a l'action des masses laborieuses qui, atteintes dans leurs conditions de vie par la crise et menacées dans leurs libertés*

par le fascisme, se regroupent à la base et font de manière de plus en plus nette (il s'agit ici des travailleurs socialistes) connaître leur volonté. Il y a la lente persuasion des classes moyennes, toujours indécises devant des situations nouvelles, et peu disposées à prendre des initiatives.

Mais pour fondre et harmoniser tout cela, pour transformer ces sentiments, ces craintes, ces impressions en idées cohérentes, pour passer de ces idées aux actions qu'elles impliquaient, il fallait quelque chose de plus : l'action cohérente d'une politique servie par l'organisation d'un Parti. Il faut faire sienne la conclusion de Chambaz :

> *« L'histoire du Front populaire apporte des justifications supplémentaires à la politique communiste. Elle démontre la nécessité de l'alliance de la classe ouvrière et du peuple pour les luttes immédiates... et, au-delà, pour l'instauration finale d'un régime politique et social nouveau, capable d'assurer définitivement le bonheur des plus larges masses et l'avenir de la France dans la paix et la liberté. »*

Que cela ait été tenté, que cela ait abouti, au moins sur le plan des « luttes immédiates », n'y a-t-il pas là, malgré les difficultés et l'aveuglement — certes temporaire — de trop nombreux esprits, de puissants motifs d'espoir ?

Comme aux jours exaltants de 1934-1936, « le fascisme ne passera pas ».

Emile TERSEN.

BARAGAN *

de E. GALAN

Ce roman de V.-Em. Galan sera peut-être pour maint Français comme une suite du célèbre roman d'un auteur roumain, Les Chardons du Baragan, *de Panaït Istrati. Il fut remis à chacun des membres de notre délégation d'études* (1), *juste au moment où nous repartions pour la France.*

J'aurais aimé le lire quinze jours plus tôt, car au cours de ce périple

* Ce livre a été publié aux « Editions en langues étrangères » de Bucarest.

(1) Voir les articles de Lucien Mathey, *France Nouvelle* n° 840; d'Antoine Acquaviva, dans *l'Humanité* du 21 au 25 novembre 1961 ; de L. Geay, dans *la Terre* du 9 novembre 1961.

de 2.000 kilomètres qui nous avait mené des plaines nues et poussiéreuses du Baragan jusqu'aux belles pentes boisées des Carpathes, des rives de la mer Noire aux blondes collines de Transylvanie, périple rapide mais qui nous permit de nous arrêter quelques heures à Galatz, Bacau, Brasov, Cluj, Ploesti, Bucarest, ce que nous vîmes surtout, c'était le résultat de quinze années d'un labeur acharné mené sous la direction du Parti ouvrier roumain.

Je m'aperçus vite que bien des maillons manquaient entre ce que je croyais savoir du passé de ce pays, et ce présent où abondaient les preuves de la justesse de l'appréciation formulée dans le rapport de G.H. Gheorghiu Dej au IIIe Congrès du Parti ouvrier roumain.

Directeurs, ingénieurs, contremaîtres, étaient directement issus de la classe ouvrière. A l'issue de la seconde guerre mondiale la Roumanie, libérée par l'avance des troupes soviétiques appuyées par ses propres groupes de partisans, comptait plusieurs millions d'illettrés, n'avaient pratiquement pas de cadres et une partie d'entre eux était hostile au nouveau régime. Or, tout ce que nous voyions était bien la confirmation dans la réalité de l'appréciation formulée par G.H. Gheorghiu-Dej à l'ouverture du XIVe Congrès du Parti ouvrier roumain, où il disait :

> *« Ce qui caractérise la politique du Parti, c'est l'offensive ininterrompue du socialisme, la réalisation persévérante de l'industrialisation du pays, de la transformation socialiste de l'agriculture, de la révolution culturelle. »*

Baragan *me donna l'un de ces maillons.*

■

BARAGAN *est le roman du passage des campagnes aux formes socialistes de propriété et de production. Le roman est fortement daté et serait incompréhensible sans des points de repère historiques précis.*

Après la chute et l'emprisonnement, le 23 août 1944, du dictateur Antonesco, les capitalistes et leurs alliés les grands propriétaires fonciers, les hauts commis de l'administration et leurs créatures, détenaient encore des positions-clés dans l'économie roumaine. Mais la victoire de l'U.R.S.S., dont les soldats avaient été accueillis comme des libérateurs par le peuple roumain, avait créé les conditions pour un extraordinaire élan révolutionnaire. En deux ans et demi tous les gouvernements bourgeois de coalition résolus à mater cet élan et à sauver l'ancien ordre social furent chassés. Le 30 décembre 1947, le dernier roi, Michel de Hohenzollern, dut abdiquer et la République fut proclamée. Pendant plusieurs années et plus particulièrement dans la phase de transition entre 1948 et 1950, se déclencha une lutte de classes acharnée. La réaction roumaine qui rassemblait à la fois les grands propriétaires fonciers dépossédés, la bourgeoisie d'affaires et ses clients, soutenus de l'extérieur par les Anglo-Américains, cherchait par l'inflation, le sabotage, les spéculations, à précipiter le pays dans le chaos et la

ruine. Bref, tous les ennemis de la République populaire cherchaient à faire ressusciter l'ancien régime, grâce à la politique du pire.

A tous égards, l'année 1948 fut pour la Roumanie un tournant décisif. Aux élections de mars 1948 triomphe le Front populaire. La direction de l'Etat est désormais assurée par la classe ouvrière alliée à la paysannerie et aux intellectuels libéraux ralliés nombreux à la République populaire. Il faut en hâte briser toutes les structures de l'ancienne société, arracher tous les moyens de production des mains des capitalistes : les mines, les usines, vont devenir propriété d'Etat. Parmi les leviers de commande, toutes les institutions de crédit passent aux mains de l'Etat. Le budget change de structure. Les ressources de l'Etat doivent permettre à la fois les investissements indispensables à l'essor de l'économie, en même temps que l'élévation continue du niveau de vie de la masse des travailleurs. En somme, la première année d'économie planifiée fut celle de 1949 qui se proposait de dépasser de 40 % celle de 1948. Effort énorme si l'on tient compte de la multitude des tâches qui devaient être menées de front. Mais la terre, va-t-elle être, dès cette étape, socialisée ?

Le grand mérite du récit d'E. Galan est de faire prendre conscience de façon concrète, réaliste, vivante, des difficultés inouïes qu'eut à surmonter le pouvoir populaire dans ce secteur, mais combien crucial, dans un pays dont 75 % des habitants vivaient non de l'industrie mais de la terre.

Le héros du livre, Anton Philip, est un militant communiste dont l'expérience, comme celle de la plupart des camarades de son âge, était bien sommaire. Sans être particulièrement préparé à cette tâche, ce jeune ouvrier métallurgiste a été affecté au contrôle économique et le voilà expédié comme directeur d'une soi-disant ferme d'Etat aux confins du Baragan et de la basse vallée du Iabomitsa. Il constate très vite qu'il n'y a personne qui puisse le conseiller. Personne ne semble savoir au juste ce qu'est ce domaine et personne ne lui indique la façon dont il doit se comporter envers ses prédécesseurs et les autorités locales, le maire, les animateurs du « Front des laboureurs ». Y a-t-il seulement des communistes à Lespezi ?

Aucun militant ne peut lire avec indifférence les péripéties de l'installation d'Anton Philip dans ce village semblable sans doute, à l'époque, à des milliers d'autres.

Il a tout à apprendre et il doit tout résoudre par ses propres moyens, à ses risques et périls.

Que trouve-t-il à Lespezi que l'on croit être, au chef-lieu du district, une ferme d'Etat ? Une bande de trafiquants s'y est installée laissant à l'abandon une partie des terres, en louant une autre en métayage. Elle pille à la fois les crédits de l'Etat et les villageois les plus pauvres. Procédant par ruse, par escroquerie, par intimidation, elle a noué des liens avec les anciens grands propriétaires expulsés par la réforme de mars 1945 (qui a donné plus d'un million d'hectares à 900.000 paysans pauvres), avec les trafiquants du marché noir à la ville et même avec les représentants de l'administration. Les déloger est une bataille terrible où Anton Philip joue plus que sa vie, son honneur de militant peut être compromis et pour longtemps.

A vrai dire, des hommes comme Raghina, Horutiu ou Zapodeanu avaient la partie belle dans ce pays où les illettrés (plus de 4 millions en 1945) étaient particulièrement nombreux dans les campagnes et où des siè-

cles d'oppression avaient enseigné la prudence envers les puissants, en même temps que généralisé des pratiques de « resquille » et de corruption.

En quelques heures, Anton Philip découvre que la mairie est entre les mains des koulaks, que le syndicat des salariés agricoles est sous son influence, ainsi que le Front des laboureurs. Les instituteurs, consciencieux mais timorés, se terrent dans leur école et Anton soupçonne que le brigadier de gendarmerie est lié d'une façon ou d'une autre aux forces de la réaction.

Les tracteurs disparaissent en pièces détachées et se retrouvent en état de marche sur le ponton de Gustav Ponici qui fait payer à tout le village comme à ceux de la ferme d'exorbitants droits de passage. Cinquante bœufs absents de l'inventaire sont cachés dans les marais pour être revendus au prix fort à la ville. Le maire, le notaire, le brigadier de gendarmerie maquillent les déclarations et couvrent la fraude dans la mesure où ils en profitent. Secrètement circulent les agents de la contre-révolution qui stockent des armes, contrecarrent toutes les initiatives du gouvernement, excitent la masse des villageois encore hésitants, craintifs, attachés aux anciennes coutumes. Le rapport des forces est encore instable.

Combien Anton paraît d'abord faible, isolé et presque impuissant. Il se heurte à chaque pas à l'héritage de l'ancien régime. Même les meilleurs, ceux qui se disent ou se croient communistes ou ne sont pas hostiles à la vie nouvelle, ont été profondément marqués et transposent quelquefois consciemment, mais souvent inconsciemment, les habitudes acquises en régime capitaliste dans les institutions naissantes. Vitcou, directeur de la ferme d'Etat de Gringasi qu'on cite en modèle, trouve normal de « trafiquer au détriment des trafiquants ». Mateï, l'ingénieur agronome que sa passion du travail jette aux côtés de Philip, mais qui se refuse à toute réflexion politique, est devenu brutal, cynique, amer et prétend mener à la trique les ouvriers de la ferme d'Etat comme il a appris à le faire sur les anciens domaines.

> *« Il avait le sentiment d'avoir un compte à régler avec le monde entier et que le bon droit était de son côté. »*

Habitué à la corruption de l'ancienne administration, il découvrira avec stupeur que d'autres méthodes aussi efficaces permettent de s'en sortir. Il commence seulement alors à se poser des questions qui ne lui permettront plus de se tenir en dehors de la bataille. Celle-ci va bientôt prendre une forme aiguë du fait du retour clandestin d'un ancien collaborateur des Allemands, frère du Président du Front des laboureurs, lié aux services secrets américains et qui a encore de nombreux amis à des postes importants.

Pourtant, dès qu'Anton frappe les premiers coups contre les ennemis du peuple et du régime, il va voir se découvrir et se grouper autour de lui toutes les forces saines du village. Il retrouve et regroupe les anciens membres du Parti qui, découragés et rebutés par des pratiques brutales, des jugements sommaires, s'étaient terrés et laissaient faire. Les paysans pauvres s'aperçoivent qu'ils ont été dupés sur toute la ligne. On a truqué le cadastre, ils ont livré leur blé à l'Etat et attendent en vain les semences promises. Puis voici les jeunes du village. Désœuvrés et sans espérance, ils s'organisaient en bandes, où souffle un esprit de révolte et d'agressivité

anarchique. La conquête de la plus mauvaise tête, Ohu, orphelin, vagabond sans métier, mais intelligent, sensible, orgueilleux, décidera du ralliement de toute l'équipe.

■

Mais le plus dur de la bataille c'est à l'intérieur même du Parti qu'elle se livre. La séance à la sous-préfecture est un vrai tournant où se joue l'avenir. Qui osera dénoncer publiquement les fautes commises et dont tous devinent qu'elles ne peuvent se répéter qu'avec des complicités dans les rouages du gouvernement et du Parti ? Qui prouvera que la ferme modèle de Pana Granicerul est un refuge où se cachent des débris de l'ancien régime qui y trafiquent et y complotent ? Qui dira en même temps à Vitsu que la réussite de sa ferme d'Etat est trompeuse et inquiétante pour l'avenir car elle est due à des moyens condamnables ? Anton, avec une maladresse qui va permettre aux « tricheurs » de reprendre l'avantage, met en pièces le rapport officiel du district et déclenche, après l'engrenage de mensonges, l'avalanche des vérités.

Dès lors, Anton rasséréné, solidement appuyé sur le Parti, et surtout sur les jeunes du village, va pouvoir mener de front toutes les tâches : les semailles, la construction des bâtiments, la formation des jeunes tractoristes et l'écrasement des menées contre-révolutionnaires. Mais absorbé par cette activité sans répit, il manque l'arrivée de sa femme et de son fils et il risque de payer de son bonheur, ses succès de militant.

■

Qu'Anton et ses camarades aient mené à bien leur combat, nul n'en peut douter. Au printemps de ce dur hiver de 1948, en mars 1949, un décret liquida les grandes propriétés survivantes et sans doute disparurent alors définitivement Hector Panicerul et ses compères. Puis, il fallut amorcer, grâce à l'exemple des exploitations d'Etat du type de Lespezi et Calarasi, le regroupement des trois millions de petites exploitations individuelles qui continuaient à vivre dans l'indigence. La visite de quelques-unes de ces exploitations comme celles de Palazamaru ou celle d'Halkiu près de Brasoz nous ont donné une idée des méthodes prudentes et efficaces qui ont été employées en Roumanie pour entraîner la paysannerie dans le secteur socialiste.

En dix années l'étape la plus difficile a été franchie. Aujourd'hui, les fermes d'Etat, les exploitations agricoles coopératives et les coopératives de type inférieur, où la rétribution se fait selon la surface des terres ainsi apportées par chacun, représentent 83,5 % des surfaces agricoles. Des régions comme la Dobroudja sont entièrement collectivisées : 42.000 tracteurs en 1960 sillonnaient les champs pour les labours de printemps au lieu de 4.000 en 1938, et au cours de la visite de la plus grande usine qui les fabrique, l'usine Thaëlmann, le directeur, ancien ouvrier tourneur, nous a dit dans un grand rire optimiste que les 100.000 seraient produits avant 1965. 2.000 ingénieurs agronomes, 30.000 techniciens, 62.000 mécaniciens se consacrent à l'exploitation rationnelle de richesses naturelles extrêmement diverses. Les rendements en quintaux à l'hectare croissent, mais la

plus belle moisson ce sont ces jeunes qui, délivrés des antiques servitudes, luttent de toutes leurs forces avec le nouveau régime qui a ouvert pour eux les portes d'un destin qui sera à la mesure de leurs rêves.

C'est avec une grande pudeur que nos camarades roumains évoquent les années difficiles du « passage », avec plus de discrétion encore qu'ils montrent ce qui subsiste d'un passé maudit, comme si les mots avaient le pouvoir magique d'en ressusciter tous les cauchemars et les maléfices.

C'est pourtant ce contraste saisissant, entre l'autrefois et les promesses déjà si apparentes, aujourd'hui, d'un avenir heureux pour tous les hommes de ce beau pays, qui donne tout son sens à la révolution accomplie dans le cadre du renforcement continu du camp socialiste tout entier.

Derrière les chiffres triomphants des rapports et des statistiques, grâce à Baragan, nous pensons désormais à tous les Anton Philip, à cette génération du 23 août dont les sacrifices personnels, l'acharnement à vaincre tous les obstacles et le dévouement illimité ont sans doute réduit ce temps d'épreuve que vécut la Roumanie pour devenir telle que nous l'avons vue : le pays des fleurs et de la vie nouvelle, le pays où les travailleurs, maîtres de leurs usines et de leurs champs, marchent avec confiance, au pas du socialisme, vers un avenir de liberté et de bonheur.

Paulette CHARBONNEL .

ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Ce n'est pas un hasard si Economie et Politique *est, entre les publications spécialisées dans l'étude des problèmes économiques, celle qui bénéficie du plus fort tirage et du chiffre de vente le plus élevé : c'est qu'elle répond, mieux que les autres, à un besoin. Mais ce qui distingue fondamentalement notre revue de ses homologues c'est qu'elle est la seule revue marxiste d'économie existant en France. Elle utilise, pour saisir les phénomènes économiques, une méthode scientifique à partir des principes du matérialisme dialectique et historique. C'est dire aussi qu'elle s'efforce de jouer honorablement son rôle sur son propre terrain dans l'inexpiable combat que se livrent en France et dans le monde — les forces progressistes et réactionnaires —, le socialisme et le capitalisme. Elle participe ainsi au développement prodigieux des idées du socialisme et bénéficie du prestige des réalisations économiques et sociales extraordinaires qui y sont attachées, pour le bien-être et le bonheur des hommes.*

Notre revue procède à des recherches théoriques et appliquées sur ce qui est l'objet de l'économie politique : sur les rapports sociaux de production, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat.

Cette démarche serait dangereuse si elle aboutissait à isoler le domaine économique de son contexte. La base économique d'une société donne naissance (entre autres) aux superstructures politiques ; et la politique n'est en définitive que « l'expression la plus concentrée de l'économie ; elle en représente la généralisation et le couronnement » *(Lénine). Ainsi se trouve établie la primauté de la politique sur l'économie sans que cela remette en cause le caractère fondamental de l'économie. Notre revue se fixe pour but d'établir les liaisons permanentes de dépendance réciproque existant entre l'économie et la politique.*

Les lecteurs trouveront dans ses articles :

1°) Les données économiques relatives à la situation de la classe ouvrière et de ses alliés *(petits et moyens paysans, fonctionnaires, petits commerçants et employés, étudiants, intellectuels, etc.).*

Elles doivent être naturellement au premier rang des préoccupations de la revue. La loi de la paupérisation relative et absolue, les éléments du niveau de vie, des conditions de travail, toutes les questions sociales ; en bref, la traduction des principaux aspects économiques et sociaux de l'exploitation capitaliste. (Cf. les articles n° 85 : Nouveaux éléments sur la Fonction Publique ; *n° 86 :* Nouvelles menaces contre la Sécurité Sociale ; *n° 88-90 :* Le logement et le pouvoir).

2°) En contrepartie de l'appauvrissement de la majorité : l'immense enrichissement de la grande bourgeoisie monopoliste propriétaire des moyens de production et d'échanges. *L'exposé des lois de la concurrence et du profit maximum ; le processus de concentration capitaliste... ; des monographies sur les grands trusts. (Cf. : n° 81 :* Le groupe Simca ; *n° 85 :* Le groupe Celtex ; *n° 88 :* Le groupe Thomson-Houston) ; *les mouvements affectant les différents secteurs économiques, la situation des principales branches de la production et de ceux qui les contrôlent, etc. (Cf. : n° 84 :* Les industries gazières en France ; *n° 89 :* L'industrie électronique ; *n° 85 :* Les métaux non-ferreux, *etc.).*

3°) Les problèmes du capitalisme monopoliste d'Etat et ceux posés par les interventions de l'Etat *dans la reproduction élargie : le rôle économique de l'Etat, le pouvoir personnel expression renforcée des monopoles, l'analyse de son action, la politique budgetaire, la fiscalité, les nationalisations, etc. (Cf. : n° 79 :* La fiscalité et les monopoles ; *n° 90 :* La S.N.C.F. et les monopoles...)

La revue combat les thèses néocapitalistes et technocratiques, armes idéologiques du capital monopoliste ; celles de l'économie concertée et des positions réformistes. (Cf. : n° 86 : Qu'est-ce que l'économie concertée ; *n° 87 :* Sur deux critiques universitaires de l'économie concertée ; *n° 88 :* Confusionnisme petit-bourgeois et capitalisme monopoliste d'Etat...)

La dénonciation du IVe Plan *y est menée concrètement avec un soin particulier ; la dénonciation de la démagogie qui se cache sous le vocable « Equipements sociaux » et la révélation des objectifs réellement poursuivis : l'accroissement des profits des monopoles, la signification économique de la fascisation de l'Etat sous le pouvoir gaulliste. (Cf. : n° 88 :* Plan expansion et niveau de vie; *n° 87 :* Un Plan pourquoi faire ? ; *n° 89 :* Le IVe Plan; *n° 90 :* Sidérurgie et IVe Plan ; La concentration commerciale, etc.)

4°) Les problèmes théoriques *relatifs à la nature des lois économiques ; le fonctionnement des mécanismes économiques, les cycles contemporains, l'imposibilité d'une véritable planification en système capitaliste, les aspects de la crise générale du capitalisme à sa 3e étape.*

5°) Les causes du sous-développement du « *Tiers Monde* », *les voies qui s'offrent à quelque deux milliards d'hommes pour atteindre à leur complète indépendance et à la satisfaction de leurs besoins, l'exemple et l'aide désintéressée enfin, que leur offrent l'Union soviétique et les démocraties populaires. (Cf. : n° 84-85 :* La Côte d'Ivoire ; *n° 89 :* La révolution cubaine ; *n° 90 :* Projets miniers en Afrique noire ; *n° 84 :* L'aide économique et technique de l'U.R.S.S. aux pays d'Afrique.)

6°) La conjoncture internationale. *Les effets de la compétition et de la concurrence entre les deux systèmes ; la pression qu'exerce le camp socialiste sur l'économie capitaliste, les efforts accomplis par cette dernière et les constructions qu'elle imagine pour tenter de survivre (C.E.C.A., Marché commun, etc.). (Cf. : n° 86 :* Un tournant dans le Marché commun ; *n° 88 :* Cartellisation et concentration en R.F.A.)

7°) Parallèlement à la critique des contradictions et des tares qui entraînent le système capitaliste à sa perte, notre revue propose l'étude exaltante de l'économie socialiste, de ses lois, de ses réalisations, des conditions du passage à la forme supérieure du communisme.

L'extraordinaire développement des forces productives permet de s'attaquer à la création et au développement de la base matérielle et technique du communisme — ce sont les fondements du seul humanisme véritable, que jette sous nos yeux le XXIIe Congrès, lors de l'élaboration d'un programme sans égal.

Sur les concepts spécifiques de l'analyse marxiste, sur le système des balances, sur les organismes de la planification, sur les problèmes actuellement en discussion en U.R.S.S., vous trouverez les réponses les mieux documentées dans les études réalisées sur l'Union soviétique et les démocraties populaires. (Cf. : n° 86 : Le projet de programme du P.C.U.S. ; *n° 89 :* Le XXIIe Congrès : la science et la construction du communisme ; *n° 89 :* La sidérurgie des pays socialistes, etc.)

Telles sont, brièvement indiquées, les grandes rubriques de la revue et les sujets qui y sont traités. A titre d'exemple, nous vous donnons ci-après le sommaire du numéro de février (91) :

Editorial - *H. Claude :* Décazeville ; *J. Portet :* Les exploitations capitalistes agricoles (I) ; *V. Odile :* La conjoncture dans les pays capitalistes et en France; *L. Perceval :* La IIe étape du Marché commun et l'agriculture; *J. Triomphe :* L'agriculture soviétique ; *J.P. Maynard :* L'économie marocaine. — Chroniques - *Chouteau :* IVe plan et fiscalité ; fiscalité ; niveau de vie en Algérie, etc. — Notes de lecture.

*Mettre à la disposition de ceux qui s'intéressent aux problèmes économiques l'instrument qui leur fera mieux connaître les forces complexes qui déterminent toute la vie sociale et les aidera à découvrir les voies du progrès ; donner aux militants du mouvement ouvrier une arme, le mieux affûtée possible pour la dure bataille politique et idéologique quotidienne. Tel est l'objectif qu'*Economie et Politique *s'efforce d'atteindre.*

Paul FABRE.

L'ÉCOLE ET LA NATION FORMULE NOUVELLE

« Le général de Gaulle, un homme nouveau... C'est l'homme de la Providence. Que peut-il faire ? Il brûle de résoudre les grands problèmes; en particulier sur le chapitre de l'éducation des enfants... Avec un regard profond, il a médité entre « deux églises »; il a compris que la religion devait être remise à l'honneur... Telle est aussi l'opinion de l'armée nouvelle... Pour les parachutistes, en effet, le relèvement national de la France exige le relèvement religieux et chrétien. »

Citées par Maurice Perche, ces paroles de Mgr Llosa, évêque d'Ajaccio, ont dès le début éclairé les débats des journées d'études organisées à Romainville sur l'activité du Parti pour la défense de la laïcité.

Et Georges Cogniot, dégageant les conclusions de ces journées, déclarait à l'approbation de tous :

> *« La question laïque et scolaire n'est pas une question étroite et particulière, comme voudraient le faire croire certains dirigeants du Comité national d'Action laïque, enclins aux exclusives qui gênent l'action... (elle) ne sera résolue que grâce au mouvement ouvrier et populaire. »*

Le problème laïque, celui de la défense de l'Université que, selon Mgr Llosa, brûlait de résoudre le général de Gaulle dès 1958, qu'il a résolu à sa manière dès 1959 avec la loi antilaïque, qu'il veut continuer à résoudre avec la mise en vigueur de ce qu'on intitule réforme de l'enseignement, créent incontestablement une situation nouvelle.

L'Ecole et la nation, à l'origine revue du Comité central pour les instituteurs, se devait d'être sensiblement modifiée, et quant à son contenu, et quant à sa forme, l'auditoire étant élargi.

Depuis dix ans qu'elle existe, elle s'était fixée pour objectif de fournir, d'abord aux instituteurs puis, avec modestie, voire timidité, aux autres membres de l'enseignement, les informations, les explications, la position de notre Parti sur toutes ces questions.

Bien qu'elle ait fréquemment bénéficié des articles des dirigeants du Parti, elle était restée jusqu'ici une revue destinée surtout aux instituteurs.

Mais il est certain que le caractère national, l'ampleur nationale de la crise de l'Université et de la laïcité n'intéressent pas les seuls instituteurs. Non seulement les enseignants en général, mais aussi les parents, mais tous les travailleurs, tous les démocrates sont directement concernés,

et l'Ecole et la Nation doit devenir la revue du Parti sur tous les problèmes scolaires et laïques.

La résolution du Comité central sur la lutte pour la laïcité adoptée après les propositions des journées d'études le précise avec netteté :

> « Les organisations du Parti... considèrent que cette lutte d'intérêt national — dans laquelle la classe ouvrière joue, comme toujours, un rôle déterminant — est un élément indissoluble de leur activité propre.
>
> ... Un rôle particulier revient à la revue du Comité central l'Ecole et la Nation, organe destiné non seulement aux enseignants de tous ordres, mais aussi à tous ceux qui militent autour de l'école ou s'intéressent à ses problèmes. »

Pratiquement, la nouvelle formule de l'Ecole et la Nation marquera, par rapport à l'ancienne, les changements suivants :

— Elle s'intéresse à toutes les questions qui concernent la laïcité et l'école à tous les degrés. Elle se fixe pour tâche de démonter pièce à pièce les arguties des idéologues bourgeois et de leurs alliés qui, dans le domaine de l'enseignement, voudraient faire accepter les vues des monopoles en les camouflant sous les nécessités d'adaptation à la vie et aux techniques modernes : si le prétexte est juste et bien choisi, la cause défendue et la solution proposée sont bien mauvaises !

— Les questions pédagogiques qui seront abordées doivent être susceptibles d'intéresser tous les laïques et non plus les seuls enseignants.

Quant aux problèmes pédagogiques plus « spécialisés », ils seront traités dans un supplément extérieur à la revue.

— Enfin, l'élargissement même de son audience doit amener la revue à s'alléger quant à la forme.

Ainsi conçue, l'Ecole et la Nation peut et doit aider au combat de tous ceux qui se refusent à assister impassibles à l'enterrement de l'école publique.

La diffusion n'appartient plus aux seuls spécialistes mais à tout le Parti.

Un coup d'œil sur le sommaire du prochain numéro permet de vérifier les changements en cours :

— L'unité et la critique de Maurice Perche.

— Deux articles sur la lutte antifasciste des enseignants et des scolaires ainsi que sur les complicités de M. Paye.

— Paul Delanoue raconte ses souvenirs d'instituteur rural en février 1934.

Deux scandales dénoncés qui ne concernent pas seulement l'enseignement :

● *Un livre d'histoire interdit;*

● *Une émission de télévision scolaire supprimée.*

— Nos écoles seront-elles leurs paroisses ? *A travers la presse cléricale, une mise à nu des fins et des moyens de la hiérarchie.*

— *Tour d'horizon : la bataille laïque* continue.

— Maurice Loi *analyse les dernières circulaires de M. Paye sous le titre « démantèlement de l'Université » (suite).*

— *12 pages pour la défense de nos écoles maternelles.* Pourquoi et comment *les défendre ?*

— *La santé des élèves est gravement menacée par la réduction du nombre des examens médicaux.*

— *L'enseignement professionnel en R.D.A.*

■

— *Lettre à M. Paye sur la revue* Tout l'Univers *qu'il a encensée alors que...*

— *Les dessus financiers de la* presse enfantine *par* Madeleine Bellet, *directrice des éditions Vaillant.*

Pierre MORLET.

UN MILLION DE PARISIENS AUX OBSEQUES

LE peuple de Paris a fait aux huit victimes de la répression gouvernementale des obsèques grandioses dignes de leur sacrifice. Un million de Parisiennes et de Parisiens ont participé aux obsèques. Pendant plusieurs heures, un flot ininterrompu d'ouvriers, d'enseignants, d'intellectuels et d'autres démocrates, a défilé dans les rues de Paris. Au même moment, dans tout le pays, les travailleurs faisaient la grève générale dans l'unité, de grandes manifestations antifascistes se déroulaient dans de nombreuses villes.

Ainsi, un hommage solennel a été rendu aux antifascistes tombés le 8 février, en même temps que s'exprimait plus fortement la volonté du peuple de France de faire triompher la cause de la liberté et d'imposer la paix en Algérie.

L'exigence monte des profondeurs du pays pour :

— la mise hors d'état de nuire des assassins de l'O.A.S. ;

— l'épuration de l'armée, de la police et de l'administration.

Cette exigence est d'autant plus forte que les événements tragiques du 8 février ont révélé à de larges masses la collusion de fait du pouvoir gaulliste avec les factieux.

Dans les derniers jours, l'unité de la classe ouvrière, l'union des forces démocratiques ont fait de grands progrès.

En ces heures décisives pour l'avenir de la France, le Parti communiste français appelle tous les travailleurs, démocrates, patriotes, à développer leur union, à renforcer leur action dans le combat contre le fascisme et pour la démocratie.

Le Parti communiste français invite ses militants, qui sont parmi les meilleurs artisans de l'unité d'action, à poursuivre leurs efforts et à travailler au renforcement du Parti.

LE FACISME NE PASSERA PAS !

Paris, le 13 février 1962.

Le Parti communiste français.

HOMMAGE AUX VICTIMES DE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

MARDI 13 février, le peuple de France tout entier rendra un hommage ému et solennel aux victimes de la répression policière.

Le Parti communiste français salue les décisions prises en commun par les organisations syndicales de la région parisienne appelant à faire des obsèques une grande manifestation antifasciste et de défense républicaine.

Il salue les décisions prises par la Confédération générale du travail, la Fédération de l'éducation nationale, l'Union nationale des étudiants de France et d'autres formations syndicales qui appellent à la grève dans tout le pays pour le même jour.

Les arrêts de travail et manifestations diverses organisés ce lundi, et auxquels notre Parti s'associe, prépareront au succès de la grande manifestation nationale, nouvelle étape importante de l'union dans la lutte contre le fascisme et pour la démocratie.

Paris, le 11 février 1962.

Le Parti communiste français.

■

LE Parti communiste français, qui était parmi les organisateurs de la manifestation anti-O.A.S. du 8 février, sauvagement réprimée par le pouvoir et sa police, s'est associé à la grève de protestation et aux manifestations du 9 février, puis à l'appel pour que les obsèques solennelles des martyrs de la cause antifasciste soient une journée grandiose de défense des libertés.

Le Parti socialiste, la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C., la F.E.N. appellent à un arrêt de travail le lundi 12 février et à des manifestations le même jour, à 18 h 30, dans tout le pays et à Paris, place de la République.

Le Parti communiste, qui a toujours regretté l'absence du Parti socialiste aux actions unitaires, appelle tous ses militants, ses organisations, ses sympathisants, tous les républicains à participer en masse, au coude à coude, avec leurs frères socialistes, à la grève et aux manifestations du 12 février, qui seront ainsi une nouvelle et importante étape dans le rassemblement et le combat antifascistes.

LE FASCISME NE PASSERA PAS.

Le 10 février 1962.

Le Comité central du Parti communiste français.

RÉSOLUTIONS DU COMITÉ CENTRAL

(Choisy-le-Roi, 10 février)

SUR LE RAPPORT DU BUREAU POLITIQUE

LE Comité central du Parti communiste français, réuni le 10 février 1962, approuve le rapport du Bureau politique présenté par Paul Laurent et décide de le publier.

Appliquant avec esprit d'initiative et de résolution les décisions du Comité central, les communistes prépareront dans l'union à la base, dans les entreprises et les localités, la grande journée de lutte antifasciste du 12 février, et les obsèques des victimes de la répression policière.

Dans le combat antifasciste et pour la paix en Algérie, ils seront parmi les meilleurs artisans de la réalisation de l'union de toutes les forces démocratiques.

Choisy-le-Roi, le 10 février 1962.

SUR LA SOUSCRIPTION NATIONALE

LE Comité central enregistre avec une grande satisfaction les remarquables résultats de la souscription nationale. Il félicite les militants et les organisations du Parti et il remercie chaleureusement les innombrables souscripteurs pour cette nouvelle marque de sympathie et de confiance.

La « bataille des cent millions » a été gagnée en deux mois et cet objectif est maintenant largement dépassé.

Ce succès souligne le puissant soutien que le Parti peut attendre de la part des larges masses populaires dans le développement de la lutte antifasciste. Au moment où cette lutte exige de plus grandes obligations du Parti, afin de lui permettre d'accroître ses moyens d'organisation et de propagande, le Comité central décide de poursuivre la souscription nationale.

SUR LA CONFERENCE NATIONALE DU PARTI

LE Comité central décide de tenir, en automne, une conférence nationale du Parti consacrée aux problèmes d'organisation en liaison avec la situation politique et les tâches du Parti.

Il invite les fédérations du Parti à tenir leurs conférences fédérales dans la période allant du mois de mars au mois de mai.

Choisy-le-Roi, le 10 février 1962.

LE FASCISME NE PASSERA PAS !

LE Bureau politique du Parti communiste français s'est réuni le vendredi 9 février 1962, sous la présidence de Maurice Thorez, secrétaire général du Parti.

Il s'incline avec émotion devant les victimes de la répression policière, assure de sa solidarité fraternelle leurs familles.

Dans l'union, les démocrates parisiens protestaient contre les attentats qui avaient frappé, la veille, des personnalités de toutes opinions, ils manifestaient leur volonté de mettre hors d'état de nuire les assassins de l'O.A.S., dont l'activité est alimentée par la poursuite de la guerre d'Algérie. En faisant couler le sang des antifascistes, par une violente agression, le pouvoir gaulliste a montré la véritable nature de sa politique. Encouragé une fois de plus par l'interdiction de la manifestation républicaine et sa répression sanglante, les factieux commettaient, quelques instants plus tard, dix nouveaux attentats criminels. En déchaînant ses forces de police les plus brutales contre le peuple de Paris, le gouvernement favorise l'activité factieuse.

Pour tenter de justifier cette collusion de fait avec l'O.A.S., le gouvernement gaulliste se livre à une grossière diversion anticommuniste. De plus, comme les Versaillais, bourreaux de la Commune de Paris, il calomnie ses propres victimes. Selon lui, ceux qui veulent dresser le barrage résolu de tout un peuple contre la menace fasciste seraient des « ennemis de la République ». Non, les travailleurs syndiqués de toutes appartenances, les communistes et les socialistes, les chrétiens et autres républicains qui agissent ensemble et qui se retrouvaient à la Bastille, les résistants qui s'unissent tous dans un même élan patriotique, ne sont pas des « ennemis de la République ». Ils veulent rassembler toutes les forces saines de la nation, isoler et vaincre les fascistes, sauver la France de la honte, du déshonneur et de la terreur.

Par contre, en tentant de diviser les républicains, en même temps qu'il exerce sa répression contre eux, le pouvoir gaulliste agit à l'instar des gouvernements de réaction et de fascisme.

LE peuple de France, généreux et lucide, aspire à l'ordre et à la sécurité. Il dispose de forces suffisantes, si elles sont unies, pour barrer la route au fascisme.

Sans attendre que d'autres victimes du fascisme tombent sous les coups de la police et de l'O.A.S.; avant qu'il ne soit trop tard, unissons-nous !

Pour sa part, le Parti communiste français est toujours prêt à collaborer sur tous les terrains avec tous les partis, les mouvements et les hommes décidés à réaliser le changement politique qui s'impose. Il salue l'initiative de tous les syndicats unis (C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., S.N.I., U.N.E.F.) pour protester contre la répression policière, pour exiger le châtiment des coupables, pour imposer la mise hors d'état de nuire de l'O.A.S., pour rendre un hommage aux victimes du 8 février. Le Parti communiste français s'associe à cette initiative et appelle tous les travailleurs à en assurer le succès.

En luttant pour l'épuration de l'armée, de l'administration et de la police, les démocrates exigent la destitution des hommes qui portent une responsabilité personnelle dans l'exécution de la politique gouvernementale. Ils exigent ainsi la révocation du préfet de police Papon et du ministre de l'Intérieur Frey. Ils luttent pour imposer le droit de réunion et de manifestation pour les républicains. Ils protestent contre la nouvelle saisie de *l'Humanité* et d'autres journaux démocratiques.

L'expérience tragique du 8 février confirme que pour écarter la guerre civile, pour permettre à notre pays de retrouver l'ordre, tous les travailleurs, tous les républicains ont pour devoir de s'unir pour rétablir et renouveler la démocratie.

Paris, le 9 février 1962.

Le Bureau politique du Parti communiste français.

■

DANS l'après-midi de mercredi, les tueurs de l'O.A.S. ont perpétré à Paris une nouvelle série d'attentats criminels contre diverses personnalités politiques et intellectuelles. On compte plusieurs blessés, dont une fillette de 4 ans qui risque de perdre la vue.

Une bombe a explosé au domicile de notre camarade Raymond Guyot, membre du Bureau politique du Parti communiste français, sénateur de la Seine, blessant sa femme Fernande. Une autre bombe a blessé grièvement l'écrivain Vladimir Pozner.

Le Parti communiste français adresse aux camarades Fernande Guyot et Vladimir Pozner l'expression de sa sympathie fraternelle, ainsi que ses sentiments de solidarité aux autres blessés. Il renouvelle sa condamnation de tous les attentats, quelles qu'en soient les victimes. Il invite le peuple de Paris, tous les Français et toutes les Françaises à manifester puissamment et sans délai leur indignation et leur volonté de voir arrêter et châtier sérieusement les assassins de l'O.A.S. et leurs complices.

Encouragés par l'impunité, ces nouveaux actes criminels montrent une fois de plus qu'on ne saurait faire confiance au pouvoir gaulliste et que l'action populaire doit s'amplifier afin d'imposer la mise hors d'état de nuire des bandits de l'O.A.S. qui tentent par tous les moyens de semer la terreur dans le pays.

Les travailleurs, tous les démocrates doivent s'unir et s'organiser partout dans des comités antifascistes pour dénoncer et démasquer les agents de l'O.A.S. et leurs soutiens, prévenir les attentats, assurer la sécurité des citoyens, la sauvegarde des sièges des organisations démocratiques et de leurs militants.

Les communistes continueront à se montrer les plus actifs dans l'organisation de cette action antifasciste de masse en même temps qu'ls renforceront le service d'ordre du Parti afin d'assurer une vigilance permanente autour de ses sièges et de ses militants responsables.

Paris, le 7 février 1962.

Le Parti communiste français.

LE PÉRIL FASCISTE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION POPULAIRE

CHAQUE jour, les fascistes de l'O.A.S. multiplient leurs actions criminelles. Ils frappent les démocrates de toutes opinions, des officiers républicains, comme le montre l'attentat contre le général Petit, les journalistes d'opinions diverses. Leurs coups visent des mairies et d'autres édifices publics. Ils viennent d'assassiner, à Paris, un travailleur du ministère des Affaires étrangères.

Le plan des fascistes est d'intimider, de créer un sentiment d'impuissance aggravé par l'inaction complice du pouvoir gaulliste. Ce dernier ne fait qu'annoncer des mesures illusoires contre l'O.A.S.

Les complicités dont bénéficient les factieux dans l'armée, la police, l'administration et le gouvernement s'étalent de plus en plus scandaleusement. Et le pouvoir continue de combattre le mouvement démocratique en interdisant les manifestations antifascistes.

Dans le même temps, Guy Mollet et les autres chefs socialistes de droite, Maurice Faure et d'autres, s'opposent à l'union des forces démocratiques. Loin d'agir contre le fascisme, ils recherchent l'alliance avec les forces de la grande bourgeoisie réactionnaire, avec les « indépendants » dont les sympathies politiques avec l'O.A.S. sont clairement affirmées. Ils favorisent ainsi les desseins criminels de l'O.A.S., alors que l'union de tous les travailleurs et démocrates doit et peut se faire pour barrer la route au fascisme, malgré les divergences qui subsistent dans d'autres domaines.

Le Comité directeur S.F.I.O. reconnaît « qu'en cas de putsch » tous les antifascistes, y compris les communistes, devraient être ensemble dans la lutte pour le faire échouer.

Mais les dirigeants socialistes de droite refusent l'unité d'action pour empêcher que le coup de force ait lieu.

Le seul moyen de barrer la route au fascisme et de lutter pour la liberté et la démocratie, c'est l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques dans un même combat pour :

— *Mettre hors d'état de nuire les assassins fascistes et tous leurs inspirateurs et complices;*
— *imposer l'épuration de l'armée, de la police et de l'administration;*
— *obtenir pour les organisations démocratiques le droit et les moyens de protéger leurs locaux et leurs militants;*
— *imposer la paix en Algérie par la négociation avec le G.P.R.A.;*
— *rétablir et renouveler la démocratie.*

■

DANS de nombreuses villes se déroulent de puissantes manifestations contre le fascisme, se réalisent des accords permettant de rassembler largement les forces démocratiques et nationales. Des soldats du contingent, des

officiers républicains engagent l'action.

Mais l'extrême gravité du danger exige un développement beaucoup plus puissant de l'action populaire antifasciste.

Le Bureau politique appelle tous les travailleurs, les démocrates de toutes opinions à étendre et renforcer leur union sans attendre.

Les communistes poursuivent leurs efforts pour le rassemblement de toutes les forces ouvrières, démocratiques et nationales. Ils prennent partout dans le pays des initiatives les plus variées dans ce but.

Les communistes poursuivent leurs efforts pour multiplier les comités antifascistes largement unitaires dans les entreprises, les quartiers et les localités.

Les communistes participent à la préparation de la semaine d'action du 4 au 12 février, décidée par le Mouvement de la paix, pour la paix en Algérie et contre l'O.A.S. Ils le font avec d'autant plus de force que la conclusion d'un accord avec le G.P.R.A. s'impose de toute urgence.

Les communistes développent l'activité propre de leurs cellules, en premier lieu dans les entreprises; ils renforcent leur service d'ordre, organisent le recrutement de milliers de nouveaux adhérents et la création de nouvelles cellules.

Paris, le 25 *janvier* 1962.

Le Bureau politique du Parti communiste français.

ÉCRASER L'O.A.S. ET IMPOSER LA PAIX EN ALGÉRIE

LES attentats criminels de l'O.A.S. vont se multipliant. Pour la seule soirée du 17 janvier, vingt agressions à la bombe, dont dix-sept à Paris, ont été perpétrées contre des sièges d'organisations et des personnalités de toutes opinions, sans qu'aucune mesure soit prise pour mettre un terme à l'activité des bandits fascistes.

Le pouvoir gaulliste multiplie les déclarations mais, en fait, il permet aux bandes fascistes de développer librement leur activité criminelle, tant en Algérie qu'en France. Soustelle et d'autres chefs factieux peuvent prendre impunément la défense des assassins. Le pouvoir se refuse à la négociation véritable permettant d'aboutir à la paix en Algérie, et éternise ainsi une guerre qui nourrit les crimes de l'O.A.S.

Le peuple doit donc prendre conscience qu'il doit compter avant tout sur l'unité et sur l'action de ses propres forces pour écraser le fascisme. Les manifestations de masse qui ont suivi les attentats commis à Paris et en province prouvent que la colère et la volonté de lutte ne cessent de se renforcer dans notre pays contre les assassins de l'O.A.S. et les complices dont ils disposent dans le pouvoir d'Etat.

Les propositions tendant à un compromis infâme avec des éléments de l'O.A.S., comme les manœuvres de division dont Guy Mollet, Vincent Auriol, Bothereau, Forestier et d'autres se font les instigateurs, encouragent les criminels fascistes.

LE Parti communiste français vient de renouveler aux partis et organisations se réclamant de la démocratie ses propositions d'unité d'action. Il demande à ses organisations et à ses militants d'œuvrer dans les départements, les localités et les entreprises pour que le rassemblement antifasciste se traduise partout par de puissantes actions communes comme celles qui viennent d'avoir lieu dans les Landes, le Jura, le Gard, la Meurthe-et-Moselle, Toulouse, Lille, etc.

L'appel des résistants de toutes opinions vient de donner un bel exemple et d'apporter la preuve que toutes les forces saines de la nation peuvent s'unir contre les factieux de l'O.A.S.

L'unité antifasciste doit se faire pour démasquer, isoler et mettre hors d'état de nuire les fascistes fauteurs de désordre et de crimes. Elle doit se donner pour but d'organiser une vigilance de masse pour empêcher les fascistes de commettre leurs agressions et d'assurer la protection effective des locaux des organisations démocratiques comme de leurs dirigeants.

La complicité du pouvoir gaulliste doit être dénoncée sans trêve et la pression populaire doit s'exercer plus puissamment afin d'imposer que soient accordés aux organisations sociales et aux collectivités élues le droit et les moyens d'assurer, contre les fascistes, l'ordre public et la sécurité des citoyens.

La lutte doit se développer pour obtenir l'arrestation des assassins et de leurs complices ainsi que l'épuration

de l'armée, de la police et des administrations, de tous les éléments factieux.

L'UNITE la plus efficace et la plus réelle se réalise dans les entreprises comme dans les villes et les villages au sein des comités antifascistes qu'il faut multiplier.

Les militants communistes, en même temps qu'ils travaillent au développement des comités antifascistes, doivent sans retard renforcer et développer le service d'ordre du Parti, en vue de protéger partout de façon efficace les réunions, les manifestations du Parti ainsi que ses sièges et ses militants responsables.

Face à l'aggravation des menées fascistes et de l'impunité que leur assure le pouvoir, il n'est pas aujourd'hui de tâche plus nécessaire, plus urgente que l'élargissement de l'organisation et de l'action antifasciste de tous les démocrates de notre pays, afin d'écraser l'O.A.S., d'imposer la paix négociée en Algérie et d'ouvrir la voie à la restauration d'une véritable République.

Paris, le 18 janvier 1962.

EMPORTEZ CE CADEAU

VOIR AU DOS BULLETIN D'ABONNEMENT

Bulletin d'Abonnement

Chaque nouvel abonné d'un an recevra gratuitement jusqu'au 31 mars 1962 le numéro spécial des « Cahiers » sur le XXIIe CONGRES DU P.C.U.S. d'une valeur de 7,50 NF.

NOM : .....

PRENOMS : .....

ADRESSE : .....

.....

.....

SIGNATURE :

verse ce jour un montant de 10 NF à votre C.C.P. Paris 4629-39, et désire recevoir le numéro spécial sur le XXIIe Congrès du P.C.U.S.

N.B. — Il ne sera pas tenu compte des réabonnements.

ADRESSEZ CE BULLETIN AU C.D.L.P.
142, boulevard Diderot
PARIS-12e